

LES SOCIALISTES ESPAGNOLS
ESPÉRANT OBTENIR
LA MAJORITÉ ABSOLUE
AUX ÉLECTIONS DU 28 OCTOBRE

(Lire page 6 l'article
de J.-P. CLERC.)

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 280 m. ;
Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ;
Danemark, 8,50 kr. ; Espagne, 50 pes. ; États-Unis, 50 c. ;
France, 3,50 F ; Grèce, 200 dr. ; Irlande, 160 Ir. ; Israël, 20 N. ;
Italie, 1.000 L. ; Liban, 350 P. ; Luxembourg, 27 F. ;
Norvège, 5,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 20 esc. ;
Sénégal, 200 F CFA ; Suède, 5,00 kr. ; Suisse, 1,40 L. ; Tchécoslovaquie, 200 Kčs ;
Yugoslavie, 25 D.

Tarif des abonnements page 2

3, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 02
Tél. Paris 15 550075
C.C.P. 4297 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

La fin du gouvernement Schmidt

- Le chancelier demande des élections législatives anticipées après la démission des ministres libéraux
- Vif raffermissement du mark

Reprendre l'initiative

Depuis plusieurs mois, le chancelier ouest-allemand s'interrogeait — et toute la République fédérale avec lui — sur l'avenir de la coalition gouvernementale social-démocrate et libérale, en proie à une crise de moins en moins larvée. Depuis quelques jours, le divorce entre les orientations budgétaires « sociales » du S.P.D. et celles « réalistes » des libéraux s'étalait en pleine lumière. On peut imaginer que, dans le climat d'incertitude qui régnait à Bonn, M. Schmidt ait envisagé bien des hypothèses. Mais quel que fût le moyen choisi, il ne pouvait plus laisser s'éterniser cette atmosphère crépusculaire où le gouvernement paraissait consacrer l'essentiel de son énergie à reculer un éclatement inéluctable.

Retrouvant le sens de l'action qui lui a jadis permis d'affronter victorieusement des crises aussi graves, le chancelier Schmidt a donc ce vendredi 17 septembre repris l'initiative en provoquant de nouvelles élections générales. L'entreprise, il est vrai, ne va pas sans risques et l'avenir devrait très rapidement indiquer s'ils ont été estimés à leur juste mesure. Mais pour l'efficacité du travail gouvernemental comme pour le bon fonctionnement des institutions, les risques découlant du prolongement de la situation malsaine et paralysante que connaissait la coalition depuis de longs mois étaient sans doute bien supérieurs.

A ces raisons « nobles » s'en est ajoutée, dans l'esprit de M. Schmidt, une autre qui relève davantage de la tactique politicienne : la proximité des élections régionales de Hesse. Organisé le 26 septembre prochain, ce scrutin risque fort d'illustrer lui aussi le déclin des sociaux-démocrates ; d'ores et déjà, la division de la majorité sortante y est mise en lumière par le pacte électoral conclu à cette occasion par les libéraux avec les chrétiens-démocrates.

Il était donc urgent, pour M. Schmidt, de vider l'arène de Bonn avant que soit désigné le Landtag de Wiesbaden. Non pas, sans doute, qu'il puisse espérer en si peu de temps un renversement de tendance de l'électorat régional. Du moins ne semblera-t-il pas ensuite devoir inverser l'ordre des opérations et des valeurs, ni tirer précipitamment les conséquences nationales d'un scrutin local.

La rupture entre les libéraux et ses propres amis semblait devenue inévitable, en dépit de dernières protestations de solidarité d'ailleurs de plus en plus molles. Qu'elle soit devenue manifeste sur le terrain budgétaire, avec l'affaire Lamsdorf, était logique et attendu. Mais elle ne se réduit pas à un épisode de la vie politique ouest-allemande. Il s'agit en fait d'un débat qui ne cesse de prendre de l'ampleur dans de nombreuses autres démocraties industrialisées d'Europe, et qui porte essentiellement sur le degré de protection sociale et d'intervention dans la vie économique que l'on peut attendre de l'État. Au moins en temps de crise, lorsque les charges de la collectivité s'accroissent d'autant plus dramatiquement que ses ressources, elles, tendent à diminuer, et qu'il faut alors choisir. De ce point de vue aussi, la façon dont les électeurs ouest-allemands vont se prononcer influencera beaucoup les voisins de la R.F.A.

La coalition entre sociaux-démocrates et libéraux, qui était au pouvoir à Bonn depuis 1969, a éclaté ce vendredi 17 septembre avec la démission des quatre ministres libéraux. M. Helmut Schmidt, chancelier depuis 1974, a fait connaître ce même jour sa décision de convoquer des élections anticipées.

Le groupe parlementaire social-démocrate a précisé que le chancelier avait réussi à convaincre l'opposition conservatrice de la nécessité d'organiser des élections anticipées.

Le chancelier devait, dans un discours au Bundestag, demander un vote de confiance qu'il sera assuré de perdre, les députés sociaux-démocrates s'étant engagés à s'abstenir. Le chancelier pourra alors demander au chef de l'État, M. Karl Carstens, de dissoudre le Bundestag dans les vingt et un jours. De nouvelles élections devront être organisées dans les deux mois.

A l'annonce de l'éclatement de la coalition, le mark a commencé à se raffermir très vivement, vis-à-vis du dollar dont le cours est revenu de 2,52 DM à 2,49 DM, et vis-à-vis du franc, s'élevant, à Paris, de 2,8210 F à 2,8275 F.

Dès le jeudi 16 septembre, la crise, qui couvait depuis plusieurs mois, avait pris un tour nouveau. Le chancelier Helmut Schmidt avait, en effet, reçu coup sur coup dans l'après-midi, M. Karl Carstens, le président de la République, puis le chef de l'opposition, M. Helmut Kohl. Au même moment, les dirigeants du parti social-démocrate rappelaient à Bonn les députés absents, et les convoquaient pour une réunion extraordinaire du groupe parlementaire S.P.D. ce vendredi matin.

Jedi soir, il semblait donc acquis que le chancelier était résolu à recourir à des élections anticipées, dans l'hypothèse où ses partenaires libéraux de la coalition ne se désolidariseraient pas nettement de l'un des leurs : le ministre de l'Économie, M. Otto Lambdorski.

Ce dernier avait rendu public, dimanche, une série de propositions budgétaires comportant notamment de sévères réductions des dépenses sociales, propositions qui prennent le contre-pied de la politique jusqu'à présent suivie par le gouvernement.

(Lire la suite page 5.)

Les présidents des sociétés de radio et de télévision

- | | |
|----------------------------|---------------------------------------|
| TF 1 : M. Michel MAY | Radio France : M. Jean-Noël JEANNENEY |
| A 2 : M. Pierre DESGRAUPES | S.F.P. : M. Bertrand LABRUSSE |
| FR 3 : M. André HOLLEAUX | |
- (Lire page 30.)

L'occupation de Beyrouth-Ouest par les Israéliens

Washington exige un « retrait immédiat », mais Jérusalem obtempérera « quand l'armée libanaise sera capable de maintenir l'ordre »

Les ultimes poches de résistance des milices libanaises étaient en cours de réduction ce vendredi 17 septembre en fin de matinée à Beyrouth-Ouest dont l'armée israélienne contrôlait tous les points stratégiques, procédant à l'arrestation d'un millier de personnes. Les combats auraient fait trente-deux morts, dont un officier libanais et cent cinquante deux blessés, selon Radio Liban (radio officielle). La presse de Beyrouth fait état de huit Israéliens tués.

Après vingt-quatre heures d'hésitation, les États-Unis ont exigé le « retrait immédiat » des forces israéliennes de Beyrouth-Ouest en soulignant que l'occupation n'est pas conforme aux engagements souscrits par Jérusalem. Le cabinet israélien, réuni jeudi soir, a accepté

à l'unanimité de retirer ses troupes quand l'armée libanaise sera capable de « maintenir l'ordre public ».

Le Liban a dénoncé l'occupation israélienne et demandé la convocation du Conseil de sécurité, qui s'est réuni, tandis que M. Yasser Arafat qui a quitté Rome pour Damas, demandait le retour de la force multinationale d'interposition. A Beyrouth, les Phalangistes ont présenté la candidature à la présidence de M. Amine Gemayel, frère du président assassiné, qui semble assuré d'être élu à la tête de l'État. L'élection pourrait, selon l'ancien président Chamoun, avoir lieu la semaine prochaine.

A Paris, on annonçait ce vendredi matin, la très prochaine publication d'une déclaration officielle sur la situation au Liban.

Quelques carrés d'irréductibles

De notre correspondant

du lundi 16 au vendredi 17 septembre une résistance farouche à l'occupation israélienne. Face à un assaillant qui utilisait des chars et des canons antiaériels, ils se battaient encore ce vendredi en début de matinée.

Commencée mercredi à l'aube, quelques heures après l'assassinat de Bechar Gemayel, l'invasion a été menée à coups de chars. Utilisant des gros chars Merkava, les Israéliens ont avancé lentement et méthodiquement sur cinq axes qui, partant du pourtour de la demi-ville, convergent finalement vers la célèbre rue Faour. Jeudi après-midi, les chars israéliens y avaient pris position, ainsi que partout ailleurs.

Pour couronner qu'elle ait été — et qu'elle soit encore là —

elle continue, — la résistance opposée à l'avance israélienne par les milices progressistes libanaises ne pouvait être que dérisoire.

Le plan de pacification de la capitale se trouve torpillé alors qu'il se déroulait dans de bonnes conditions. Cette « dérive » a été soulignée par les combattants d'aujourd'hui et a entraîné une vigoureuse protestation du chef du gouvernement, M. Wazzan, une fois de plus bloqué à son domicile par les Israéliens.

Quelques centaines de combattants ont fait face aux chars et aux raids d'intimidation de l'aviation qui s'effectuait de temps à autre sur la ville, comme si elle allait la plonger.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 5.)

Une nouvelle politique des transports

Le ministre des transports, M. Charles Fiterman, rend publiques ce vendredi 17 septembre les grandes lignes du budget de son département pour 1983, un budget qui, « tout en respectant les contraintes liées à la situation actuelle », confirme la « croissance sensible des engagements de l'État » en matière de développement des transports publics, puisque son augmentation atteint 16 %, la part de choix revenant aux crédits de paiement (+ 38 %) et aux autorisations de programme (+ 27 %), alors que les dépenses ordinaires ne s'accroissent que de 10,8 %.

Pour M. Fiterman l'automne sera aussi marqué par la discussion au Parlement de son projet de loi d'orientation des transports intérieurs qui, pour la première fois, permettra un vaste débat public sur un domaine qui intéresse l'ensemble des Français.

Les relations et les échanges, sans un bon système de transports ?

De fait, les transports occupent une place croissante dans l'activité économique, dans la vie des gens et du pays. Les raisons en sont profondes : au-delà de choix parfois contestables, c'est l'évolution même de notre civilisation moderne qui conduit à un développement et à une diversification des besoins de mobilité, de communication. Peut-être se dirait-on que si on n'a pas davantage parlé des transports, c'est que, tant bien que mal, « ça roule » ? La situation est loin d'être aussi simple.

Dans les dernières décennies, les transports ont connu un développement indéniable, à un rythme dans l'ensemble suffisant pour faire face à la croissance économique du pays. Des infrastructures ont été construites ; des réalisations techniques de premier plan — je pense aux premiers Airbus ou au T.G.V. — ont vu le jour. De tout cela, je donne volontiers acte à ceux qui dirigent alors le pays.

(Lire la suite page 27.)

(*) Ministre d'État, ministre des transports.

M. RENÉ MONORY INVITÉ DU « GRAND JURY R.T.L.-LE MONDE »

M. René Monory, ancien ministre de l'économie du gouvernement Barre, sénateur (Union centriste) de la Vienne, membre du collège exécutif du Centre des démocrates-sociaux, sera l'invité de l'émission « Le Grand Jury R.T.L.-le Monde », dimanche 19 septembre, de 18 h 15 à 19 h 30.

L'ancien ministre répondra aux questions des journalistes de la station et du quotidien.

Renaître à Budapest

Michèle Manceaux

ADELYM

L'histoire d'un voyage intérieur où intervient l'Histoire.

Par l'auteur de : Grand reportage et Pourquoi pas Venise.

Seuil

POINT M. GISCARD D'ESTAING A ANTENNE 2

Voix sans message

Depuis le 10 mai 1981, l'opposition, considérée dans son ensemble, n'a pas de leader. Ce « vide » n'a pas été comblé, jeudi, par la prestation télévisée de M. Giscard d'Estaing.

L'ancien président de la République n'aime guère entendre parler de son bilan pour la bonne raison que, dit-il, « ce qui est le moins intéressant c'est le passé ». Reste donc l'avenir, mais il faut constater qu'aucune perspective claire ne nous a été proposée, bien que « l'heure de vérité » ait duré environ quatre-vingt minutes.

Récupérer les « déçus du socialisme », c'est évidemment la bonne recette puisque M. Mitterrand ne l'a pas emporté, il y a seize mois, sans la concours des « déçus du giscardisme », mais si c'est là un programme, il apparaît

bien négatif. On construit sur l'adhésion, non sur l'insatisfaction.

« Libéralisme à dimension sociale », « libéralisme pour tous », « libéralisme solidaire ». Voilà, certes, de séduisantes formules, mais qui demandaient à être explicitées et à être demandées toujours.

Nous avons entendu une « voix » qui se propose d'exprimer « un certain nombre de points de vue fondamentaux sur l'avenir de la France et sur ce que notre pays peut essayer d'être ou de devenir », mais nous attendons toujours le message.

M. Giscard d'Estaing a prêté l'objection puisqu'il a déclaré en fin : « Je ne voulais pas transmettre de message ». Mais alors, en définitive, pourquoi cette « heure de vérité » ?

(Lire pages 9 et 10.)

NEIL YOUNG EN CONCERT

L'aventure recommencée

Trente mille personnes ont assisté, jeudi soir 16 septembre, au concert de plus de deux heures offert par Neil Young, personnage-symbole du rock, au Parc des loisirs de l'île Saint-Germain, à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine).

Dans un élan magnifique, c'est une vraie fête des sons et des sentiments qui a donné un des grands survivants de l'histoire musicale tumultueuse des années 60 et 70, un de ceux qui ont su conserver leur fraîcheur et leur énergie, un musicien prolifique et lumineux que le temps n'a pas blâsé mais qui, bien au contraire, se réalise dans quelques-unes des plus belles musiques jamais créées dans le rock, dans des chansons-histoires, des chansons d'émotion riches de spontanéité et de sensibilité toujours vive et neuve.

Transformé, heureux, épanoui, les cheveux courts et vêtus de blanc, Neil Young a fait jaillir ses images, poétiques et flamboyantes, d'une scène géante éclairée de lumières multicolores et protégée par un décor ambigu illustrant en somme sa propre vision du monde.

Young a surtout démontré qu'il ne se satisfaisait pas d'un mythe à que pour lui, son aventure musicale ne manquait pas de perspective puisqu'il assimilait les dernières composantes du rock, qu'il combinait à sa manière l'acoustique et l'électronique, réalisait une synthèse du folk et du rock et rassemblait divers éléments éparpillés d'une musique, hors des nostalgies et des modes.

CLAUDE FLÉOUTER.

(Lire la suite page 19.)

Après la prise d'élus
à Berne
APPRENTISSAGE D'UN PHASE
A MUNICH

DISPARITIONS

Christian Ferra

V. HOFFMANN

hamm

La passion de la musique

COURRIER

Singer et le « schlemiel »

Permettez-moi d'apporter à l'interview d'I.B. Singer parue dans votre numéro du 5 septembre un supplément d'information tiré de l'œuvre même de l'écrivain.

« Si vous considérez, dit-il à propos de l'état d'Israël, qu'un guerrier est supérieur à un schlemiel, alors Israël est une réussite ! Si vous considérez, au contraire, qu'un schlemiel vaut mieux qu'un guerrier, alors, c'est nous la réussite. »

Dans ses œuvres de plus longue haleine, Singer n'oppose pas le fort et le faible aussi sommairement que dans une interview. L'un des plus étonnants romans de Singer, *l'Esclave*, qui vient d'être réédité par Stock, met précisément en scène un schlemiel, un esclave, un faible. Mais cet esclave résiste aux maîtres non seulement en restant étroitement soumis à la loi juive, mais en se défendant :

« Le premier jour, les autres vachers l'avaient attaqué et rousé ; mais il avait appris à rendre les coups et, maintenant, il emportait un gourdin en chêne. (...) Wanda avait apporté à Jacob un couteau afin qu'il pût se défendre. (...) Jacob portait un gourdin de chêne et, dans une poche, sur sa poitrine, le couteau que Wacław lui avait prêté. Jacob, à présent, tenait compte du conseil du livre d'Abraham : « Si quelqu'un s'attaque sur toi pour te tuer, lève-toi le premier et tue-le ! »

Jacob, l'esclave, le schlemiel, finit par être considéré comme un précurseur de la secte des « messianistes », qui « prétendaient qu'Israël brandirait l'épée d'Ésaü, jusqu'à ce que tous les descendants d'Abraham soient devenus une seule nation ».

Dans la même interview, Singer, pour résumer les Israéliens, note : « Ils ont construit des hôtels et des maisons. Ils ont réussi à devenir une nation comme les autres, une Amérique en miniature. »

C'est vrai. Mais les Israéliens n'ont-ils pas également inventé le kibboutz, d'où est bannie l'exploitation de l'homme par l'homme, la Hissadrout, cette fédération de coopératives d'où sont bannis les intermédiaires qui finissent par fausser les économies ? C'est plus et autre chose qu'une redite des États-Unis.

PAUL GINIEWSKI.

Qui lit Jünger ?

Qui lit Jünger ? Dans la remarque préliminaire de son interview avec Ernst Jünger dans le *Monde Dimanche* du 29 août, Jacques Le Rider écrit : « Il connaît la gloire littéraire des ses premiers livres de guerre : *Orages d'acier* (1920), etc. Or, jusqu'en 1930, à peu près, en Allemagne, Jünger ne comptait guère que comme spécialiste de questions militaires. Dans ses nombreux articles, il traitait des sujets sur l'infanterie, la bataille de tanks, l'esprit combattif. De plus, il écrivait des souvenirs de guerre auxquels il donnait une forme littéraire. Il était le porte-parole d'un groupe révolutionnaire de droite qui apparaissait sous le sigle de *Nouveau Nationalisme*. L'attitude qu'il propagait comme « réalisme héroïque » était un nihilisme de l'action à tout prix, qui avait ses racines idéologiques dans une vulgarisation de Nietzsche et dans le « socialisme prussien » de Spengler. Jünger atteint le sommet de cette évolution par son essai *la Mobilisation totale* (1930). »

C'est seulement à partir du moment où le chemin était déblayé et que la république de Weimar mourante tournait irrémédiablement vers la « révolution nationale », que Jünger se consacrait à des œuvres plus vastes. C'est l'époque du *Travailleur* (1932), modèle d'un État autoritaire et militariste et qui devait annuler 1789 : vision technocratique – le travailleur en tant que guerrier en civil – réclamant une dépersonnalisation brutale, une soumission à une discipline de fer.

Son ambition politique – et c'est en cela qu'il se distingue des nazis – allait dans le sens d'une dictature militaire et d'un pouvoir élitiste. Et cet aristocrate affiché fut aussi celui de son style : ici, également, il a réussi à se démarquer des nazis.

Son talent de « prosateur éminent » ? L'aristocratie mis en avant, l'attitude d'une noble dis-

taance, parvenait à fasciner ses lecteurs jusqu'à aujourd'hui et à faire oublier le côté étrangement figé, exsangue de son écriture – le manque d'imagination. Sa langue est d'un classicisme froid, artificiel avec, ici et là, l'adjonction d'un pathos pénible. L'impassibilité flaubertienne devant l'objet apparaît pervertie dans ses descriptions de guerre. Elle s'est transformée en une froide indifférence à l'égard du problème moral du fait de tuer.

Ailleurs, J. Le Rider écrit : « Beaucoup d'Allemands s'ébahissent devant l'admiration sans mélange dont Ernst Jünger bénéficie en France. »

Sans mélange ? Le critère selon lequel quelqu'un est considéré comme « grand écrivain de ce siècle » en France ne devrait-il pas être le fait d'avoir exercé une influence sur d'autres auteurs ? J'ai interrogé mes amis écrivains. Résultat : aucun écrivain important se reconnaît en lui. Certes, on l'a lu un jour, par curiosité. Mais c'est une affaire classée, une valeur académique...

En Allemagne, même l'intérêt des Verts et écologistes n'a pas duré. Certes, Jünger parle de la nature, mais en chirurgien. Et d'ailleurs, les Verts ont fini par découvrir, tardivement il est vrai, des textes tels que *Nationalisme et question juive* (1930). Maintenant que les jeunes en Allemagne sont en train de découvrir la littérature d'extrême droite, il faut bien que les conservateurs aient aussi leur « grand » écrivain. Jünger ressemble à cet ordre. Pour le mérite, qu'il exhibe depuis 1918 : c'est une relique.

ALBRECHT BETZ
(universitaire
et écrivain allemand).

Amnésie

Dix ans de recherches consacrées à une thèse sur le *National-bocheisme allemand sous la république de Weimar* (Champion, Ed.) m'ont permis de me faire une opinion sur le cas Jünger.

En ce qui concerne l'écrivain, le stylistique et même le « magicien du verbe », le doute n'est pas permis. Jünger est l'un des tout premiers écrivains allemands de ce siècle. Seuls, l'aveuglement partisan le fanatisme ont pu amener récemment certains critiques allemands à le présenter comme « un écrivain de second ordre ». Dieu merci, le ridicule, à la longue, tue.

En ce qui concerne le « fascisme » ou le « pré-fascisme » de Jünger, stigmatisé en particulier par les Verts (dont une minorité est parfois bien plus proche de lui qu'elle ne l'imagine), la réponse est à la fois simple et complexe.

Fort simple dans la mesure où Jünger fut effectivement le héros vivant du « nationalisme soldatique », et, surtout entre 1926 et 1928, le « chef spirituel incontesté » du petit groupe dit « néo-nationaliste », qui fut un foyer ardent de la lutte intellectuelle contre le nationalisme, le libéralisme et l'idée démocratique. Certains des membres de ce cercle (mais pas Jünger lui-même à ma connaissance) allaient jusqu'à revendiquer ouvertement le nom de « fascistes ». Tous admiraient Mussolini, sans pour autant penser pouvoir copier le détail de sa démarche politique...

Réponse apparemment plus complexe, dans la mesure où Jünger lui-même admirait plus encore Staline et la Russie du premier plan quinquennal, interprété par lui, comme par bon nombre de conservateurs allemands, comme un exemple d'efficacité étatique, de régénération nationale et, pour tout dire, de restauration des valeurs autoritaires par le biais d'une « russie de l'histoire ». Héraut de

« l'État total », Jünger a été très proche des « nationaux-bochevistes » de l'extrême droite allemande, et leur leader le plus en vue, Ernst Niekisch, resta au nombre de ses plus proches amis jusqu'au-delà de la période du Troisième Reich.

Ennemi déclaré de la démocratie weimarienne, Jünger fut tout naturellement amené à connaître de près le mouvement hitlérien dès la période de gestation de celui-ci. Il fréquenta un moment de près certains des animateurs de la prétendue « gauche » nazie, au premier rang desquels Otto Strasser – sans même parler de Goebbels, qui fut vers 1925 l'un des représentants les plus radicaux de cette « gauche » (et s'efforça ensuite de garder le contact avec le prestigieux auteur des *Orages d'acier*). Mais l'Hitlisme « prussien » et le radicalisme « révolutionnaire » éloignèrent très vite Jünger d'un mouvement qui présentait à ses yeux les torts d'occultisme primitif, de passer des compromis avec la « bourgeoisie repue » et de présenter un caractère « plébéen ».

Que Jünger ait été par ailleurs à cette époque le libérencin cynique de la manipulation des masses par les moyens de la technique moderne et par les idéologies (nationalisme ou socialisme, peu lui importait), c'est là une brutale contradiction dont il devait amplement ressentir l'essence du moins les effets quelques années plus tard, sans avoir jamais trouvé moyen d'en sortir que par une amnésie volontaire ou involontaire. Il est vrai qu'il a su depuis atteindre à une sorte d'humanisme élitiste et « secret », qui gagnerait quand même à s'enrichir de quelques pages d'autocritique.

LOUIS DUPEUX,
professeur à l'université
de Strasbourg-III.

PARTI PRIS

Genève

Les Genevois ne sont pas très contents. Et ils continuent de nous l'écrire. Avec la courtoisie et la retenue qui leur sont coutumières...

Halte ! Disons plutôt que des Genevois nous manifestent leur mécontentement avec courtoisie et retenue. Car, précisément, ce que nous reprochons nos correspondants genevois, c'est l'emploi de stéréotypes et les généralisations hâtives.

Pierre Lauliet avait décrit dans le *Monde Dimanche* du 22 août le mal de vivre d'une fille de vingt ans native de ce que nous nous gardons d'appeler la cité de Calvin. Avoir vingt ans et un peu de spleen, comme on disait naguère, n'est pas une spécialité helvétique ni plus particulièrement genevoise. La sévérité de la jeunesse vis-à-vis de ses aînés non plus. Même si parler de « conflit de générations » est devenu un autre stéréotype, un peu plus fatigué que les autres. L'héroïne de Pierre Lauliet n'y allait pas par quatre chemins : « Milliardaires minables » qui « baissent le museau du veau d'or », ce n'est pas très gentil. Mais on aime les formules percutantes, à vingt ans.

Tel de nos correspondants nous interroge : « Dans le *Journal de Genève*, ou la *Tribune*, ou la *Suisse* ou le *Courrier*, bref quelque part dans la presse genevoise, un article du même genre, intitulé « Avoir vingt ans à Lyon, ou Bordeaux, ou Paris, ou (un) jeune Parisien(ne), Bordelais(e) ou Lyonnais(e) bien dans le vent (...) qui démettrait une série de jugements définitifs, quoiqu'un peu usés, sur son entourage, le niveau intellectuel et moral de certains milieux sélectionnés, toujours les mêmes, avec par-ci par-là une pointe démodée sur « le mur de l'argent » ? (...) Impensable. Peut-être. Mais ce serait faire injure à nos confrères que de les considérer comme condamnés à une neutralité si stricte qu'ils ne puissent, s'ils le désirent, décrire les états d'âme agressifs d'un(e) jeune Parisien(ne) ou d'un(e) jeune provincial(e). »

Les Parisiens ne se choqueraient guère. Ils ont l'habitude de voir s'écarter leurs reins et leurs coudes, d'être considérés tantôt comme des habitants de Babylone, tantôt comme ceux de Sodome ou de Gomorrah, tantôt comme pétris d'une insupportable morgue. Les Lyonnais, les Bordelais, c'est autre chose.

Telle région française, nous a fait savoir vertement qu'elle n'acceptait pas qu'on dise d'elle que le brouillard y régnait souvent, telle autre défend avec âpreté sa cuisine, ou ses plages injustement attaquées à ses vœux. Tel bourg s'est estimé diffamé parce qu'on le disait riche et fertile en grosses cyniciennes.

Si quelques Genevois ont quelques peines à accepter que notre voisine soit traitée comme « quelqu'un de la famille », même à travers les propos tout à fait subjectifs d'une de ses filles, comment penser qu'ils en conçoivent longtemps de l'humour ? Ils savent, et on ne le cache pas « sur les bords du Léman », qu'un brin (flatteur) de jalouse se mêle à l'amitié qu'on porte à leur ville.

JEAN PLANCHAIS.

VOUS ET MOI

Écologie

Faute de mieux, les conversations roulent inlassablement sur l'écologie – espèce de vie, source générique, maillon précurseur d'une chaîne prête à se briser. On fait des paris : l'écoulement va-t-il s'ouvrir ou va-t-il continuer à rouler vers l'abîme ? Drama à épisodes qui se joue chaque soir au bulletin de 20 heures... Les nouvelles ne sont pas bonnes : « Il a encore roulé de plusieurs centimètres... Il est au bord de l'abîme. » Et puis le coup final :

— Cert après-midi, à 15 h 35, l'écoulement s'est écroulé sur la pente sud du mont Croz.

Pauvre sillon qui ne connaît ni l'envol ni la gloire ! Le ministre de l'environnement, M. Berry, est accablé. Mais c'est un homme d'action qui ne va pas se laisser abattre par une question d'écoulement. Il a déjà contacté les laboratoires Dupont de Nemours, qui se proposent de déverser une pluie de graines-pilules fertilisantes sur les pics du Montanet. Il faut laisser faire la nature, mais de temps en temps, n'est-ce pas, il faut forcer un peu.

Un homme posé, ce cher ministre, intègre et totalement dévoué à la cause mondiale de l'écologie. Comme d'ailleurs bon nombre de Washingtoniens au palais délicat, c'est un gourmet. Et quel de mal à ça ? Après avoir exploré l'espace et les fonds sous-marins, déchiffré le code génétique ou le système cérébral des alouettes, il ne reste plus qu'à se pencher sur les mystères culinaires. Restaurants chinois, italiens, mexicains, M. Berry les a tous essayés. Mais il connaît « Dominique », un des restaurants français qui abonde à Washington ? Ce n'est pas l'humble estaminet aux rideaux bonnets, qu'on trouve par hasard à un coin de rue, s'ouvrant lundi et mercredi de 11 heures à midi et de 18 heures à 19 heures. Non ! « Dominique » a de la classe, de la bonne cuisine, de l'élégance, des vins, des clients la plus huppée de la capitale... Mais voilà le problème : comment varier les menus à l'infini, pour satisfaire cette clientèle blasée qui a goûté à toutes les épices de la terre et de la mer ? Les cuisiniers, chez « Dominique », ne manquent pas d'imagination. Et d'ailleurs ils sont payés en conséquence. Leur salaire ne dépasse-t-il pas celui de M. Berry ?

— Et pour vous, M. Berry ?
— Un crocodile.
Sur le menu depuis quelques jours, le crocodile en sauce, à la broche ou sur le gril faisait courir le Tout-Washington. Et le chef, l'air bonhomme, passait d'une table à l'autre :
— Il est à point mon crocodile ?
— Juteux... à point... succulent...

On ne trouvait pas assez d'adjectifs pour exprimer le savoir d'un mets aussi rare. M. Berry dégustait tout à son aise et rentrait chez lui faire un petit somme – le temps de digérer son crocodile – quand le téléphone sonna à plusieurs reprises. On avait eu vent de la chose, ou plutôt de l'animal.

...On sert du crocodile chez « Dominique », monsieur le ministre, du crocodile... Une des espèces les plus menacées du globe, comme vous le savez.

Non, M. Berry ne voulait rien savoir. Comment pourrait-il se passer d'un plat aussi délicat ? Ne plus déguster son steak de crocodile chaque semaine ? Jamais de la vie !

...Du crocodile, monsieur le ministre, c'est un scandale, il faut ordonner la fermeture du restaurant.

Fermer « Dominique » ? Impossible ! Mieux vaudrait démissionner. A moins de trouver une solution ingénieuse qui satisfait à la fois les écologistes et les gourmets. Chaz « Dominique » on était ravi de la publicité fournie par les filets de crocodile, et on était prêt à tous les compromis pour épargner les gens du ministère.

La semaine suivante, M. Berry goûtait un plat spécialement préparé pour lui, sous le regard vigilant et un peu inquiet du chef.

— Ça vous plaît, M. Berry ?
— Pas mal, pas mal du tout... La sauce pourtant, un peu terne. Qu'est-ce que c'est au juste ?
— Du putois.

Il a l'esprit large, monsieur le ministre, et l'estomac bien assis.

— Hum... ça ne vaut pas le crocodile... De toute façon, vous n'y pensez pas ! Le putois est un des rongeurs les plus indispensables. C'est lui qui détruit les scarabées, les termites, les cochenilles... Surtout, ne touchez pas aux putois !

Pauvre « Dominique ». Le putois sauce béarnaise a disparu du menu.

PAULE ZAPATKA.

Occitan

Faut-il donc rappeler qu'une langue est constituée par un ensemble de dialectes intercompréhensibles ? Comme le rappelle fort justement M. Bonifassi dans la *France latine* (n° 88-89), revue peu suspecte d'occitanisme, « la langue anglaise existe, malgré de réelles difficultés de compréhension entre les habitants de Leeds et les cockneys ; tous les Allemands ne parlent pas le *Ur-Deutsch* ». Frédéric Mistral, véritable génie universel, n'a-t-il pas, dans son immense *Tresor dou Felibrige*, embrassé tous les dialectes de langue d'oc fort bien énumérés par M. Card ? (*le Monde Dimanche* daté 5-6 septembre 1982).

L'intercompréhension des divers dialectes d'oc, tous égaux en dignité, c'est le « signe de famille » invoqué par Mistral, c'est le témoignage irrécusable qu'une communauté occitane existe. Les cinq mille manifestants venus de toutes les régions occitanes, qui défilaient, le 15 mai dernier, à Marseille pour obtenir deux à trois heures d'émission par semaine et en oc à la télévision, savent fort bien qu'ils luttent pour la même langue de quelque manière qu'elle soit orthographiée. Il y avait là des félibres, des adhérents de l'Institut d'études occitanes, des provençalistes du mouvement Parlaran, des autonomistes de Volèm viure au País, etc.

Il faut désormais considérer le choix du mot « occitan » comme dénomination commune de tous les dialectes d'oc, comme un fait acquis. Le mot « provençal », longtemps usité par les romanciers, aujourd'hui en désuétude, engendre une confusion entre le tout et la partie, la dénomination commune de « langue d'oc », inventée par Dante, a certes fourni un long usage mais, comme l'a écrit le majoral du Felibrige Roger Barthe, « elle cède à son tour le pas à l'occitan », qui se recommande par son histoire, son exactitude, sa dynamique unitaire (cf. « Frosas de tota mena »). Rappelons enfin que les textes officiels qui organisent l'enseignement des langues régionales, de la loi Deixonne de 1951 à la circulaire Savary du 21 juin 1982, emploient le terme « occitan ».

Quant à « oïllan », pourquoi ne pas en faire un synonyme de « langue d'oc » ? Mais cela est l'affaire des franciscains...

J. PIETRI,
Provençal (Grasse).

Français

Français ! Pourquoi inventer le mot occitan quand le mot français suffit ? Qu'on en juge.

— Pourquoi, au lieu de picard, normand, gallo, morvandiau, poitevin-saintongeais, ne parlez-vous pas de français en créant un mélange de ces dialectes pour en faire un seul langage unifié ?

Il semblerait que l'orthographe de Chrétien de Troyes en respectant l'évolution que seule une continuité sait transmettre.

— Ridicule, absurde, et contraire au principe même de langue et culture populaire, répondez-vous.

— Exact ! Mais alors pourquoi les médias français et votre journal tout particulièrement ignorent-ils le gascon, le limousin, le languedocien, l'auvergnat, le provençal et parlent-ils d'occitan, qui n'existe pas plus que le français ?

CLAUDE ASSÉMAT
(Trieul-sur-Seine).

Côtes

Dans l'article « Le mot ressuscité de la côte landaise » (*le Monde Dimanche*, 4 septembre 1982), cette dernière est baptisée « Côte d'Opèle ». Le délégué régional au tourisme de la région Nord-Pas-de-Calais nous demande de signaler que la Côte d'Opèle est le nom donné au littoral qui s'étend « de la frontière belge jusqu'à Mers, jouxtant Le Tréport ». La côte landaise a été baptisée Côte d'Argen.

« A chacun sa vérité. » Dans les jeux du 5 septembre, on apprend que Pie X a succédé à Léon XII. Il s'agit bien sûr de Léon XIII. Léon XII, qui laissa peu de souvenirs, régna de 1823 à 1829.

LE MONDE

malade, le jour de la publication de ses secrets des journaux d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être L'APPARTEMENT que vous recherchez.

صكزا من الاعل

Le Monde

étranger

L'occupation de Beyrouth-Ouest par les troupes israéliennes

Le Conseil de sécurité des Nations unies s'est réuni, jeudi 16 septembre, à la demande du Liban. Son représentant permanent, M. Ghassan Tuani, a invité le Conseil à réclamer le retrait immédiat des forces israéliennes de Beyrouth, Israël ayant fait fi du droit international. « De quel droit, a-t-il déclaré, Israël peut-il s'attribuer la « mission » de maintenir l'ordre dans la capitale de mon pays et empêcher de prétendues luttes de factions, au moment précis où, dans le deuil, mon peuple s'était rassemblé et réuni comme rarement auparavant ? De quel droit l'armée israélienne se décrit-elle comme une force de stabilisation dans un pays qui a été déstabilisé pendant des années parce qu'il avait été le théâtre des guerres d'Israël ? »

M. Blum, au nom d'Israël, a fait valoir que la mort de Bechir Gemayel avait créé une situation extrêmement dangereuse et a affirmé que, en violation de l'accord sur l'évacuation des Palestiniens de Beyrouth-Ouest, plus de deux

mille combattants de l'O.L.P. étaient restés dans la ville. Le délégué jordanien a annoncé l'existence d'un projet de résolution condamnant l'assassinat de Bechir Gemayel et l'avance israélienne dans Beyrouth. Des consultations devaient avoir lieu ce vendredi en vue de parvenir à un consensus ; le représentant américain n'a pas exclu une telle possibilité. Le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, a exprimé sa « profonde préoccupation » devant l'avance des forces israéliennes à Beyrouth-Ouest, qui est contraire au processus de retrait envisagé.

De toutes les réactions qui continuent d'affluer après la mort de Bechir Gemayel, seule celle de la Libye exprime la satisfaction : selon l'agence officielle Jana, « le traitre Gemayel, agent numéro un des sionistes (...), a été assassiné par les forces vives de la nation arabe ». Analyse que ne reprennent ni les responsables arabes ni la presse, qui penchent plutôt pour une responsabilité israélienne. Qua-

lité de « véritable désastre » par le dirigeant chite libanais Mohsen Slim, la disparition du président élu a eu lieu, déclare la Ligue arabe, dans des circonstances qui « indiquent qu'Israël n'y est pas étranger ». La Ligue condamne aussi la « nouvelle agression israélienne » et lance un appel aux grandes puissances pour qu'elles interviennent en faveur du retrait de l'armée d'Israël.

Enfin, les passions suscitées par la visite à Rome de M. Arafat, qui a été reçu par le pape Jean-Paul II et par le président Pertini, restent vives. M. Segin a estimé que la rencontre entre le souverain pontife et le chef de l'O.L.P. appelait le « dégoût ». Elle sera oubliée, Elie Passera, a-t-il affirmé. M. Eliahu Ben-Elissar, président de la commission des affaires étrangères de la Knesset, y voit une « insulte à l'humanité ». Le Saint-Siège considère que le discours prononcé par le pape lors de l'audience générale et le communiqué publié sur la visite de M. Arafat « suffisent à rectifier les évalua-

tions exprimées par le communiqué (...) du ministère des affaires étrangères israélien sur la signification et le contenu de la rencontre de Jean-Paul II avec M. Arafat ». Mercredi soir, une note officielle israélienne avait qualifié les protestations israéliennes d'« inadmissibles ».

Condamnée comme « honteuse » par le successeur probable de Mgr Lefebvre à la tête des intégristes, le Père Schmidberger, la rencontre entre Jean-Paul II et M. Arafat apparaît « inconcevable sur le plan moral » à M. Alain Rothchild, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF). Celui-ci ajoute : « Quant au projet d'accueillir officiellement à Paris Yasser Arafat, il se heurterait au refus résolu de la communauté juive de France ». Le grand rabbin de France, M. René Sirat, a d'ailleurs demandé à cette dernière de consacrer le lundi 20 septembre au jeûne et à la prière pour marquer « la consternation et la douleur du judaïsme français ». — (A.F.P., Reuter, A.P.)

Le climat actuel d'unité nationale rend très probable l'élection de M. Amine Gemayel à la présidence de la République

De notre correspondant

Beyrouth. — La candidature de M. Amine Gemayel, frère aîné du président libanais Bechir Gemayel, assassiné avant d'être entré en fonction, a été présentée par le parti phalangiste. Malgré quelques réticences — qui émanent cette fois du camp chrétien, où les députés qui avaient adhéré au personnage de Bechir Gemayel sont moins enthousiastes à l'égard de son frère, sans pour autant lui être hostiles. — il est probable que M. Amine Gemayel sera élu. Il pourrait même obtenir une majorité plus confortable que son frère, pour qui le quorum avait tout juste pu être atteint.

En effet, le nouveau candidat du parti phalangiste profite de la vague de solidarité qui, en dehors du Nord, a déferlé sur le pays après l'assassinat de Bechir Gemayel. Non seulement l'islam libanais mais même les partis des mouvements progressistes et assimilés se sont associés au deuil national et ont plaidé l'unité autour des institutions légales.

Un candidat de compromis

Le Congrès national islamique, instance politique menée par M. Taab Salaz, et le conseil islamique, instance religieuse, ont rendu hommage au jeune président disparu, mettant en relief son nationalisme et affirmant que le complet vailait son intrinsèque face aux menées de l'ennemi.

Deuxième atout de M. Amine Gemayel : l'islam libanais était son départ mieux disposé à son égard que vis-à-vis de son frère, et l'opposition musulmane avait proposé son nom comme candidat de compromis lorsqu'elle s'employait à faire obstacle à l'élection de Bechir Gemayel.

Enfin les chrétiens « bechiristes »

(notamment les forces libanaises et leur milice) n'ont pas de candidat de rechange, toute leur politique ayant été centrée sur la personne de Bechir Gemayel. Si certains dirigeants nationalistes — notamment M. Camille Chamoun, ancien président de la République et chef du Front libanais (coalition des partis conservateurs), qui, assis, informé de la décision phalangiste, a réservé sa réponse — peuvent

être relativement fidèles à l'égard du nouveau candidat, et si même l'un ou l'autre peut avoir des velléités de candidature, ce qui était impossible face à Bechir Gemayel, l'élection n'en sera sans doute pas compromise. M. Amine Gemayel, dont le discours aux funérailles de son frère avait été perçu comme un acte de candidature, avait alors prédit serment de « relever le flambeau ».

Le retour au droit d'aînesse

« La part a donné au Liban Bechir, maintenant il lui donne Amine. » Ce mot d'un dirigeant phalangiste annonçant la candidature à la présidence du frère du chef militaire assassiné formule en raccourci le principal argument en faveur de « Chelikh Amine » : non seulement celui-ci devrait bénéficier du prestige et de la nouvelle sympathie qui s'attachent, depuis l'attentat de mardi, au nom des Gemayel, mais sa candidature, dans ce pays où la loi des clans reste une donnée nationale, est un retour au « droit d'aînesse » que le dynamisme de Bechir avait contourné à son profit ces dernières années.

Agé aujourd'hui de quarante ans, soit six de plus que son cadet assassiné, Amine est, en effet, « le plus ancien dans le grade le plus élevé » parmi les six enfants de « Chelikh Pierre », le fondateur du parti phalangiste. Il est aussi membre du bureau politique de ce parti et député, depuis 1970, de la région du Matn, au nord-est de Beyrouth, qui abrite le fief de la famille, à Sidéys.

Bien que moins répandu que ceux

de son frère et de son père, son portrait ornait les carrefours et les devantures de son district de Beyrouth. Il tenait d'ailleurs à préciser ces derniers mois que, tout en laissant à son frère la direction générale du « front », il n'en avait pas moins joué un rôle militaire important dans le passé et disposait encore aujourd'hui de « ses hommes à lui » pour la sécurité intérieure.

Mais l'on retient surtout de lui l'image du politicien, de l'avocat qu'il avait été — comme son frère,

Une personnalité complexe

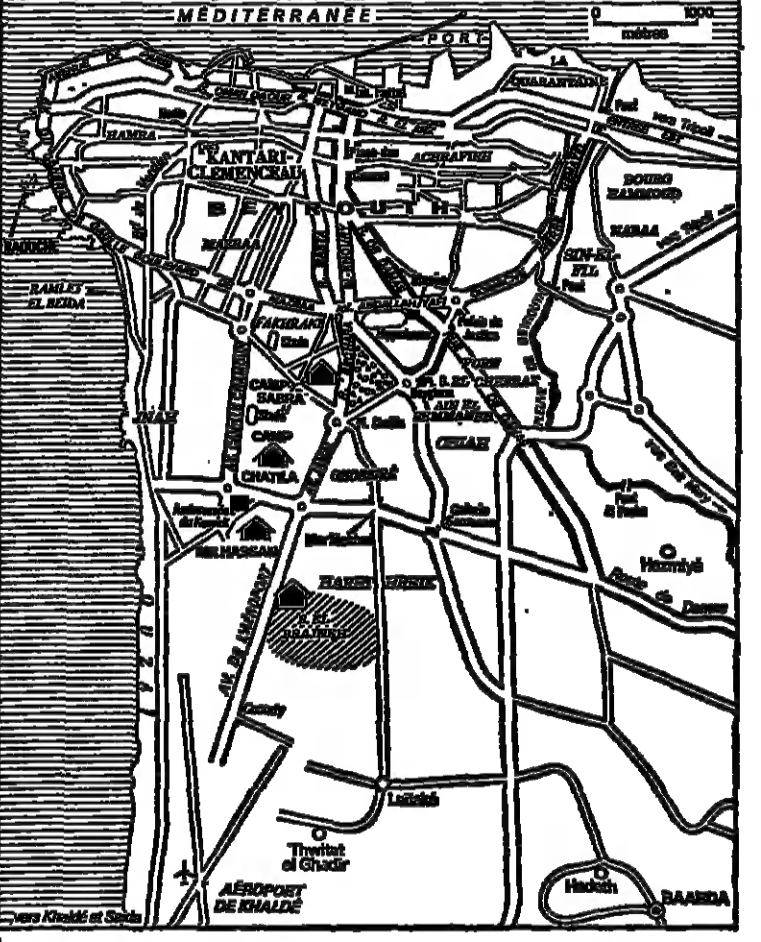
Pourtant, alors qu'une heure de conversation avec Bechir suffisait pour connaître la personnalité de ce Bonaparte oriental et ses vues sur le Liban « fort et unifié » de ses rêves, il était difficile, même après plusieurs journées passées en compagnie d'Amine, de cerner la personnalité beaucoup plus complexe de cet homme à la fois prudent et plein d'entrain, décapé par l'ascension fulgurante de son frère et pourtant consolé d'être la « tête politique » de la famille.

Au plus fort de la guerre civile, et alors même que son rôle était encore principalement militaire, il s'employait à nouer des liens avec l'adversaire, ne se refusant que pour limiter les atrocités, notamment celles qui suivirent la reddition du camp palestinien de Tel-El-Zastar. Jusqu'à la toute dernière période, il était resté en contact avec Abou Ayed,

— enfin de l'homme d'affaires prospère, fondateur de l'important groupe INMA, dont les intérêts sont considérables dans tout le Liban. Il aimait à montrer ses dernières réalisations : un gigantesque plan d'aménagement du littoral de la baie de Jounieh, ainsi que la « maison du futur » à Antelias, où le centre de documentation du Cédre, équipé du « plus gros ordinateur du Proche-Orient », hébergeait une banque de données informatisées sur tous les problèmes de la région.

Après avoir dénoncé publiquement, en 1980, le « fascisme rampant » qu'il soupçonnait son frère de vouloir instaurer, Amine Gemayel avait récemment modéré ses critiques et dans le discours funéraire de mercredi, il a repris à son compte le programme de Bechir. Néanmoins sa réputation de « phalangiste modéré » et ses contacts avec les Libanais de tout bord devaient être pour lui un atout, à l'heure où « l'unité dans l'émotion » et surtout la lassitude après près de dix ans d'horreur, offraient enfin une chance au Liban.

MICHEL TATU.



voit que boutiques et appartements éventrés par les obus, voitures calcinées et même écrasées

membrés où ils se trouvent détruit au canon. Quand le suspect n'est pas là, les prennent son adresse et s'y rendent. La scène se répète alors.

Le successeur

Les Israéliens ont envahi le Liban le 6 juin avec, pour unique objectif proclamé, d'assurer la « paix en Galilée », en contraindant les Palestiniens à déguerpir de la région frontalière. M. Shamon a ensuite estimé, suivi ou précédé par M. Begin, qu'il importait de chasser l'O.L.P. de Beyrouth. C'est chose faite depuis le 30 août, date à laquelle M. Arafat s'embarqua pour Athènes. Un accord avait été conclu à cet effet par l'intermédiaire de M. Philip Habib, médiateur américain, et une force d'immersion, où voisinaient les « marines » et les parachutistes de l'armée, s'est retirée progressivement, après en avoir surveillé l'exécution.

L'épreuve effroyable que venait de traverser Beyrouth semblait terminée quand, dans l'après-midi du 14 septembre, fut assassiné M. Gemayel. La nuit même, alors qu'aucun trouble ou affrontement n'était signalé dans une capitale hébété par le choc, Jérusalem jugeait nécessaire de s'emparer de Beyrouth-Ouest pour « prévenir la guerre civile » — en fait pour assurer la base que la résistance des Palestiniens et l'offensive diplomatique internationale lui avaient interdit de mener à bien.

Si la force d'interposition était demeurée un peu plus longtemps sur place, elle eût sans doute rendu la chose plus malaisée. Comme l'observe, de Rome, M. Arafat, sa mission était « sinon » essentiellement « de garantir la protection des camps afin que les combattants puissent

partir ». Le chef de l'O.L.P. ajoute : « L'agression en cours fait sauter tous les accords et toutes les garanties ». Les Israéliens, pour leur part, font valoir, soulignant que de nombreux combattants palestiniens étaient restés à Beyrouth-Ouest, qu'ils avaient ramené aux miliciens certains de leurs armes lourdes, enfin et surtout, comme le résume avec une ingénuité toute militaire un porte-parole de l'armée, « qu'il convenait de nettoyer la ville de tous les éléments facteurs d'instabilité ».

Pour fêter le fait accompli, d'une façon dont puisse s'accommoder l'opinion américaine, le gouvernement d'Israël a recouru à un fil d'une confortable épaisseur. Il évacua la ville dont il vient de se rendre maître si l'armée libanaise se montre capable d'y assurer l'ordre à sa place. En somme, en ouvrant à la restauration de l'Etat libanais et en pleurant l'homme qui venait de s'atteler sérieusement à cette tâche, M. Begin assume sa succession.

Ce faisant, il ridiculise l'armée libanaise et usurpe le pouvoir dont elle tient sa mission. Là où Bechir Gemayel avait commencé magistralement à réconcilier, le tuteur de la République déchirée. Les miliciens, qu'il espérait de convaincre, puis de désarmer, il les réduit par la force. C'est vrai, l'occupation était trop belle... Que le Liban sera donc harmonieux et stable lorsque son voisin l'aura enfin modelé à son entière convenance.

PAUL-JEAN FRANCESCHINI.

PATRONS PRENEZ UN AN D'AVANCE EN ORGANISATION DU BUREAU!

SICOB 82

CNIT-PARIS LA DÉFENSE
DU 25 SEPT. AU 1^{er} OCT.
DE 9 H 30 À 18 H - FERMÉ LE DIMANCHE 26

Pour justifier une nouvelle incursion totalement contraire aux « accords Habib », Israël fait valoir la nécessité de contraindre une situation devenue explosive après l'assassinat de Bechir Gemayel. Or, au contraire, ce drame n'a été qu'un événement à l'occasion d'une manifestation d'union sacrée entre Libanais, à laquelle Beyrouth-Ouest s'est quasi unanimement associée, la radio des Mourabitoun allant jusqu'à se mettre elle aussi en deuil.

« Prétexte fallacieux », écrit à propos des explications d'Israël, la presse libanaise. L'opération rend, en effet, la situation explosive et encore plus embrouillée qu'elle ne l'était, en ébranlant les structures mêmes de l'Etat. Ainsi le secteur chrétien a rejoint-il le secteur musulman de la capitale pour se demander si les Israéliens ne cherchent pas, prioritairement, à provoquer l'éclatement du Liban. Question angoissante d'une population qui vient de subir un traumatisme collectif avec l'assassinat de Bechir Gemayel après avoir enduré morts et destructions durant huit ans.

On constate à Beyrouth, non sans amertume, que Washington a laissé faire au nom de la « stabilité » avant d'exiger le départ des Israéliens. Le chef de file de l'islam beyrouthite, M. Saeb Salam, pourtant pro-soudien et peut-être anti-américanisme, a demandé aux Arabes, dans une déclaration violente, de tirer la leçon des événements et de « ne jamais plus faire confiance aux Etats-Unis ».

LUCIEN GEORGE.

L'OCCUPATION DE BEYROUTH-OUEST PAR ISRAËL

Une ville réconciliée dans la colère et l'amertume

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — L'Est pleurait, l'Ouest tremblait. Qui donc, entre sanglots et craintes, aurait songé à rallumer la guerre ? Beyrouth avait perdu ses faux ains de Jésus. La ville en oubliant ce front qui la déchirait. Pour toujours ? Elle n'en demandait pas tant. Pour un jour ? Mais c'était encore trop.

A l'heure où le Liban, au-delà de toute espérance, serrait les rangs devant un cercueil, Israël, bienveillant, a fait tonner le canon... pour éviter le bain de sang ? Curieux zèle pacificateur qui, en un bel élan, rendait aux demi-soldats armés des rues meurtries de l'Ouest, d'où quelques jours de paix les avaient prestement chassés !

Les voilà de nouveau baloutés, humiliés, ces soldats de la légalité qui ont vu, impuissants, l'armée au pied, passer devant eux les fières colonnes de Tachal, pressées de prévenir une guerre qu'elles seules faisaient forger sur Beyrouth... Dans les quartiers « conquis », ni le « shalom » radieux pour le « pacificateur » : une résignation muette et beaucoup d'amertume. De l'autre côté, le général Sharon, chemisette col ouvert, venait à Bidjaya témoigner toute sa sympathie aux Gemayel et au Liban. « Personne ne l'avait invité », fit-on rapidement savoir. Accueil glacial.

M. Begin et ses troupes se sont, en deux jours, et de tous bords, attiré plus de ressentiment qu'en trois mois d'une guerre dont nul n'ose plus maintenant imaginer les ultimes intentions. L'Orient le Jour, citant ce jeudi matin une « personnalité informée », affirme que « les Israéliens redoutent en fait les retrouvailles libanaises, et cela pour une raison bien simple : l'union s'est faite contre eux ».

Il faut l'entendre, la rue beyrouthine qui, dans sa colère froide, claque, désabusée, le comploit contre elle. « Vous n'avez pas encore compris ? », s'exclame la voix tremblante, ce commencent le vent de rejoindre le sous-sol étouffant d'un immeuble du centre où nous sommes descendus. « C'est pourtant bien clair : « on » a fait décamper les forces multinationales plus tôt que prévu, « on » a assassiné Bechar et maintenant « on » investit Beyrouth. « Le « on », bien sûr, n'a plus rien d'anonyme.

Les gosses tout autour se faisaient frides. Dehors, quelques dizaines de millions se sont amassés dans les encoignures de portes, fentes-roquettes à l'épaule, kalachnikov chargés. Les deux soldats de faction au carrefour proche ont gagné, eux aussi, le sous-sol. Des rafales crépitaient sur la façade. L'abri est muet.

Une première capitale arabe

« Il » sont là, sur Hamra, au cœur de l'Ouest. Des fumées loyales nourrissent le ciel autour de la banque centrale. Devant l'immeuble, une mitrailleuse lourde crache un feu ininterrompu. Des obus de mortier tombent alentour. L'abri devient moite. Le gardien descend, souffle court : « Israël » est au rez-de-chaussée !

« L'opération de précaution », annoncée aux Beyrouthins par le radio de Jérusalem, a livré à Israël, en moins de deux jours, sa première capitale arabe. Mais qui, demain, osera parler d'une « prise » de Beyrouth ? La ville était aux trois quarts ouverte, « défendue » par quelques centaines de jeunes miliciens munis d'armes légères, de lance-roquettes et de mortiers. Quinze jours durant — paix oblige, — on avait déminé les accès, abattu toutes les barrières, nivelé le sol... bref ! préparé le terrain.

VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?

LOCATION DEPUIS 220 F/mois (tréfin parisienne)

VENTE DEPUIS 270 F/mois (sans apport, ni caution)

Livr. gratuite dans tte la France

28 MARQUES REPRÉSENTÉES

Garantie jusqu'à dix ans

Ouv. du lundi au samedi 9 h-19 h

DAUDÉ

75 BIS, AV. DE WAGRAM, 17°

227-55-54/73-34-17

JÉRUSALEM : oui à l'évacuation mais pas immédiatement...

De notre correspondant

Jérusalem. — C'est un avertissement sévère de la part des Américains qui a amené le gouvernement Begin à décider, à l'unanimité, jeudi 16 septembre, à l'abri d'évacuer — sous condition — Beyrouth-Ouest, dont l'occupation par l'armée israélienne s'est achevée au cours de la soirée de jeudi. Des diplomates américains ne pouvaient pas cacher leur « désapprobation » devant l'occupation de la capitale libanaise, alors que Jérusalem avait assuré qu'il s'agissait d'une opération limitée. Le gouvernement israélien a donc donné l'ordre à l'armée d'évacuer les positions qu'elle occupe à Beyrouth-Ouest, mais a ajouté que cela ne se fera que lorsque l'armée libanaise sera en mesure d'en prendre le contrôle de coordination avec les forces israéliennes. « Afin de garantir l'ordre public et la sécurité », la résolution a été adoptée au cours d'une réunion du cabinet, à la fin de la soirée.

Le chef d'état-major israélien, le général Ephraïm Eyal, a précisé ce vendredi matin que l'armée israélienne « ne quittera pas Jérusalem ». « L'armée israélienne est entrée dans Beyrouth pour éviter le désordre, la violence et la loi du plus fort », a-t-il déclaré. « Les forces israéliennes, avec des armes lourdes, sont demeurées à Beyrouth en violation des accords ».

Les observateurs à Jérusalem notent que le général Sharon, qui n'avait pas dissimulé sa déception de ne pas avoir pu occuper Beyrouth-Ouest au moment de l'invasion et liquider les dirigeants palestiniens, Yasser Arafat en tête, a décidé de profiter de l'opération pour réaliser cette occupation dont il rêvait depuis le début de la guerre. C'était une opération facile du point de vue militaire, après le départ de quelques quinze mille fedayin et soldats syriens. Il a suffi au ministre de la Défense d'Israël, d'un coup de téléphone au premier ministre M. Begin. Immédiatement après l'annonce de la mort de Bechar Gemayel, pour obtenir le feu vert et donner l'ordre à l'armée israélienne de pénétrer par plusieurs axes.

La presse israélienne de ce vendredi donne l'estime aux projets d'indemnités sur les profits de l'armée israélienne de passer encore de longs mois au Liban. Haaretz fait état de la décision de l'armée israélienne de continuer des camps entiers au Liban et de construire des routes s'étendant sur des centaines de kilomètres dans la région occupée par Israël. Ces projets coûteront, selon la même source, deux cent cinquante millions de dollars.

Egypte

DÉCOUVERTE

D'UN « COMLOT TERRORISTE »

Le Caire (AFP). — Un « complot terroriste » visant au renversement du régime égyptien a été déjoué par les forces de sécurité, et ses auteurs ont été arrêtés, a annoncé, jeudi 16 septembre, le général Mohamed Anwar el-Sadat, chef du régime. Selon lui, les « comploteurs » appartenaient à l'organisation intégriste islamique Al Jihad et étaient en relation avec des éléments arabes et des égyptiens établis à l'étranger. Ils disposaient de « fonds considérables », d'armes et d'explosifs.

Ces arrestations interviennent à trois semaines de la date prévue pour l'abrogation de l'état d'urgence en vigueur depuis l'assassinat de l'ancien président Anwar el-Sadat, le 6 octobre dernier.

Pourquoi ?

Pourquoi cette bataille, cette offensive ultime d'Israël pour une proie qui lui avait échappé ? Éviter le « bain de sang », le retour de la guerre civile, répéter d'heure en heure la radio de Jérusalem. Comment aurait-on pu la croire ? Qui provoquait ces « graves développements » ? Qui rompait le calme de cette ville, toute à son émoi, où nul, d'aucun côté, n'avait tiré un seul coup de feu après la mort soudaine du président élu ?

DOMINIQUE FOUCHIN.

(Publié)

LA NOUVELLE ANNÉE UNE OUVERTURE POUR LA PAIX AU MOYEN-ORIENT

Au seuil de la Nouvelle Année 5743, nous, dirigeants de la FÉDÉRATION SÉPHARADE MONDIALE, pensons que la recherche de la PAIX entre les Hommes et les Nations du MOYEN-ORIENT est plus que jamais indispensable.

Tenant compte du précédent historique qu'a constitué la PAIX conclue avec le regretté Président d'ÉGYPTE, ANOUAR EL SADATE, nous sommes convaincus que l'heure est maintenant venue d'oublier les antagonismes passés pour déboucher sur une PAIX juste et durable, qui reconnaisse les droits de chacun dans la sécurité pour tous.

Comme nous l'a enseigné notre Maître MAIMONIDE, il faut regarder devant soi et se garder d'avoir le regard tourné vers le passé.

En fait la FÉDÉRATION SÉPHARADE MONDIALE regroupe des Hommes dont la culture est intimement liée à la Civilisation du Monde Arabe. Cette Civilisation a influé sur notre Patrimoine ; en retour nous y avons beaucoup apporté. Mais nous sommes aussi très proches de l'Etat d'ISRAËL, auquel nous rattacheront notre Foi et notre héritage spirituel.

Fort de ces affinités dans la langue et la culture, nous nous sentons à même d'être l'un des maillons de la recherche du dialogue.

C'est pourquoi, nous affirmons à nouveau notre certitude qu'Arabes et Juifs pourront vivre harmonieusement côte à côte et s'épanouir dans un respect mutuel comme l'ont souvent fait nos Ancêtres quand ils vivaient au sein des Communautés Orientales et Nord-Africaines.

Nous réaffirmons notre confiance au Premier Ministre MENAHEM BEGIN, qui saura, comme il l'a fait il y a trois ans à Camp David, s'engager courageusement sur le chemin de la paix.

C'est pourquoi, au moment où nous allons entrer dans une Nouvelle Année — fidèles à notre Foi et à nos Traditions, qui veulent que ce moment soit celui du retour sur soi-même — nous, dirigeants de la FÉDÉRATION SÉPHARADE MONDIALE, exprimons notre conviction de vivre aujourd'hui, malgré les vicissitudes de l'heure, des moments propices à la recherche d'un dialogue devant aboutir à la PAIX au MOYEN-ORIENT.

Nous formulons, en même temps, les vœux les plus fervents pour que cessent définitivement tous les autres conflits affectant le Monde, pour que règnent enfin la PAIX et la CONCORDE entre tous les Hommes.

N. G. GAON,

Président de la Fédération Sépharade Mondiale.
15, rue Georges-Bizet, 75016 Paris.

WASHINGTON : les troupes israéliennes doivent se retirer sans délai

De notre correspondant

Washington. — Les dirigeants américains ont le sentiment très net de s'être fait piéger, dit-on, par M. Begin et Sharon. L'entrée des Israéliens à Beyrouth leur apparaît comme une violation flagrante de l'accord du 23 août, péniblement obtenu par M. Philip Habib. Et ils sont à peu près sûrs que l'un des objectifs de Jérusalem est de saboter le « plan Reagan » sur l'autonomie et le développement d'un État palestinien.

Jedi, après vingt-quatre heures d'attente, Washington a saisi le prétexte de la violation de l'accord pour faire passer un message à Israël. L'armée israélienne est sommée d'évacuer Beyrouth-Ouest immédiatement. L'ambassadeur d'Israël, M. Moshe Aza, a été convoqué deux fois au département d'État pour se défendre dans les termes les plus nets. Son entente avec le sous-secrétaire d'État, M. Eagleburger, n'aurait pas été spécialement cordiale.

« Nous soutenons entièrement l'appel du gouvernement libanais pour le retrait des forces israéliennes », ont déclaré les porte-parole de la Maison Blanche et du département d'État. La présence de ces forces à Beyrouth « est une violation flagrante de l'accord sur le cessez-le-feu ». Washington estime qu'une présence militaire israélienne « n'a pas de justification » et demande dans le « retrait immédiat » des troupes. Pourquoi le gouvernement américain n'a-t-il pas réagi plus vite ? La veille encore, ses porte-parole s'exprimaient dans des explications hésitantes. « Les choses ont changé », expliquent-ils jeudi. Au départ, la situation sur le terrain était confuse. Il aura fallu vingt-quatre heures pour

s'apercevoir que la nouvelle initiative israélienne affaiblissait le pouvoir central au Liban en lieu et place de le renforcer comme Washington le souhaitait ardemment. Les responsables américains insistent sur l'urgence d'être entendus avant qu'il ne soit trop tard. Une fois de plus, celui-ci aurait minimisé ses intentions pour mettre ensuite Washington devant le fait accompli. Le Liban blanc et le département d'État ont contesté jeudi l'occupation de Beyrouth-Ouest est « contraire aux assurances que nous avions données lors des négociations à Washington et en Israël ».

Cette déclaration de M. Aza est importante : on refuse ici d'admettre le maintien à M. Moshe Aza, par un envoyé spécial du président Reagan, que Jérusalem a des droits d'avoir mal compris les explications qui lui avaient été données. L'ambassadeur israélien à Washington ne donnait pas les mêmes assurances ? Il semble que, dorénavant, les États-Unis jugeront M. Begin à ses actes et non plus à ses promesses.

Washington ne préjuge pas quel sera le résultat de la présence israélienne à Beyrouth. Les Israéliens s'efforcent de rester en place. Des sanctions ? Le secrétaire d'État, M. George Shultz, a toujours dit que cette voie n'était pas la bonne. Les États-Unis cherchent, en effet, à convaincre l'opinion israélienne de la nécessité de la paix et ils savent que des sanctions ne pourraient que briser les négociations de M. Begin contre le « plan Reagan ». Mais il leur est difficile de supporter longtemps un défi comme celui que vient de leur adresser l'état libanais.

ROBERT SOLÉ

AVANT DE QUITTER ROME POUR DAMAS

M. Arafat réclame le retour à Beyrouth de la force multinationale d'interposition

Correspondance

Rome. — M. Yasser Arafat, qui a quitté Rome jeudi soir 16 septembre en direction de Damas, a officiellement demandé à l'Italie — mais aussi à la France, une note envoyée au Quai d'Orsay — la mise en œuvre de la force multinationale d'interposition à Beyrouth. « La mission des forces américaines, françaises et italiennes », souligne un communiqué de l'O.L.P., « doit essentiellement garantir la protection des camps de réfugiés palestiniens afin que les combattants puissent partir. (...) L'agression en cours fait sauter tous les accords et toutes les garanties ».

L'évolution dramatique de la situation dans la capitale libanaise a été au centre des entretiens et des rencontres qu'a eues le président de l'O.L.P. pour sa seconde et dernière journée à Rome. « Il y a un engagement pris par la force multinationale et les trois pays — France, Italie, États-Unis — qui la composent. C'est entre leurs mains que fait la force multinationale. Le dirigeant palestinien rencontre ensuite les secrétaires généraux des trois confédérations syndicales italiennes, MM. Lama, Caracciolo et Benvenuto, et c'est en leur compagnie qu'il pénétrera avec

deux heures de retard dans la salle où il était attendu pour une conférence de presse. Celle-ci fut pour l'essentiel consacrée à réitérer l'appel à l'intervention de la communauté internationale et notamment au Conseil de sécurité de l'ONU, mais aussi aux trois pays composant la force multinationale envoyée à Beyrouth.

La question d'un journaliste, qui lui demandait si l'Organisation des États-Unis lui faisait regretter d'avoir quitté Beyrouth, le leader palestinien a répondu : « Je ne regrette qu'une chose, cette parole d'honneur donnée par trois grands pays, laissant entendre que pour le moment celle-ci n'était pas tenue. »

Interrogé sur le fait de savoir si les conclusions du sommet de Paris conduisaient une reconnaissance de l'existence de l'Etat d'Israël, M. Arafat a répondu : « La nation arabe a présenté un projet complet et intégré en huit points, nous avons une base pour la solution juste qui nous ramène la paix au Proche-Orient. Quand nous disons huit points, nous en disons bien huit points, pas un seul. »

Évoquant la création d'un comité de sept membres — Maroc, Algérie, Tunisie, Arabie Saoudite, Jordanie, Syrie et O.L.P. — pour suivre l'exécution du projet de Paix et garder le contact avec le Conseil de sécurité des Nations Unies, M. Arafat a ajouté : « Faisons franchement : dans le passé, on reprochait aux Arabes de ne pas avoir de propositions concrètes, on ne peut plus le dire aujourd'hui. Désormais, nous voulons connaître la position du monde face à ce projet constructif et sérieux. »

MARC SEMO.

Un diplomate koweïtien a été assassiné à Madrid

De notre correspondant

Madrid. — Quelques heures après que le conseil du Koweït à Karachi ait été légèrement blessé dans un attentat, le premier secrétaire de l'ambassade du Koweït en Espagne, M. Sayed Hassan Wajeh, tombait jeudi après-midi 16 septembre, sous les balles d'un tueur en plein centre de Madrid (1).

Arrêté peu après, le meurtrier, étonnamment coopératif avec la police, affirmait s'appeler Ibrahim Nasir Hamdan et être né il y a vingt-cinq ans dans un camp de réfugiés palestiniens de Saida (Liban). Il reconnaissait rapidement appartenir au groupe d'O.L.P. et être arrivé en Espagne il y a quatre mois avec la mission de tuer l'ambassadeur du Koweït. Celui-ci se trouve actuellement dans son pays, et Nasir Hamdan se serait donc trompé de cible.

Steph qui n'avait aucun moyen de vérifier ces dires, les enquêteurs semblent prendre ses aveux très au sérieux et estimer qu'il dit la vérité.

L'attentat de jeudi vient renforcer les craintes de tous ceux qui considèrent que l'Espagne est devenue l'un des terrains de prédilection, en Europe, des règlements de comptes interarabes. Le 31 septembre 1981, un ressortissant syrien, Nima Sabag, considéré comme l'un des principaux dirigeants en Espagne des Frères musulmans, avait été tué à Barcelone. Le 1^{er} mars dernier, un Palestinien, Nabil Araki, membre d'un groupe palestinien pro-irakien issu d'une scission du groupe d'Abou Nidal, était à son tour abattu à Madrid. Dans les deux cas, les services secrets syriens avaient été mis en cause. Enfin, le 27 avril, c'est un diplomate koweïtien qui s'était fait tuer par un tueur.

(1) D'ici, le 4 juin dernier, le premier secrétaire de l'ambassade du Koweït à New-Delhi, M. Mohammed Al Mawardi, avait été tué par balles devant sa résidence, et, le 28 avril, une bombe de forte puissance était détonnée et démantelée devant le consulat du Koweït à La Haye.

150 من الاموال

صكزا من الاصل

EUROPE

La « force tranquille » à l'assaut de la Suède

II. - L'austérité à toutes les sauces

De notre correspondant ALAIN DEBOVE

Dans son premier article (le Monde du 17 septembre), Alain Debove évoque la lutte pour le pouvoir du premier ministre centriste qui doit non seulement se battre contre la « force tranquille » du socialiste Olof Palme, dans l'opposition depuis six ans, mais aussi contre les conservateurs qui ont le vent en poupe.

Stockholm. - Quel que soit le résultat du scrutin, ce n'est pas un avenir rose qui attend les Suédois. Ils vivent au-dessus de leurs moyens, et cela depuis longtemps. Les deux partis de la coalition gouvernementale leur promettent « la rigueur et trois années de vaches maigres pour les catégories les plus défavorisées », et les conservateurs « une cure d'austérité » encore plus dure, une baisse sensible des aides publiques au logement, aux communes, à l'emploi dans les entreprises sans avenir, ainsi qu'une diminution de l'assistance au tiers-monde.

La gauche, de son côté, annonce une période difficile et tente de définir une « troisième voie », hasardeuse, qui impliquerait une relance des investissements publics, mais parallèlement le freinage de la consommation publique et des ménages, et sans doute aussi une augmentation des impôts, ce qui n'est guère populaire dans un pays où les prélèvements fiscaux représentent au total 51,5 % du P.N.B.

L'économie n'est pas dans un état catastrophique pour le moment, mais elle se détériore rapidement en raison du caractère structurel des déséquilibres dont elle souffre. Le déficit des paiements courants correspond à 2,2 % du revenu national ; en 1982, la balance commerciale présentera un excédent de près de 3 milliards de couronnes et l'inflation sera, selon les prévisions, de 7,8 % contre 9,4 % l'année précédente.

La dévaluation de 10 % de la couronne, à l'automne 1981, a eu des effets bénéfiques sur les exportations, mais temporairement seulement : un an après les carnets de commandes se dégringolent, l'embauche et les investissements diminuent. Ceux-ci ont chuté de 35 % en six ans, mais on fait remarquer au ministère de l'économie que si les entreprises ne renouvellent pas leurs parcs de machines et préfèrent rationaliser pour faire face à la faiblesse de la demande, elles ont en revanche pendant cette période fait des efforts considérables et coûteux sur le plan de la recherche, du développement et du marketing. Et l'on assure que

la compétitivité, grâce aux mesures prises par le gouvernement, est à présent comparable à ce qu'elle était en 1979.

De nombreux secteurs lourds de l'industrie demeurent néanmoins aux prises à de sérieuses difficultés et ne pourraient survivre sans les coups de pouce financiers de l'Etat : il s'agit principalement des chantiers navals, de la confection et du textile, de la sylviculture et des mines de fer de Laponie, où l'on vient de décider le licenciement de huit cents employés l'année prochaine et un arrêt de production de sept semaines au cours de l'automne. Mais l'industrie mécanique et la construction automobile sont en bonne santé : Volvo a réalisé, au cours du premier semestre de 1982, un bénéfice de 1,5 milliard de couronnes, supérieur à celui enregistré pour l'ensemble de 1981.

Le P.-D. G. de Volvo, la première entreprise privée suédoise, M. Gyllenhammar, ne cesse de dénoncer cette politique de soutien aux « canards boiteux » (48 milliards de subventions directes en six ans) qui donne « l'illusion d'emplois sûrs et durables », et il réclame une aide aux secteurs d'avenir, car « la Suède dispose d'un solide potentiel industriel et d'une main-d'œuvre parmi les plus qualifiées du monde ». Toujours est-il que, selon l'Office des statistiques, un employé industriel sur quatre travaillait en 1981 dans une entreprise déficitaire.

Un chômage appelé à durer

En dépit d'une croissance économique négative en 1981, et proche de zéro cette année, le gouvernement semble avoir réussi à limiter le chômage. Pourtant il augmente rapidement : cent soixante-six mille Suédois, soit 3,7 % de la population active, étaient sans travail en août, dont soixante-neuf mille ont moins de vingt-cinq ans. Mais ce taux officiel ne tient pas compte des cent mille autres personnes qui étaient à la même époque en recyclage ou employées à des travaux de dépannage, ni de vingt mille autres mises à la retraite anticipée pour des raisons économiques, depuis le début de l'année. Selon les syndicats, le chômage « réel » se situe aux alentours de 10 %. Ce sont des chiffres auxquels les Suédois ne sont pas habitués.

Ici, tous les partis, de droite comme de gauche, continuent à donner la priorité au plein emploi,

même si les experts considèrent qu'il serait plus honnête de reconnaître que l'objectif sera désormais pratiquement impossible à atteindre.

Le problème numéro un, aux yeux du gouvernement, est cependant le déficit budgétaire chronique, qui a engagé l'économie dans un cercle vicieux. De 1970 à 1982, il est passé de 2 % à 12 % du produit national brut, pour atteindre quelque 70 milliards de couronnes. Pour le couvrir, l'Etat emprunte à tour de bras et la dette extérieure est actuellement de 64 milliards de couronnes (7 000 couronnes par habitant). Le service de la dette totale est devenu le deuxième poste du budget et ne cesse de s'accroître.

L'augmentation spectaculaire du déficit est le résultat des engagements sociaux coûteux pris par les sociaux-démocrates à la fin des années 60, alors que l'économie donnait déjà des signes d'essoufflement, et aussi en grande partie de la politique imprudente d'aide à l'industrie moribonde menée par les « bourgeois » en 1978 et 1979, en particulier. Les dépenses publiques (investissements et consommation) sont ainsi passées de 35 % du P.N.B. en 1965, à 43 % en 1970 et 66 % en 1981... Les transferts sociaux représentent environ 70 % de ces dépenses.

Pour enrayer cette évolution, le gouvernement a fait adopter, depuis l'automne 1980 et « bien tardivement », selon des spécialistes indépendants, quatre « programmes d'économies » d'un montant total de 19 milliards de couronnes, qui ont d'ailleurs failli provoquer une guerre ouverte avec les syndicats. Ceux-ci ont menacé de déclencher une grève « politique », fait unique en Suède, pour protester contre l'introduction de trois jours de carence - non indemnisés par la sécurité sociale - en cas de maladie. Les autres mesures touchent l'aide aux communes pour la construction de crèches et les retraites qui ne sont plus indexées entièrement sur le coût de la vie.

S'ils gagnent les élections, les « bourgeois » entendent poursuivre cette politique de réduction des dépenses publiques, d'une façon plus énergique même peut-être, suivant en cela les conseils de l'O.C.D.E. Ils envisagent un nouveau plan d'économies de 10 milliards de couronnes.

En cas de victoire social-démocrate, il est certain qu'on assistera à un changement de cap radical de la politique économique. M. Palme assure que « ce n'est pas en se servant la cuisine que la Suède sortira de la crise. Il faut au contraire mettre les Suédois au travail, pour améliorer les recettes fiscales et oxygéner l'économie ». Compte tenu des déséquilibres actuels, la gauche ne peut appliquer la politique keynésienne qui lui est chère.

Dans son « programme de crise », elle propose une relance des investissements publics dans les domaines du bâtiment, des transports et de l'énergie pour stimuler l'activité dans d'autres branches, une meilleure planification des commandes passées par les communes et les conseils généraux afin que les entreprises suédoises en profitent plus qu'aujourd'hui. Elle promet, de plus, de rétablir les acquis sociaux déjà mentionnés sur lesquels « les bourgeois ont tiré un trait ».

Les sociaux-démocrates sont prêts à accepter un déficit budgétaire important « pendant quelques années » et par conséquent de nouveaux emprunts à l'étranger, ce qui fait frémir plus d'un économiste...

Les périlleux « fonds de salaires »

« Il faut espérer », nous dit M. Palme, que d'autres pays comprendront rapidement qu'il faut abandonner l'austérité et mener une autre politique pour résorber le chômage. En ce qui concerne la consommation publique et privée, les sociaux-démocrates soulignent qu'elle ne pourra être augmentée notablement : pas plus de 2 % par an (c'est-à-dire 1 % de plus que les propositions du gouvernement) pour les collectivités locales. Ils ne promettent aucune amélioration du niveau de vie des particuliers.

Selon la thèse de la gauche, les travailleurs acceptent ces sacrifices à la condition d'obtenir un droit de regard sur les investissements. C'est là qu'intervient le projet controversé et périlleux des « fonds de salaires », présenté pour la première fois en 1975 par l'économiste de la Confédération générale du travail, M. Rudolf Meidner. Corrigé à plusieurs reprises, mais toujours rejeté par une majorité de Suédois, même de gauche, d'après les sondages, le projet se présente avant les élections de la façon suivante (mais ce n'est sans doute pas la dernière version...) : chaque année, entre 15 et 20 % de la tranche supérieure des bénéfices des entreprises et 1 % de la masse salariale seraient prélevés et répartis entre vingt-quatre fonds régionaux, dirigés par des personnalités élues au suffrage universel. Avec cet argent, les fonds achèteraient des actions dans les industries et céderaient, lors des assemblées d'actionnaires, 50 % de leur droit de vote aux sections syndicales locales. Les dividendes des actions seraient ensuite reversés au Fonds national des pensions et retraites. Les travailleurs profiteraient donc collectivement de ce système sous forme de pensions améliorées.

Si au départ le projet mettait l'accent sur la notion de pouvoir des travailleurs dans l'entreprise, il insiste

beaucoup plus aujourd'hui sur le besoin de capitaux à risques de l'industrie, la stimulation de l'épargne, qui est en chute libre, et la nécessité de « briser la concentration des fortunes ». Selon M. Palme, ces fonds collectifs pourraient en 1990 contrôler entre 10 et 15 % de la Bourse de Stockholm.

Toujours hostiles aux formules d'intéressement individuel, à leurs yeux « égoïstes », les sociaux-démocrates ont d'ailleurs annoncé qu'en cas de victoire ils supprimeraient les avantages fiscaux accordés par le gouvernement aux acheteurs d'actions, mesures pourtant appréciées des petits épargnants et qui ont redonné du souffle à la Bourse.

Dans cette question des « fonds de salaires », la gauche ne cesse de faire marche arrière. Elle broille les cartes au point que maintenant « tous les détails du projet peuvent être discutés avec les parties concernées », et M. Palme déclare qu'il s'efforcera de trouver une solution acceptable par la plus grande majorité parlementaire possible. Le débat est on ne peut plus confus.


Toujours est-il que les « bourgeois » et le patronat mobilisent toutes leurs forces contre ces fonds qui dans un premier temps seraient administrés par des conseils à majorité syndicale ; mais, là aussi, le parti est en train de faire des concessions... On peut se demander si cette vive polémique, à supposer qu'elle ne provoque pas l'échec de M. Palme le 19 septembre, comme en 1979, n'aboutira pas finalement à l'un de ces fameux compromis à la suédoise, sans grand rapport avec le projet initial, mais que les sociaux-démocrates qualifieront de « grande victoire du mouvement ouvrier », ou encore, comme le dit souvent le leader conservateur, M. Ulf Adelsohn, un système baptisé « les fonds de la reine Silvia pour la paix et le progrès ».

Prochain article : III. - L'impopularité des « fackpampar ».

De bons placements à court, moyen et long terme au service de l'économie.

Assurez-vous des taux élevés sur de longues périodes.

Jusqu'à 16% (taux actuariel) garantis pendant 9 ans.



SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS
Banque de dépôts monégasque
Groupe Barclays

26, boulevard d'Italie, B.P. 31/60A
MONTE-CARLO (Principauté de Monaco)
Téléphone: (93) 50.56.46

Inscrivez sur la liste des banques sous le numéro LBM 7.

Soit la banque de votre épargne depuis 25 ans.

Veuillez m'adresser, sans engagement, la documentation SoBi.

SoBi
Nom _____
Adresse _____

la technique PICARD évolue

1 CLE + 1 CODE PROTECTION RENFORCÉE

Poudrière libanaise: la mèche est rallumée.

Dans la jungle des clans, devant les angoisses de tout un peuple et les interrogations du monde entier, comment comprendre ce qui se passe au Liban ? De Washington, Beyrouth, Jérusalem et Paris, les journalistes du Nouvel Observateur proposent plusieurs clefs pour éclairer la tragédie du Moyen-Orient. Au même sommaire : Exclusif : Jacques Delors explique le plan anti-spéculation. ■ Exclusif : le texte du rapport contesté de Michel Rocard. ■ La vie quotidienne d'un terroriste : extrait d'un livre de Marcelle Padovani. ■ Yves Montand à New York: le triomphe du sexy-sexa. Une interview par Guy Sitbon.

LE NOUVEL observateur

CETTE SEMAINE

PETER STUYVESANT



6.60
Stuyvesant
FILTER 20

EUROPE

Espagne

Les socialistes espèrent obtenir la majorité absolue aux élections générales du 28 octobre

La lutte contre la crise économique et les inégalités figure parmi les principaux objectifs du parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.), favori des élections générales qui doivent avoir lieu le 28 octobre. En politique étrangère, l'option européenne reste prioritaire, mais

les socialistes espagnols envisagent une intensification des relations de l'Espagne avec l'Amérique latine et les pays du bassin méditerranéen. C'est dans l'ensemble un programme très modéré que les dirigeants du parti socialiste ont présenté à la presse, le jeudi 16 septembre

De notre envoyé spécial

Madrid. — « Je ne vous dis pas que les forces armées nous aiment. Mais il y a une évolution. En réalité, elles ont envie d'un gouvernement qui gouverne. Eh bien! nous, on veut gouverner! » M. Felipe Gonzalez, secrétaire général du parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.), le parti généralement considéré comme le plus populaire des élections du 28 octobre, nous répondait à la question que tous ici se posent: l'armée obéira-t-elle à un gouvernement socialiste?

Un socialiste éminent, très versé dans les questions militaires, admet qu'il y aura « quelques thèmes conflictuels », comme celui de la garde civile, qu'on s'attendrait à ce qu'il soit réglé. Pour le reste, il estime que les forces armées ressentent « davantage de curiosité que d'agressivité » à l'égard du P.S.O.E.

Il est un dossier dans le domaine des relations armée-P.S.O.E. qui pourrait se révéler moins épineux que prévu: celui de l'OTAN. M. Calvo Sotelo, chef du gouvernement centriste, a, au printemps dernier, conduit « à la hussarde » l'entrée de l'Espagne dans l'Alliance. Les socialistes, qui y sont en principe hostiles, ont fait savoir que, vainqueurs, ils soumettraient la question

à référendum. Est-ce le clash inévitable? Sans doute pas. Pour les forces armées espagnoles, tout d'abord, le sujet n'est pas passionnel. On a trop répété que l'OTAN armerait le pays à la démocratie pour que l'attitude leur soit « prioritairement » sympathique! En outre, leurs préoccupations sont traditionnellement intérieures (l'ordre et l'unité de l'Etat), ou alors tournées vers Gibraltar, Ceuta et Melilla (7). La défense de l'Espagne demeure pour les militaires espagnols une préoccupation plus abstraite.

De son côté, M. Felipe Gonzalez, sans remettre en cause une hostilité de principe, estime que, « pour être important, le problème n'est certes pas prioritaire ». Exigé d'un « minimum » socialiste: « La logique voudrait que le P.S.O.E. gèle le problème. En toute hypothèse, il ne saurait y avoir de référendum que si nous avons la majorité absolue. Je n'en vois pas la possibilité s'il faut gouverner avec l'aide d'Adolfo Suarez (2). »

Les socialistes, en revanche, sont catégoriques sur un point: pas question de remettre en cause l'accord militaire bilatéral liant l'Espagne aux Etats-Unis.

Les « pouvoirs de fait »

Il est traditionnel, en Espagne, de compter l'Eglise, avec les forces armées, au nombre de ces « pouvoirs de fait » qui pèsent de la coulisse sur le pouvoir politique. Comment l'Eglise peut-elle envisager l'arrivée des socialistes au pouvoir? La lettre du 9 septembre 1971, dans laquelle une majorité au peuple pour n'avoir pas à adopter une attitude de « réconciliation » après la guerre civile (3), est aujourd'hui davantage présente dans les consciences que celle, collective, du 1^{er} juillet 1957, où le soulèvement fratricide contre le gouvernement de Front populaire était décrit comme une « croisade ». Certes, l'Eglise espagnole conserve son secteur intégriste. Mais les observateurs la voient maintenant comme localement, partant d'une campagne contre les socialistes. D'autant que le P.S.O.E. a lui-même beaucoup changé. Nombre de catholiques ont au parti et beaucoup de ses dirigeants, y compris dans les instances supérieures, sont pratiquants. Et si, dans l'actuelle législature, le P.S.O.E. a voté la loi sur le divorce — ce que les centristes, après tout, — il a, en revanche, rangé au placard toute idée d'une légalisation de l'avortement. C'est sur la question de l'enseignement — une bastion de l'Eglise dans la société — que la chose peut se produire avec un P.S.O.E. modéré, mais pas modérément laïc.

Le patronat, autre « pouvoir de fait », s'annonce, en revanche, comme l'adversaire redoutable d'un éventuel gouvernement socialiste. Pour M. Segurado, patron des patrons de Madrid, vice-président de la C.E.O.E. (le C.N.P.F. espagnol), il n'y a que deux possibilités: l'option « libérale conservatrice », regroupant, sous l'égide du leader de l'Alliance populaire, M. Fraga, le centre et la droite, et c'est cela, bien sûr, qu'il appelle: « socialisme-démocratie », dont les solutions lui paraissent, bien entendu, « économiquement mauvaises ». Il ajoute: « Le P.S.O.E. a un grand leader avec une bonne image, M. Guerra, grand travailleur et qui domine bien l'appareil. Il a aussi un noyau de dirigeants sérieux et relativement cohérent. Mais il y a également la base. C'est là qu'on trouve les radicaux de tous jours qui réclament de profonds changements de société. C'est le grand péril. »

En toute hypothèse, le patronat espagnol, très tiraillé à droite par une base de petits industriels et d'artisans, est déjà hostile à la politique des centristes. En particulier, il reproche à l'Union du centre démocratique d'avoir indiscrètement « émis » l'économie, en permettant une augmentation constante des dépenses publiques, notamment les moins productives, et en assésant le crédit au détriment du secteur privé. Aussi bien la modération, unanimement reconnue, du projet socialiste en matière économique n'amaidoue-t-elle pas les patrons. Qu'il n'y ait pas de nationalisation au programme, ou si peu (4), les impressionnés moins que l'annonce d'une augmentation des dépenses publiques pour relancer l'économie.

Ce n'est pas le tout de multiplier les déclarations rassurantes. Nous, nous aimerions bien un jour entendre des déclarations qui rassurent aussi les socialistes. déclare M. Nicolas Radondo, secrétaire général de l'U.G.T., syndicat pourtant très proche du P.S.O.E. Les syndicats vont, pour consolider la démocratie, continuer avec les socialistes à jouer le jeu qu'ils ont accepté avec les centristes — en avalisant, par exemple, un plan de stabilisation qui sera immédiatement indispensable. Les Commissions ouvrières (encore nettement influencées par le P.C., malgré la récente démission de M. Camacho, leur secrétaire général, du comité central du parti) paraissent presque disposées à davantage de compréhension envers un éventuel gouvernement socialiste que l'U.G.T.

« Nous sommes en crise: il nous faut tous faire un effort long et soutenu, nous déclare M. Marcelino Camacho, pour les Commissions ouvrières, la défense de la démocratie, c'est cela qui est vital. Vous savez, on a fait une guerre et on l'a perdue, puis on a eu quarante ans de dictature; j'ai moi-même fait quatorze ans de prison. Cela aide à comprendre nos approches. Ce qui compte, ce n'est pas seulement la défense des intérêts des travailleurs, mais celle de toute la société. » M. Camacho refuse certes que le P.S.O.E. « ne voie pas la nécessité, face à la droite qui va augmenter violemment sa pression, d'un bloc des forces progressistes ». Mais il reconnaît des points positifs dans le projet socialiste: l'augmentation des dépenses publiques, la volonté de « moderniser l'Etat » et de « démocratiser » et de « moraliser » la fonction publique. M. Camacho met l'accent sur la nécessité de « réintégrer l'Espagne avec de nouvelles technologies ». Le soulci de responsabilité de M. Gonzalez trouvera donc là un écho certain.

La secrétaire générale du parti communiste, M. Santiago Carrillo, insiste, lui, sur la nécessité de créer, après les élections, un « front démocratique », allant des centristes de progrès au P.C.E., afin que le « changement » promis par le P.S.O.E. ne soit pas un vain mot face à une droite espagnole qui « parle la langue du dix-neuvième siècle ». Etonnamment disert, maniant l'humour avec maestria, M. Carrillo affecte volontiers un ton protecteur à l'égard du P.S.O.E. — bien que sa formation, la seconde d'un côté, des « renouveaux » de l'autre, fasse aujourd'hui bien pâle figure: « Nous, communistes, nous sommes un vieux parti sérieux. On ne va certes pas donner des leçons au P.S.O.E. Mais on va répéter inlassablement: « Ce n'est pas promis, fais-le! ». On l'appellera jusqu'au bout face aux manœuvres de la droite. Vous verrez, nous serons les derniers à le soutenir, seul contre tous! Nous avons l'esprit évangélique! Mais le crois que le P.S.O.E. va payer très cher, très vite, après la rapide dissolution du prochain congrès, le fait de se charger des besognes que l'U.G.T. n'a pas manées à bien: la question militaire, le plan de stabilisation, les autonomies régionales... »

à Madrid, en précisant qu'ils espéraient obtenir la majorité absolue à l'issue des élections. De son côté, M. Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste espagnol (P.C.E.), a déclaré jeudi que la lutte pour l'emploi serait le thème numéro un du programme électoral de son parti.

vainqueur des élections, et il y a ce que j'appelle la « majorité naturelle », composée par tous les Espagnols qui ne sont pas socialistes ou collectivistes, et qui doivent se regrouper.

Quelles seront les tâches de chapitre de sa campagne? « La nécessité d'un gouvernement qui gouverne, qui fasse respecter la loi, l'autorité, l'ordre, la sécurité personnelle, qui s'oppose au terrorisme. Bref, qui restaure la confiance du pays dans son avenir et celui de ses enfants. Cela ne peut que renforcer le prestige de la démocratie. »

M. Fraga se veut chevaleresque envers son jeune adversaire. « J'ai du respect pour Felipe. Il a du courage: avoir fait abandonner la rétrograde marxiste de la chaîne du P.S., par exemple, il ne lui reste qu'à devenir un peu plus conservateur pour être un véritable homme d'Etat! Mais il a tout le temps pour cela! »

L'Europe, l'Amérique latine

L'Alliance populaire, en toute hypothèse, a un champ d'action pour mettre en œuvre ses préceptes: la Galice, où elle a gagné les élections régionales en novembre. Car, pour compliquer encore si possible la future tâche du P.S.O.E., il y a la puzzle des « communautés autonomes ». Brillant vainqueur, en mai, en Andalousie, l'attribution traditionnelle, le P.S.O.E. n'est pas assuré de si bons résultats dans les « pays » de vieille nationalité: l'Euskadi et la Catalogne. Basques et Catalans, en effet, peuvent garder rancœur aux socialistes d'avoir signé avec l'U.C.D. un accord visant, sous prétexte d'« harmoniser » les autonomies, à les niveler par le bas, les ramenant à la « décentralisation ». Les élections du 28 octobre pourraient, ainsi, engendrer une forte poussée des partis nationalistes basques et catalans dont le P.S.O.E., après les centristes, ferait les frais.

Les socialistes espagnols arrivent au pouvoir trouveraient-ils, enfin, un environnement international qui ne leur soit pas trop adverse? Seul sur la question de l'OTAN, existe un relatif consensus national en ce qui touche à l'entrée dans la C.E.E. — pour le P.S.O.E. la priorité des priorités. Ce sera l'heure de vérité: « Si une Europe dont les clés sont tenues par les socialistes, à Paris notamment, nous disait « non », ce serait le désespoir, avec des risques de réaction imprévisible », nous déclare M. Luis Solana, responsable socialiste. « Je comprends notre adhésion soignée. Mais il faut trouver une solution, signer l'accord politique d'entrée dans les six mois, même si l'accord économique doit prendre dix ans. Sans

Grande-Bretagne

Le niveau de vie a diminué de 2 % en 1981

De notre correspondant

Londres. — Les dernières statistiques officielles sur le revenu des Britanniques, publiées le 16 septembre, offrent une image sombre de ses performances de l'économie au cours des dernières années. Entre 1979 et 1981, le produit national a diminué de 5,5 %, et le revenu national disponible de 1 %. La situation est encore plus préoccupante dans l'industrie manufacturière, où la production a reculé de 6 % en 1980 et de 15 % depuis 1979. Seule l'extraction du gaz et du pétrole a augmenté de 10 % en trois ans. Les services et l'agriculture sont en stagnation. Le revenu réel par habitant a diminué de 2 % pour la seule année 1981, pour la première fois depuis la guerre; rien n'indique que la situation doive s'améliorer cette année car les augmentations de salaires enregistrées jusqu'en juillet dernier sont les plus faibles des cinq dernières années. Elles suivent à peine le rythme de l'inflation dans l'ensemble de l'économie et sont largement inférieures dans l'industrie.

Depuis 1977, le taux d'épargne augmentait régulièrement. L'année dernière, la tendance s'est inversée: avec 13,5 %, ce taux est inférieur de deux points à celui de 1980. Comme la consommation des ménages a légèrement progressé en 1981, il est probable que les Britanniques ont tiré sur leurs économies pour faire face à leurs besoins; mais cette croissance a plus profité aux importateurs qu'aux producteurs nationaux. — D.V.

Irlande du Nord

UN ADOLESCENT A ETE TUÉ, et six personnes, dont trois soldats britanniques, ont été blessés par l'explosion d'une bombe, jeudi soir 16 septembre, dans un quartier catholique de Belfast, au passage d'une patrouille militaire. Les autorités ont d'autre part annoncé l'arrestation d'une douzaine de membres présumés de l'IRA à Londonderry mercredi et jeudi. — (A.F.P.)

Pologne

Les affrontements à Wrocław se sont prolongés pendant trois jours

La ville de Wrocław a été, du lundi 13 au mercredi 15 septembre, le théâtre d'incidents de rue, a-t-on constaté, jeudi soir, en recoupant diverses informations de l'agence PAP avec d'autres sources dignes de foi. Alors que l'on avait eu uniquement connaissance d'affrontements entre forces de l'ordre et manifestants dans cette capitale industrielle de la Basse-Silésie, lundi, à l'occasion de l'entrée de la Pologne dans son dixième mois d'état de guerre, et mercredi, à la suite d'un match de football opposant l'équipe locale au Dynamo de Moscou, l'agence PAP a révélé indirectement, jeudi, que des troubles s'y étaient également produits mardi. Selon PAP, quarante-sept personnes « ayant participé à des manifestations de rue dans le centre de Wrocław, le 13 et le 14 septembre » ont été jugées, et trente-huit d'entre elles ont été condamnées.

Ces indications officielles donnent de Wrocław l'image d'une ville en ébullition. Une source polonaise informée a fait état de nouvelles appels à manifester pour ce vendredi, à l'occasion, cette fois, de l'anniversaire de l'entrée de l'armée rouge en Pologne, le 17 septembre 1945, en vertu du pacte germano-soviétique. Or, de nombreux habitants de l'ancienne ville polonaise de Lwow, aujourd'hui en U.R.S.S., se sont en effet établis à Wrocław après la guerre.

Dans sa déclaration faite jeudi devant la Diète, le ministre de l'Intérieur, le général Kiszczak, a annoncé qu'il a suite des incidents du 31 août dans 66 villes réparties dans 34 des 49 départements du pays, 513 personnes ont été arrêtées; 100 ont été relâchées après une « compensation de mise en garde ». Une information judiciaire a été ouverte contre 47 autres personnes, dont 67 ont déjà été condamnées.

Puis, le général Kiszczak a rendu la direction clandestine de Solidarité entièrement responsable des incidents du 31 août qui ont fait cinq morts. « Chacun, a-t-il ajouté, doit être conscient que la loi de l'état de guerre lors des rassemblements. Il en est ainsi, il sera ainsi et sera autrement. (...) Aucune provocation, aucune action hostile ne nous fera nous écarter de la voie de la loi. Nous nous sommes engagés pour assurer l'état social, renforcer son indépendance et sa souveraineté, réaliser le processus de renouveau, de réforme de l'Etat. Son succès dépendra de nous, nous le réalisons la Pologne. »

Et il a accusé la direction clandestine de Solidarité et plus particulièrement M. Bujak, l'ancien chef de l'Etat socialiste, d'avoir encouragé par « le silence » et « l'organisation de manifestations » aux tentatives fautes par le pouvoir d'« enlever la conscience aux gens. Cette initiative aurait été prise, selon le ministre de l'Intérieur, au mois

d'avril par l'intermédiaire de « personnes de bonne volonté » à la direction de l'Eglise ainsi que de catholiques laïques ». L'offre aurait été assortie de « garanties spéciales » et visait à permettre aux intéressés de « sortir de la conspiration » et de « revenir à une vie normale ».

Le général Kiszczak n'a pas été plus précis sur les différents aspects de cette offensive de charme en direction des responsables de Solidarité qui, eux, ont toujours affirmé rechercher le dialogue, notamment en juillet dernier quand ils avaient suspendu toute action de protestation, et accusés les autorités de s'y dérober. Mais les exigences de la libération de tous les internés et autres prisonniers politiques pour pouvoir négocier sur un plan d'égalité.

ARRESTATION DE M. LIPSKI L'UN DES FONDATEURS DU KOR

M. Jan Josef Lipski, l'un des fondateurs du KOR (comité d'autodéfense sociale), rentré volontairement de Londres où il était en traitement, a été incarcéré dès le lendemain de son retour, le jeudi 16 septembre, par le parquet militaire de « préparatifs » visant à renverser le régime de la Pologne populaire et placé en état d'arrestation.

Lorsque les autorités militaires avaient annoncé (le Monde du 9 septembre) leur intention d'inculper quatre dirigeants du KOR (M.M. Kuron, Michnik, Wujcik et Lipinski, internés depuis le début de l'instauration de l'état de guerre) en leur attribuant la responsabilité des violentes manifestations du 31 août, elles avaient aussi fait ouvrir une enquête in absentia contre M. Lipski, qui se trouvait à Londres depuis mai dernier, et contre M. Miroslaw Chojacki, qui se trouve à Paris.

C'est pour être après de ses amis » que M. Lipski a décidé de rentrer dans son pays. Critique littéraire réputé, il avait été arrêté le 1^{er} décembre 1981, à l'issue d'un discours d'usage dans la banlieue de la capitale, où il s'était rendu en sa qualité de membre du présidium de la section de Solidarité pour la région de Varsovie. Il entendait participer à la grève des ouvriers de l'usine en signe de protestation contre l'instauration de l'état de guerre. Son procès doit être interrompu. Il souffrait d'insuffisances cardiaques au point de ne pouvoir déposer. Les autorités l'avaient mis en « liberté provisoire » le 1^{er} décembre 1981, à condition qu'il puisse se rendre à Londres auprès des médecins qui avaient pratiqué sur lui en 1978 une opération à cœur ouvert. Et il a qualifié d'« abusés » les accusations portées contre ses amis et lui-même.

Allemagne fédérale

La fin du gouvernement Schmidt

(Suite de la première page.)

On s'attendait donc que le tête-à-tête de ce vendredi matin entre le chancelier et son ministre de l'Economie soit décisif et que M. Helmut Schmidt, une fois l'accord consommé, pose la question de confiance au Bundestag.

Ces spéculations se sont confirmées vendredi matin avec l'annonce par le chancelier que la coalition avait touché à sa fin et qu'il demanderait des élections anticipées, puis avec la démission des quatre ministres libéraux.

Cette initiative du chancelier devait obliger à se prononcer libéraux et chrétiens-démocrates qui ni les uns ni les autres, ne souhaitent d'élections à brève échéance. Le parti libéral, actuellement en mauvaise position, n'est pas en effet assuré qu'une consultation dans les semaines qui viennent lui donnerait les 5 % de voix indispensables pour être représenté au Bundestag.

La C.D.U. n'est pas non plus assurée, en dépit de la nette avance qu'elle a prise ces dernières semaines dans les sondages, qu'une telle consultation lui donnerait la majorité absolue. Elle aurait donc besoin, pour accéder au pouvoir après les élections, d'une alliance avec les libéraux. Le message qui pèse sur le F.D.P. pèse ainsi également sur elle.

La loi fondamentale allemande offre cependant aux libéraux une possibilité d'éviter des élections anticipées: le vote de ce que l'on appelle une « motion de défiance constructive », c'est-à-dire l'élection d'un successeur à M. Helmut Schmidt, qui serait en l'occurrence M. Helmut Kohl.

L'article 68 précise en effet que le droit de dissolution doit disposer le président s'estime que le Bundestag a élu un nouveau chancelier.

Pour mener à bien une telle opération, la C.D.U.-C.S.U., qui dispose de 224 députés au Bundestag, devrait « déboucher » 33 députés libéraux, afin d'assurer à cette motion de défiance constructive la majorité absolue.

Turquie

Selon les nationalistes kurdes

MASSACRES ET SEVICES SE POURSUIVENT A LA PRISON MILITAIRE DE DIYARBAKIR

Le parti des travailleurs du Kurdistan (P.K.K.) diffuse actuellement des informations sur des exactions qui seraient régulièrement commises par les soldats turcs dans la prison militaire de Diyarbakir, où un certain nombre de ses militants et sympathisants sont incarcérés, et sur laquelle l'attention internationale avait déjà été appelée au printemps dernier.

Pour protester contre un massacre de prisonniers perpétré le 31 mars dernier, indique le P.K.K., trente-quatre détenus, dont plusieurs femmes, ont commémoré le 15 juillet, une grève de la faim « jusqu'à la mort ». Certains seraient dans le coma à l'hôpital de Diyarbakir.

Un des animateurs de cette grève, M. Kemal Fir, membre du comité central du P.K.K., est mort sous la torture et son corps a été remis à sa famille ajoutant des représentants en France de ce parti. Ces derniers prétendent en outre que le docteur Cemil Tanriverdi, qui avait rédigé un rapport accablant sur les sévices pratiqués à la prison militaire de Diyarbakir, a été assassiné par le MIT (services secrets turcs) au domicile qu'il occupait dans cette ville.

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
LIBELLA
12, rue St-Louis-en-Tile, Paris-5
Tél. 326-51-09






















Atelier de poterie
« LE CRU ET LE CUIT »
accueille en groupe
les amateurs de 3 à 83 ans
5, RUE LACEPÈRE, PARIS-5
Téléphone. (16 voir) : 797-83-64

مكتبة الشرق

هكذا من الاصل

A partir du 26 septembre

Le TGV se multiplie.

	PARIS 6 ¹⁵ LYON BROTTAUX 8 ⁵¹
	PARIS 6 ¹⁶ DIJON 8 ⁵⁷
	PARIS 7 ¹⁰ MARSEILLE 12 ⁵⁴
	PARIS 7 ¹⁵ LYON BROTTAUX 10 ⁰⁵
	PARIS 7 ⁴⁵ GENEVE 12 ⁰⁰
	PARIS 8 ¹⁵ LYON BROTTAUX 10 ⁵¹
	PARIS 9 ⁰⁷ MARSEILLE 14 ⁴⁵ MONTPELLIER 14 ⁴⁰
	PARIS 9 ¹⁵ LYON BROTTAUX 11 ⁵¹
	PARIS 10 ³⁵ MARSEILLE 16 ³⁷ MONTPELLIER 16 ³³
	PARIS 11 ¹⁵ LYON BROTTAUX 13 ⁵⁹
	PARIS 12 ⁰⁵ DIJON 14 ¹⁵
	PARIS 12 ¹⁵ LYON BROTTAUX 14 ⁵⁷
	PARIS 12 ⁴⁵ MARSEILLE 15 ¹⁵
	PARIS 13 ¹⁵ LYON BROTTAUX 15 ⁵¹
	PARIS 14 ¹⁵ LYON BROTTAUX 16 ⁵¹
	PARIS 15 ¹⁵ LYON BROTTAUX 18 ⁵³
	PARIS 17 ¹⁵ LYON BROTTAUX 19 ⁵⁹
	PARIS 18 ¹⁵ LYON BROTTAUX 20 ⁵⁷
	PARIS 19 ²⁰ LYON BROTTAUX 22 ⁰⁶
	PARIS 19 ³⁵ DIJON 21 ⁴⁵ BESANCON 22 ³⁶
	PARIS 20 ¹⁵ LYON BROTTAUX 22 ⁵¹

TGV. Gagnez du temps sur le temps. **SNCF**

Pologne

laments à Wrocław
rés pendant trois jours

La capitale polonaise a été le théâtre d'une manifestation de trois jours. Les participants ont exprimé leur colère contre le régime communiste et ont exigé des réformes politiques et économiques. Les manifestations ont été réprimées par la police, ce qui a entraîné des blessés et des arrestations.

ARRESTATION DE M. L'UN DES FONDATEURS

Un des fondateurs du mouvement de résistance a été arrêté par la police. Les autorités ont déclaré que l'individu était impliqué dans des activités subversives. L'arrestation a été faite sans mandat et sans que l'individu ne soit informé de ses droits.

Agence fédérale gouvernement Schmidt

L'Agence fédérale pour la coopération internationale a été créée par le gouvernement Schmidt. Elle a pour mission de promouvoir la coopération entre les pays européens et de soutenir les efforts de développement économique.

Turquie

Selon les nationalistes turcs, les arméniens et les grecs se sont convertis à la religion musulmane de Dardanelles.

Cette affirmation est considérée comme une propagande et n'est pas basée sur des faits. Les autorités turques ont démenti ces allégations et ont déclaré que la population de Dardanelles est multiculturelle et multireligieuse.

DIPLOMATIE

M. Mitterrand a reçu les lettres de créance de cinq ambassadeurs

M. Mitterrand a réaffirmé, jeudi 16 septembre, en recevant les lettres de créance de cinq ambassadeurs, la volonté de la France de promouvoir des relations internationales basées sur l'indépendance, la coopération et l'aide au développement.

ALGERIE : un enrichissement mutuel irremplaçable

En recevant le nouvel ambassadeur d'Algérie en France, M. Djamel Houhou, le président de la République a assuré que les relations entre les deux pays et les deux peuples (...) reposent sur le socle commun d'indépendance nationale, le respect de la personnalité et des choix de société qui nous sont propres, l'attachement partagé à la justice et à la paix. « Le gouvernement français, a poursuivi M. Mitterrand, connaît l'apport essentiel de nos compatriotes établis en France au développement de nos pays. Leur présence, comme celle de tous les migrants, est une source d'enrichissement mutuel irremplaçable. Nos deux pays réduisent les hégenomies et l'exploitation des peuples ».

(Le Monde du 10 juin a publié la biographie de M. Djamel Houhou.)

CENTRAFRIQUE : la restauration de l'Etat

Devant M. Edouard Franck, ambassadeur de Centrafrique, M. Mitterrand a souligné la sympathie qu'inspire à la France l'œuvre de restauration de l'Etat et de l'unité nationale centrafricaine. Il a indiqué qu'il reconnaît « prochainement » le président centrafricain, M. Kolingba. « La France, a conclu M. Mitterrand, ne manquera pas de poursuivre son aide et sa coopération en faveur de votre pays en l'aider à consolider les bases de son développement ».

(M. Edouard Franck est né en 1924. Il a été enseignant puis, à partir de 1953, magistrat et président de la Cour suprême (1980).)

BENIN : achever la décolonisation

Recevant l'ambassadeur du Bénin, M. Idriou, le président de la République a insisté sur la volonté des deux pays de « préserver leur indépendance et leur souveraineté » et a confirmé son attachement à se rendre « dans quelques mois » à Cotonou. « Achever la décolonisation, mettre un terme à l'odieux

A travers le monde

Bolivie

ORDRE DE GREVE GENERALE ILLIMITEE. — La Centrale ouvrière bolivienne (COB) a lancé jeudi 16 septembre à La Paz un ordre de grève générale illimitée dans tout le pays pour contraindre le gouvernement militaire à remettre le pouvoir aux dirigeants politiques civils qui avaient ramené les élections de 1980. — (A.F.P.)

Kenya

SEPT MEMBRES DE L'ARMEE DE L'AIR KENYANE, accusés de participation au putsch manqué du 1^{er} août contre le président Daniel Arap Moi, ont été condamnés, jeudi 16 septembre, à des peines de prison allant de douze à vingt-deux ans. Le tribunal militaire avait, mercredi, condamné à la détention dix-sept de leurs collègues. — (Reuter.)

Pays-Bas

PLUSIEURS MILLIERS DE PERSONNES ont manifesté jeudi 16 septembre à La Haye contre l'installation du député du Centrum Partij (extrême droite), M. Hans Jansmaat, élu lors du scrutin du 8 septembre (le Monde du 10 septembre). M. Jansmaat avait fait campagne pour le rapatriement des immigrés vivant aux Pays-Bas.

Zaire

NOUVEL EPISODE DU CONFLIT FRONTALIER opposant Kinshasa à Lusaka, les soldats zairais ont pris position dans un village situé à 15 kilomètres à l'intérieur du territoire zambien. Selon un responsable zambien, le drapeau zairais flotte depuis quinze jours sur le village, situé dans la province de Luapula, qui borde la province du Shaba. — (Reuter.)

La visite officielle de M. Sekou Touré en France

La police a interpellé une cinquantaine d'opposants

« Les droits de l'homme sont mieux respectés en Guinée que dans certains pays du monde », a déclaré M. Sekou Touré, président de la République guinéenne, hôte officiel de la France, à sa sortie de l'Elysée, où il venait de déjeuner, jeudi 16 septembre. « Aucun individu, a-t-il ajouté, n'a été poursuivi pour délit de presse ou de parole, pour activité politique. La dignité de l'être n'est chère. »

Interrogé sur la mort de M. Sadegh Ghobzadeh, M. Sekou Touré s'est refusé à émettre un avis en raison, a-t-il dit, de la mission de conciliation qu'il effectue sur le conflit franco-iranien, en qualité de vice-président de la conférence islamique.

Au moment où le président guinéen était reçu à l'Elysée, les familles françaises des huit prisonniers disparus en Guinée ont été reçues dans le ciel parisien des ballons multicolores, portant le nom de chacun d'entre eux. Cette manifestation était, à l'origine, prévue devant l'hôtel Marigny, résidence des chefs d'Etat étrangers (et non l'hôtel Maitland, comme nous l'avons écrit par erreur). Faute d'autorisation, elle s'est finalement tenue place de l'Alma, en présence d'une cinquantaine de personnes. Toutes les familles des disparus étaient présentes, à l'exception de Mme Danyse Keita, qui a été, lundi dernier, pour une semaine, un jeûne à la chapelle Saint-Bernard, à la gare Montparnasse, et de la doyenne du groupe Mme Elise Kaka, âgée de soixante-cinq ans, qui tient la permanence de l'association.

D'autre part, une cinquantaine d'opposants guinéens ont été interpellés jeudi soir à l'issue d'une manifestation regroupant environ deux cents personnes, organisée place de l'Alma par le collectif guinéen de l'opposition, organisme regroupant plusieurs mouvements politiques.

Enfin, la commission française de « Justice et Paix », mouvement catholique, a publié jeudi un communiqué exprimant l'espoir que « le gouvernement français fera part au chef de l'Etat guinéen des informations sérieuses et convergentes parvenues en France sur les violations des droits de l'homme en Guinée (...) et demandera à la Guinée de respecter les engagements internationaux concernant les droits de l'homme ».

M. JOSPIN : le cadre habituel des relations d'Etat à Etat

Interrogé, jeudi 16 septembre, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., a souligné que le caractère de la visite en France de M. Sekou Touré entraine dans le cadre habituel des relations d'Etat à Etat, il a remarqué que « si l'on devait limiter les relations économiques, financières, culturelles » aux seuls pays qui pratiquent une forme de démocratie comparable à celle de la France, « le compte des pays avec lesquels nous pourrions maintenir nos relations » serait rapide. « On peut faire un tour de l'Afrique, de l'Amérique latine, de l'Asie et puis rentrer chez nous et mettre en place nos discussions sur le tiers-monde », a-t-il ajouté.

Selon M. Jospin, le problème se pose en termes simples : « Faut-il avoir une politique en direction de tiers-monde sans entrave, sans restriction, avec les pays du tiers-monde ? » Cette position est partagée par la plupart des députés socialistes interrogés à l'occasion des journées parlementaires de leur groupe, dont les travaux ont été ouverts jeudi 16 septembre à Paris. « Si vraiment il ne fallait pas parler à tous ceux qui ne nous ressemblent pas », a-t-il ajouté, « nous ne pourrions pas nous rencontrer tous ». M. Jospin a conclu : « Nous sommes toujours », a-t-il dit, « à la recherche d'un cadre habituel des relations internationales ». Mais la personnalité du visiteur ne l'empêche pas.

ASIE

Chine

LA VISITE DU PRÉSIDENT NORD-CORÉEN

M. Kim Il Sung dénonce l'« impérialisme américain » avec plus de vigueur que ses hôtes

Dé notre correspondant

Pékin. — M. Hu Yaobang a été une grande surprise, jeudi 16 septembre, en révélant, au cours du banquet offert par la direction chinoise au président Kim Il Sung, arrivé le matin même à Pékin, que M. Deng Xiaoping et lui-même s'étaient rendus en Corée du Nord au mois d'avril dernier. Un tel déplacement n'avait fait jusqu'ici l'objet d'aucune mention dans la presse chinoise. On avait au contraire remarqué que Pékin n'avait pas envoyé de délégation spéciale pour les cérémonies fastueuses organisées à la mi-avril dans la capitale nord-coréenne à l'occasion du sixième anniversaire du président Kim Il Sung. Cette absence avait été interprétée comme une réserve de la direction collective chinoise à l'égard de manifestations rappelant trop le culte de la personnalité.

Pourquoi ce voyage, et surtout pourquoi a-t-il été tenu secret ? Y a-t-il eu incident, crise ou menace de crise entre les deux pays ? Ou bien, plus simplement, était-ce pour les dirigeants chinois une façon discrète de manifester malgré tout des égards envers leur voisin, à l'occasion de son sixième anniversaire ? La lecture des toasts prononcés jeudi soir au banquet offert à M. Kim Il Sung par le comité central du parti et le gouvernement chinois suggère que, derrière les propos vagues sur « l'amitié millénaire », et l'accueil exceptionnel réservé au président nord-coréen — on n'avait rien vu de pareil depuis la venue de Tito en 1971 — les deux pays paraissent avoir quelques difficultés à trouver un langage commun.

Le contraste entre la modération de M. Hu Yaobang et l'exaltation anti-impérialiste de son hôte a en tout cas frappé.

Alors que le secrétaire général du P.C. chinois s'est abstenu d'attaquer directement les Etats-Unis, se contentant de dire que « le retrait des troupes américaines de Corée du Sud (...) était une tendance souhaitable de l'histoire », M. Kim Il Sung a vigoureusement fustigé « la politique des deux Corées concoctée par les impérialistes américains ». De même ne trouve-t-on pas trace dans l'allocation du dirigeant chinois du « large front uni » à la formation chaque M. Kim Il Sung a appelé pour « contrer les complots impérialistes d'agression et de guerre ». Dernière différence : l'accent mis par ce dernier sur « le danger croissant d'une nouvelle guerre mondiale », thème qui a disparu du vocabulaire chinois au profit de celui de la sauvegarde de la paix.

MANUEL LUCBERT.

AFRIQUE

Tchad

N'DJAMENA ENTEND RÉCUPÉRER LA BANDE D'AOZOU ANNEXÉE PAR LA LIBYE

Khartoum. — M. Kiri Makine, ministre tchadien des affaires étrangères, a déclaré, récemment à Khartoum, que son gouvernement poursuivait des efforts diplomatiques afin de récupérer la région d'Aozou, située dans le nord du Tchad, occupée par la Libye depuis plus de dix ans.

« Nous recherchons une solution pacifique à cette question par le biais des conventions des Nations unies et de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), et nous pourrions même porter cette affaire devant une cour internationale », a indiqué M. Makine. Le ministre a ensuite souligné que le conseil d'Etat au pouvoir à N'Djamena envisageait de créer un gouvernement de réconciliation nationale, et que le peuple tchadien serait libre de choisir le système de gouvernement de son choix.

(République riche en pétrole et en minerais divers, notamment en uranium, 100 kilomètres carrés soit près du cinquième de la superficie de la France. Elle a été prouvée et est actuellement annexée par la Libye, qui y est installée par milliers à l'appel du président tchadien François Tombalbaye, avant 1973.)

Aux Trois Quartiers

retrouvez le plaisir d'acheter

DU VENDREDI 17
AU JEUDI 23 SEPTEMBRE
SEMAINE
DU PANTALON

PANTALON
5 pièces, large
fondelle, 55 % laine,
40 % polyester,
5 % autres fibres.
Bordeaux, rose
ou marron.
260F

Non représenté
PANTALON
fondelle extensible,
60 % polyester,
38 % laine, 2 % lycra.
Gris.
190F

PANTALON
velours élastique
81 % coton,
15 % polyamide,
4 % élastane.
Bordeaux, vert
ou gris.
160F



Aux Trois Quartiers

Bd de la Madeleine et rue Duphot
Tél. 260.39.30 - Parkings gratuits pour nos clients.

PANTALON
nouvelle 55 % laine,
40 % polyester,
5 % autres fibres.
Gris, marron
ou noir.
210F

USA

OFFRE SPECIALE

voyage d'affaires
ou court séjour
ALLER/RETOUR
tarifs sans restrictions

NEW YORK
2.990 F

CHICAGO
3.390 F

WASHINGTON
(BWI)
2.990 F

Demandez notre brochure
"offre spéciale"
tarifs 1/90 jours.



au départ de Luxembourg
Consultez votre Agent de Voyages ou
ICELANDAIR
8, bd des Capucines
75002 Paris ☎ 742.52.26

مكتبة الامم المتحدة

...LA F...

« L'arrière ét
M. Giscard d'Estaing répond

La « campagne »

M. Giscard d'Estaing répond ensuite aux questions des téléspectateurs. « J'ai cru que ce qui était important était de faire passer l'information sur les régions, les problèmes, les problèmes de son pays, et de bien les régler. Et je me suis aperçu que ce n'était pas suffisant. Je n'ai pas voulu après. Au moment des élections présidentielles j'étais convaincu que les Français me jugeraient sur ce que j'avais fait. Et je me suis efforcé de leur donner la meilleure propagande ». Et en fait j'ai compris depuis que dans les États modernes les chefs d'État ont une double fonction : si possible

publiée, l'Elysée, fréquemment interrogé par les journalistes, parera officiellement de faux. Mais, en septembre 1980, le Canard Enchaîné interview de Bokassa, qui, depuis son départ d'Afrique, se confirme « les informations de l'hebdomadaire distillées pendant toute l'année 1980. »

interrogé une nouvelle fois à ce sujet par Alain Duhamel, sur le thème du 27 février 1977, il déclare : « L'histoire d'Elinga se borne à ceci : Je vis en prière, cette mission a une certaine tenue ».

le 12 mars 1981, questionné par

...pour les diamants

pondre aux aspirations de l'opinion, aspirations qui peuvent être très différentes. (...) Au fond, c'est ça, le capital, quelque chose de très simple, mais la fonction est la même, la même importance et la même valeur, le rôle est le même.

M. Giscard d'Estaing a répondu : « Ici les décisions capitales interviennent au cours de nos septennats ? » « Je pense que les décisions que j'ai prises étaient justes, dit-il notamment. MAIS IL y avait la dernière année française qui supprimait la peine de mort, et si j'étais à nouveau à la tête de fonctions importantes en France, je ne proposerais pas son réta-

En appel, M^{rs}. Françoise et Jacques Escard d'Estaling avaient obtenu les deux gains de cause contre Carneri enchytré le 28 décembre 1901. Intégré, pour sa part, n'avait pas mis en jeu son argent. Seul, donc, Carneri enchytré avait intenté un surappel en cassation, rejeté par le tribunal suprême le 16 juin 1902.

Entrallement à ce qu'il déclarait Glecard d'Estaling, la Cour de cassation, dans une décision, une fois rendue, ne se prononce ni sur la matérialité des faits ni sur le fond du fait, mais juge uniquement de conformité de l'arrêt en droit.

Le cas de Christian Ranucci — vingt et un ans au moment de son arrestation — est, après de longues heures, et sans résultat, affirmé son innocence. "L'enquête de Gilles Perrault pour son livre *Le Pull-over rouge* a fait apparaître de nombreuses incertitudes dans cette affaire, tant dans sa partie policière que dans sa partie judiciaire (instruction et procès, au cours duquel l'accusation a repris la parole après la défense).

Un comité Ranucci s'est constitué, des avocats, M^{rs} Jeanne Baudin, Jean-Jacques Le Foronney, ont déposé une requête en révision du procès.

Pour un peu, on en appellerait aux rigueurs de l'article 226 du Code pénal qui réprime celui qui « publiquement » jette le discrédit sur un acte juridictionnel, dans des conditions de nature à porter atteinte à l'autorité de la justice ou à son indépendance ».

Résumons toutefois l'ancien chef de l'Etat : le « régime actuel » entend supprimer l'article 226 lorsque le nouveau code

Le président de la République prendra la parole jeudi 9 septembre devant l'Assemblée nationale. M. Mitterrand rendra hommage à cette occasion à l'action de l'Organisation européenne dans le domaine des droits de l'homme. Il rendra ensuite hommage à la République italienne, à ses droits de l'homme.

question... On ne m'a jamais posé la question (...). C'était une campagne et on a accusé sans cesse les journaux de l'époque (une famille avait à voir la-dedans ? On a accusé un de mes cousins. Et comme lui n'était pas président de la République, il a fait un procès en diffamation contre moi, en détruisant les journaux en question. Ils ont été condamnés une première fois ; il y a eu appel ; ils ont été condamnés une deuxième fois. L'un d'eux est allé en exil devant une Cour de cassation ; ils ont été condamnés une troisième fois par la Cour de cassation. Et la dernière fois, c'était le 16 mai 1982, quand on a dit : le régime est fasciste. On a accusé le régime actuel, la Cour suprême a condamné pour diffamation les journaux qui

tre avec l'objekt d'une concertation
de approvisionnement au préalable par
council de Paris. Cela figure
certainement dans les propositions de
signatures par M. Mitterrand et les
signatures. Pendant un certain
temps, on m'a rebattu les oreilles, et
le journal Der Spiegel a m'assurant
qu'on me communiât et qu'on se
concertait avec moi.

le journal mensuel
de documentation politique
après-demain
non vendu dans les kiosques)

Envoyer 30 francs (timbres à 1 F
chèques) à APRES-DEMAIN,
rue Jean-Dolent, 75014 Paris,
indiquant le numéro du dossier
90 F pour abonnement annuel
0 % d'économie) qui, d'ailleurs,
vous envoie gratuitement de ce
numéro.

M. Giscard d'Estaing

Aux télespectateurs qui se demandaient pourquoi M. Giscard d'Estaing « ne parlait pas souvent à la télévision », l'ancien président de la République a répondu qu'on ne l'invitait pas. Il a déclaré : « Cette émission a duré seulement quinze minutes, et il faut donc par remonter les Français seize-vingt-cinq minutes en seize mois, je vous laisse juger de la liberté de l'information. » M. François-Henri de Villeneuve, directeur de l'actualité d'Antenne 2, que nous avons interrogé, vendredi matin 17 sep-

MODESE et les travailleurs payés
M.N.S.E.A., tout en déclarant que
et les intérêts de la droite.

À l'issue de la réunion du
conseil d'administration de la
M.N.S.E.A. jeudi 18 septembre,
Guillaume a confirmé ce qu'il
avait déjà annoncé : une interview
publique de l'association sera
réalisée à l'occasion de la
réunion du conseil d'adminis-
tration du 25 septembre : 60 à 80 syndi-
catisés, des agriculteurs et des
candidats aux élections
régionales y assisteront.
Après le conseil d'adminis-
tration, intervenant sur les déclarations
de la presse, Guillaume a
il avait fait mercredi 15 sep-
tembre à Mont-de-Marsan (lan-
guedocien), il a précisé que même les
candidats à la présidence du
conseil régional ne peuvent
assumer des responsabilités au
sein de la fédération nationale
sans avoir d'abord été
inscrits dans des listes

ODOUL AGENT
Garde-m
16, rue

y et la télévision

Virieux indique aussi que par une lettre du 1^{er} février, il avait proposé à M. Cissacard d'accepter de participer à l'émission d'une heure intitulée « *Affaire sous concertation* ». L'intéressé dans une réponse écrite du 15 février acceptait le principe d'une telle émission, mais elle ne prévoyait pas avant la fin du mois d'avril en raison des élections cantonales et d'un déplacement à l'étranger.

M. de Virieux précise que, dans le cadre de la nouvelle émission intitulée, « *L'heure de vérité* », il avait écrit à M. Cissacard le 22

est estimant quant à eux que celle ne fait pas de politique, les fonctions syndicales, la candidature à un mandat parlementaire ou européen.»

Il rappelle que la F.N.S.E.A. ne défend jamais de position politique. M. de Gaudemaris a expliqué que les agriculteurs devraient être représentés dans les conseils municipaux pour avoir un droit de veto sur l'aménagement du territoire et l'ensemble du développement communautaire.

Leur candidature est nécessaire aux élections locales, dans la mesure où les élus économiques et sociaux sont les seuls à bénéficier de l'activité des collectivités. Ils devraient avoir, en ce qui concerne les élections aux cham-

Rebales
208 10-30
de l'Atlas-75019 Paris

Sous la présidence de M. Giscard d'Estaing, trois condamnés à mort ont été exécutés. Christian Ranucci, le 26 juillet 1977, Jérôme Carrein, le 23 juin 1977, et Hamida Djandoubi, le 10 septembre 1977. Aucune exécution n'a eu lieu en France depuis celle d'Hamida Djandoubi. M. Giscard d'Estaing a, d'autre part, grâcié quatre personnes, dont un mineur âgé de dix-sept ans.

Aux télespectateurs qui ne demandent pourquoi M. Giscard d'Estaing « ne parlait pas sou- vent », le directeur de la chaîne, président de la République à l'époque qu'on ne l'invitait pas, a déclaré : « Cette émission a été soignée - quinze minutes, mais si donc la restauration des Français polzante quinze minutes en plus mots, je vous laisse juger de la liberté de l'information. »

Le directeur de l'actualité d'Antenne 2, que nous avons interrogé, vendredi matin 17 sep-

Viriou indique aussi que par une lettre du 11 février, il avait proposé à M. Giscard d'Estaing de lui faire un reportage télévisé intitulé « *Affaires sous pression* ». L'intéressé dans une réponse écrite du 15 février acceptait le principe d'une telle invitation, mais ne pouvait pas, dit-il, avant la fin du mois d'avril en raison des élections cantonales et d'un déplacement à l'étranger.

M. de Viriout précise que, dans le cadre de la nouvelle émission politique, « l'heure de vérité », sont prévues

M. Jacques Chirac a protesté vivement vendredi matin 17 septembre au conseil d'administration de la ville de Paris, à l'issue duquel sur les conditions dans lesquelles le gouvernement prépare la réforme du statut de Paris. Le maire a déclaré qu'il avait appris qu'un conseil interministériel était tenu la veille et que le commissaire de la Région parisienne avait promis pour vendredi après-midi d'enx de ses collaborateurs afin de leur restituer le texte arrêté par le gouvernement. M. Chirac a ajouté : « Je trouve ces procédures vraiment choquantes. Elles sont en totale contradiction avec les principes démocratiques et les choix faits par les Parisiens qui ont élu leurs représentants chargés d'administrer la cité et d'avoir des

Constitutionnellement garant de l'indépendance de la magistrature durant son septennat, M. Giscard d'Estaing laisse percer un doute sérieux à ses propos, dès lors que la fonction présidentielle n'aboutit plus les sentiments de l'homme privé.

Comment sûrement expliquer, gainon, la précision deux fois donnée que c'est « sous le régime actuel » (?) que sa famille obtint définitivement gain de cause devant la Cour de cassation ? Une telle insistance, peu

En choisissant cette attitude politique, a déclaré Mme Cresson, ministre de l'agriculture, M. Guillaume marche purement et simplement sur les traces de M. Debatiste. Je ne pense pas que cette attitude soit bonne pour les agriculteurs. Le MODEF et les travailleurs paysans estiment quant à eux que la F.N.S.E.A. tout en déclarant qu'elle ne fait pas de politique, sert les intérêts de la droite.

offrir un dossier complet sur :

LES NATIONALISATIONS

Envoyer 30 francs (timbres à 1 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dalton, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé, ou 90 F pour abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

هكذا من الاصل

JOLI TRAVAIL MON COMMODORE.

J'ai confié toute ma comptabilité
à mon Commodore et il la tient bien
en main.

Maintenant j'ai l'esprit tranquille.
Sans avoir modifié mon organisation,
je dispose à tout instant de tous les
documents comptables à jour et je peux
gérer mon entreprise les yeux ouverts.
Tout est en ordre.

Bravo mon Commodore!

Aujourd'hui Procompta est le plus
répandu des programmes de comptabilité
sur micro-ordinateur.



Bon à envoyer à Procep - 21, rue Mathurin-Régnier
75015 Paris

Nom _____ Prénom _____

Profession _____

Secteur d'activité _____

Adresse _____

Ville _____ Code postal _____

Tél. _____

Désire recevoir:

☐ Procompta et les solutions de gestion. ☐ Les programmes ouverts.

☐ La documentation générale. ☐ Le traitement de textes.

☐ Des renseignements sur les utilisations Commodore dans
ma profession.

8 stands Commodore / Procep au SICOB:
CN.IT. 3C3311 - Boutique: 122.123.124 - O.E.M.: 816.817.

 **commodore** 

مركز من الامارات

Le seizième à Carnavalet

ANDRÉE JACOB.

- Hôtel de Lauzun, 14 h 45, 17 quai d'Anjou, M. de la Roche.
- Le Pont-Neuf, 14 h 30, ang. place Saint-Michel quai des Grands Augustins (Paris autresfois).
- Pont-aux-Doubles au Pont Royal, 14 h, square René-Viviani.
- Musée de la chasse, 15 h, 60, rue des Archives (Paris et son histoire).
- Jardin du Marais, place du Vaugoussier, 14 h 30, métro Saint-Paul (Région du passé).
- La Conciergerie, 14 h 30, 4, boulevard du Palais, M. Romann.
- Hôtel Lauzun, 15 h, 17, quai d'Anjou (Tourisme culturel).
- Les Halles, Marais, le Centre Commercial, 14 h 30, Esplanade Marcel Le Vieux Paris.

هکڙا من الامل

PARIS EN VISITES
DOMAINE SEPTEMBRE

Le Monde

LOISIRS ET TOURISME

VOYAGES A THÈME

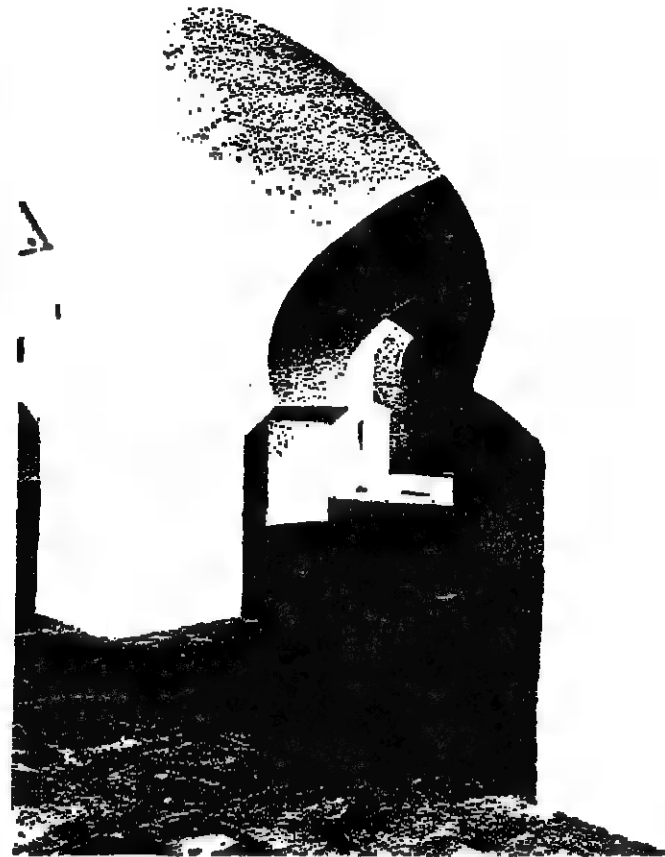
ALGERIE :

Pouillon revient à Tipasa

PLUIE et brouillard ce matin sur Alger. Le soleil du jour ne parvient pas à bout de son chemin. Les algériens ont l'habitude de la pluie. Ils l'ont connue à Tipasa, la ville de l'antique Tipaza, où le grand brouillard du jour se dissipe au soleil. Les algériens ont l'habitude de la pluie. Ils l'ont connue à Tipasa, la ville de l'antique Tipaza, où le grand brouillard du jour se dissipe au soleil. Les algériens ont l'habitude de la pluie. Ils l'ont connue à Tipasa, la ville de l'antique Tipaza, où le grand brouillard du jour se dissipe au soleil.

« retour », écrit de l'architecte Fernand Pouillon, qui a connu son succès à Tipasa. Le roman, à l'époque, était un roman de la vieillesse. C'est une histoire d'abbaye, d'abbé, de moines, de Tipasa, de l'antique Tipaza, où le grand brouillard du jour se dissipe au soleil. Les algériens ont l'habitude de la pluie. Ils l'ont connue à Tipasa, la ville de l'antique Tipaza, où le grand brouillard du jour se dissipe au soleil.

qu'il est peu retenu dans certains jugements. L'ouvrage principal de Tipasa (un livre et un roman) est un roman de la vieillesse. C'est une histoire d'abbaye, d'abbé, de moines, de Tipasa, de l'antique Tipaza, où le grand brouillard du jour se dissipe au soleil. Les algériens ont l'habitude de la pluie. Ils l'ont connue à Tipasa, la ville de l'antique Tipaza, où le grand brouillard du jour se dissipe au soleil.



Copyright de M. P. P.

M. Pouillon est profondément ému par l'importance de la ville de Tipasa. Les algériens ont l'habitude de la pluie. Ils l'ont connue à Tipasa, la ville de l'antique Tipaza, où le grand brouillard du jour se dissipe au soleil. Les algériens ont l'habitude de la pluie. Ils l'ont connue à Tipasa, la ville de l'antique Tipaza, où le grand brouillard du jour se dissipe au soleil.

Ombre et lumière

Alger, la ville de l'antique Tipaza, où le grand brouillard du jour se dissipe au soleil. Les algériens ont l'habitude de la pluie. Ils l'ont connue à Tipasa, la ville de l'antique Tipaza, où le grand brouillard du jour se dissipe au soleil.

Alger, la ville de l'antique Tipaza, où le grand brouillard du jour se dissipe au soleil. Les algériens ont l'habitude de la pluie. Ils l'ont connue à Tipasa, la ville de l'antique Tipaza, où le grand brouillard du jour se dissipe au soleil.

Alger, la ville de l'antique Tipaza, où le grand brouillard du jour se dissipe au soleil. Les algériens ont l'habitude de la pluie. Ils l'ont connue à Tipasa, la ville de l'antique Tipaza, où le grand brouillard du jour se dissipe au soleil.

Alger, la ville de l'antique Tipaza, où le grand brouillard du jour se dissipe au soleil. Les algériens ont l'habitude de la pluie. Ils l'ont connue à Tipasa, la ville de l'antique Tipaza, où le grand brouillard du jour se dissipe au soleil.

Alger, la ville de l'antique Tipaza, où le grand brouillard du jour se dissipe au soleil. Les algériens ont l'habitude de la pluie. Ils l'ont connue à Tipasa, la ville de l'antique Tipaza, où le grand brouillard du jour se dissipe au soleil.

ILE MAURICE :

Sous le soleil socialiste

Même quand le franc ne vaut plus que le septième d'un dollar, il peut encore rêver de jouer à l'Américain dans quelques pays. Voici l'un de ceux-ci : l'île Maurice.

de Maurice, pour soi seul ; un océan d'une limpidité de début du monde ; quinze hôtels de bonne classe internationale ; ski nautique, planche à voile et tennis à gogo. Et, en plus, uniques, en tout cas uniques jusqu'aux lointains rivages du Sénégal ou des Caraïbes, de fabuleux spectacles : les marées — à rêver de Moby Dick ou, du moins, d'«*Bleakwater*». Le tout (1), y compris 28 000 kilomètres d'avion (13 000 dans chaque sens), pour à peine le double d'un séjour sur la Côte d'Azur ou dans une station de sports d'hiver à la mode.

Signe de cette volonté : le gouvernement vient d'organiser une manifestation internationale, Expo tourisme 82, à laquelle il avait convié les représentants des compagnies aériennes, des grandes agences de voyages, des groupes hôteliers susceptibles d'investir dans l'île, bref, tous ceux qui peuvent l'aider à faire

de Maurice, selon un slogan qu'il a adopté, un «*paradis partagé*». Un autre signe, insolite, mais non moins éloquent : le ministre ayant en charge l'avenir touristique de l'île est celui des affaires étrangères ; Jean-Claude de l'Est, un ancien journaliste, est ministre des affaires étrangères et du tourisme.

Le port de Port Louis, l'un des plus beaux ports du monde, est un lieu de charme. L'île Maurice est une île de charme. L'île Maurice est une île de charme. L'île Maurice est une île de charme.

Le port de Port Louis, l'un des plus beaux ports du monde, est un lieu de charme. L'île Maurice est une île de charme. L'île Maurice est une île de charme. L'île Maurice est une île de charme.

Le port de Port Louis, l'un des plus beaux ports du monde, est un lieu de charme. L'île Maurice est une île de charme. L'île Maurice est une île de charme. L'île Maurice est une île de charme.

La cyclone politique de juin

Au mois de juin dernier, un cyclone politique a balayé ce petit paradis de ciel bleu et de paix (le dernier ouragan y est tombé en 1810 dans une bataille navale quasi symbolique entre les flottes anglaise et française). L'ancienne majorité libérale a perdu tous ses sièges au Parlement. Un parti socialiste avancé, le M.M.M., est arrivé au pouvoir en rafale — phénomène sans précédent dans l'île et sans beaucoup d'équivalent dans le monde — six cents sièges sur six cents. Pas d'explication politique évidente — même à posteriori — à ce ras de marée : simplement, comme chez nous, un phénomène de rejet à l'égard d'hommes usés par le pouvoir (ils y étaient depuis l'indépendance de l'île, en 1968), qui avaient un peu trahi leur électorat de-ci de-là et qui n'avaient pas eu la sagesse de régler eux-mêmes leur succession.

On ne conquiert pas soixante sièges sur soixante sans briser quelques vitres. Le M.M.M. avait eu, à cet égard, des légèretés d'éléphant. Il avait, en outre, tenu à un seul domaine, celui de la pêche au «*gros*» (le record est de 500 kg au large de Cap-Haïtien, à payer au supplément : environ 2 000 F par jour, par groupe de pêcheurs).

Le port de Port Louis, l'un des plus beaux ports du monde, est un lieu de charme. L'île Maurice est une île de charme. L'île Maurice est une île de charme. L'île Maurice est une île de charme.

Le port de Port Louis, l'un des plus beaux ports du monde, est un lieu de charme. L'île Maurice est une île de charme. L'île Maurice est une île de charme. L'île Maurice est une île de charme.

Le port de Port Louis, l'un des plus beaux ports du monde, est un lieu de charme. L'île Maurice est une île de charme. L'île Maurice est une île de charme. L'île Maurice est une île de charme.

L'ASIE de A à Z

LE GUIDE du VOYAGE en ASIE

- est paru (et il est gratuit)
- de L'INDE au JAPON, tout sur :
- Les tarifs aériens à prix réduit
- Les séjours de loisir ou d'affaires
- Les circuits individuels et groupés
- Les expéditions ou trekkings
- Les locations de voitures
- et des renseignements pratiques.

PACIFIC HOLIDAYS
L. A. H.
163, Av. du Maine, 75014 PARIS
Téléphone 530-3711
Métro : Montparnasse

LES INSTRUMENTS HEUGEL

CLAVICORD & SPINETTE «*HUBERT REDARD*»
CLAVICORD «*ANTHONY SIDNEY*»
CLAVICORD «*HUBERT REDARD*»
PIANO FORTÉ «*JOHANNES CARDA*»
tout montés ou en kit

EDITIONS HEUGEL
85 rue Gabriel - 92120 Montrouge - 654.48.93

GARDEN BUFFET AU PRINCE DE GALLES

C'est la dernière mode lancée par le PRINCE DE GALLES. Ni trop guindé, ni trop relax, c'est un nouveau style de déjeuner qui allie les qualités de la grande cuisine française à la décontraction d'un buffet où l'on peut se servir à volonté.

GARDEN BUFFET ? Le dimanche à l'heure du BRUNCH, une bonne idée à inscrire sur votre agenda !

150 F
(taxes, service et vin compris)
Tous les jours de 12 à 15 h.
Hôtel PRINCE DE GALLES
33 avenue George-V PARIS 8^e Tél. 723 55.11

FROM 120

Jeux

échecs

REBONDISSEMENT

(Continué de Buenos-Aires, 1982)

Blancs : X. Rubinstein

Noirs : E. Gerdas

Défense sicilienne.

1. e4 e5 2. Cf3 Cc6 3. Cg5 Cxg5 4. Cxg5 Cf6 5. Cxf6 Cxf6 6. d4 e4 7. f3 d5 8. f4 d4 9. f5 d3 10. f6 d2 11. f7 d1 12. f8 d0 13. f9 d-1 14. f10 d-2 15. f11 d-3 16. f12 d-4 17. f13 d-5 18. f14 d-6 19. f15 d-7 20. f16 d-8 21. f17 d-9 22. f18 d-10 23. f19 d-11 24. f20 d-12 25. f21 d-13 26. f22 d-14 27. f23 d-15 28. f24 d-16 29. f25 d-17 30. f26 d-18 31. f27 d-19 32. f28 d-20 33. f29 d-21 34. f30 d-22 35. f31 d-23 36. f32 d-24 37. f33 d-25 38. f34 d-26 39. f35 d-27 40. f36 d-28 41. f37 d-29 42. f38 d-30 43. f39 d-31 44. f40 d-32 45. f41 d-33 46. f42 d-34 47. f43 d-35 48. f44 d-36 49. f45 d-37 50. f46 d-38 51. f47 d-39 52. f48 d-40 53. f49 d-41 54. f50 d-42 55. f51 d-43 56. f52 d-44 57. f53 d-45 58. f54 d-46 59. f55 d-47 60. f56 d-48 61. f57 d-49 62. f58 d-50 63. f59 d-51 64. f60 d-52 65. f61 d-53 66. f62 d-54 67. f63 d-55 68. f64 d-56 69. f65 d-57 70. f66 d-58 71. f67 d-59 72. f68 d-60 73. f69 d-61 74. f70 d-62 75. f71 d-63 76. f72 d-64 77. f73 d-65 78. f74 d-66 79. f75 d-67 80. f76 d-68 81. f77 d-69 82. f78 d-70 83. f79 d-71 84. f80 d-72 85. f81 d-73 86. f82 d-74 87. f83 d-75 88. f84 d-76 89. f85 d-77 90. f86 d-78 91. f87 d-79 92. f88 d-80 93. f89 d-81 94. f90 d-82 95. f91 d-83 96. f92 d-84 97. f93 d-85 98. f94 d-86 99. f95 d-87 100. f96 d-88 101. f97 d-89 102. f98 d-90 103. f99 d-91 104. f100 d-92 105. f101 d-93 106. f102 d-94 107. f103 d-95 108. f104 d-96 109. f105 d-97 110. f106 d-98 111. f107 d-99 112. f108 d-100 113. f109 d-101 114. f110 d-102 115. f111 d-103 116. f112 d-104 117. f113 d-105 118. f114 d-106 119. f115 d-107 120. f116 d-108 121. f117 d-109 122. f118 d-110 123. f119 d-111 124. f120 d-112 125. f121 d-113 126. f122 d-114 127. f123 d-115 128. f124 d-116 129. f125 d-117 130. f126 d-118 131. f127 d-119 132. f128 d-120 133. f129 d-121 134. f130 d-122 135. f131 d-123 136. f132 d-124 137. f133 d-125 138. f134 d-126 139. f135 d-127 140. f136 d-128 141. f137 d-129 142. f138 d-130 143. f139 d-131 144. f140 d-132 145. f141 d-133 146. f142 d-134 147. f143 d-135 148. f144 d-136 149. f145 d-137 150. f146 d-138 151. f147 d-139 152. f148 d-140 153. f149 d-141 154. f150 d-142 155. f151 d-143 156. f152 d-144 157. f153 d-145 158. f154 d-146 159. f155 d-147 160. f156 d-148 161. f157 d-149 162. f158 d-150 163. f159 d-151 164. f160 d-152 165. f161 d-153 166. f162 d-154 167. f163 d-155 168. f164 d-156 169. f165 d-157 170. f166 d-158 171. f167 d-159 172. f168 d-160 173. f169 d-161 174. f170 d-162 175. f171 d-163 176. f172 d-164 177. f173 d-165 178. f174 d-166 179. f175 d-167 180. f176 d-168 181. f177 d-169 182. f178 d-170 183. f179 d-171 184. f180 d-172 185. f181 d-173 186. f182 d-174 187. f183 d-175 188. f184 d-176 189. f185 d-177 190. f186 d-178 191. f187 d-179 192. f188 d-180 193. f189 d-181 194. f190 d-182 195. f191 d-183 196. f192 d-184 197. f193 d-185 198. f194 d-186 199. f195 d-187 200. f196 d-188 201. f197 d-189 202. f198 d-190 203. f199 d-191 204. f200 d-192 205. f201 d-193 206. f202 d-194 207. f203 d-195 208. f204 d-196 209. f205 d-197 210. f206 d-198 211. f207 d-199 212. f208 d-200 213. f209 d-201 214. f210 d-202 215. f211 d-203 216. f212 d-204 217. f213 d-205 218. f214 d-206 219. f215 d-207 220. f216 d-208 221. f217 d-209 222. f218 d-210 223. f219 d-211 224. f220 d-212 225. f221 d-213 226. f222 d-214 227. f223 d-215 228. f224 d-216 229. f225 d-217 230. f226 d-218 231. f227 d-219 232. f228 d-220 233. f229 d-221 234. f230 d-222 235. f231 d-223 236. f232 d-224 237. f233 d-225 238. f234 d-226 239. f235 d-227 240. f236 d-228 241. f237 d-229 242. f238 d-230 243. f239 d-231 244. f240 d-232 245. f241 d-233 246. f242 d-234 247. f243 d-235 248. f244 d-236 249. f245 d-237 250. f246 d-238 251. f247 d-239 252. f248 d-240 253. f249 d-241 254. f250 d-242 255. f251 d-243 256. f252 d-244 257. f253 d-245 258. f254 d-246 259. f255 d-247 260. f256 d-248 261. f257 d-249 262. f258 d-250 263. f259 d-251 264. f260 d-252 265. f261 d-253 266. f262 d-254 267. f263 d-255 268. f264 d-256 269. f265 d-257 270. f266 d-258 271. f267 d-259 272. f268 d-260 273. f269 d-261 274. f270 d-262 275. f271 d-263 276. f272 d-264 277. f273 d-265 278. f274 d-266 279. f275 d-267 280. f276 d-268 281. f277 d-269 282. f278 d-270 283. f279 d-271 284. f280 d-272 285. f281 d-273 286. f282 d-274 287. f283 d-275 288. f284 d-276 289. f285 d-277 290. f286 d-278 291. f287 d-279 292. f288 d-280 293. f289 d-281 294. f290 d-282 295. f291 d-283 296. f292 d-284 297. f293 d-285 298. f294 d-286 299. f295 d-287 300. f296 d-288 301. f297 d-289 302. f298 d-290 303. f299 d-291 304. f300 d-292 305. f301 d-293 306. f302 d-294 307. f303 d-295 308. f304 d-296 309. f305 d-297 310. f306 d-298 311. f307 d-299 312. f308 d-300 313. f309 d-301 314. f310 d-302 315. f311 d-303 316. f312 d-304 317. f313 d-305 318. f314 d-306 319. f315 d-307 320. f316 d-308 321. f317 d-309 322. f318 d-310 323. f319 d-311 324. f320 d-312 325. f321 d-313 326. f322 d-314 327. f323 d-315 328. f324 d-316 329. f325 d-317 330. f326 d-318 331. f327 d-319 332. f328 d-320 333. f329 d-321 334. f330 d-322 335. f331 d-323 336. f332 d-324 337. f333 d-325 338. f334 d-326 339. f335 d-327 340. f336 d-328 341. f337 d-329 342. f338 d-330 343. f339 d-331 344. f340 d-332 345. f341 d-333 346. f342 d-334 347. f343 d-335 348. f344 d-336 349. f345 d-337 350. f346 d-338 351. f347 d-339 352. f348 d-340 353. f349 d-341 354. f350 d-342 355. f351 d-343 356. f352 d-344 357. f353 d-345 358. f354 d-346 359. f355 d-347 360. f356 d-348 361. f357 d-349 362. f358 d-350 363. f359 d-351 364. f360 d-352 365. f361 d-353 366. f362 d-354 367. f363 d-355 368. f364 d-356 369. f365 d-357 370. f366 d-358 371. f367 d-359 372. f368 d-360 373. f369 d-361 374. f370 d-362 375. f371 d-363 376. f372 d-364 377. f373 d-365 378. f374 d-366 379. f375 d-367 380. f376 d-368 381. f377 d-369 382. f378 d-370 383. f379 d-371 384. f380 d-372 385. f381 d-373 386. f382 d-374 387. f383 d-375 388. f384 d-376 389. f385 d-377 390. f386 d-378 391. f387 d-379 392. f388 d-380 393. f389 d-381 394. f390 d-382 395. f391 d-383 396. f392 d-384 397. f393 d-385 398. f394 d-386 399. f395 d-387 400. f396 d-388 401. f397 d-389 402. f398 d-390 403. f399 d-391 404. f400 d-392 405. f401 d-393 406. f402 d-394 407. f403 d-395 408. f404 d-396 409. f405 d-397 410. f406 d-398 411. f407 d-399 412. f408 d-400 413. f409 d-401 414. f410 d-402 415. f411 d-403 416. f412 d-404 417. f413 d-405 418. f414 d-406 419. f415 d-407 420. f416 d-408 421. f417 d-409 422. f418 d-410 423. f419 d-411 424. f420 d-412 425. f421 d-413 426. f422 d-414 427. f423 d-415 428. f424 d-416 429. f425 d-417 430. f426 d-418 431. f427 d-419 432. f428 d-420 433. f429 d-421 434. f430 d-422 435. f431 d-423 436. f432 d-424 437. f433 d-425 438. f434 d-426 439. f435 d-427 440. f436 d-428 441. f437 d-429 442. f438 d-430 443. f439 d-431 444. f440 d-432 445. f441 d-433 446. f442 d-434 447. f443 d-435 448. f444 d-436 449. f445 d-437 450. f446 d-438 451. f447 d-439 452. f448 d-440 453. f449 d-441 454. f450 d-442 455. f451 d-443 456. f452 d-444 457. f453 d-445 458. f454 d-446 459. f455 d-447 460. f456 d-448 461. f457 d-449 462. f458 d-450 463. f459 d-451 464. f460 d-452 465. f461 d-453 466. f462 d-454 467. f463 d-455 468. f464 d-456 469. f465 d-457 470. f466 d-458 471. f467 d-459 472. f468 d-460 473. f469 d-461 474. f470 d-462 475. f471 d-463 476. f472 d-464 477. f473 d-465 478. f474 d-466 479. f475 d-467 480. f476 d-468 481. f477 d-469 482. f478 d-470 483. f479 d-471 484. f480 d-472 485. f481 d-473 486. f482 d-474 487. f483 d-475 488. f484 d-476 489. f485 d-477 490. f486 d-478 491. f487 d-479 492. f488 d-480 493. f489 d-481 494. f490 d-482 495. f491 d-483 496. f492 d-484 497. f493 d-485 498. f494 d-486 499. f495 d-487 500. f496 d-488 501. f497 d-489 502. f498 d-490 503. f499 d-491 504. f500 d-492 505. f501 d-493 506. f502 d-494 507. f503 d-495 508. f504 d-496 509. f505 d-497 510. f506 d-498 511. f507 d-499 512. f508 d-500 513. f509 d-501 514. f510 d-502 515. f511 d-503 516. f512 d-504 517. f513 d-505 518. f514 d-506 519. f515 d-507 520. f516 d-508 521. f517 d-509 522. f518 d-510 523. f519 d-511 524. f520 d-512 525. f521 d-513 526. f522 d-514 527. f523 d-515 528. f524 d-516 529. f525 d-517 530. f526 d-518 531. f527 d-519 532. f528 d-520 533. f529 d-521 534. f530 d-522 535. f531 d-523 536. f532 d-524 537. f533 d-525 538. f534 d-526 539. f535 d-527 540. f536 d-528 541. f537 d-529 542. f538 d-530 543. f539 d-531 544. f540 d-532 545. f541 d-533 546. f542 d-534 547. f543 d-535 548. f544 d-536 549. f545 d-537 550. f546 d-538 551. f547 d-539 552. f548 d-540 553. f549 d-541 554. f550 d-542 555. f551 d-543 556. f552 d-544 557. f553 d-545 558. f554 d-546 559. f555 d-547 560. f556 d-548 561. f557 d-549 562. f558 d-550 563. f559 d-551 564. f560 d-552 565. f561 d-553 566. f562 d-554 567. f563 d-555 568. f564 d-556 569. f565 d-557 570. f566 d-558 571. f567 d-559 572. f568 d-560 573. f569 d-561 574. f570 d-562 575. f571 d-563 576. f572 d-564 577. f573 d-565 578. f574 d-566 579. f575 d-567 580. f576 d-568 581. f577 d-569 582. f578 d-570 583. f579 d-571 584. f580 d-572 585. f581 d-573 586. f582 d-574 587. f583 d-575 588. f584 d-576 589. f585 d-577 590. f586 d-578 591. f587 d-579 592. f588 d-580 593. f589 d-581 594. f590 d-582 595. f591 d-583 596. f592 d-584 597. f593 d-585 598. f594 d-586 599. f595 d-587 600. f596 d-588 601. f597 d-589 602. f598 d-590 603. f599 d-591 604. f600 d-592 605. f601 d-593 606. f602 d-594 607. f603 d-595 608. f604 d-596 609. f605 d-597 610. f606 d-598 611. f607 d-599 612. f608 d-600 613. f609 d-601 614. f610 d-602 615. f611 d-603 616. f612 d-604 617. f613 d-605 618. f614 d-606 619. f615 d-607 620. f616 d-608 621. f617 d-609 622. f618 d-610 623. f619 d-611 624. f620 d-612 625. f621 d-613 626. f622 d-614 627. f623 d-615 628. f624 d-616 629. f625 d-617 630. f626 d-618 631. f627 d-619 632. f628 d-620 633. f629 d-621 634. f630 d-622 635. f631 d-623 636. f632 d-624 637. f633 d-625 638. f634 d-626 639. f635 d-627 640. f636 d-628 641. f637 d-629 642. f638 d-630 643. f639 d-631 644. f640 d-632 645. f641 d-633 646. f642 d-634 647. f643 d-635 648. f644 d-636 649. f645 d-637 650. f646 d-638 651. f647 d-639 652. f648 d-640 653. f649 d-641 654. f650 d-642 655. f651 d-643 656. f652 d-644 657. f653 d-645 658. f654 d-646 659. f655 d-647 660. f656 d-648 661. f657 d-649 662. f658 d-650 663. f659 d-651 664. f660 d-652 665. f661 d-653 666. f662 d-654 667. f663 d-655 668. f664 d-656 669. f665 d-657 670. f666 d-658 671. f667 d-659 672. f668 d-660 673. f669 d-661 674. f670 d-662 675. f671 d-663 676. f672 d-664 677. f673 d-665 678. f674 d-666 679. f675 d-667 680. f676 d-668 681. f677 d-669 682. f678 d-670 683. f679 d-671 684. f680 d-672 685. f681 d-673 686. f682 d-674 687. f683 d-675 688. f684 d-676 689. f685 d-677 690. f686 d-678 691. f687 d-679 692. f688 d-680 693. f689 d-681 694. f690 d-682 695. f691 d-683 696. f692 d-684 697. f693 d-685 698. f694 d-686 699. f695 d-687 700. f696 d-688 701. f697 d-689 702. f698 d-690 703. f699 d-691 704. f700 d-692 705. f701 d-693 706. f702 d-694 707. f703 d-695 708. f704 d-696 709. f705 d-697 710. f706 d-698 711. f707 d-699 712. f708 d-700 713. f709 d-701 714. f710 d-702 715. f711 d-703 716. f712 d-704 717. f713 d-705 718. f714 d-706 719. f715 d-707 720. f716 d-708 721. f717 d-709 722. f718 d-710 723. f719 d-711 724. f720 d-712 725. f721 d-713 726. f722 d-714 727. f723 d-715 728. f724 d-716 729. f725 d-717 730. f726 d-718 731. f727 d-719 732. f728 d-720 733. f729 d-721 734. f730 d-722 735. f731 d-723 736. f732 d-724 737. f733 d-725 738. f734 d-726 739. f735 d-727 740. f736 d-728 741. f737 d-729 742. f738 d-730 743. f739 d-731 744. f740 d-732 745. f741 d-733 746. f742 d-734 747. f743 d-735 748. f744 d-736 749. f745 d-737 750. f746 d-738 751. f747 d-739 752. f748 d-740 753. f749 d-741 754. f750 d-742 755. f751 d-743 756. f752 d-744 757. f753 d-745 758. f754 d-746 759. f755 d-747 760. f756 d-748 761. f757 d-749 762. f758 d-750 763. f759 d-751 764. f760 d-752 765. f761 d-753 766. f762 d-754 767. f763 d-755 768. f764 d-756 769. f765 d-757 770. f766 d-758 771. f767 d-759 772. f768 d-760 773. f769 d-761 774. f770 d-762 775. f771 d-763 776. f772 d-764 777. f773 d-765 778. f774 d-766 779. f775 d-767 780. f776 d-768 781. f777 d-769 782. f778 d-770 783. f779 d-771 784. f780 d-772 785. f781 d-773 786. f782 d-774 787. f783 d-775 788. f784 d-776 789. f785 d-777 790. f786 d-778 791. f787 d-779 792. f788 d-780 793. f789 d-781 794. f790 d-782 795. f791 d-783 796. f792 d-784 797. f793 d-785 798. f794 d-786 799. f795 d-787 800. f796 d-788 801. f797 d-789 802. f798 d-790 803. f799 d-791 804. f800 d-792 805. f801 d-793 806. f802 d-794 807. f803 d-795 808. f804 d-796 809. f805 d-797 810. f806 d-798 811. f807 d-799 812. f808 d-800 813. f809 d-801 814. f810 d-802 815. f811 d-803 816. f812 d-804 817. f813 d-805 818. f814 d-806 819. f815 d-807 820. f816 d-808 821. f817 d-809 822. f818 d-810 823. f819 d-811 824. f820 d-812 825. f821 d-813 826. f822 d-814 827. f823 d-815 828. f824 d-816 829. f825 d-817 830. f826 d-818 831. f827 d-819 832. f828 d-820 833. f829 d-821 834. f830 d-822 835. f831 d-823 836. f832 d-824 837. f833 d-825 838. f834 d-826 839. f835 d-827 840. f836 d-828 841. f837 d-829 842. f838 d-830 843. f839 d-831 844. f840 d-832 845. f841 d-833 846. f842 d-834 847. f843 d-835 848. f844 d-836 849. f845 d-837 850. f846 d-838 851. f847 d-839 852. f848 d-840 853. f849 d-841 854. f850 d-842 855. f851 d-843 856. f852 d-844 857. f853 d-845 858. f854 d-846 859. f855 d-847 860. f856 d-848 861. f857 d-849 862. f858 d-850 863. f859 d-851 864. f860 d-852 865. f861 d-853 866. f862 d-854 867. f863 d-855 868. f864 d-856 869. f865 d-857 870. f866 d-858 871. f867 d-859 872. f868 d-860 873. f869 d-861 874. f870 d-862 875. f871 d-863 876. f872 d-864 877. f873 d-865 878. f874 d-866 87

UN RENDEZ-VOUS SIENNOIS

Le « Double Concerto » de Lutoslawski

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 277: 1033-1038.

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 277: 1033-1038.

OFFRES D'EMPLOI	140,00	164,64
DEMANDES D'EMPLOI	71,00	83,50
IMMOBILIER	21,00	24,70
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENCE	48,00	56,45
PROF. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	40,00	47,04
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,45
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENCE	31,00	36,45

OFFRES D'EMPLOIS

GRUPE METALLURGIQUE INTERNATIONAL
(25.000 Personnes)
recherche

UN INGENIEUR DES MINES
ou equivalent

Futur chef du département équipements
forage équipements creusement.
Après un stage de formation approfondie
en France et à l'étranger, ce candidat
jusqu'à 30 ans, diplômé, actuel responsable
en assurant personnellement l'action
commerciale pour la vente des produits
clients.

Il deviendra spécialiste technique
commercial équipements pour
forage pétrolier et le matériel de
mines de galeries souterraines.
Il aura la charge du marché français.
L'allemand ou l'anglais si possible
deux seront vivement appréciés.

Adressez C.V. manuscrit, photo
préparations, tél. 46179 M à :
BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel
VINCENNES CEDEX - O.T.

emploi international
(et département 40e - Mir)

Le Comité exécutif du **International**
engage un

DIRECTEUR GENERAL
DE L'OFFICE DU
BACCALAUREAT INTERNATIONAL

Le siège est à Genève, Suisse. Cette personne
devrait assumer la responsabilité finale pour
la mise en œuvre de l'organisation.

Le candidat devrait posséder une expérience
suffisante en qualités particulières dans la gestion
des relations humaines, une autorité naturelle
et une connaissance étendue des domaines de l'édu-
cation. Enfin, il devrait maîtriser l'anglais et le
français et avoir si possible de bonnes notions d'es-
pagnoles.

Les candidatures doivent être adressées à Monsieur
BLANC, secrétaire du Comité de l'Office du
Baccalauréat International, P.O. Box 1211, Genève 14.

Des renseignements plus détaillés peuvent être
tous à la même adresse.

emploi régional

C.R.C.I. RHONE-ALPES
recherche

CADRE COMMERCIAUX
demandeurs d'emploi pour participer à un cycle de for-
mation « export » en vue du développement des marchés
des entreprises régionales vers les pays d'Amérique latine.
Formation à Lyon du 10 octobre 1982 au 11 mars 1983.
Rémunération par l'Etat.

Prendre contact rapidement avec : CEPAG
(Nicole Auplat), tél. (16-7) 833-52-12.

INVESTISSEMENT FINANCIER
DE LA REGION RHONE-ALPES

recherche

UN JEUNE DIPLOME
D'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE

Pour un poste au sein de son Département Commercial.

Ce poste conviendrait à un jeune « Sup. de Co », même
débutant, désireux de participer au développement de
l'entreprise.

Pour des candidatures dynamiques, de nombreuses
possibilités d'évolution sont envisageables.

Les candidatures sont à adresser, accompagnées d'un
curriculum vitae détaillé, sous le n° 244.084 M, Régie Presse,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

Recherchons pour compte
importante entreprise

CHEF DE PERSONNEL

Bonne formation droit social,
expérience confirmée gestion
nombreux personnels
et relations sociales.
Résidence grande ville du Midi,
mais déplacements assez fré-
quents pour régler problèmes
sur place.

Adressez C.V. détaillé, photo
et deux manuscrites.
Rémunération à discuter à :
HAVAS MARSEILLE n° 32362.

QUILLIOT

OFFRES D'EMPLOIS

pour
"être dans le vent"
et aller
"dans le sens de l'histoire"

soit individuellement
soit collectivement

Une annonce d'offre n'est pas une
ouverture sur la psychanalyse

Mais elle s'adresse tout de même à un certain profil
d'individu de la part d'une entreprise disposant de son
propre profil d'une éthique, d'une stratégie,
d'ambitions, d'objectifs et de moyens.

Nous recherchons
des personnes à l'autonomie intellectuelle,
à l'équilibre mental et à la personnalité en tant
que personnes valent par elles-mêmes avant
des personnalités des pressions sociales, culturelles
ou éducatives qui ne sont en fin de compte que des
groupes de pression.

Nous offrons
une "personne" jouissant d'un minimum
de liberté intérieure et d'un maximum de
volonté d'entreprendre
un environnement (agréable)
des structures (solides) un horizon (en expansion)
des produits (performants) un marketing (cristal)
une puissance (une) une (leader)

Au service
de la formation, de l'intégration et du management
de nos équipes, c'est-à-dire de ceux qui ont
le meilleur coefficient d'adaptation avec notre activité.

Le stage de formation est longuement rémunéré,
l'intégration largement facilitée,
la rémunération fondamentalement motivante,
la promotion intégrément interne.

Soulez la sélection
24 ans au moins, diplômé d'origine
ou autodidacte solide.

Envoyez BANCÉ PUBLICITÉ 18 rue Léon 75018 Paris
(Merci de préciser sur l'enveloppe réf. 820 916)

Association de quartier
recherche

ANIMATRICE
à plein temps.
Expérience acquise.
Région parisienne.
Qualité d'accueil,
d'organisation
et de responsabilité.
S'insérer dans une équipe.
Envoyez C.V. à M. J.C.
18, rue de la Porte
Brandon, 75018 PARIS.

COLLABORATEUR marketing
Envoyez M. LARRY, 148, rue St-
Hippolyte, Paris 10e, qui transmettra.

STE D'EXPERTISE COMPTABLE
recherche

JURISTE FISCALISTE

Pour suivi dossiers contentieux
clarifiés, études techniques et
évaluation fiscale, exp. fiscalité
personnelle, etc.

Envoyez C.V. et photo à : P.C. 217,
18, rue de la Porte Brandon, 75018 PARIS.

1° PROFES. AGREGÉ
PHYSIQUE-CHIMIE
2° PROFESSEUR
INFORMATIQUE

Envoyez C.V. à : 2550, Publ.
Meyers, 113, rue de Reuilly,
75012 PARIS, qui transmettra.

Cher, repris, bil.
client et un vend. comm. ext.
245-05-18 M. Miro.

Jeune fille ou jeune homme
ayant très bonnes connaissances
mathématiques et en allemand
pour assister lycéens dans leurs
travaux.
Tél. pour info : 328-65-57 après 18 h.

L'école de gestion
recherche

PROFESSEURS
VACATAIRES
(2 à 10, par semaine)
niveau minimum D.E.A.
grandes écoles ou équivalent.
Envoyez C.V., 137, avenue
Félix-Faure, 75015 PARIS.

PROFESSEUR
URGENT
INSTITUT SAINT-PIERRE
SAINT-PAUL DREUX
sous contrat cherché

PHYSIQUE CHIMIE
Temps complet 1er et 2e cycle.
Tél. 42-57-77.

PROF. COMPTABILITÉ
Enseignement C.V. et prévisions
sous n° 035-583
RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

automobiles
ventes

de 8 à 11 C.V.

A vendre
504 Peugeot Injection, boîte
automatique, intérieur cuir.
Téléphone : 822-21-13,
après 18 h.

A vendre R.V. 14 TE,
année 1980, 88.000 km,
Argus : 8.000 F, vendu
24.000 F. Tél. : 906-86-51,
après 18 h.

de 12 à 16 C.V.

Vendu BMW 528 CSI
13.000 kilomètres.
Téléphone : (35) 88-78-36.

plus de 16 C.V.

Part. COUPE BMW 528
1981, 40.000 km, parfait état,
équipement complet. Px Argus :
74.290-65-32, après 20 h.

BMW 728 i, 1982
23.000 km, bleu métal, inté-
rieur valeurs, vitres teintées, al-
lure superbe, radio cassette.
Prix : 120.000 F.
Tél. : 290-65-32, après 20 h.

locations

Ancien commerçant, 36 ans,
disposant de 250.000 F, pré-
fère à l'achat ou à la location
à l'investissement contre
emploi dans ladite société.

Envoyez C.V. à : 2550, Publ.
Meyers, 113, rue de Reuilly,
75012 PARIS, qui transmettra.

TRÈS URGENT
Dernier stage préalable à la
formation de RELAXOGUE
le 30/9 et le 1er/2 et 3/10.
Formation Paris, province.
ISTOR, 374-56-93.

boxe - parking

TRÈS URGENT
stage préalable
formation RELAXOGUE
le 30/9 et le 1er/2 et 3/10.
Formation Paris, province.
ISTOR, 374-56-93.

automobiles
ventes

de 8 à 11 C.V.

A vendre
504 Peugeot Injection, boîte
automatique, intérieur cuir.
Téléphone : 822-21-13,
après 18 h.

A vendre R.V. 14 TE,
année 1980, 88.000 km,
Argus : 8.000 F, vendu
24.000 F. Tél. : 906-86-51,
après 18 h.

de 12 à 16 C.V.

Vendu BMW 528 CSI
13.000 kilomètres.
Téléphone : (35) 88-78-36.

plus de 16 C.V.

Part. COUPE BMW 528
1981, 40.000 km, parfait état,
équipement complet. Px Argus :
74.290-65-32, après 20 h.

BMW 728 i, 1982
23.000 km, bleu métal, inté-
rieur valeurs, vitres teintées, al-
lure superbe, radio cassette.
Prix : 120.000 F.
Tél. : 290-65-32, après 20 h.

locations

Ancien commerçant, 36 ans,
disposant de 250.000 F, pré-
fère à l'achat ou à la location
à l'investissement contre
emploi dans ladite société.

Envoyez C.V. à : 2550, Publ.
Meyers, 113, rue de Reuilly,
75012 PARIS, qui transmettra.

TRÈS URGENT
Dernier stage préalable à la
formation de RELAXOGUE
le 30/9 et le 1er/2 et 3/10.
Formation Paris, province.
ISTOR, 374-56-93.

boxe - parking

TRÈS URGENT
stage préalable
formation RELAXOGUE
le 30/9 et le 1er/2 et 3/10.
Formation Paris, province.
ISTOR, 374-56-93.

automobiles
ventes

de 8 à 11 C.V.

A vendre
504 Peugeot Injection, boîte
automatique, intérieur cuir.
Téléphone : 822-21-13,
après 18 h.

A vendre R.V. 14 TE,
année 1980, 88.000 km,
Argus : 8.000 F, vendu
24.000 F. Tél. : 906-86-51,
après 18 h.

de 12 à 16 C.V.

Vendu BMW 528 CSI
13.000 kilomètres.
Téléphone : (35) 88-78-36.

plus de 16 C.V.

Part. COUPE BMW 528
1981, 40.000 km, parfait état,
équipement complet. Px Argus :
74.290-65-32, après 20 h.

BMW 728 i, 1982
23.000 km, bleu métal, inté-
rieur valeurs, vitres teintées, al-
lure superbe, radio cassette.
Prix : 120.000 F.
Tél. : 290-65-32, après 20 h.

locations

Ancien commerçant, 36 ans,
disposant de 250.000 F, pré-
fère à l'achat ou à la location
à l'investissement contre
emploi dans ladite société.

Envoyez C.V. à : 2550, Publ.
Meyers, 113, rue de Reuilly,
75012 PARIS, qui transmettra.

TRÈS URGENT
Dernier stage préalable à la
formation de RELAXOGUE
le 30/9 et le 1er/2 et 3/10.
Formation Paris, province.
ISTOR, 374-56-93.

boxe - parking

TRÈS URGENT
stage préalable
formation RELAXOGUE
le 30/9 et le 1er/2 et 3/10.
Formation Paris, province.
ISTOR, 374-56-93.

automobiles
ventes

de 8 à 11 C.V.

A vendre
504 Peugeot Injection, boîte
automatique, intérieur cuir.
Téléphone : 822-21-13,
après 18 h.

A vendre R.V. 14 TE,
année 1980, 88.000 km,
Argus : 8.000 F, vendu
24.000 F. Tél. : 906-86-51,
après 18 h.

de 12 à 16 C.V.

Vendu BMW 528 CSI
13.000 kilomètres.
Téléphone : (35) 88-78-36.

plus de 16 C.V.

Part. COUPE BMW 528
1981, 40.000 km, parfait état,
équipement complet. Px Argus :
74.290-65-32, après 20 h.

BMW 728 i, 1982
23.000 km, bleu métal, inté-
rieur valeurs, vitres teintées, al-
lure superbe, radio cassette.
Prix : 120.000 F.
Tél. : 290-65-32, après 20 h.

locations

Ancien commerçant, 36 ans,
disposant de 250.000 F, pré-
fère à l'achat ou à la location
à l'investissement contre
emploi dans ladite société.

Envoyez C.V. à : 2550, Publ.
Meyers, 113, rue de Reuilly,
75012 PARIS, qui transmettra.

TRÈS URGENT
Dernier stage préalable à la
formation de RELAXOGUE
le 30/9 et le 1er/2 et 3/10.
Formation Paris, province.
ISTOR, 374-56-93.

boxe - parking

TRÈS URGENT
stage préalable
formation RELAXOGUE
le 30/9 et le 1er/2 et 3/10.
Formation Paris, province.
ISTOR, 374-56-93.

automobiles
ventes

de 8 à 11 C.V.

A vendre
504 Peugeot Injection, boîte
automatique, intérieur cuir.
Téléphone : 822-21-13,
après 18 h.

A vendre R.V. 14 TE,
année 1980, 88.000 km,
Argus : 8.000 F, vendu
24.000 F. Tél. : 906-86-51,
après 18 h.

de 12 à 16 C.V.

Vendu BMW 528 CSI
13.000 kilomètres.
Téléphone : (35) 88-78-36.

plus de 16 C.V.

Part. COUPE BMW 528
1981, 40.000 km, parfait état,
équipement complet. Px Argus :
74.290-65-32, après 20 h.

BMW 728 i, 1982
23.000 km, bleu métal, inté-
rieur valeurs, vitres teintées, al-
lure superbe, radio cassette.
Prix : 120.000 F.
Tél. : 290-65-32, après 20 h.

locations

Ancien commerçant, 36 ans,
disposant de 250.000 F, pré-
fère à l'achat ou à la location
à l'investissement contre
emploi dans ladite société.

Envoyez C.V. à : 2550, Publ.
Meyers, 113, rue de Reuilly,
75012 PARIS, qui transmettra.

TRÈS URGENT
Dernier stage préalable à la
formation de RELAXOGUE
le 30/9 et le 1er/2 et 3/10.
Formation Paris, province.
ISTOR, 374-56-93.

boxe - parking

TRÈS URGENT
stage préalable
formation RELAXOGUE
le 30/9 et le 1er/2 et 3/10.
Formation Paris, province.
ISTOR, 374-56-93.

automobiles
ventes

de 8 à 11 C.V.

A vendre
504 Peugeot Injection, boîte
automatique, intérieur cuir.
Téléphone : 822-21-13,
après 18 h.

A vendre R.V. 14 TE,
année 1980, 88.000 km,
Argus : 8.000 F, vendu
24.000 F. Tél. : 906-86-51,
après 18 h.

de 12 à 16 C.V.

Vendu BMW 528 CSI
13.000 kilomètres.
Téléphone : (35) 88-78-36.

plus de 16 C.V.

Part. COUPE BMW 528
1981, 40.000 km, parfait état,
équipement complet. Px Argus :
74.290-65-32, après 20 h.

BMW 728 i, 1982
23.000 km, bleu métal, inté-
rieur valeurs, vitres teintées, al-
lure superbe, radio cassette.
Prix : 120.000 F.
Tél. : 290-65-32, après 20 h.

locations

Ancien commerçant, 36 ans,
disposant de 250.000 F, pré-
fère à l'achat ou à la location
à l'investissement contre
emploi dans ladite société.

Envoyez C.V. à : 2550, Publ.
Meyers, 113, rue de Reuilly,
75012 PARIS, qui transmettra.

TRÈS URGENT
Dernier stage préalable à la
formation de RELAXOGUE
le 30/9 et le 1er/2 et 3/10.
Formation Paris, province.
ISTOR, 374-56-93.

boxe - parking

TRÈS URGENT
stage préalable
formation RELAXOGUE
le 30/9 et le 1er/2 et 3/10.
Formation Paris, province.
ISTOR, 374-56-93.

DEMANDES D'EMPLOIS

PSYCHOTECHNICIEN
et **GRAPHOLOGUE**

Diplômé, 53 ans

Spécialiste du recrutement des Cadres
depuis 25 ans, ayant également une importante
expérience de la GESTION et du DÉVELOPPEMENT
des RESSOURCES HUMAINES en milieu industriel,
notamment en cumulant pendant 5 ans la responsabilité
du recrutement et de la formation dans une importante
Société (3.000 personnes), souhaiterait, après avoir élargi
son horizon à travers la pratique du Conseil de Direction
ou l'indépendance durant ces 7 dernières années,
maintenant rejoindre une équipe de D.P.R.H. dynamique
et aux possibilités d'apport - complémentaires - des jeunes et des moins jeunes.
Région indifférente. Disponibilité : 1 mois après accord.
Région indifférente. Grande capacité de travail,
efficacité, réel esprit de collaboration.

Envoyez C.V. à : 2550, Publ.
Meyers, 113, rue de Reuilly,
75012 PARIS, qui transmettra.

ARCHITECTE D.P.L.G. haut niveau

● Expérience ● 1er ordre dans domaines
diversifiés.

● Dynamisme et ses relations humaines.

● Créativité positive.

Envoyez toutes propositions.
Sous le n° 6.350 le Monde Publicité,
5, rue des Italiens, 75247 PARIS 9.

CHARGÉ D'ÉTUDES SPÉCIALISÉ
en enquêtes par sondage, ayant plusieurs
d'années d'expérience professionnelle.

Env. candidature et photo à : C.E.S.P.,
32, avenue Georges-Mandel, 75116 PARIS.

J.F. 31 ans,
bonne présentation

BAC 61

CAP secrétaire direction steno,
recherche
poste de secrétaire de
direction dans société.
Envoyez C.V. à : 2550, Publ.
Meyers, 113, rue de Reuilly,
75012 PARIS, qui transmettra.

CADRE COMMERCIAL

36 ans, ESC cherche emploi.
Expérience gestion, recrute-
ment appl. vente terrain, opé-
ration tous secteurs activités, bon
niveau monde agricole (libé-
ment, élevage, matériel, etc.).
Libra de suite province.
T. (50) 52-64-47 t.l.jr.

J.F. 31 ans,
bonne présentation

BAC 61

CAP secrétaire direction steno,
recherche
poste de secrétaire de
direction dans société.
Envoyez C.V. à : 2550, Publ.
Meyers, 113, rue de Reuilly,
75012 PARIS, qui transmettra.

J.F. 31 ans,
bonne présentation

BAC 61

CAP secrétaire direction steno,
recherche
poste de secrétaire de
direction dans société.
Envoyez C.V. à : 2550, Publ.
Meyers, 113, rue de Reuilly,
75012 PARIS, qui transmettra.

J.F. 31 ans,
bonne présentation

BAC 61

CAP secrétaire direction steno,
recherche
poste de secrétaire de
direction dans société.
Envoyez C.V. à : 2550, Publ.
Meyers, 113, rue de Reuilly,
75012 PARIS, qui transmettra.

J.F. 31 ans,
bonne présentation

BAC 61

CAP secrétaire direction steno,
recherche
poste de secrétaire de
direction dans société.
Envoyez C.V. à : 2550, Publ.
Meyers, 113, rue de Reuilly,
75012 PARIS, qui transmettra.

J.F. 31 ans,
bonne présentation

BAC 61

CAP secrétaire direction steno,
recherche
poste de secrétaire de
direction dans société.
Envoyez C.V. à : 2550, Publ.
Meyers, 113, rue de Reuilly,
75012 PARIS, qui transmettra.

J.F. 31 ans,
bonne présentation

BAC 61

CAP secrétaire direction steno,
recherche
poste de secrétaire de
direction dans société.
Envoyez C.V. à : 2550, Publ.
Meyers, 113, rue de Reuilly,
75012 PARIS, qui transmettra.

J.F. 31 ans,
bonne présentation

BAC 61

CAP secrétaire direction steno,
recherche
poste de secrétaire de
direction dans société.
Envoyez C.V. à : 2550, Publ.
Meyers, 113, rue de Reuilly,
75012 PARIS, qui transmettra.

J.F. 31 ans,
bonne présentation

BAC 61

CAP secrétaire direction steno,
recherche
poste de secrétaire de
direction dans société.
Envoyez C.V. à : 2550, Publ.
Meyers, 113, rue de Reuilly,
75012 PARIS, qui transmettra.

J.F. 31 ans,
bonne présentation

BAC 61

CAP secrétaire direction steno,
recherche
poste de secrétaire de
direction dans société.
Envoyez C.V. à : 2550, Publ.
Meyers, 113, rue de Reuilly,
75012 PARIS, qui transmettra.

J.F. 31 ans,
bonne présentation

BAC 61

CAP secrétaire direction steno,
recherche
poste de secrétaire de
direction dans société.
Envoyez C.V. à : 2550, Publ.
Meyers, 113, rue de Reuilly,
75012 PARIS, qui transmettra.

J.F. 31 ans,
bonne présentation

BAC 61

CAP secrétaire direction steno,
recherche
poste de secrétaire de
direction dans société.
Envoyez C.V. à : 2550, Publ.
Meyers, 113, rue de Reuilly,
75012 PARIS, qui transmettra.

J.F. 31 ans,
bonne présentation

BAC 61

CAP secrétaire direction steno,
recherche
poste de secrétaire de
direction dans société.
Envoyez C.V. à : 2550, Publ.
Meyers, 113, rue de Reuilly,
75012 PARIS, qui transmettra.

J.F. 31 ans,
bonne présentation

BAC 61

CAP secrétaire direction steno,
recherche
poste de secrétaire de
direction dans société.
Envoyez C.V. à : 2550, Publ.
Meyers, 113, rue de Reuilly,
75012 PARIS, qui transmettra.

J.F. 31 ans,
bonne présentation

BAC 61

CAP secrétaire direction steno,
recherche
poste de secrétaire de
direction dans société.
Envoyez C.V. à : 2550, Publ.
Meyers, 113, rue de Reuilly,
75012 PARIS, qui transmettra.

J.F. 31 ans,
bonne présentation

BAC 61

CAP secrétaire direction steno,
recherche
poste de secrétaire de
direction dans société.
Envoyez C.V. à : 2550, Publ.
Meyers, 113, rue de Reuilly,
75012 PARIS, qui transmettra.

J.F. 31 ans,
bonne présentation

BAC 61

CAP secrétaire direction steno,
recherche
poste de secrétaire de
direction dans société.
Envoyez C.V. à : 2550, Publ.
Meyers, 113, rue de Reuilly,
75012 PARIS, qui transmettra.

J.F. 31 ans,
bonne présentation

BAC 61

CAP secrétaire direction steno,
recherche
poste de secrétaire de
direction dans société.
Envoyez C.V. à : 2550, Publ.
Meyers, 113, rue de Reuilly,
75012 PARIS, qui transmettra.

CII-Honeywell Bull va prendre le contrôle de la société SEMS, filiale de Thomson

Interrogé sur la coopération internationale en matière d'électronique, M. Chevènement a insisté sur l'existence naturelle d'un « pôle européen » face aux pôles japonais et américains. Il a annoncé la conclusion prochaine d'« accords pragmatiques avec divers partenaires ». « Il est hors de question d'imaginer que la France puisse, à elle seule, modifier profondément l'équilibre de la filière électronique (...). Aussi »

Atelier de poterie
« LE CRU ET LE CUIT »
accueil en groupe
les amateurs de 3 à 12 ans
5, RUE LACÉPÈDE, PARIS-5°
Téléphone (le soir) : 707-85-64

■ Pour confirmer le fait à teneur de R.V.I., il nous intéresse de suivre l'évolution des prix des biens de consommation, voire des poids lourds : les B-70 et B-80 (80 km), le JE-13 (130 / 150 ch) citroën, l'exportation, le S-170 et le C-210 et C-260 (véhicules chaudières). Les nouveautés, en 1982, essentiellement concerné le poids lourd. L'année prochaine verrait l'apparition d'un nouvel autocar FR-1, qui aura la mission difficile de reconquérir le marché du véhicule grand tourisme, très envahi depuis longtemps par les autres R.V.I., Berliet et Savim.

terrains

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

as envisager la reprise
nationale de camions
de Renault-Véhicules industriels

Direction
des investissements

LA LYONNAISE DES EAUX
PREND LE CONTRÔLE DE LA
TROISIÈME SOCIÉTÉ AMÉRI-
CAINE DE DISTRIBUTION
D'EAU

LA LYONNAISE DES EAUX, l'un des
deux grands groupes français de
cette spécialité avec la Générale des
Eaux, vient de prendre le contrôle
de la troisième société de distribu-
tion d'eau aux États-Unis. Elle a ac-
quis au groupe américain L.U. In-
ternational Corp. (23 milliards de
capital de l'entreprise) 50 %
du capital de l'une de ses filiales,
General Water Works. Cette filiale
produit chaque jour 120 000 m³
d'eau à 200 000 habitants dans 13
états américains, notamment dans
le Midwest et le Middle West, à
travers 11 unités locales, avec un
millieu d'habitants de 50 millions de
habitants (450 millions de francs), ce
qui la place au troisième rang du
pays.

Dans cette opération, la Lyonnaise
des Eaux apporte sa technolo-
gie de l'adduction et de la distribu-
tion, et jouera avec le rôle de chef
de file. Elle poursuit ainsi son im-
plantation sur le continent améri-
cain, après le rachat, en juillet 1981,
d'une filiale de Coca-Cola, Aqua
Chem, spécialisée dans le traitement
des eaux et des échangeurs thermi-
ques, et l'accord de principe qui
a été signé à Montréal avec la
société Desjardins, filiale d'investis-
sement du plus grand groupe muni-
cipal canadien. Cet accord vise à dé-
velopper les activités de gestion de
réseaux d'assainissement et d'eau
potable au Québec et au Canada, et
à créer une filiale commune. Plus
généralement, la Lyonnaise des
Eaux entend exporter son savoir-faire
dans le monde entier.

maisons
de campagne

maisons
individuelles

maisons
dominées

LES DIFFICULTÉS DE L'AUTOMOBILE AMÉRICAINE

Un nouveau contrat de travail
est signé chez Chrysler

Menaçé de grève, Chrysler est parvenu à se maintenir en activité grâce à un nouveau contrat de travail signé le 16 septembre avec le Syndicat de l'Automobile. Il reste à savoir si la base ratifiera ce contrat. La situation, en tout cas, demeure très préoccupante pour l'ensemble des constructeurs américains, qui voient leurs ventes continuer de fléchir. Même des constructeurs étrangers éprouvent des difficultés aux États-Unis, un point que l'un d'entre eux, Volkswagen, souhaite vendre une de ses usines, située près de Detroit, et dans laquelle il avait investi 500 millions de dollars.

De son côté, la commission de l'énergie et du commerce de la Chambre des représentants a donné son approbation à un projet de loi visant à imposer une part minimum de pièces et de main-d'œuvre américaines pour les voitures étrangères vendues aux États-Unis (le Monde du 5 août). Le projet doit être examiné par la sous-commission des voies et moyens de la Chambre, où il risque de se heurter à l'hostilité du président de cette sous-commission. Celui-ci redoute qu'une telle mesure entraîne des représailles de la part des pays pénalisés.

Washington. — Une grève — la première en neuf ans — a été évitée chez Chrysler, le 16 septembre. La direction et le syndicat de l'Automobile (U.A.W.) ont signé un accord sur un nouveau contrat de travail, alors que certains analystes commencent à décrier.

Le nouveau contrat, qui sera ratifié par les ouvriers, prévoit une augmentation de 3,5 % du salaire, une réduction de 10 % du temps de travail, et une augmentation de 10 % du salaire de base. Le contrat est valable jusqu'au 30 septembre 1983. La direction de Chrysler a déclaré que le nouveau contrat est un succès pour les deux parties. Elle a également déclaré que le nouveau contrat est un succès pour les deux parties.

La situation de Chrysler ne s'est améliorée que récemment. Entre 1979 et 1981, le nombre de l'automobile américaine a perdu 3,27 milliard de dollars. Il a fallu attendre le premier semestre de cette année pour enregistrer les premiers bénéfices : 256 millions.

Le redressement a été largement mené par le nouveau président de Chrysler, M. Lee Iacocca, qui a lancé une campagne de promotion des ventes. Cela permet au troisième constructeur de Detroit d'occuper 12,1 % du marché mondial, contre 9,8 % il y a deux ans. Mais ces proportions masquent des chiffres très mauvais, car l'année a été noire pour tous les fabricants d'automobiles aux États-Unis. Chrysler n'a vendu que 442 000 voitures au cours des huit premiers mois de 1982, soit 12 % de moins que l'année dernière. Et les premiers jours de septembre ont accentué cette tendance, avec une baisse de 30 %.

En fait, ce ne sont pas les ventes qui ont sauvé la société de M. Iacocca, mais sa gestion. On a réussi à diminuer d'un tiers les effectifs (moins de 88 000 salariés actuellement). Et il paraît que la trésorerie est florissante.

Mais Chrysler a encore 2 milliards de dollars de prêts à rembourser et le marché de l'automobile n'est guère brillant. Si, en plus, les ouvriers refusent l'accord du 16 septembre et exigent davantage, la firme pourrait traverser une passe difficile. On attend donc avec beaucoup d'intérêt le vote de la base syndicale. — R. S.

SOCIAL

LE DISCOURS DE RENTRÉE DE M. ANDRÉ BERGERON

Un mélange de fermeté et de modération

C'est en dirigeant syndical inquiet, mais très rigoureusement fidèle à lui-même, que M. André Bergeron a effectué sa rentrée, le 16 septembre, à la Mutualité, à Paris, devant un millier de militants. Son long discours — une heure quinze minutes — servant de rampe de lancement à la campagne pour les élections prud'homales, le secrétaire général de F.O. a livré une analyse et illustration du mouvement syndical. « Quelque chose de nécessaire, d'indispensable », a-t-il lancé en fin de discours, une intervention. M. Bergeron, en effet, est inquiet devant la double tentation que, d'après lui, les pouvoirs publics auraient, à la fin de faire du syndicat « l'auxiliaire du gouvernement », en « associant » l'élaboration de la politique, au lieu de le priver « d'un minimum de grain à moudre » pour faire vivre « l'élément de stabilité » qu'est la politique contractuelle.

Rien de moins sûr, dans ces considérations, mais M. Bergeron, par son insistance, a affirmé une claire mise en garde au gouvernement. Et, visiblement, la salle était en diapason. L'évocation du nom du premier ministre a provoqué quelques brèves. Et les militants ont applaudi leur secrétaire.

Envol d'une délégation du ministère du travail à Usinor-Dunkerque. — M. Auroux, ministre du travail, a décidé d'envoyer un membre de son cabinet et le délégué à la sécurité de la direction des relations du travail, lundi 20 septembre, à Usinor-Dunkerque, pour « examiner sur les lieux les conditions de sécurité faites aux travailleurs ». Le ministre précise que cette mission fait suite à l'explosion dans une usine d'une poche à coulée qui a provoqué la mort de deux travailleurs et des blessures survenant au haut fourneau n° 4, le 16 septembre. Après la découverte d'un sabotage, la C.G.T., indique la correspondante, a demandé la constitution d'une commission d'enquête.

Manifestation « Ardèche morte ». — L'appel lancé aux commerçants, artisans, travailleurs indépendants pour une « Ardèche morte » au cours de l'après-midi du 15 septembre a été largement suivi. La quasi-totalité des boutiques et des ateliers ont été fermés.

Un rassemblement organisé à Privas, préfecture de l'Ardèche, a réuni plus d'un millier de personnes. Les présidents des deux chambres de commerce, de la chambre des métiers de l'Ardèche, du Syndicat des petites et moyennes industries, des syndicats professionnels et artisans et de divers mouvements de défense ont dénoncé les conséquences de la politique économique et sociale du gouvernement. — (Corresp.)

Le syndicat des chimistes reçoit un ministre de l'emploi. — Le syndicat des chimistes a reçu jeudi 16 septembre par des représentants du ministre de l'emploi, a demandé « une réforme de l'A.N.P.E., qui devrait reconnaître la priorité des priorités à sa mission fondamentale : accueillir, conseiller, rechercher des emplois et les signaler aux chômeurs ». Le syndicat propose l'embauche de 2 500 agents supplémentaires, dont la moitié de chômeurs, en estimant que l'A.N.P.E. devrait être « humanisée » au maximum.

ÉNERGIE

L'ASSEMBLÉE EUROPÉENNE CONDAMNE L'EMBARGO AMÉRICAIN

Strasbourg (A.F.P.). — L'Assemblée européenne a condamné, par une résolution publiée le 16 septembre, l'embargo américain sur le matériel destiné à la construction du gazoduc soviétique, qui pourrait entraîner la perte d'un marché européen, augmenter le chômage, représenter une rupture de confiance de contrat et nuire au climat de confiance commerciale internationale. Elle a demandé au gouvernement américain l'annulation de sa décision et invite le conseil des ministres à aborder la question au cours de la prochaine réunion du GATT, fin novembre. La résolution invite la C.E.E., les États-Unis et les autres États membres de l'O.C.D.E. à définir un cadre pour les relations économiques entre les pays occidentaux et les pays à économie planifiée.

De son côté, M. Hafertkamp, vice-président de la Commission, a dit que les décisions de M. Reagan avaient « créé un climat d'insécurité dans les échanges et la coopération entre l'Europe et les États-Unis, ainsi que dans les échanges commerciaux dans le monde ». La plupart des parlementaires ont fait valoir que l'amitié américaine-européenne n'était pas en cause dans cette affaire, mais qu'il s'agissait de la liberté du commerce et du droit de l'Europe à son « identité propre ».

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

TAXA DES EURO-MONNAIES													
SE-41	10	7/8	11	1/4	11	1/4	11	5/8	12	12	3/4	13	1/8
DM	7	1/4	8	7	7/16	7	13	7/16	8	3	1/8	8	1/2
Fr. ch.	12	14	14	1/4	7	13	13	1/4	9	15/16	13	5	5/8
FF (100)	12	14	14	1/4	7	13	13	1/4	12	13	13	1/2	4/8
F.S.	2	1/8	2	1/8	3	5/8	4	3	7/8	4	4	7/8	2
L (1 000)	16	14	14	1/4	18	11/16	18	1/4	16	20	17/16	20	1/8
C (1 000)	16	14	14	1/4	18	11/16	18	1/4	16	20	17/16	20	1/8
F. Belgique	14	14	14	1/4	16	3/8	17	5/8	17	1/4	18	3/8	5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués à fin de notation par une grande banque de la place.

TAUX DES EURO-MONNAIES

	10 7/8	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 5/8	11 5/8	12	12 3/4	13 1/8
S.E.-U.	10 7/8	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 5/8	11 5/8	12	12 3/4	13 1/8
DM	7	7 3/8	7 3/8	7 3/8	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16
Fr. ch.	7 1/4	8	8	8	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16
F.S. (100)	12	14 1/4	14 1/4	14 1/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4
F.S.	2 1/8	2 7/8	2 7/8	2 7/8	3 5/8	3 5/8	3 5/8	3 5/8	3 5/8
L (1 000)	16 1/4	18 1/4	18 1/4	18 1/4	18 1/4	18 1/4	18 1/4	18 1/4	18 1/4
E	10 1/2	11 1/4	11 1/4	11 1/4	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
F. Banque	14 1/4	15 3/4	15 3/4	15 3/4	16 3/8	16 3/8	16 3/8	16 3/8	16 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Vous avez le BAC

Devenez un professionnel de qualité

Préparez en deux ans le diplôme du

WILSON INSTITUTE OF MANAGEMENT

par

L'UNIVERSITÉ LIBRE INTERNATIONALE

— GENEVE —

Le cursus pédagogique est basé sur un enseignement supérieur alterné : programmes de gestion et management au plus haut niveau à PARIS et SAN FRANCISCO et une véritable expérience internationale.

Pour toute information :
Université Libre Internationale
Service des admissions
World Trade Center - N° Ph. DOUBRE
110 avenue Louis-Castel, 1215 GENEVE (Suisse)
Tél. : (22) 989

La véritable préparation de votre avenir

UNIVERSITÉ LIBRE INTERNATIONALE

— GENEVE —

Une sélection rigoureuse, la valeur de ses partenaires internationaux.



La technique au service de l'homme

Je m'appelle Brigitte et j'ai 19 ans — Mon métier ? J'aide mon père à la scierie : je transporte 100 tonnes de bois chaque jour. Cela vous étonne ? En fait, je conduis un chariot élévateur Linde, c'est facile et sans problème.

La technologie avancée des chariots Linde, surtout leur transmission hydrostatique, est spécialement conçue pour atteindre une productivité des plus élevées sans effort ni fatigue pour le cariste.

Linde : 19.000 employés ; 3,125 milliards de DM de chiffres d'affaires.

Linde

Linde AG, Wiesbaden (R.F.A.), représenté par :
Linde Manutention S.A.R.L., Morainvilliers,
78630 Orgeval, Tél. (3) 975.73.00
Linde Froid et Climatisation S.A.R.L., Morainvilliers,
78630 Orgeval, Tél. (3) 975.64.79

Ingenierie
Chariots
Elevateurs et
Hydraulique
Linde
du Froid
Entrepôts
Frigorifiques
Gaz
industriels
Machines
Outils

CONJONCTURE

Une lettre du directeur du budget

À la suite de la publication du Monde du 16 septembre d'un article intitulé « Le pouvoir et la rigueur », nous avons reçu de M. Jean Choussat, directeur du budget, la lettre suivante :

Dans son article, votre collaborateur Alain Verhulst mettait notamment en cause la présentation du projet de budget pour 1983. Nous comprenons que le directeur du budget sollicite l'hospitalité de vos colonnes pour formuler quelques remarques sur la technique budgétaire.

La première - et sans doute la plus difficile - est qu'une présentation strictement homogène des budgets est, techniquement, une vue de l'esprit. Ayant participé, depuis quinze ans, à des niveaux de responsabilité divers, à l'élaboration des budgets, je puis attester que le mode de présentation d'une loi de finances est, par nature, une matière évolutive. J'ajoute aussitôt que, loin de le déplorer, il faut s'en féliciter : le budget souffre du même mal que les autres instruments de planification : la rigidité intrinsèque pour que l'on n'y ajoute pas, de surcroît, celle d'une présentation définitivement figée.

Je me bornerai à rappeler, entre bien d'autres exemples, que les versements de la France à la C.E.E., inscrits en dépenses jusqu'en 1974, ont été présentés sous forme de prélèvements sur recettes à partir de 1975 ; que, la même année, les

concours attribués au régime général de Sécurité sociale ont pris également la forme d'un prélèvement sur les droits de succession, les alcools ; qu'en 1979 les fonds de concours aux pensions des P.T.T. ont été rattachés au budget général par voie de fonds de concours, ce qui a entraîné une diminution des masses budgétaires de 4,8 milliards de francs. D'autres exemples pourraient être cités, notamment en matière de débudgétisation, qu'il s'agisse des autoroutes, des agences d'habitat de bassin, de l'équipement, dans un passé plus lointain, de la vulgarisation agricole.

Je comprends parfaitement que l'évolution de la présentation puisse faire problème. La solution de facilité, surtout pour les techniciens du budget, serait à coup sûr que rien ne change jamais. Mais faudrait-il alors figer les structures administratives, sans jamais créer ni supprimer des services ? Finalement, l'interdiction de la nonbudgétisation budgétaire en supprimant certains chapitres, ou en créant d'autres, ou en fusionnant ? Les techniciens du budget en seraient fort heureux ; mais cela ne peut être qu'une utopie.

Ma seconde remarque rejoint plus directement les observations de M. Verhulst. Il est tout à fait exact que les concours alloués aux collectivités locales au titre du Fonds de compensation de la T.V.A. figurent dans le budget 1983 en prélèvement

sur recettes. La raison en est fort simple : il a paru techniquement souhaitable, au moment où la loi de décentralisation se met en place, d'unifier la présentation des concours globaux de l'Etat aux collectivités locales. La somme globale de l'investissement (58,7 milliards en 1983) allouée à ces collectivités est présentée ainsi depuis de longues années. Il est absurde de ne pas retenir la même présentation pour le F.C.T.V.A. (8 milliards). Au demeurant, et sur un plan plus général, c'est contribuer à la clarté de la présentation budgétaire que de distinguer très nettement les rôles respectifs de l'Etat, des collectivités locales et de la C.E.E., qui sont des entités juridiques et financières autonomes.

Quant à la taxe sur les salaires que l'Etat se verse à lui-même, on peut débattre à l'infini du meilleur mode de présentation. Il s'agit, par construction, d'une opération fictive, parfaitement neutre du point de vue du solde budgétaire.

S'agissant du Fonds spécial de grand travaux, il est inexact de l'appeler un « essai de débudgétisation ». On le voit vainement dans tout le budget de l'Etat les dotations qui auraient été amputées à due concurrence à l'occasion de la création de ce fonds.

Pour ce qui est enfin de la dette, M. Verhulst juge optimiste le taux d'endettement de 11 % retenu comme base de calcul. Le directeur du Trésor serait à coup sûr mieux placé que le directeur du budget pour effectuer la mise au point qui s'impose. L'observatoire simplement, d'une part, que ce chiffre est en accord avec le taux d'inflation retenu, soit un glissement de 8 %, qui fait apparaître un taux d'intérêt réel de 3 % ; d'autre part, qu'il est pour le moins surprenant de mettre en cause la modification du régime d'émission des bons du Trésor : faut-il vraiment s'indigner que l'Etat s'efforce de gérer mieux sa trésorerie, en s'inspirant au demeurant de pratiques largement répandues à l'étranger et d'ores et déjà utilisées, dans une moindre mesure, en France ?

Je conclurai mes propos par cinq remarques :

- Les modifications retenues de propos délibéré dans la présentation du budget 1983 visent, toutes, sans exception, à introduire plus de clarté dans les comptes de l'Etat et à mieux définir les rôles respectifs des différentes institutions ;
- Un budget définitivement figé est une vue théorique... on technocratique : je n'en ai en tout cas jamais rencontré ;
- A supposer que l'on veuille, à toute force, présenter le budget 1983 dans une « version 1982 » (le simple énoncé de l'exercice suffit, ne semble-t-il, à en montrer la vanité), il faudrait mettre, entre autres, au regard des « allègements » cités par M. Verhulst, l'octroi de concours nouveaux à la Sécurité sociale et aux entreprises nationales ;
- Il est évident que la remise en ordre à laquelle il a été procédé, notamment en matière de prélèvements sur recettes, n'a strictement aucune incidence sur le solde du budget 1983, qui est bel et bien de 3 % du P.I.B., quelle que soit la présentation retenue ;
- Enfin, il va de soi que toutes les modifications opérées sont retracées dans le projet de loi de finances soumis au Parlement : il n'y a rien de moins clandestin qu'un budget.

Vos lecteurs voudront bien excuser, je pense, la longueur de ces explications techniques, qui peuvent se résumer d'une phrase : le budget 1983 n'est pas le budget 1982, ce qui n'est pas le proprement parler une révolution.

La lettre de M. Jean Choussat apporte d'intéressantes précisions sur les raisons qui ont amené le Rne de Rivoli à modifier la présentation de certaines dépenses et recettes du projet de budget de 1983. Elle se contredit pas l'une des principales idées que nous développons, à savoir que la nouvelle présentation adoptée fausse la comparaison du budget 1983 avec celui de cette année, en minorant dépenses et recettes.

Sur un point, M. Choussat est en désaccord avec notre analyse : le Fonds spécial des grands travaux ne serait pas un essai de débudgétisation. Le directeur du budget ne nous en voudra pas de maintenir notre point de vue. — A. V.

M. Paul Quilès, membre du secrétariat national du P.S., a déclaré, jeudi 16 septembre, à propos des mesures décidées la veille par le conseil des ministres : « L'exonération de l'impôt sur la fortune au titre de l'outil de travail constitue une incitation supplémentaire à l'investissement, conformément aux intentions de François Mitterrand. M. Giscard d'Estaing a eu ce propos au ce qu'il appelle la « victoire » du C.N.P.F. Serait-ce donc qu'il y avait eu des grandes fortunes ? Dans ce cas, cela constituerait, pour reprendre son mot, une « victoire » de François Mitterrand à la gauche, pour

avoir obtenu un consensus sur une mesure essentielle de justice sociale qu'a toujours refusée la droite lorsqu'elle était au pouvoir. »

ERRATUM. — Dans la biographie de M. Roland Morin, qui vient d'être nommé directeur général de la recherche et de la technologie au ministère de l'Industrie et de la recherche (le Monde), nous avons indiqué par erreur qu'il avait été directeur général de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM). En fait, M. Morin a été nommé, en mars 1980, haut conseiller auprès du directeur général de l'INSERM.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

Un tribunal de Baltimore a rejeté la demande déposée par Martin Marietta et qui visait à faire obstacle à l'O.P.A. lancée sur cette société par Bendix en invoquant une violation de la législation boursière américaine. Bendix va donc pouvoir procéder officiellement à son offre de rachat de Martin Marietta pour la somme globale de 1,7 milliard de dollars, mais cette dernière société a interjeté appel de la décision du tribunal de Baltimore en saisissant une autre instance judiciaire, à Richmond (Virginie).

M. Jean Castède vient d'être nommé délégué général du Groupement national des hypermarchés, en remplacement de M. Francis Laborde, ancien président.

Né en 1934 à Bordeaux, diplômé de l'E.C. et de l'E.N.A., M. Castède, administrateur civil au ministère des finances, appartient aux cabinets ministériels dirigés par M. Olivier Guichard et M. Henri Torre, avant d'être de 1972 à 1977 directeur général du P.O.R.T.F., directeur général de la culture et de la communication, directeur du cabinet de M. Ségal, ministre délégué auprès du premier ministre en 1980, il était depuis 1981 affecté au contrôle d'Etat du ministère de l'économie et des finances.

Dépôt de bilan. — A Calais, la société Rotary-Belle Jardinière, qui emploie près de deux cents personnes, vient de déposer son bilan. Le personnel, qui n'a pas encore reçu son salaire d'août, occupe les locaux à l'initiative de la C.G.T. Cette société, qui fait dans le groupe Wilot, implantée à Calais en 1958 ; en 1980, elle était reprise par la société Rotary, d'Albi. — (Corresp.).

Etranger

ETATS-UNIS

L'indice de la production industrielle américaine a fléchi de 0,5 % en août. Il s'agit du cinquième déclin de cet indice au cours des treize derniers mois. La production de biens de consommation a baissé de 1,2 %, celle d'automobiles s'est inscrite en retrait de 16 % pour tomber, en rythme annuel, à 5,5 millions d'unités. La production de biens d'équipement a fléchi de 1,4 %. Cependant après révision, l'indice a, en juillet, progressé de 0,1 %, et non baissé de même montant comme annoncé précédemment. L'indice, qui s'est établi à 138 (base 100 en 1967), a décliné depuis août 1981, sauf en février 1982. — (A.F.P.).

CUBA

Une délégation cubaine dirigée par le président de la banque centrale cubaine, M. Raul Leon Torres, a rencontré à Madrid les représentants des quinze banques espagnoles concernées par la demande de la Havane de renégocier sa dette extérieure. Cette délégation cubaine a émis le vœu de négocier séparément avec chacun de ses créanciers, alors que les autorités espagnoles souhaitent une négociation globale. En outre, elle a demandé un délai de dix ans (plus une période de grâce de trois ans) en ce qui concerne sa dette à moyen et à long terme, et un délai de quatre-vingt-dix jours pour sa dette à court terme. Enfin, la Havane désire obtenir du système bancaire international de nouvelles lignes de crédit pour un montant total de 800 millions de dollars. La dette extérieure cubaine est d'environ 2,7 milliards de dollars, dont 450 millions sont dus à des banques espagnoles. — (A.F.P.).

CHEFS D'ENTREPRISE

Le Monde

VOUS PROPOSE
MARDI ET MERCREDI
DANS SA RUBRIQUE IMMOBILIÈRE
DES BUREAUX, DES LOCAUX
COMMERCIAUX et INDUSTRIELS
A PARTIR DU 5 OCTOBRE

Machines à écrire Triumph-Adler : la vitesse électronique. Au Scob stand 1 BC 1260.



1020 caractères minute d'un seul doigt.

« Quand j'ai parlé électronique à mon patron, il était bien étonné. Les mémoires, les écritures multiples, les réglages programmés, cela lui semblait bien compliqué. Je l'ai quand même décidé d'acheter une machine à écrire Triumph-Adler SE 1030. Depuis, il est vraiment détendu, je frappe toutes ses lettres à une vitesse record, et hier, il m'a même dit : "l'électronique, Nicole, c'est l'avenir !" »

La gamme des machines à écrire électroniques Triumph-Adler : SE 1005 - SE 1010 - SE 1030 représente la synthèse des techniques actuelles.

Elles sont performantes, simples d'emploi, parmi les plus silencieuses du monde et mettent l'électronique à la portée de tous.

Cette gamme est complétée par la SE 1040, véritable innovation dans le confort de poste de travail ; elle permet une installation modulaire grâce à son châssis ultra-plat indépendant de la partie imprimante.

La diminution des manipulations, la suppression des gestes inutiles et des manœuvres compliquées sont le souci constant de Triumph-Adler qui propose des machines à écrire où chaque détail est important quand il peut faciliter le travail.

En alliant innovation, simplicité et confort, Triumph-Adler améliore et diminue le temps de travail.

TA TRIUMPH-ADLER
Les machines à écrire qui facilitent la vie

Pour recevoir une documentation, veuillez retourner ce coupon à : TRIUMPH-ADLER FRANCE, 3/7 avenue Paul Doumer 92502 Nanterre-Malakoff Cedex.

Nom _____ Profession _____

Adresse _____ Téléphone _____

501 من الاموال

TRANSPORTS

Une nouvelle politique

(Suite de la première page.)

Mais il faut reconnaître que ce mouvement s'est fait dans des conditions qui posent aujourd'hui de sérieux problèmes, au point que l'on peut parler de crise du système de transport.

La situation des besoins de transport pour les personnes s'est essentiellement par le mode de locomotion - qui est même devenu un phénomène de civilisation - il faut bien reconnaître que son utilisation massive dans des domaines comme le déplacement quotidien pour le travail par exemple, implique des coûts énergétiques élevés, retentit négativement sur l'urbanisme, aggrave la pollution et les nuisances, induit de nombreux accidents.

De plus, on ne peut perdre de vue la situation des personnes ne disposant pas d'automobile, d'autant plus que, dans ce même domaine, la vision trop étroite de la rentabilité des transports a conduit à des régressions du service public. Tout cela nuit à la qualité de la vie, qu'à la productivité sur le lieu du travail.

Les besoins des transports de marchandises ont été, quant à eux, essentiellement satisfaits par le développement du transport routier. Celui-ci a tiré parti à cet effet de ses qualités propres, adaptées à des besoins diversifiés de l'économie moderne, mais aussi du pétrole à bon marché.

Cette situation, caractérisée par la concurrence des modes de transport, a conduit à une concurrence déloyale dans l'ensemble des modes de transport, pour peser artificiellement sur les prix au point de rendre à une concurrence globale. La recherche du meilleur mode s'est effectuée plutôt par la pression sur les conditions d'activité des entreprises et de travail des salariés que par l'amélioration de l'organisation des professions, du fonctionnement des marchés, de la gestion par l'utilisation la plus large des techniques modernes. Des retards ainsi pris par rapport à certains pays comparables au nôtre.

Se conjuguant aux modifications intervenant dans le secteur des transports, du fait du recul d'activités traditionnelles, du fait de la stagnation économique générale et du recul de l'emploi industriel, cette situation a pesé lourdement sur la S.N.C.F. et sur la batellerie. Dans les dernières années, les investissements se sont réduits, les insuffisances, des disparités se sont manifestées. Tels sont les problèmes que nous nous proposons de résoudre. Ajoutons à cette description rapide de la situation actuelle que, dans ce secteur des transports, nous sommes confrontés à tout un imbroglio de textes juridiques, pour certains

contradictoires, pour d'autres insuffisants ou même en désuétude.

C'est en prenant en compte l'ensemble de ces éléments que le gouvernement a décidé, au mois de septembre 1981, la mise en œuvre d'une loi d'orientation des transports intérieurs, projet adopté par le conseil des ministres du 21 juillet 1982 et qui sera soumis au Parlement sous la forme d'un projet de loi.

Il n'est évidemment pas question de vouloir tout régler en une seule fois et dans le détail. S'agissant d'un secteur où les investissements sont particulièrement lourds, s'agissant surtout de problèmes aussi complexes, dont l'élaboration avec les pouvoirs de vie et les collectivités aussi profondes, il n'y a d'action concevable qu'inscrite sur une longue période.

L'objet de la loi d'orientation est double : il s'agit d'une part de poser les principes essentiels, de dégager des principes, de préciser des procédures, en bref de définir le cadre législatif qui permettra la mise en œuvre, de manière progressive et concertée, d'une politique globale visant à mettre au service de la collectivité un système de transports répondant mieux aux besoins.

Pas de baguette magique

Quelle politique ? Elle doit plus précisément s'organiser autour de quatre grands objectifs. D'abord, parvenir au progrès social et humain. De ce point de vue, nous affirmons que le droit, au même rang que le droit au travail, au logement ou à la santé, le droit au transport. Cela ne veut pas dire que nous nous sommes réglé du jour au lendemain, mais par un coup de baguette magique. Mais cela implique la mise en œuvre de techniques progressives, la réalisation effective de ce droit, c'est-à-dire vers la possibilité pour chaque citoyen d'avoir accès à un système de transport public, dans des conditions raisonnables d'accès, de qualité, de prix pour lui-même et de coût pour la collectivité.

A cet effet, il convient d'accorder une priorité marquée au développement des transports publics, urbains et ruraux, y compris en prenant des mesures spécifiques telles que, par exemple, l'amélioration de l'accessibilité des transports pour les handicapés. L'effort national doit se traduire par l'accès au financement d'infrastructures, au développement de certaines régions, au soutien par des systèmes tarifaires appropriés, prenant en compte le caractère particulier de certaines situations, telle que la nécessité d'assurer la continuité territoriale pour la Corse.

D'ores et déjà, le budget 1982 a exprimé ce choix prioritaire par une orientation sensible des engagements

de l'Etat dans ce domaine. Tout en respectant les principes de la situation actuelle, le projet de budget de 1982 prévoit une orientation qui s'est également traduite dans une importante initiative : la création d'un fonds spécial pour les grands travaux.

S'agissant du financement, nous insistons sur la nécessité d'une contribution proportionnelle à l'usage et à l'entretien des infrastructures de l'Etat et des collectivités publiques, et sur la nécessité d'encourager les initiatives des entreprises, des autres collectivités.

J'ajoute que le progrès des transports doit concerner les modes de transport lui-même : c'est, en d'autres termes, une question de formation du service public. Naturellement, dans ce domaine, le service public doit jouer un rôle d'entraînement. Mais c'est dans l'ensemble des entreprises de transport - et notamment du transport routier et de transport fluvial - qu'il s'agit de progresser. Certes, des spécificités et des difficultés objectives existent et doivent être prises en compte. Elle ne sauraient pour autant justifier l'immobilisme ni empêcher les situations d'évoluer. Il faut avancer, vers un meilleur futur.

Le second objectif, c'est l'efficacité économique. Nous sommes en présence d'un système de transports complexe comportant une grande diversité de modes de transport et de modes de transport, publiques et privées, grandes et petites, développant toutes des activités complémentaires. La recherche du meilleur mode pour la collectivité.

Il s'agit aussi de question de remettre en cause la collectivisation, l'étatisation, dont on parle ici ou là comme des menaces, ne sont que des fantasmes. J'ai toujours dit que dans un pays développé comme le nôtre, la diversité des besoins appelle une diversité des modes de transport, et que la réglementation, la protection des véhicules, les infrastructures, le comportement des usagers, action qui est engagée et qui sera, dans la prochaine période, l'objet de nouvelles décisions.

Mais nous nous devons d'affirmer que, pour être pleinement efficace, cette action doit pouvoir s'appuyer sur des choix économiques et sociaux cohérents. L'impératif de sécurité doit en être un des fondements majeurs au niveau de la politique des transports dans son ensemble.

A PROPOS DE...

UNE CONVENTION DANS LE NORD

Des transports vraiment communs...

Les premières conventions qui viennent d'être signées par M. Albert Denvers, président du conseil général du Nord, M. André Vigniel, président de l'Union des départements de voyageurs du Nord, marquent la mise en œuvre d'un nouveau schéma de transport par autocar dans le département. En outre, le Nord s'inscrit légalement sur les décrets d'application de la loi de décentralisation qui a donné aux collectivités territoriales la maîtrise des transports.

Dans le Nord, on ne compte pas moins de 175 lignes régulières exploitées par 63 entreprises utilisant 880 véhicules ; en outre, 90 000 élèves sont transportés chaque jour par services spéciaux, et il en coûte quelque 100 millions de francs chaque année à la collectivité.

Cet énorme réseau n'est cependant pas satisfaisant : manque de coordination, communes pas desservies, lignes déficitaires, véhicules de sept à huit ans d'âge, graves difficultés financières de certaines entreprises. Le nouveau schéma veut remédier à cela : plutôt que de couvrir des déficits d'exploitation, le conseil général engage une politique contractuelle avec les transporteurs en amontant une réorganisation au prix de lourds investissements. Les entreprises sont ainsi encouragées et aidées à la seule condition de participer à la mise sur pied d'un service plus rationnel. Selon M. Vigniel, le professionnalisme est la formule et les moyens d'un renouveau.

des conditions spécifiques de cette activité. Mais pour moi, la notion de service public n'est pas synonyme de contrainte, de déficit, de subvention. Elle ne se confond pas avec celle de secteur public et n'implique aucune exclusivité de ce secteur, mais au contraire le recours à l'entreprise publique et privée : elle se traduit par des modalités différentes selon qu'il s'agit de transport des personnes ou des marchandises. C'est une conception moderne, dynamique, efficace, de service public, un service que nous voulons rénover.

Payer le coût réel

A cet égard, il faut remédier aux défauts actuels, à certaines pratiques malsaines. Ainsi, le transport - et les activités annexes - doit être payé par les bénéficiaires à leur coût économique réel. Les pratiques de dumping intermodale et l'absence d'un même mode, les pressions abusives exercées sur les transporteurs, les pertes de temps injustifiées, les sous-équipements, tout cela se traduit finalement par des coûts pour la collectivité.

Comment ne pas évoquer de ce point de vue les problèmes de la route ? Que l'on me comprenne bien : il ne s'agit pas ici de simplifier les problèmes, encore moins de chercher des toutes étonnantes face à un bilan que les circonstances tragiques de l'accident de Fontenay rendent plus intolérable encore. Cette situation exige une action volontaire et tenace dans des domaines aussi divers que la réglementation, la protection des véhicules, les infrastructures, le comportement des usagers, action qui est engagée et qui sera, dans la prochaine période, l'objet de nouvelles décisions.

Mais nous nous devons d'affirmer que, pour être pleinement efficace, cette action doit pouvoir s'appuyer sur des choix économiques et sociaux cohérents. L'impératif de sécurité doit en être un des fondements majeurs au niveau de la politique des transports dans son ensemble.

semble, au niveau des opérations de transports elles-mêmes et de leur juste rémunération.

Cela s'inscrit dans le cadre de la compétitivité. Elle ne se confond pas avec celle de secteur public et n'implique aucune exclusivité de ce secteur, mais au contraire le recours à l'entreprise publique et privée : elle se traduit par des modalités différentes selon qu'il s'agit de transport des personnes ou des marchandises. C'est une conception moderne, dynamique, efficace, de service public, un service que nous voulons rénover.

En troisième lieu, il s'agit de contribuer à mieux aménager l'espace.

Nous devons faire du système de transport un bon outil pour l'économie nationale et, de manière plus générale, pour l'aménagement du territoire, avec des axes lourds - correspondant à un triple axe (fer, mer, air) - et un maillage serré de liaisons secondaires (fer et route). Les axes navigables doivent être aménagés en développant la politique nationale, dans le cadre d'un schéma directeur.

En clair, il s'agit de la fin d'assurer les liaisons nécessaires entre les grandes métropoles régionales et les zones industrielles et de préserver les zones à vocation rurale animée, y compris par exemple quand les territoires territoriaux concernés - avec le soutien de l'Etat dans le cadre du schéma directeur - en élargissent le S.N.C.F., en maintenant ou en ouvrant certaines lignes de chemin de fer précédemment condamnées.

Le rendez-vous de la décentralisation

Les transports ont également un rôle à jouer dans l'aménagement et l'humanisation des centres urbains. De ce point de vue, il s'agit de promouvoir véritablement une nouvelle civilisation urbaine. Un choix s'impose : donner la priorité au développement et à l'amélioration des transports collectifs. Il est urgent de développer une politique permettant une évolution progressive des comportements. Deux axes d'efforts, il nous y est séparables, doivent être retenus : cet effet : le premier, c'est l'amélioration de la qualité et du service proposés. Cela passe notamment par un partage de la voirie plus favorable aux transports collectifs (sites propres, couloirs réservés) ainsi qu'à ceux des deux roues. Cela passe aussi par une meilleure utilisation de la complémentarité entre les moyens de transport individuels et les transports collectifs, par exemple en aménageant des parkings de rabattement et, de manière générale, par la mise au point d'un schéma des collectivités territoriales de circulation et de stationnement urbains.

Le second axe d'efforts doit être la recherche d'une politique tarifaire doublement incitative : incitative pour les usagers à l'utilisation des transports collectifs, incitative pour les pouvoirs publics et les chefs d'entreprise à réduire le coût du domicile-travail, en bref, à organiser l'espace de manière plus rationnelle. La loi, récemment adoptée, a pris en charge partielle de la carte orange la région parisienne et qui pourrait être adaptée, sous des formes actuelles, en matière d'étude, à la province, ce qui constituerait une bonne illustration de ce qui doit être fait.

Avec le même souci d'améliorer les conditions de circulation et la tranquillité des villes, une priorité doit être accordée aux usagers et aux pouvoirs publics permettant de mieux maîtriser le développement urbain.

Le quatrième objectif de la politique nouvelle est d'être de réconcilier planification et démocratie. Dans le domaine des infrastructures, des équipements, des technologies, les transports exigent des investissements souvent très lourds, des financements à long terme d'amortissement, et donc des choix, des arbitrages. Tout cela demande une planification plus rigoureuse, plus approfondie et plus étendue qu'elle ne l'a été ces dernières années.

En même temps, il faut être clair que cette planification, de cohérence nécessaire, doit être profondément démocratique. Les transports doivent être au rendez-vous de la décentralisation : c'est la raison pour laquelle la préparation de la loi d'orientation des transports intérieurs sera articulée avec celle de la loi portant sur les compétences des communes, des départements, des régions et de l'Etat, et de la loi sur la planification.

La politique nouvelle que nous proposons vise à combiner à la fois les grands principes du plan national des transports - les principes directeurs des transports - et les programmes d'investissement pluriannuels, élaborés au niveau des collectivités territoriales. Dans le même esprit, des contrats de plan entre l'Etat, les collectivités, les entreprises publiques ou privées seront encouragés.

C'est ainsi au niveau de collectivités locales, de départements, de régions, que pourront être encouragés les initiatives des professionnels visant à expérimenter des techniques nouvelles pour la réalisation des axes, telles que, par exemple, la mise en place de plates-formes permettant d'éviter les ruptures de charge.

De manière générale, il faut se souvenir que la politique des transports doit être une politique de participation et de concertation des parties intéressées : les institutions doivent être reformées à cet effet, les possibilités nouvelles de coopération doivent être mises en place, et ce dans un nouveau cadre pour les travailleurs.

C'est un demeure même démarche qui a été prise depuis maintenant un an et demi d'élaboration de la loi.

On voit, l'ensemble de l'orientation que je viens d'évoquer, à l'opposé aussi bien du libéralisme destructeur que du centralisme autoritaire, vient à permettre un système de transport qui se modernise, de se rationaliser, d'être plus efficace, plus souple et plus sûr, en laissant toute leur place à l'initiative et à la responsabilité de chacun.

Etant donné l'ampleur et le poids des transports dans notre vie économique et sociale, ce progrès est un élément indispensable au succès de l'effort national engagé à la fois pour « muscler » notre appareil de production, le rendre mieux apte à répondre aux besoins du marché intérieur et aux exigences de l'exportation, pour assurer un niveau suffisant de croissance économique et pour réduire le chômage, pour réduire l'inflation et améliorer les conditions financières.

Il y a là une politique originale, que le pays a voulu et que la loi rend possible. Elle ne rend que plus nécessaire les maux dont nous souffrons et ne peuvent être guérés que par une politique qui ont fait faillite, mais par des remèdes nouveaux, par l'effort continu pour mettre en place et rendre opérationnels les moyens annoncés.

Les orientations affirmées et engagées en matière de transport s'inscrivent en définitive dans ce mouvement général. Elles participent de la volonté d'ouvrir l'avenir, ce qui ne contredit pas un réalisme indispensable et bien venu à cet effet, mais mis au service de cette volonté claire et forte. Ne peut-on celle-ci s'affaiblir, moins, se dissoudre est essentiel.

CHARLES FITTERMAN.

(Publicité)

PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE
Direction des Finances de l'Etat et de l'Administration communale
- 3 BUREAU -
AFFAIRES FINANCIERES ET DOMANIALES

Un poste de transformation à 120 000 000 de francs dénommé MORBRAS et de ses annexes sur le territoire de la commune de Roissy-en-France

AVIS
(première insertion)

d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux et acquisitions foncières, à la modification du plan d'occupation des sols en résultant et de mise à la disposition du public du projet et de l'étude d'impact sur l'environnement présentée par E.D.F.

Intéressés : préfet de la Seine-et-Marne, 82 F.E.A.C. EXP. 039 du 15 septembre 1982

- DURÉE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE : 37 jours consécutifs du 30 septembre 1982 au 6 novembre 1982 inclus.
- LEU DE L'ENQUÊTE : Mairie de ROISSY-EN-FRANCE.
- DEPOT DU DOSSIER D'ENQUÊTE : Mairie de Roissy-en-France, 14 h à 17 h.
- HORAIRE DE CONSULTATION (1) : Mairie de ROISSY-EN-FRANCE : du lundi au samedi inclus de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 17 h.
- Direction interdépartementale de l'industrie de la région Ile-de-France (énergie 1), bureau 606, 152, rue de Picpus, PARIS-12^e : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h 30 et de 14 h 30 à 17 h.
- COMMISSAIRE ENQUÊTEUR : M. Jean-Marcel DEGUIL, ingénieur TPE en retraite, demeurant 13, rue des Tamaris, 77170 BRIE-Comte-Robert.

Le siège du commissaire enquêteur est fixé à la mairie de ROISSY-EN-FRANCE où toutes observations doivent lui être présentées par écrit.

Le commissaire enquêteur siège en personne à la mairie de ROISSY-EN-FRANCE pour y recevoir le public les trois derniers jours de l'enquête : les 4, 5 et 6 novembre 1982 de 10 h à 12 h et le 6 novembre 1982 de 14 h à 17 h.

Copie des conclusions du commissaire enquêteur sera déposée : à la préfecture de Seine-et-Marne (direction des finances de l'Etat et de l'Administration communale, 3^e bureau), à la sous-préfecture de MELUN, à la mairie de ROISSY-EN-FRANCE.

Il en sera donné connaissance à toute personne concernée qui devra en faire la demande au commissaire de la République à l'adresse ci-dessus indiquée.

(1) A l'exception du lundi 1^{er} novembre

L'IMPOT SUR LES GRANDES FORTUNES
Analyse commentée des textes - Applications chiffrées

par JEAN DROIN, YVES RAYMOND, YVETTE GRAMOND, LUCIEN LINET

Plusieurs experts comptables, un avocat, un conseil fiscal, présentent dans cet ouvrage, à jour de l'inscription générale du 11 mai 1982, les solutions à connaître et les précautions à prendre. Tout au long de la seconde partie, ils mettent leur expérience de fiscalistes au service des lecteurs en développant une série d'exemples concrets et chiffrés.

Prix de l'ouvrage : 120 F francs T.T.C.
Bon de commande à adresser avec votre règlement à : S.P.S., 101, 77 160 PROVINS.

CHEFS D'ENTREPRISE
VOUS RECHERCHER
DES BUREAUX, DES LOCAUX
COMMERCIAUX ET INDUSTRIELS

Le Monde
VOUS PROPOSE
MARDI et MERCREDI
DANS SA RUBRIQUE IMMOBILIÈRE
DES AFFAIRES SÉLECTIONNÉES
PAR DES PROFESSIONNELS
DE L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

A PARTIR DU 5 OCTOBRE

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Premiers résultats du recensement : les Parisiens sont moins empressés à quitter le centre de la capitale

Les premiers résultats du recensement à Paris permettent d'affirmer que la dépopulation de la capitale s'est « très nettement ralentie » au cours de ces dernières années. Telle est la conclusion d'une étude menée par l'Institut parisien d'urbanisme et présentée, ce vendredi 17 septembre, au cours d'une réunion de presse, par le maire de Paris avant la prochaine séance du conseil de Paris, le 20 septembre.

Il y avait donc aujourd'hui 2 168 300 habitants à Paris au 1^{er} janvier 1982, soit 131 000 de moins que la population observée entre 1975 et 1981 (131 000 habitants, soit - 5,6 %) correspond à un rythme annuel (- 0,8 %) inférieur de moitié à celui qui fut observé entre 1962 et 1968 (- 1,2 %).

Ces chiffres indiquent donc un renversement de la tendance à l'évolution démographique de la capitale. Depuis l'après-guerre et jusqu'au milieu des années 70, la population de Paris s'était, en effet, progressivement accrue. Ce mouvement s'expliquait plus particulièrement par l'attraction exercée sur les jeunes et allait de pair avec un « embourgeoisement » de la ville.

Les conséquences de ce renversement de la tendance à l'évolution démographique de la capitale, au travers des chiffres du détail par quartier, sont les suivantes : - il apparaît, à l'étude de l'évolution démographique de la capitale, que la rénovation immobilière est la plus évidente pour expliquer l'évolution de la population. Les pertes de population sont plus fortes - dans des zones de moindre ampleur qu'auparavant - ont toujours lieu dans le centre de Paris (surtout dans les 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e arrondissements) et dans les principaux quartiers d'affaires ; notamment dans le 8^e arrondissement, le quartier Châteaufort, le 16^e et les quartiers Champs-Élysées d'Antin et Faubourg-Montmartre dans le 9^e. Dans les autres arrondissements de Paris, les variations s'expliquent surtout par la localisation de la construction neuve : dans les quartiers où les opérations immobilières ont été pratiquement inexistantes, les pertes sont comprises entre 7 et 11 %.

À l'inverse, là où de nouvelles opérations ont été lancées, des gains importants de population apparaissent : quartier de la gare d'Orléans, le 13^e, quartier de la Villette, Paris de France, d'Amérique dans les 19^e et 20^e. Toutefois, affirme le maire de Paris, la construction ne peut pas seule compenser la dépopulation de la capitale. Les conditions de transformation du parc de logements anciens sont également déterminantes. Aussi M. Chirac estime que « les dispositions prises par la Ville pour préserver l'habitat ancien semblent également avoir eu une certaine efficacité ».

En outre, les mesures suivantes seront prises au cours du prochain conseil de Paris : - AIDE SOCIALE. - Le plafond de la prise en charge du loyer dans le cadre de l'allocation Ville de Paris sera porté à 750 francs (soit une augmentation de 25 %). Toutes les personnes âgées handicapées, l'imposition sera ramenée à 100 francs pour les personnes âgées de moins de 60 ans et à 200 francs pour les personnes âgées de plus de 60 ans.

Le service de logement. La mairie va prendre en charge, par l'intermédiaire des bureaux d'aide sociale, l'attribution du téléphone chez les Parisiens handicapés. L'attribution de l'imposition sera ramenée à 100 francs pour les personnes âgées de moins de 60 ans et à 200 francs pour les personnes âgées de plus de 60 ans.

Le service d'alarme téléphonique. Mille personnes âgées, malades ou handicapées des quartiers de la Goutte-d'Or, de la Chapelle, du Port de France, de la Villette et d'Amérique dans les 19^e et 20^e arrondissements vont bénéficier, à partir du 15 décembre prochain à titre expérimental, du système de l'alarme téléphonique. Elles pourront alerter directement une équipe de secours en cas de besoin.

La décoration des rues. La Ville va demander aux constructeurs publics qui dépendent d'elle de prévoir, dès le départ, la décoration des murs, pignons, etc. - c'est-à-dire des murs aveugles - des immeubles qu'ils édifient.

Une place Georges Trépo. Le nom de Georges Trépo sera donné à la place qui sera créée à l'emplacement des anciens abattoirs de Vaugirard dans le 15^e arrondissement.

Rentrée du conseil régional d'Ile-de-France

M. Giraud : le gouvernement ne joue pas le jeu de la décentralisation

« Le gouvernement ne joue pas le jeu de la décentralisation », a déclaré, le 16 septembre, M. Michel Giraud, président du conseil régional d'Ile-de-France.

Tous les exemples donnés par M. Giraud à l'appui de sa thèse sont sans valeur : certains relèvent de la lourdeur des procédures administratives, d'autres de la « légèreté » de cabinets ministériels.

Ainsi, M. Giraud a reçu, en tant que sénateur du Val-de-Marne, une lettre de M. Lang lui annonçant un effort financier, en matière culturelle, de l'Etat pour la région et lui conseillant, pour les projets de circonscription, de se mettre en rapport avec le conseil régional alors même que la préparation d'une convention culturelle entre l'Etat et la région traîne en longueur. Ainsi encore, M. Giraud s'est plaint de n'avoir pas été invité à l'inauguration de l'arrêt du R.E.R. à Nanterre, par M. Fierman, où celui-ci a annoncé des travaux routiers et de transports que la région devra en partie financer. A ce propos, le président du conseil régional a critiqué le fonctionnement du Fonds grands travaux, qui est « un camouflage par l'Etat de la décentralisation », qui « fait croire que les cofinancements des investissements retenus » devant le fait accompli.

De même, M. Giraud n'a pas accepté d'être invité par le préfet de région à une réunion sur la couverture du périmètre « fluvial » des présidents des groupements socialistes et communistes au conseil régional, alors que les présidents communistes

des conseils généraux de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne étaient conviés sans représentation de leur opposition. Il regrette aussi que le décret réformant les statuts de l'Institut d'aménagement (IAURIF) ne soit pas encore publié.

Enfin, il constate que depuis seize mois il a sollicité trois fois un entretien, en tant que président du conseil régional d'Ile-de-France, avec le premier ministre, et que M. Mauroy ne l'a toujours pas reçu. Tout cela lui fait dire que le gouvernement a « une drôle de façon de concevoir la décentralisation ».

En fait, pris entre le poids de la Ville de Paris - et de son maire - et le pouvoir des ministres, qui ne peuvent se désintéresser d'une région où habitent 20 % de la population française, M. Giraud semble avoir quelque mal à faire admettre par tous les élus de la région d'Ile-de-France.

Th. B.

Moins de logements à Paris

« La rentrée du mois de septembre est de plus en plus difficile d'année en année pour les candidats à un logement parisien », indique un communiqué du ministère de l'urbanisme et du logement, qui fait état des premières conclusions de la mission d'étude sur le logement à Paris, confiée par M. Roger Quilliot, en février dernier, à M. Pierre Merlin, professeur d'urbanisme et ancien président de l'université de Paris-VIII (Vincennes).

De 80 % des Parisiens en 1970, la proportion de locataires est tombée à 72 % en 1978, constate le rapporteur. Sur vingt mille logements qui échappent chaque année à l'application de la loi de 1948 (qui bloquent les loyers), huit mille seulement sont locatifs, quatre mille sont vendus en copropriété ; les autres disparaissent. Le nombre des « logements vacants » (résidences secondaires) augmente de cinq mille par an.

Enfin, la construction neuve s'effondre depuis les mesures prises par le gouvernement Chirac en 1975 et 1976 (lots Galley) : ne compense plus le déficit du parc ancien, affirme le communiqué du ministère. De 19 100 logements mis en chantier en moyenne au début des années 70, on est passé à

2 632 en 1980. Cette chute touche aussi la construction sociale dans un rapport de trois à un entre 1973 et 1981.

Un commentaire politique accompagne ces chiffres dans le communiqué officiel : « Le libéralisme qui régit depuis vingt ans la gestion des affaires parisiennes a laissé se développer sans frein les mécanismes de la spéculation, qui ont évincé les familles modestes de la capitale. La réaction indispensable est surtout un effort de volonté politique : la politique sociale du logement ne peut réussir, à Paris plus qu'ailleurs, que dans un effort d'ensemble, comprenant notamment une action foncière énergique ».

Le même constat sur les difficultés du logement à Paris est fait par la municipalité, qui en rejette la responsabilité sur le gouvernement. « Le marché du logement est un secteur sensible », avait déclaré, le 25 mai dernier, M. Jacques Chirac. Le maire de Paris avait écrit deux fois au ministre de l'Urbanisme et du logement pour se plaindre de l'insuffisance des crédits. Le 30 juillet dernier, il réclamait en particulier des subventions pour la surcharge foncière, crédits qui manquent sur le plan national (le Monde des 3 et 4 août).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Société anonyme au capital de 50 225 000 F
Siège social : 61, rue Pierre-Curie
75370 PLAISIR

PAIEMENT DU DIVIDENDE

L'Assemblée générale des actionnaires, réunie le 1^{er} juin 1982, a fixé le dividende distribué au titre de l'exercice 1981 à 16 francs net par action, soit un revenu global de 24 francs, compte tenu de l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 8 francs. Ce dividende sera versé aux 469 actions existant le 31 décembre 1981.

Le paiement du dividende sera assuré à partir du 20 septembre 1982 par les établissements financiers suivants : Banque Rivaud, Crédit Lyonnais, Société Générale, Banque nationale de Paris, Crédit commercial de France, Banque Louis-Dreyfus.

ROCHEFORTAISE S.A.

Lors de sa séance du 10 septembre 1982, le Conseil d'Administration a décidé, comme chaque année, d'attribuer à M. Olivier Marnet, en tant qu'administrateur d'Union d'Enfants et d'Investissements, démissionnaire.

M. Olivier Marnet est déjà directeur général de Circular Distributeurs France et président-directeur général de Circular Distributeurs Nord.

CRÉATEURS D'ENTREPRISE

EXPORTATEURS, INVESTISSEURS
VOTRE SIÈGE À PARIS
Londres, Jérusalem
de 150 à 330 F par an
Constitution de Sociétés
G.E.I.C.A. 46 rue du Louvre
PARIS
Tél. 01-40-40-12



CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE

Le conseil d'administration du Crédit commercial de France a, dans sa réunion du 15 septembre 1982, pris connaissance des résultats consolidés du groupe pour le premier semestre de 1982.

Ces résultats après toutes provisions, amortissements et impôts, et déduction faite de la part revenant aux minoritaires, s'élèvent à 77,7 millions de francs au lieu de 78 millions de francs pour le premier semestre de 1981.

L'activité a été soutenue, spécialement dans le domaine international et à l'étranger, mais les dépenses économiques respectées dans le plupart des pays a conduit à doubler, d'une année sur l'autre, le volume des dotations aux provisions pour créances douteuses ou contestées.

Résultats consolidés du groupe du Crédit commercial de France (en millions de francs)			
	1 ^{er} semestre 1982	1 ^{er} semestre 1981	exercice 1981 entier
Produit net bancaire	1 559	1 176,3	2 589,9
Frais généraux	(1 114,4)	(883,4)	(1 861,3)
Amortissements	(73,1)	(82,2)	(136,2)
Provisions d'exploitation	(266,3)	(132,8)	(312,5)
Partes et profits exceptionnels	31,3	8,1	(8,3)
Impôts des bénéfices	(58,8)	(37,7)	(72,5)
Bénéfice net consolidé (part des minoritaires exclue)	77,7	78	200,1

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION GÉNÉRALE ET DE PRODUITS MANUFACTURÉS (S.C.G.P.M.)

Société Anonyme au capital de 10 000 000 F
Siège Social : 13, rue Yves-Tondin, 75010 PARIS
R.C.S. PARIS 852 014 957

L'article 94-1 de la loi de finances pour 1982 impose la mise au nominatif pour le 1^{er} octobre 1982 au plus tard des actions de la société.

Cette obligation est assortie de sanctions à l'encontre des détenteurs d'actions au porteur qui n'auront pas présenté leurs titres aux fins de conversion :

- à compter du 1^{er} octobre 1982, privation des droits attachés aux actions non présentées ;
- à partir d'une date fixée par le décret à venir, vente de la part sociale correspondante aux actions non présentées et conversion du produit de la vente pour le compte des actionnaires.

L'attention des actionnaires est attirée sur le caractère rigoureux de ces sanctions qui, déclinées d'une loi impérative, ne pourront qu'être effectivement appliquées.

C'est pourquoi les détenteurs d'actions au porteur sont priés de présenter, dans les meilleurs délais, leurs titres afin qu'ils puissent être convertis en la forme nominative.

Les opérations de conversion seront effectuées à l'adresse suivante :

- Tous les guichets de la Banque Nationale de Paris.

Les personnes domiciliées en France bénéficieront dans ce pays d'un crédit d'impôt d'un montant égal à la retenue de 15 % effectuée aux Pays-Bas. Lazard Frères & Cie tiendra à la disposition des intéressés des instructions précisant les modalités de présentation.

Le dividende en compte ou le paiement de la valeur du dividende seront effectués en francs français au cours du jour, déduction faite de l'impôt français exigible et de la commission de change d'usage.

La Haye, le 9 septembre 1982

LA DIRECTION

Dividende intermédiaire 1982

Le Conseil d'Administration et la Direction de la N.V. KONINKLIJKE NEDERLANDSCHE PETROLEUM MAATSCHAPPIJ (Royal Dutch) ont décidé de distribuer au titre de l'exercice 1982 un dividende intermédiaire de fl. 3,20 par action ordinaire d'une valeur nominale de fl. 10.

Sous déduction de l'impôt néerlandais sur le dividende (25 %) et contre remise du coupon No 172 des certificats d'action au porteur munis de coupons, le dividende intermédiaire sera payable en France, à partir du mardi 21 septembre 1982, auprès de :

Lazard Frères & Cie
121, boulevard Haussmann
Paris, 8e.

Les actionnaires ayant leur domicile en France pourront obtenir une exonération (de 10 %) de l'impôt sur le dividende, si les coupons sont accompagnés, lors de leur présentation, de la déclaration "Inkomstenbelasting nr. 92F" ou "nr. 95F", prévue pour l'application de la convention franco-néerlandaise de double imposition.

Ont droit au dividende intermédiaire pour les actions au porteur dont les certificats sont munis d'une feuille de dividende qui ne compose pas de coupons séparés (dites titres CF), ceux qui, le 10 septembre 1982,

à la fermeture des bureaux, sont détenteurs de telles actions et dont les feuilles de dividende se trouvent à cette date en dépôt auprès de Sicovam. Le dividende sera versé le mardi 21 septembre 1982, sous déduction de l'impôt néerlandais sur le dividende (25 %) au "Centrum voor Fondsenadministratie B.V." (Centre pour l'Administration de Valeurs mobilières), qui en assurera le transfert à Sicovam.

L'exonération (de 10 %) de l'impôt néerlandais sur le dividende est maintenue en présentant, lors de l'encaissement du "certificat de coupon" délivré par Sicovam, la ou les déclarations "Inkomstenbelasting nr. 92F" ou "nr. 95F".

Les personnes domiciliées en France bénéficieront dans ce pays d'un crédit d'impôt d'un montant égal à la retenue de 15 % effectuée aux Pays-Bas. Lazard Frères & Cie tiendra à la disposition des intéressés des instructions précisant les modalités de présentation.

Le dividende en compte ou le paiement de la valeur du dividende seront effectués en francs français au cours du jour, déduction faite de l'impôt français exigible et de la commission de change d'usage.

La Haye, le 9 septembre 1982

LA DIRECTION



N.V. Koninklijke Nederlandsche Petroleum Maatschappij (Royal Dutch) Établie à La Haye, Pays-Bas

"Capital PLUS"

Votre argent garde sa liberté. Il travaille, il est en sécurité.

Entrez, sortez, sans contraintes ni frais. Placez mille francs... ou des centaines de milliers. Pour un mois, pour un an... ou pour longtemps. Pendant ce temps, votre argent ne perd pas son temps. Conçu pour les particuliers (personnes physiques).

qui cherchent un placement facilement échangeable, rentable et liquide à tout moment. "CAPITAL PLUS" est un portefeuille d'obligations choisies et gérées par les professionnels : Paluel-Marmont Merrill Lynch s.a. pour suivre l'évolution du marché de l'argent.

Paluel-Marmont Merrill Lynch
26, rue Murillo 75008 Paris
Tél. 267.01.00

Veillez me faire parvenir, à l'adresse ci-contre, la Note d'Information et les Bulletins de Souscription concernant "CAPITAL PLUS".

(A envoyer à Paluel-Marmont Merrill Lynch 26 rue Murillo 75008 Paris)

150 من الاموال

50.1 من الاجل

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

16 septembre

Forta reprise

Quand elle se sent observée, elle aime jouer les coquettes. Elle aime à se faire remarquer par sa corbeille à main à la mode, le palais Brongniart pour afficher une reprise des valeurs françaises.

En hausse de plus de 1,5 % après l'ouverture, l'indice a progressivement accentué son mouvement à l'approche du cloche final.

Certain nombre de titres ont profité de l'élan, tel Mamurin, Labinal, Sommer-Albert, C.F.D.E. et Alsip, en hausse de 6 à 7 %.

En clôture, le SIF 100, environ, a été également bien orienté.

Côté bourses, seuls B.S.F., B.S.M., Kall, Comptoir d'Entreprenement et Pictet ont distingué avec des écarts de 3 à 4,5 %.

Les avis des professionnels, les échanges ont un peu plus de volume, mais les investisseurs institutionnels ont encadré le marché.

L'ambiance est apparue moins morose, les colonnes après la décision de mercredi à l'issue du conseil d'administration d'exonérer l'outil de travail de l'impôt sur la fortune sont réservées aux investisseurs s'orientant vers la place. Dire que cette information a suffi à elle seule à expliquer la vive reprise du marché serait exagéré, mais il est certain qu'elle a joué un rôle.

De même pour la hausse des prix au mois de septembre (+0,3 %) même si les performances réalisées sur ce mois ont toujours été sujettes à caution.

Sur le marché de l'or, le lingot gagne 500 F, à 98 700 F, le napoléon 3 F, à 440 F, la médaille fin d'été négociée à 447,25 à Londres (447,75 midi).

NEW-YORK

Nécessitant

La reprise observée la veille en fin de semaine ne s'est pas prolongée, et le marché new-yorkais est resté beaucoup plus hésitant, avec un alternant des indices. L'indice des valeurs industrielles reflétait un repli limité à 2,66 points pour s'établir à 927,80.

Les échanges ont été légèrement progressés, atteignant 11 millions d'actions.

Les "blue chips" ont subi, au contraire, un repli.

Mercredi, les taux d'intérêt à court terme avaient enregistré une légère baisse, après que la Fed ait injecté quelques liquidités, mais le système bancaire, dès le lendemain, l'économiste Milton Friedman estimait que les taux devraient rester courts.

Sur un plan plus conjoncturel, les spécialistes n'ont pas perdu tout espoir d'une probable reprise économique aux États-Unis, et la récente hausse de Wall Street en est l'illustration, mais, en valeur, les données statistiques, encore à court terme, ne sont pas satisfaisantes. Il est ainsi du taux d'industrial production de 17,3 %, le même que celui de 1981.

Après un mois de production industrielle en baisse de 0,5 %, le même mois de 1981, marquant ainsi le même rythme de croissance que le même mois de 1980, cet indicateur est l'espace de treize mois.

VALEURS	Cours de 15 sept.	Cours de 16 sept.
Alcoa	17 1/4	21 1/4
A.T.T.	17 1/4	21 1/4
Bell	17 1/4	21 1/4
Chrysler	17 1/4	21 1/4
IBM	17 1/4	21 1/4
Intel	17 1/4	21 1/4
Motorola	17 1/4	21 1/4
Rockwell	17 1/4	21 1/4
Spacel	17 1/4	21 1/4
Union Pacific	17 1/4	21 1/4
Verizon	17 1/4	21 1/4
Wells Fargo	17 1/4	21 1/4
Western Union	17 1/4	21 1/4
Worldcom	17 1/4	21 1/4
Yahoo	17 1/4	21 1/4

VALEURS	Cours de 15 sept.	Cours de 16 sept.
Alcoa	17 1/4	21 1/4
A.T.T.	17 1/4	21 1/4
Bell	17 1/4	21 1/4
Chrysler	17 1/4	21 1/4
IBM	17 1/4	21 1/4
Intel	17 1/4	21 1/4
Motorola	17 1/4	21 1/4
Rockwell	17 1/4	21 1/4
Spacel	17 1/4	21 1/4
Union Pacific	17 1/4	21 1/4
Verizon	17 1/4	21 1/4
Wells Fargo	17 1/4	21 1/4
Western Union	17 1/4	21 1/4
Worldcom	17 1/4	21 1/4
Yahoo	17 1/4	21 1/4

LA VIE DES SOCIÉTÉS

H.D.P. - Négociée depuis son entrée en bourse, la H.D.P. a fait son apparition mercredi 15 septembre sur le compartiment du "boursier spécial".

La H.D.P. (Holding Développement Pigard) est une entreprise familiale de commerce de produits chimiques détenue par les groupes Delorme et Pigard. Au titre de l'exercice au 31 août dernier, la société a réalisé un chiffre d'affaires consolidé voisin de 270 millions de francs et un bénéfice net de 5,1 millions, un acompte sur

dividende de 5 F par action étant prévu pour l'exercice 1981-1982.

PROMODES - Les membres de ce groupe de distribution (gros et détail) ont progressé de 23 % au premier semestre 1982 pour atteindre 8,42 milliards de francs, mais le résultat d'exploitation s'est effondré de 17 % dans le même temps à 114,3 millions de francs en raison de la non-répétition de la hausse de la T.V.A., précise Promode. Enfin, le bénéfice net courant a augmenté de 39 % pour s'établir à 69 millions de francs, la part de groupe progressant de 70 %.

DE BEERS - Le numéro un mondial de la production et de la commercialisation de diamants a annoncé la semaine dernière qu'il n'avait pas la moindre intention de vendre une partie de son portefeuille de diamants non montés, ce qui a fait monter les cours de ces pierres précieuses à Wall Street. D'après ces rumeurs, deux autres compagnies minières sud-africaines, Minorco et Rembrandt, souhaitent acquiescer à la vente de la partie de Beers, lequel a financièrement actuellement un déficit de 1,5 million de dollars.

INDICES QUOTIDIENS	15 sept.	16 sept.
INDICE 100 (1981-1982)	927,80	930,10
INDICE 200 (1981-1982)	113,4	113,4
INDICE 300 (1981-1982)	113,4	113,4
INDICE 400 (1981-1982)	113,4	113,4
INDICE 500 (1981-1982)	113,4	113,4
INDICE 600 (1981-1982)	113,4	113,4
INDICE 700 (1981-1982)	113,4	113,4
INDICE 800 (1981-1982)	113,4	113,4
INDICE 900 (1981-1982)	113,4	113,4
INDICE 1000 (1981-1982)	113,4	113,4

INDICES QUOTIDIENS	15 sept.	16 sept.
INDICE 100 (1981-1982)	927,80	930,10
INDICE 200 (1981-1982)	113,4	113,4
INDICE 300 (1981-1982)	113,4	113,4
INDICE 400 (1981-1982)	113,4	113,4
INDICE 500 (1981-1982)	113,4	113,4
INDICE 600 (1981-1982)	113,4	113,4
INDICE 700 (1981-1982)	113,4	113,4
INDICE 800 (1981-1982)	113,4	113,4
INDICE 900 (1981-1982)	113,4	113,4
INDICE 1000 (1981-1982)	113,4	113,4

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE	15 sept.	16 sept.
1 mois	11,34	11,34
3 mois	11,34	11,34
6 mois	11,34	11,34
1 an	11,34	11,34

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE	15 sept.	16 sept.
1 mois	11,34	11,34
3 mois	11,34	11,34
6 mois	11,34	11,34
1 an	11,34	11,34

BOURSE DE PARIS Comptant 16 SEPTEMBRE

VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence
Alcoa	17 1/4		Alcoa	17 1/4		Alcoa	17 1/4		Alcoa	17 1/4	
A.T.T.	17 1/4		A.T.T.	17 1/4		A.T.T.	17 1/4		A.T.T.	17 1/4	
Bell	17 1/4		Bell	17 1/4		Bell	17 1/4		Bell	17 1/4	
Chrysler	17 1/4		Chrysler	17 1/4		Chrysler	17 1/4		Chrysler	17 1/4	
IBM	17 1/4		IBM	17 1/4		IBM	17 1/4		IBM	17 1/4	
Intel	17 1/4		Intel	17 1/4		Intel	17 1/4		Intel	17 1/4	
Motorola	17 1/4		Motorola	17 1/4		Motorola	17 1/4		Motorola	17 1/4	
Rockwell	17 1/4		Rockwell	17 1/4		Rockwell	17 1/4		Rockwell	17 1/4	
Spacel	17 1/4		Spacel	17 1/4		Spacel	17 1/4		Spacel	17 1/4	
Union Pacific	17 1/4		Union Pacific	17 1/4		Union Pacific	17 1/4		Union Pacific	17 1/4	
Verizon	17 1/4		Verizon	17 1/4		Verizon	17 1/4		Verizon	17 1/4	
Wells Fargo	17 1/4		Wells Fargo	17 1/4		Wells Fargo	17 1/4		Wells Fargo	17 1/4	
Western Union	17 1/4		Western Union	17 1/4		Western Union	17 1/4		Western Union	17 1/4	
Worldcom	17 1/4		Worldcom	17 1/4		Worldcom	17 1/4		Worldcom	17 1/4	
Yahoo	17 1/4		Yahoo	17 1/4		Yahoo	17 1/4		Yahoo	17 1/4	

Marché à terme

VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence	VALEURS	Cours	Différence
Alcoa	17 1/4		Alcoa	17 1/4		Alcoa	17 1/4		Alcoa	17 1/4	
A.T.T.	17 1/4		A.T.T.	17 1/4		A.T.T.	17 1/4		A.T.T.	17 1/4	
Bell	17 1/4		Bell	17 1/4		Bell	17 1/4		Bell	17 1/4	
Chrysler	17 1/4		Chrysler	17 1/4		Chrysler	17 1/4		Chrysler	17 1/4	
IBM	17 1/4		IBM	17 1/4		IBM	17 1/4		IBM	17 1/4	
Intel	17 1/4		Intel	17 1/4		Intel	17 1/4		Intel	17 1/4	
Motorola	17 1/4		Motorola	17 1/4		Motorola	17 1/4		Motorola	17 1/4	
Rockwell	17 1/4		Rockwell	17 1/4		Rockwell	17 1/4		Rockwell	17 1/4	
Spacel	17 1/4		Spacel	17 1/4		Spacel	17 1/4		Spacel	17 1/4	
Union Pacific	17 1/4		Union Pacific	17 1/4		Union Pacific	17 1/4		Union Pacific	17 1/4	
Verizon	17 1/4		Verizon	17 1/4		Verizon	17 1/4		Verizon	17 1/4	
Wells Fargo	17 1/4		Wells Fargo	17 1/4		Wells Fargo	17 1/4		Wells Fargo	17 1/4	
Western Union	17 1/4		Western Union	17 1/4		Western Union	17 1/4		Western Union	17 1/4	
Worldcom	17 1/4		Worldcom	17 1/4		Worldcom	17 1/4		Worldcom	17 1/4	
Yahoo	17 1/4		Yahoo	17 1/4		Yahoo	17 1/4		Yahoo	17 1/4	

COTE DES CHANGES

MONNAIES ET DEVISES	COURS	MONNAIES ET DEVISES	COURS
Algerie (100 DM)	282 120	Algerie (100 DM)	282 120
Argentine (100 L)	282 120	Argentine (100 L)	282 120
Australie (100 L)	282 120	Australie (100 L)	282 120
Belgique (100 L)	282 120	Belgique (100 L)	282 120
Bretagne (100 L)	282 120	Bretagne (100 L)	282 120
Canada (100 L)	282 120	Canada (100 L)	282 120
Chili (100 L)	282 120	Chili (100 L)	282 120
Colombie (100 L)	282 120	Colombie (100 L)	282 120
Costa Rica (100 L)	282 120	Costa Rica (100 L)	282 120
Cuba (100 L)	282 120	Cuba (100 L)	282 120
Dominique (100 L)	282 120	Dominique (100 L)	282 120
Egypte (100 L)	282 120	Egypte (100 L)	282 120
El Salvador (100 L)	282 120	El Salvador (100 L)	282 120
Equateur (100 L)	282 120	Equateur (100 L)	282 120
Etats-Unis (100 L)	282 120	Etats-Unis (100 L)	282 120
France (100 L)	282 120	France (100 L)	282 120
Germany (100 L)	282 120	Germany (100 L)	282 120
Grecie (100 L)	282 120	Grecie (100 L)	282 120
Inde (100 L)	282 120	Inde (100 L)	282 120
Italie (100 L)	282 120	Italie (100 L)	282 120
Japon (100 L)	282 120	Japon (100 L)	282 120
Maroc (100 L)	282 120	Maroc (100 L)	282 120
Mexique (100 L)	282 120	Mexique (100 L)	282 120
Népal (100 L)	282 120	Népal (100 L)	282 120
Norvège (100 L)	282 120	Norvège (100 L)	282 120
Pakistan (100 L)	282 120	Pakistan (100 L)	282 120
Panama (100 L)	282 120	Panama (100 L)	282 120
Paraguay (100 L)	282 120	Paraguay (100 L)	282 120
Pérou (100 L)	282 120	Pérou (100 L)	282 120
Portugal (100 L)	282 120	Portugal (100 L)	282 120
Roumanie (100 L)	282 120	Roumanie (100 L)	282 120
Russie (100 L)	282 120	Russie (100 L)	282 120
Saint-Pierre (100 L)	282 120	Saint-Pierre (100 L)	282 120
Senegal (100 L)	282 120	Senegal (100 L)	282 120
Soudan (100 L)	282 120	Soudan (100 L)	282 120
Suisse (100 L)	282 120	Suisse (100 L)	282 120
Taiwan (100 L)	282 120	Taiwan (100 L)	282 120
Tanzanie (100 L)	282 120	Tanzanie (100 L)	282 120
Tchèque (100 L)	282 120	Tchèque (100 L)	282 120
Togo (100 L)	282 120	Togo (100 L)	282 120
Tonkin (100 L)	282 120	Tonkin (100 L)	282 120
Tunisie (100 L)	282 120	Tunisie (100 L)	282 120
Turquie (100 L)	282 120	Turquie (100 L)	282 120
Uruguay (100 L)	282 120	Uruguay (100 L)	282 120
Venezuela (100 L)	282 120	Venezuela (100 L)	282 120
Yugoslavie (100 L)	282 120	Yugoslavie (100 L)	282 120

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS	MONNAIES ET DEVISES	COURS
Algerie (100 DM)	282 120	Algerie (100 DM)	282 120
Argentine (100 L)	282 120	Argentine (100 L)	282 120
Australie (100 L)	282 120	Australie (100 L)	282 120
Belgique (100 L)	282 120	Belgique (100 L)	282 120
Bretagne (100 L)	282 120	Bretagne (100 L)	282 120
Canada (100 L)	282 120	Canada (100 L)	282 120
Chili (100 L)	282 120	Chili (100 L)	282 120
Colombie (100 L)	282 120	Colombie (100 L)	282 120
Costa Rica (100 L)	282 120	Costa Rica (100 L)	282 120
Cuba (100 L)	282 120	Cuba (100 L)	282 120
Dominique (100 L)	282 120	Dominique (100 L)	282 120
Egypte (100 L)	282 120	Egypte (100 L)	282 120
El Salvador (100 L)	282 120	El Salvador (100 L)	282 120
Equateur (100 L)	282 120	Equateur (100 L)	282 120
Etats-Unis (100 L)	282 120	Etats-Unis (100 L)	282 120
France (100 L)	282 120	France (100 L)	282 120
Germany (100 L)	282 120	Germany (100 L)	282 120
Grecie (100 L)	282 120	Grecie (100 L)	282 120
Inde (100 L)	282 120	Inde (100 L)	282 120
Italie (100 L)	282 120	Italie (100 L)	282 120
Japon (100 L)	282 120	Japon (100 L)	282 120
Maroc (100 L)	282 120	Maroc (100 L)	282 120
Mexique (100 L)	282 120	Mexique (100 L)	282 120
Népal (100 L)	282 120	Népal (100 L)	282 120
Norvège (100 L)	282 120	Norvège (100 L)	282 120
Pakistan (100 L)	282 120	Pakistan (100 L)	282 120
Panama (100 L)	282 120	Panama (100 L)	282 120
Paraguay (100 L)	282 120	Paraguay (100 L)	282 120
Pérou (100 L)	282 120	Pérou (100 L)	282 120
Portugal (100 L)	282 120	Portugal (100 L)	282 120
Roumanie (100 L)	282 120	Roumanie (100 L)	282 120
Russie (100 L)	282 120	Russie (100 L)	282 120
Saint-Pierre (100 L)	282 120	Saint-Pierre (100 L)	282 120
Senegal (100 L)	282 120	Senegal (100 L)	282 120
Soudan (100 L)	282 120	Soudan (100 L)	282 120
Suisse (100 L)	282 120	Suisse (100 L)	282 120
Taiwan (100 L)	282 120	Taiwan (100 L)	282 120
Tanzanie (100 L)	282 120	Tanzanie (100 L)	282 120
Tchèque (100 L)	282 120	Tchèque (100 L)	282 120
Togo (100 L)	282 120	Togo (100 L)	282 120
Tonkin (100 L)	282 120	Tonkin (100 L)	282 120
Tunisie (100 L)	282 120	Tunisie (100 L)	282 120
Turquie (100 L)	282 120	Turquie (100 L)	282 120
Uruguay (100 L)	282 120	Uruguay (100 L)	282 120
Venezuela (100 L)	282 120	Venezuela (100 L)	282 120
Yugoslavie (100 L)	282 120	Yugoslavie (100 L)	282 120

La Haute-Autorité de l'audiovisuel a désigné les présidents des chaînes nationales

PUBLICITÉ : LES MÉDIAS EN MANQUE D'ESPACE VITAL

Une lutte sourde mais féroce oppose les cinq « grands médias » pour séduire les annonceurs et décrocher des budgets publicitaires (lire p. IV).

LES IMAGES DE SYNTHÈSE

Une nouvelle ère du cinéma s'ouvre, **IVDC**
des caméras remplacées par des
ordinateurs (lire p. VII).

UNE INTERVIEW DE MAX FRISCH

L'écrivain suisse parle en particulier de son dernier récit « L'homme apparaît au quaternaire » que beaucoup considèrent comme un chef-d'œuvre (lire p. IX).

Les extra-terrestres sont parmi nous

« Mais où se cachent-ils donc ? », se demandait le physicien Enrico Fermi à propos des extra-terrestres. Gérard Klein, spécialiste de science-fiction, a la réponse : la meilleure preuve que les extra-terrestres sont là, c'est que nous ne les voyons pas.

ENRICO FERMI, qui construisit la première pile nucléaire, aimait spéculer sur l'existence d'extra-terrestres intelligents (ETI). Supputant l'âge de l'univers, le nombre des étoiles et ce que l'on savait alors sur l'origine de la vie, il concluait positivement « posait alors » la suivante question : « Ils devraient déjà être arrivés ici, mais où se cachent-ils donc ? »

Je ne me risquerai pas ici à une évaluation nouvelle de la probabilité d'extra-terrestres intelligents dans notre Galaxie et dans notre univers entier. Pour sommes trop ignorants de la plupart des mécanismes de la formation des planètes et l'apparition de la vie pour que, leur alignement en équation nous offre autre chose que des présupposés. Les mêmes prémisses les mêmes méthodologies conduisent à des conclusions très diverses. Pour les univers fourmillés de vies d'intelligences; pour les autres, il y a de grandes chances qu'ils soyons seuls ici, si nous ne le sommes pas, pour que nous le soyons. C'est devenu affaire de mode, si l'on parle d'un extrême à l'autre sans que les arguments aient réellement changé (1).

changement (1).
L'essaiériste, par contre, se répondre à la question de Fermi en supposant que les E.T.I existent, ou du moins qu'ils peuvent exister, et en dégageant un certain nombre de raisons pour lesquelles ils peuvent fort bien être ici, et même proches de nous le sont. Ces spéculations n'ont pas de véritable statut scientifique, mais visent à souligner indirectement que lorsque nous portons un jugement sur l'existence d'extra-terrestres intelligents et imaginons leurs comportements, nous sommes presque toujours victimes de l'anthropocentrisme de notre chauvinisme culturel, en particulier technologique.

**Nous sommes
les premiers**

Une première ■ponse possi-
■rait que l'apparition de la
vie (et donc de l'intelligence)
dans l'univers est en effet très
probable, mais que le temps a
■ défaut pour qu'elle se pro-
duise souvent et que nous
sommes, d'une manière ou
d'une autre, sinon les premiers,
du moins parmi les premiers. Il
faut bien que quelqu'un com-
mence.

proposition. La vie existe sur Terre depuis quatre milliards d'années environ. Notre planète elle-même n'a été relativement peu de temps auparavant, il y a quatre milliards et demi, cinq milliards d'années. Comme est le Système solaire, elle est composée des mêmes d'une génération précédente d'étoiles (la première ?). Celles-ci ont produit par fusion d'éléments légers les éléments lourds que nous savons indispensables à la vie telle que nous la connaissons.

Il nous avons quelques raisons de penser qu'aucune étoile comparable à notre soleil n'est âgée de plus de un à huit milliards d'années, en comptant large. Puisqu'il a fallu quatre milliards d'années, après les premiers balbutiements de la vie, pour que l'intelligence apparaisse sur la Terre, la marge n'est pas très grande (cosmologiquement parlant) à l'intérieur de laquelle des civilisations plus anciennes que la nôtre auraient pu se développer. Si la vie n'est possible, dans notre Galaxie du moins, que depuis sept milliards d'années, pour prendre une valeur moyenne, nous pouvons très bien, à notre âge de quatre milliards d'années, être parmi les premiers.

donc peut-être à peine commencé d'éclorre : dix ou quinze milliards d'années, l'univers fourmillera peut-être de vie. Nous sommes nés un peu trop tôt pour le savoir.

Toutefois, l'intervalle reste ~~considérable~~ entre la date de la première apparition possible de la vie (moins sept milliards

ter la Terre (trois mille ans environ).

Il s'en déduit, si notre rythme d'évolution est typique — ce qu'il serait hasardeux d'affirmer, — qu'une forme de vie disparaît même d'une planète insignifiante en termes cosmiques, de l'ordre de cent millions de dix millions d'années, aurait eu

terrestres, du moins leurs

Il suggère que la vie apparut une première fois, il y a six ou sept milliards d'années, sur une planète tournant autour d'une étoile plus ancienne que celle-ci, et qu'elle s'y est développée plus vite que sur Terre en raison de conditions plus favorables.

dernier milliard d'années. Une au moins de ces civilisations a expédié vers notre Système solaire une telle planète qui, à cet instant, se soit acheminée vers notre planète et y a laissé ses traces (de colonisation ?) inscriptibles au durir d'un milliard d'années. Dans le premier cas, il y a une chance sur un million pour que cette intrusion coïncide avec notre bref présent technologique, et dans le second une chance sur mille pour que nous soyons à même de déceler en passage sur notre planète ces civilisations.

Donc, les deux cas, la présence ou la trace peuvent bien exister sans que nous ayons même de les détecter : des objets importants sont encore régulièrement découverts dans le Système solaire, et nos données paléontologiques sont extraordinairement mélangées.

Et il est ~~très~~ possible qu'une civilisation technique réellement ~~ne~~ échappe à notre « chauvinisme planétaire » et choisisse de demeurer dans l'espace à bord de villes artificielles (3).

L'impérialisme n'est pas fatal

Cependant, Michael Hart, par Francis Crick, estime qu'un rendez-vous manqué est impossible parce qu'une civilisation plus avancée que la nôtre dans les colonies se répendrait rapidement, en quelques dizaines de millions d'années au plus, sur toute la Galaxie. Il se raient donc là, et s'ils n'y sont pas, c'est qu'ils n'existent pas ! L'argument de Hart témoigne surtout d'un très net anthropocentrisme : il repose sur l'idée qu'ils se comporteraient comme nous pensons volontiers que nous nous comporterions quand nous aurons les moyens que Hart leur prête.

Hart leur prête.

Les humains ont colonisé toute leur planète et l'ont surcolonisée en se la disputant farouchement, et ils ont donc porté à penser que s'ils disposaient de vaisseaux interstellaires, ils envahiraient ou tard toute la Galaxie, selon une progression géométrique.

GÉRARD KLEIN.
(Lire la suite page III.)

- (1) Voir à ce sujet : *Are we alone ? The possibility of extra-terrestrial civilizations*, par Robert T. Rood et James S. Trefl, Scribner's 1981.
- (2) *Life itself, its origin and ———*, par Francis Crick, MacDonald, 1982.
- (3) Voir à ce sujet : *Les Villes de l'espace*, par Gerard K. O'Neill, Laifont, 1978.



MÖRGAN

largement le temps de nous découvrir, ■ qui nous ramène ■ la question de Fermi.

Où sont nos frères ?

C'est une avance bien plus importante que postule Francis Crick, qui obtint avec James Watson et Maurice Wilkins le prix Nobel pour leur découverte de la structure de l'ADN. A la question de Fermi, il apporte, sous le nom de « *panspermie dirigée* », une réponse ironique : nous sommes, dit-il, les extra-

étioles. Mais en reculant considérablement ■■■ le temps la date de la naissance de la vie et celle de l'apparition d'une civilisation spatiale, il ouvre la porte ■■■■ difficultés. Ainsi, si, comme il le pense, la traversée des abîmes interstellaires est un événement relativement rare, même si elle n'est pas interdite à des êtres évolués, la probabilité ■■■ que leur venue coïncide avec notre bref passage historique sur l' Terre est extrêmement petite.

Supposons qu'il soit apparu dans cette galaxie plusieurs civilisations spatiales au cours du

صلى الله عليه وسلم

AUJOURD'HUI

Les extra-terrestres sont parmi nous

(Suite de la première page.)

Mais l'argument Hart contient au moins deux présupposés implicites : le premier est que toute civilisation inter-stellaire serait nécessairement conquérante, le second est que s'ils étaient là, nous le saurions.

Aucun de ces présupposés n'est intuitivement certain. Dans l'histoire de l'humanité même, les concepts d'empire et de conquête sont récents, peut-être, transitoires, et, surtout, ils sont problématiquement nés du contact et du conflit entre sociétés diffé-

rentes. Une humanité naïf, à pareille chose, est possible, sans doute peu expansionniste. D'autre part, une civilisation vraiment technologique, même si elle est motivée par la curiosité scientifique ou par des motifs idéologico-religieux, ne répand pas la terreur dans la Galaxie. Disposant de technologies énergétiques adéquates (grâce à la fusion de l'atome, par exemple), elle est capable de recycler ou même de produire tous les éléments dont elle aurait besoin. Le mobile principal de nos conquêtes — la disponibilité de matières premières — l'ouverture de marchés — lui serait inconnu.

Quant à la curiosité scientifique elle-même, on peut présumer que, dans certains domaines, elle s'étendrait à certains ressorts du monde physique, en particulier ceux qui permettent l'apparition de la vie, sont suffisamment bien connus, il devient possible de déduire les variantes possibles sans se soucier d'aller les vérifier sur le terrain.

Et il est peu probable que les mythes idéologiques ou religieux qui sont aujourd'hui les nôtres résistent à une longue période de développement scientifique. Il pourrait même que l'absence de civilisation technologique ne les persiste longtemps à l'extinction.

Une certaine science-fiction nous a habitués à l'idée d'empires interstellaires conquérants qui soumettraient ou détruiraient tous les peuples moins avancés qu'ils rencontreraient. Mais une espèce aussi agressive aurait, compte tenu des distances interstellaires et de la difficulté de les franchir, de grands risques de s'autodétruire avant de rencontrer une civilisation. Elle deviendrait elle-même son premier ennemi en se divisant, voire en se différenciant, ou en conduisant par ce processus à se disputer l'hégémonie locale.

Tant qu'une espèce intelligente ne dispose pas des moyens de détruire son milieu naturel et de se détruire massivement, elle ne court pas grand risque, le cataclysme géologique, le progrès technologique inhérent aux voyages interstellaires la dotent instinctivement des moyens de son autodestruction. Elle est démographiquement dynamique, son expansion est quasi certaine. Mais si elle est de surcroît agressive, cette expansion s'accompagnera de divisions politiques, de conflits qui l'amèneront à se retourner elle-même jusqu'à l'extinction.

Il me paraît donc vraisemblable que les seules espèces réellement à même de se répandre durablement dans l'univers sont des espèces « éthiques », sinon « angéliques ». En retour, toutefois, des espèces « éthiques » pourraient, unifiées, être trop pour chercher à s'étendre dans l'univers. Les énormes possibilités offertes par l'exploitation rationnelle d'un seul système solaire, sous la forme par exemple d'une sphère de Dyson, pourraient suffire à employer leur énergie pendant des durées prodigieuses. Une espèce « éthique » aurait probablement des fins à ses techniques de la connaissance exponentielle, non pas tant par vertu

angélique que parce qu'une croissance exponentielle conduit à la rencontre de limites qui introduisent des contraintes, à des conflits internes.

En ce sens, l'éthique est la seule voie de survie à long terme des espèces intelligentes. Une civilisation qui n'y souscrit pas commence par éradiquer toutes les espèces intelligentes qui l'environnent, puis finit sans doute par se dévorer elle-même. Ainsi les agressifs risquent de disparaître avant même d'avoir contacté, et les éthiques de ne pas même le tenter.

Des ambassadeurs chez les termites

Mais si même des extra-terrestres éthiques étaient là, le saurions-nous ? Il y a pour deux raisons une façon de se manifester qui est à la fois séparable par une trop grande distance que l'appellerait culturelle. En regard de la rapidité de notre évolution biologique et plus encore de notre développement technologique, un écart de mille ou d'un million d'années, probable à décrire à l'échelle cosmique, comme on l'a vu, pourrait entraîner une inviolable univoque ou même réciproque.

Si déprimante qu'elle semble, la question suivante ne peut être éludée : pourquoi des êtres parvenus à un niveau d'intelligence, à une conscience éthique et de connaissances scientifiques très supérieures à nos nôtres s'intéresseraient-ils à nous ? Par exemple, pourquoi les quasi-immortels se soucieraient-ils d'éphémères, ou les étudier comme des insectes. Et nous ne saurions bien que les voyages interstellaires impliquent au moins de très longues vies.

Nous n'avons pas l'habitude d'envoyer des ambassadeurs aux termites ni même aux chimpanzés ou aux dauphins, qui sont psychologiquement très proches de nous. Et les termites ne sont pas plus avertis de notre existence, sinon très indirectement, que nous ne le serions nous-mêmes de l'existence d'une civilisation supérieure à la nôtre que nous pourrions être à un stade social. Pour les termites, nos actions sont indiscernables de l'ensemble des phénomènes naturels. Des supérieurs pourraient nous découvrir, simplement parce qu'ils resteraient extérieurs à notre champ épistémologique.

Et l'on peut même rêver à des tentatives de contacts qui se seraient soldées par des apparitions ou des révélations mystico-mystérieuses, répétitivement racontées parce que nous n'avons pas l'équipement psychique nécessaire. Je tire de cette éventualité le principe exobiologique suivant : seules les espèces quasi-immortelles ou à très très longues durées, de l'ordre du million d'années au moins, ont quelques chances de se contrer et de dialoguer.

Des observateurs transparents

Mais peut-être des extra-terrestres long-vivants seraient-ils susceptibles d'entretenir avec notre espèce tout entière, ou du moins avec des civilisations, une sorte de dialogue millénaire. Le coup de pouce, sans qu'aucun humain individuel en acquiesce jamais la certitude et encore moins la preuve. Nul besoin de postuler pour autant un égrégore, une mystérieuse conscience collective. Au travers de la culture, nous répondons collectivement et de manière imprévisible (pour

nous) stimuli de la « nature ».

On peut enfin supposer, pour la raison déjà dite, qu'une civilisation réellement avancée manifesterait des comportements éthiques, mais que nous venons à peine d'appréhender et que nous n'appliquons guère. Il faut voir qu'ils sont une nécessité de la survie et non un luxe : par exemple, le souci, dans l'histoire de la race humaine, de laisser l'autre se développer à son rythme et dans les conditions qui lui sont propres. Non seulement nous sommes parvenus à l'ethnologie que le contact entre deux civilisations détermine presque toujours irrémédiablement la moins avancée, mais nous avons appris, par la psychanalyse en particulier, que l'intervention d'un psychisme sur un autre conduit le second, à défaut de grandes précautions, à devenir plus ou moins le miroir du premier.

Une civilisation galactique éprise de diversité et consciente de préserver et de s'assurer, à terme, des interlocuteurs vraiment originaux pourrait choisir d'éviter, par une sorte d'égoïsme éthique, toute interférence avec des moins évolués, encore fragiles, en plein développement. Elle ne dépêcherait-elle pas d'observateurs, mais si parfaits, discrets, transparents, si modifiables à son gré, qu'ils ignorent eux-mêmes être différents, le temps de leur mission. Une réponse possible à la question de Fermi est qu'ils sont là, invisibles, mais que nous ne puissions pas les voir, soit qu'ils désirent que nous ne les voyions pas.

Les « trous de ver » de Wheeler

Mais peut-être existe-t-il bien, en sus de l'obstacle temporel et de l'obstacle culturel, un obstacle cosmologique lié par exemple à l'impossibilité de dépasser la vitesse de la lumière. Alors il pourrait être dans notre Galaxie, un plus généralement dans l'univers, d'innombrables civilisations, mais qu'elles puissent jamais ou seulement rarement, à moins de surmonter d'énormes difficultés, communiquer entre elles ou en faire partie.

Même un obstacle cosmologique est rigoureux que celui que définit l'état actuel de la physique peut se laisser contourner au moins de deux manières. La première consiste à transmettre des messages ou à voyager dans l'espace normal à des vitesses relativistes, c'est-à-dire inférieures au plus égales (pour les messages) à la vitesse de la lumière. Elle n'est pas impraticable, et il existe des centaines de communications sérieuses qui indiquent comment notre espèce pourrait, dans un avenir historiquement prévisible, visiter au moins les étoiles proches (4). Nous sommes beaucoup plus proches, technologiquement, de telles réalisations qu'un génie de la Renaissance. Léonard de Vinci n'était par exemple du voyage aérien par des moyens mécaniques. Cependant, dans ces conditions, la traversée est longue et difficile, et la distance d'une étoile précise par une civilisation étrangère demeurerait peu probable, sauf sous la forme suggérée par Francis Crick.

Toutefois, la cosmologie moderne suggère une possibilité d'autres possibilités, celle qui consisterait à emprunter les hypothétiques « trous de ver » de Wheeler. Cette solution permettrait à une technologie vraiment avancée d'être directe, non seulement à d'autres parties, mais à travers les époques, et bien que la multiplicité des cibles au point d'un instant donné devient proprement

astronomique et que la probabilité d'un contact direct d'attente.

Vers des univers meilleurs

Et, au coup, une autre possibilité, encore plus vertigineuse, s'offre à la spéculation. C'est que les « trous de ver » de Wheeler connectent différents univers, en un grand nombre, voire en nombre infini, et donc par conséquent aussi à des univers où la vie n'est jamais apparue, parce que certaines constantes physiques qui autorisent ou facilitent l'apparition y sont légèrement différentes de celles que nous connaissons. Dans de très nombreux cas, ces constantes ne seraient toutefois pas assez différentes pour interdire le maintien et le développement d'une vie venue d'un univers plus favorisé, disons d'un univers-terre. Les civilisations conduites par d'éminents physiciens sur le principe anthropique depuis une cinquantaine d'années autorisent cette spéculation (5).

Ainsi, des civilisations parvenues à se déplacer efficacement sur des distances interstellaires, c'est-à-dire à surmonter l'obstacle relativiste, auraient à leur disposition une multitude d'univers à conquérir, et très peu de chances de tomber sur un univers habité. Pour les raisons éthiques susdites ou encore par crainte de tomber sur plus fort que soi, elles n'en auraient peut-être pas le désir. Même une espèce conquérante peut, face à une frontière infiniment ouverte, ne pas rechercher le contact. De telles espèces privilégieraient donc le peuplement d'univers vides par la force des choses.

Le voyage cosmique par les « trous de ver » de Wheeler semble de reste présenter un inconvénient qui renforce l'idée précédente. C'est qu'il n'est pas du tout assuré qu'il soit seulement possible d'atteindre à un point de départ, sinon par pure chance : cette impossibilité est démontrée, il serait plus aisé, si l'on ose dire, de passer d'univers en univers jusqu'à en trouver un qui soit agréable, que de voyager à l'intérieur d'un même univers sur des distances relativement petites en se conservant un billet de retour. Cet inconvénient freinerait au moins les entreprises impérialistes. Peut-être les civilisations voisines galactiques ne nous ont-elles jamais rendu visite parce qu'elles sont parties en masse dès qu'elles ont eu le moyen, vers des univers meilleurs.

Je céderai ici à la tentation de revenir un instant à la spéculation de Francis Crick. Il nous a fait raison sur le fond, mais suppose, que, au lieu de venir d'une autre étoile, les civilisations qui ont ensémené la Terre viennent d'un autre univers via un « trou de ver » de Wheeler. Alors nous sommes presque certainement entrés dans cet univers, que la civilisation responsable de la panspermie dirigée cosmique a dû considérer chaque univers comme une éprouvette qu'il convenait, en toute rigueur, de ne déposer qu'un seul bouillon de culture.

Le robot infernal

L'hypothèse de l'infinité des univers colonisables est la diaspora cosmique des extra-terrestres intelligents ruine en partie le bel exemple du chauvinisme technologique évoqué récemment au congrès de Tallinn (U.R.S.S.) sur les ETI (6). Selon Frank Tipler, de l'université Tulane (Nouvelle-Orléans), toute civilisation un peu plus avancée que la nôtre aurait déjà colonisé toute la Galaxie, y compris nos Sys-



MORGAN

tème solaire, à l'aide de la machine de von Neumann.

Le mathématicien hongrois avait imaginé un robot programmé pour se diriger, à partir de sa planète d'origine, vers un monde proche, puis miner et combuster, puis pour construire une douzaine de répliques lui-même à partir de ces matériaux, et enfin pour les expédier dans différents univers de l'univers. Chaque copie se reproduit à son tour jusqu'à ce que l'univers en soit saturé. Tipler évalue à 300 millions d'années, un peu arbitrairement, le temps nécessaire à l'occupation de tous les univers (dans lequel il y a, au moins, 100 milliards de galaxies) par les machines de von Neumann. Et comme nous n'en voyons pas, il conclut à l'existence de leurs civilisations et donc de toute civilisation plus avancée que la nôtre.

Même une exponentielle défaille devant la perspective d'avoir à conquérir une infinité d'univers : il y faudrait un temps infini. Il est vrai qu'il suffirait en théorie d'une seule machine de von Neumann dans notre univers.

Mais peut-être devons-nous surtout retenir du paradoxe de Tipler que seule une civilisation folle déclencherait une pareille peste sur l'univers, et que c'est donc une folle que de prêter à d'autres civilisations des projets absolument impérialistes devant lesquels nous reculerions. La Chine de von Neumann (dont la mise en chantier aurait certainement horrifié le mathématicien) est l'exemple parfait d'une pollution délibérée, de la barbarie technologique d'une espèce mortelle qui aurait de répliquer l'univers à la répétition, ou même, sous le prétexte mégalo-mane, de signaler sa présence. A l'infini que, tout compte fait, nous soyons nous-mêmes

machines de von Neumann d'un type évolutif.

Au sein même de notre espèce, pourtant assez peu respectueuse de son environnement, d'autres tendances se font jour. Comme beaucoup de promeneurs, lorsque je marche dans une forêt, il me plaît de ne pas marcher sur les fleurs. Celle-ci me paraît être une effusion. C'est aujourd'hui que je vis la toute première d'un tombeau. Il me plaît de penser que je ne laisserai non plus aucune signature dans le temps, si ce n'est, anonyme, dans la vie. C'est là, je pense, un souci éthique de civilisation véritable.

Peut-être les espèces plus avancées l'ont-elles fait entièrement, et le signe le plus évident de leur présence est-il qu'ils avancent, en vagabonds cosmiques, silencieux et discrets, dans les hautes futaies de l'univers. La réponse à la question de Fermi serait donc que la meilleure preuve de l'existence des ETI, c'est justement que nous ne les voyons nulle part.

GÉRARD KLEIN.

(4) Par exemple : Roundtrip interstellar travel using laser pushed lightsails, par Robert L. Forward, Hughes Aircraft Company, texte ronéoté.

(5) Selon le principe anthropique, les constantes de l'univers ont des valeurs constantes parce que nous sommes là pour les observer. Ou encore tout se passe comme si l'univers avait choisi dès le départ d'adopter, apparemment arbitrairement, les valeurs qui nous permettent d'exister. Ce principe est, évidemment, très contesté. On postule qu'il n'y a qu'un univers, c'est un postulat. Si l'on postule qu'il y a une infinité d'univers présentant une dispersion de constantes, nous occupons le seul univers, ou l'un des univers, compatible avec l'apparition et le développement de la vie. A la question : Pourquoi y a-t-il quelque chose plutôt que rien ? le principe anthropique répond en substance : Parce que nous sommes là pour poser la question. Des auteurs, comme que Dirac, ont aussi travaillé sur le principe anthropique. (Cf. Scientific American, 1981.)

(6) OMNI, avril 1982, page 101.

PUBLICITÉ

Les médias en manque d'espace vital

Télévision, presse, affichage, radio, cinéma : cinq médias au coude à coude, l'affût des budgets publicitaires. On ne se fait guère de cadeaux.

Une double page, une énorme pomme, rouge chromo, présente l'une des faces rebondies en forme d'écran. Un peu de design. Tel est le visage évocateur par la régie d'Antenne 2 pour promettre « une qualité TV de qualité ». Un peu plus loin, un varappeur, plaqué contre une paroi verticale, tatonne le cou de pitons qui pendent à sa ceinture. « 1 350 000 passionnés sont à l'écoute », précise la légende, qui vise un lectorat de « décalés », « côté décalés ». Entre les deux, la désormais légendaire Myriam continue d'illustrer, avec ses déshabillages, le slogan qui est qu'Avenir est « l'afficheur qui tient ses promesses ».

Parues dans la revue *Stratégies*, ces annonces donnent un premier aperçu des efforts déployés par les médias pour tenter de séduire les annonceurs (les marques qui commandent les campagnes) et de décrocher des budgets publicitaires. Mais n'est-ce là que l'écho de la concurrence à laquelle les « grands médias » — presse, affichage, télévision, radio et cinéma — sont contraints de livrer. « Une lutte sourde mais féroce », observe un publicitaire, un homme de fer qui prend, dans les quelque 50 millions de consommateurs potentiels, comme ultime (on mesure notre « perception d'un message », « notre compréhension », « notre mémorisation ») et qui joue des enjeux fabuleux, en vertu desquels la perte d'un dixième de point sur la part de marché apparaît comme un événement inquiétant.

Stagnation des dépenses publicitaires

La stagnation chronique des investissements publicitaires conditionne, en effet, l'activité des médias et les condamne, depuis une dizaine d'années, à cohabiter sur une portion congrue. D'après les chiffres de l'Institut de recherches et d'études publicitaires (IREP) (1), les dépenses de publicité, qui représentaient 1 % du produit national brut en 1970, ont, lentement, chuté jusqu'à atteindre 0,8 % l'année dernière. Deux fois moins qu'en Allemagne fédérale et trois fois moins qu'en Grande-Bretagne. Faute de disposer de données comparables, il est hasardeux de formuler des estimations au niveau international. Mais certains estiment que, avec une dépense publicitaire annuelle de 430 francs par habitant, la France se situe au vingt et unième rang mondial.

Sans doute, ce plafonnement apparaît-il antérieur à la crise que nous vivons depuis 1973, mais il a été amplifié par la conjoncture : sur la pente que les investissements productifs des entreprises, les dépenses publicitaires ne progressent plus guère en France. Les résultats 1981 confirment cette stagnation, mais que, d'ailleurs, les professionnels s'en étonnent. « La mesure : La publicité a enregistré, l'année dernière, une année médiocre », note l'IREP plutôt lapidiquement. Les

dépenses des annonceurs (23,2 milliards de francs) se sont tout juste maintenues, au volume réel, au niveau de 1980. Ce pessimisme se reflète dans les prévisions des spécialistes situent la progression des investissements publicitaires à 10 % et 12 % dans tous les cas en recul par rapport à la hausse des prix. Mais les tribunes de ces dépenses, les recettes des cinq « grands médias » sont estimées, en 1981, à 14,9 milliards de francs, avec un taux de progression de 11,5 % qui s'essouffle à la dernière inflation.

Outre l'étriquetage d'espace vital que traduisent ces chiffres bruts, il faut savoir que certains effets pervers viennent encore aggraver le déséquilibre qui s'établit entre l'offre d'espace publicitaire de la part des médias et la demande qui émane des annonceurs. C'est d'abord l'incertitude que manifestent, aujourd'hui, les annonceurs à freiner leurs investissements sur les grands médias, pour se reporter vers d'autres actions promotionnelles : publicités directes sur les lieux de vente, distributions de prospectus et autres participations à des foires ou à des salons, autant d'opérations qui présentent l'avantage d'être ponctuelles, concrètes et de donner un résultat immédiat. Ce qui est un « hors grand média », souvent privilégié en période d'incertitude économique, a progressé de 17 % l'année dernière, au détriment des recettes des « cinq grands ».

Le marché de la vente d'espace souffre, également, d'une concentration géographique qui fait de la publicité un phénomène essentiellement parisien et oblige les médias à concourir ensemble sur le même



devenus extrêmement sensibles aux gens qui menacent de nous lâcher », admet un responsable de la régie de R.T.L.

« Une prédilection marquée pour l'audiovisuel »

Les agences de publicité jouent à quelque sorte le rôle d'arbitres en la matière, puisqu'il leur incombe de préconiser des stratégies pour leurs clients annonceurs. Elles sont constamment démarchées par des professionnels et études de motivation sous le bras, viennent vendre leur « spécificité » de leur revue ou l'impact de leur panneaux d'affichage. Mais aujourd'hui d'une pléthore d'études pour évaluer et apprécier, quasi scientifiquement, la personnalité de chaque support publicitaire. Sans pour autant figer les médias dans des définitions rigides, on sait que le cinéma possède le plus fort taux de mémorisation, que l'affichage crée un choc visuel qui peut inciter directement à l'achat, que le

sans trop de douleur pour les médias. Aujourd'hui, la télévision demeure le média le plus pénétrant au niveau national : un spot « communiqué » en moyenne avec 1 % de la population, alors que, dans ses meilleures tranches, la radio n'atteint que 5 % Français. Pourtant, le petit écran est pratiquement devenu « must » pour les annonceurs qui veulent acquiescer un statut national et asseoir solidement leur image de marque.

Cependant, de nombreux professionnels s'élèvent — parfois violemment — à l'égard de la télévision. Ils la qualifient de « télévision à la panurgisme » des publicitaires qui s'y pressent. « Une raison de cette attitude peut être le caractère international des annonces, plus sensibles au modèle de la télévision américaine qu'à nos spécificités nationales », explique Delafon, directeur de la revue *Médias* (3). De son

sont Avenir, Dauphin et Giscard — ils gèrent 85 % des emplacements — ont pratiquement tenu de concert pour défendre leur média. Ils ont notamment créé des réseaux de panneaux qui permettent désormais de moduler les campagnes suivant les particularismes régionaux. Stimulés par les initiatives de Jean-Claude Decaux en matière d'Abribus, ils se sont alignés pour proposer, à sa suite, des conditions commerciales très souples et des panneaux design impeccables.

Radio : encombrement publicitaire maximum

Les régies de cinéma peuvent également exprimer une certaine satisfaction, quoique plus mitigée. Le grand écran demeure bon dernier dans la famille des médias, plafonnant à la barre de 2 % du marché publicitaire.

Mais la période des vaches maigres semble appartenir désormais au passé. Le cinéma a pratiquement stoppé son hémorragie de spectateurs, on observe même une récente — progression de la fréquentation des salles. Espérant dépasser le seuil des 100 millions d'entrées en 1982, les professionnels ont déjà vu leurs efforts sanctionnés par d'heureuses retombées : l'année 1981 s'est avérée brillante, avec une progression de 25 % des recettes publicitaires. Les deux régies qui se partagent les 3 000 principales salles du pays (soit 90 % des entrées) ne s'inquiètent guère pour l'avenir : aussi bien Circuit A (qui gère les salles de l'U.G.C.) que MédiaVision (qui s'occupe de celles de Pathé, Gaumont et Parafrance) ont conscience de ce que le cinéma va désormais marcher sur les rails de la télévision, en récoltant une part du formidable engouement des publicitaires pour l'audiovisuel.

Les régies des radios marquent plus nettement le pas. Elles enregistraient une progression régulière depuis 1973, mais la récente baisse d'audience qu'ont subie les stations a eu pour corollaire immédiat une dégradation de leurs revenus publicitaires : après une année 1980 médiocre, la faible progression de 1981 (+ 5 % à peine) apparaît d'autant plus inquiétante. Faut-il voir là le signe d'une dégradation, contrecoup immédiat de l'existence des radios libres, ou bien l'amorce d'un mouvement de désaffection plus profond pour un média réputé saturé ?

Écoulée par un peu moins de 100 millions de francs, la radio semble avoir fait un plein d'auditeurs à l'attention d'un encombrement publicitaire maximum : trois heures par jour en moyenne, soit 15 à 19 % du temps d'antenne. C'est donc une guerre de positions que l'on assiste entre les trois principales stations commerciales. Radio-Monte-Carlo bénéficie d'un appréciable isolement géographique, tandis qu'Europe 1 et R.T.L. rivalisent surtout au nord de la Loire. Mais un professionnel ne réplique cette rivalité interne à un contexte plus large : « Le marché publicitaire dans son ensemble est devenu plus difficile. Tous les médias sont frappés, et les radios souffrent d'autant plus qu'elles ont connu notre apogée à la fin des années 70. »

Mais c'est certainement la presse qui est la plus forte — la plus régulière — érosion de revenus publicitaires. Si elle continue à drainer plus de la moitié des investissements des annonceurs, sa part du gâteau est passée de 70 % en 1970 à 59,5 % aujourd'hui. Or les journaux tirent de la publicité entre 30 et 75 % de leurs recettes, tandis que, parallèlement, leurs charges ne cessent de croître. Cet effort

RECETTES PUBLICITAIRES DES MÉDIAS (en %)

(SOURCE : IREP)

	1968	1973	1978	1980	1981	1981 (en millions de F)
Quotidiens		32 %	28 %	27 %	26 %	4 955
Périodiques		36 %	33 %	33 %	33 %	
Total presse	77 %	68 %	61 %	60 %	59,5 %	8 840
Télévision	2 %	12,5 %	14,5 %	14,5 %	15 %	2 220
Publicité extérieure (Affichage)	10 %	10,5 %	13,5 %	14 %	14,5 %	2 170
Radio	9 %	7,5 %	9,5 %	10 %	9,5 %	1 442
Cinéma	2 %	1,5 %	1,4 %	1,4 %	1,5 %	228
TOTAL	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	14 900

territoire. D'après un document du Conseil national de la publicité (2), la plupart des budgets importants (plus de 500 000 francs) sont négociés dans la capitale, tandis que la province traite à peine 10 % des affaires. A cette centralisation vient s'ajouter « le cercle infernal des saisons », qui décrit un affichage, qui est en l'absence de campagnes en début d'année (janvier-février) une période creuse pour la plupart des médias et le « refus irraisonné » des annonceurs pour la mois d'été.

On comprend que, dans cet univers raréfié, les places soient devenues de plus en plus chères. La préoccupation majeure de certains consiste moins à gagner de nouveaux budgets qu'à éviter d'en perdre. « Nous sommes

radio une puissance de mobilisation et un pouvoir évocateur remarquables, que la presse est forte du degré de confiance qu'éprouvent les lecteurs envers « leur » journal, que la télévision permet tout de démontrer l'utilisation d'un produit en situation.

La répartition des investissements publicitaires, depuis une dizaine d'années, montre que les atouts ne sont pourtant guère équitables : les cinq médias, qui partagent les cinq médias. « Il y a vingt ans, explique un responsable de presse, la publicité se répartissait principalement entre la presse et l'affichage. Aujourd'hui, les annonceurs témoignent une prédilection marquée pour l'audiovisuel. C'est un mouvement de fond qui va s'accroissant. Introduit en 1968, la publicité télévisée s'est d'abord développée

côté, la responsable de la régie cinématographique MédiaVision explique : « Nous avons démontré que, à investissement publicitaire égal, le cinéma est plus rentable qu'une opération sur le seul petit écran. Les annonceurs n'en semblent pas encore convaincus. »

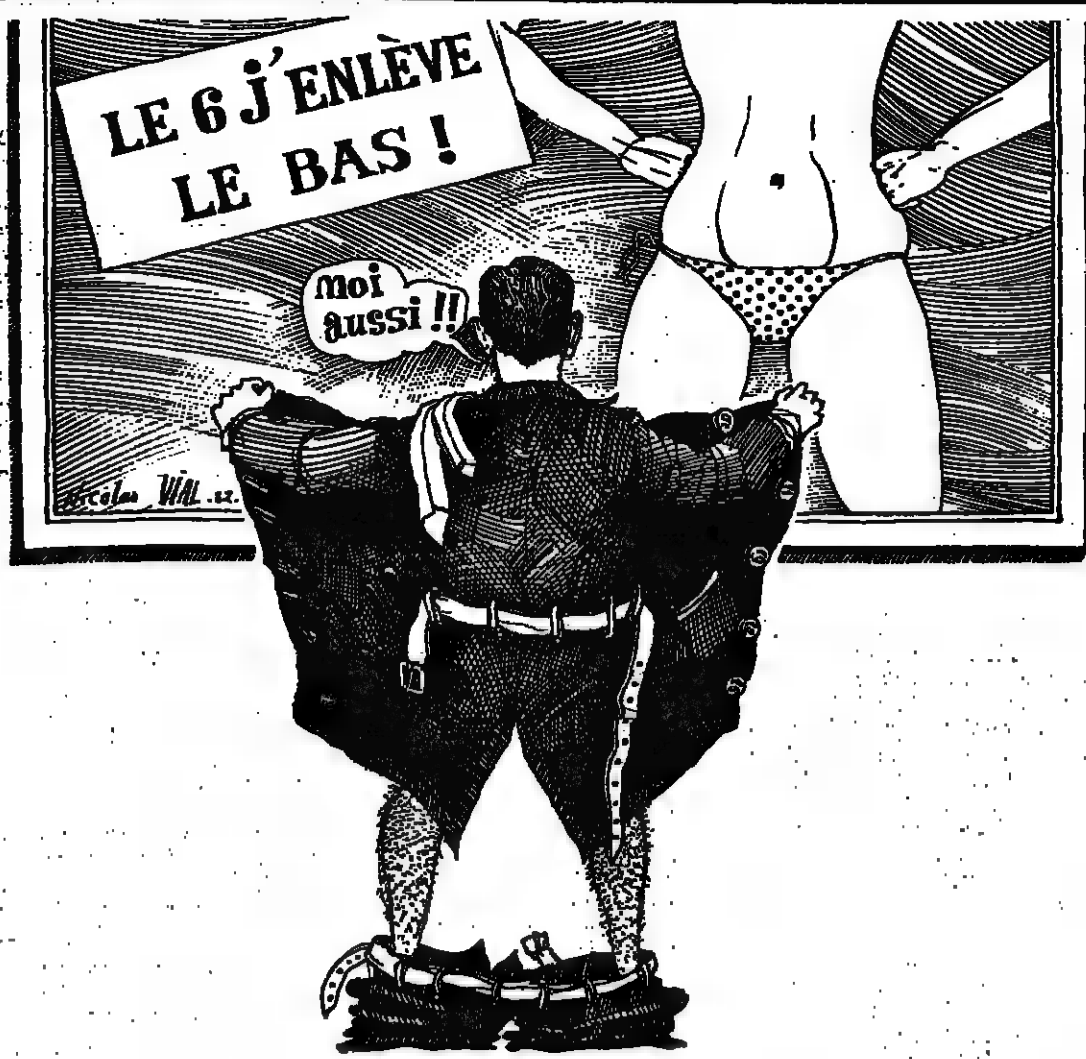
La législation « crée un marché de pénurie »

D'importants garde-fous sont, certes, mis en place pour éviter que la télévision ne « cannibalise » par trop durement les autres médias. Depuis 1968, le règlement de la Régie française de publicité (R.F.P.) interdit

Certains ont cependant su s'adapter à cet environnement difficile. Ainsi, l'affichage apparaît comme le média le plus dynamique, le seul dont les revenus publicitaires s'améliorent régulièrement : il représentait 10 % des investissements des annonceurs en 1967, il atteint 14,5 % en 1981.

L'affichage souffrait pourtant, dans les années 50, d'une réputation peu flatteuse : panneaux vieillots, mal entretenus, d'aspect fantaisistes... La force de la profession a donc été de livrer une guerre fratricide, les trois principaux afficheurs que

سكرا من الارض



**Radio :
encombrement
publicitaire
maximum**

ment d'autant plus durement
ressenti les éditeurs que,
d'après le Syndicat national des
régies de publicité, « la
presse pourrait actuellement
accueillir sans alentours de
1 milliard de francs de publicité
supplémentaire ».

La presse périodique tire à peu près son épingle du jeu, avec 2,5 milliards de francs de recettes publicitaires en 1981, soit une progression de 15,5 %. Mais cette manne se répartit inégalement entre les titres. Un responsable du journal *Le Figaro* l'explique : « La composition du lectorat est un élément essentiel. Les catégories à haut revenu — et surtout les cadres — constituent la clientèle privilégiée des annonceurs. Aussi, seules peuvent progresser, publiquement parlant, les feuilles à haut revenu — « cibles ». Les autres, trop « grand public », prennent de plein fouet le choc de la concurrence audiovisuelle. » Résultat, les recettes des écarts fabuleux : depuis le mensuel *Vogue*, recueille 178 F de publicité par exemplaire diffusé et payé, en France, jusqu'à *l'Humanité* *Dimanche* et *Nous Deux*, qui doivent se contenter de 0,70 F (4).

« Il suffira
d'ouvrir le robinet »

Quant à la presse quotidienne, bien qu'elle touche près de 20 millions de lecteurs dans son ensemble, elle éprouve des difficultés croissantes à séduire les annonceurs. Sa part relative dans le marché publicitaire a passé de 32 % en 1973 à 20 % en 1981. Les quotidiens régionaux freinent cette défection grâce à la main des annonces locales, tandis que les titres parisiens font des efforts sur les petites annonces, qui représentent plus de 10 % de leurs publications. Mais le diagnostic est certain : professionnels et amateurs se font de plus en plus sévère ; on parle d'une presse

« mastodonte », encore mal remise ■■■ efforts ■■ modernisation, parfois installée sur ■■■ monopoles locaux qui = l'entraînent ■ une sclérose rédactionnelle et commerciale ». Surtout, la presse quotidienne demeure très éparpillée ■ géographique-ment, ce qui gêne considérablement ■ opérations d'achat ■■ nationaux ■■

« La presse, dans son ensemble, ~~est devenue~~ ~~seulement~~ se perd de points au profit de l'audiovisuel », conclut un spécialiste d'études publicitaires. « À terme, prévoit-il, les autres médias seront également pénalisés, jusqu'à ce que la publicité ~~soit~~ atteigne enfin les ~~niveaux~~ auxquels elle devrait pouvoir prétendre sur un ~~marché~~ libre ».

Déjà, les perspectives d'évolution se dessinent à l'horizon de 1985. La nouvelle loi sur l'audiovisuel consacre l'existence de la publicité sur FR 3, son vrai montant est d'environ 10 millions de francs la première année. Mais la nouveauté de ce texte réside surtout en ce qu'il ouvre la porte à l'appétit publicitaire des deux autres chaînes. Le plafonnement rigide de la publicité n'existe plus, et leurs quotas sont désormais fixés dans les cahiers des charges. Il en connaît l'importance lors de la publication des décrets d'application de la loi.

« Il suffira de responsables d'ouvrir le robinet en fonction des besoins », commente le même spécialiste, qui ne croit pas irréaliste de supposer que la télévision puisse doubler sa part du marché publicitaire dans les trois années à venir.

L'avenir à plus long terme demeure incertaine. On parle-t-on beaucoup de « nouvelles médias », mais la forme qu'ils pourront prendre reste encore vague. Les professionnels ont eu récemment l'expérience, après la déception qu'a suscitée l'interdiction de la publicité sur les livres, pour ne pas rester aujourd'hui extrêmement prudents. L'annonce d'une révolution que nous promettent la télématique et les communications par satellite.

Les cinq « grands médias », quant à eux, redoutent ces éboulis, qui risquent de déstabiliser un équilibre déjà précaire. Dans un rapport remis au ministre de la communication, les syndicats professionnels expriment clairement leur position commune : ils demandent que « l'arrivée de nouveaux médias, pour qu'elle soit maîtrisable, soit modulée dans le temps de façon à contribuer au développement général du marché ».

Nombre de publicitaires
regrettent la prudence, et esti-
ment au contraire que seule
l'apparition de nouveaux

pourra faire retrouver son dynamisme à un marché publicitaire par trop déprimé. ■ Les français sont statiques, regrette un responsable de Publicis. Le choc d'autant plus rude lorsque ces bouleversements surviendront. ■

BÉATRICE D'ERCEVILLE.

(1) Fondé en 1958, l'Institut de [redacted] et d'études publicitaires est une association régie par la loi de 1901. 62, rue La Boétie, 75008 Paris.

[2] - La publicité. Son rôle économique et social -, préparé par le Conseil national de la publicité et édité par le Centre national de documentation pédagogique. 37-39, rue Jacob, 75270 Paris Cedex 06.

(3) Bimensuel ~~publié~~, 18, boulevard Montmartre, 75009 Paris.

■ Chiffres au premier semestre 1981, à partir du bilan des recettes publicitaires des périodiques (quotidiens exclus), calculé par la revue *Médias*, d'après Secodip (Société de la consommation, distribution et publicité, rue Francis-Pédon, 78241 Chambourcy).

CROQUIS

Un matin

Ce sera un matin comme les autres. Le soleil se levait déjà au-dessus des ~~maisons~~ ~~maisons~~. Tu aurais allumé le radio. Je préparais le café – notre café, – en attendant patiemment que le marc boive son premier café. Tu n'aurais pas eu trop de temps. Ensuite je te répéterai ce que je t'ai écrit déjà dix tant de fois, mais ce matin là il sera trop tard. Tu seras bien obligé de m'entendre, de comprendre, de découvrir de comprendre, de découvrir de comprendre. Une brève seconde; tes yeux seront ouverts d'un noyau. Tu te ressaisiras. Tu es tellement fort. Tu me demanderas si j'en aime un autre, et je serai sincère et te dirai que non. Tu ne m'as donc jamais écoutée, je ne tuis pas une prison pour m'entendre, dans une au-

Balcon

Mart, l'hiver n'est pas drôle
ici... L'été, bien sûr, les
s'encaimant à regarder la bi-
garrure étrangère. Mais une fois
passé le stade de la curiosité,
il n'y a plus personne... ce sont les
traditionnels d'ici et de l'au-
tre qui se font les esprits
et les langues. Les jours mènent
à leur fin, sans que rien ne
clan les quetteurs se distingue
mieux de l'autre : celui qui
lui dont... Et celle-là surtout
pour les colporteurs.
Un rythme fou, insensé ouvert
puis refermé et encore et enco-
re... Chaque fermeture des
fenêtres annonce une
nouvelle série de petits vortus
rien provocants. Ces
moments-là, le caniche
apparaît sur le balcon entre
les fleurs et les roses et le
forsythia dégringole. Il jappe
une régularité de métronome

HERBAGES

Le placement vaches

Achetez des vaches !
Mille deux cents épargnants ont choisi de placer leur argent dans la race bovine, par l'intermédiaire d'une société. Il semble que chaque partenaire y trouve son compte.

En bien voilà elle s'appelle Rita... La cinquantaine rustaude, Raymond exhibe, la mine réjouie, ■ titre propriété ■ calligraphie empesée. ■ Précieux document s'il en est, qui authentifie l'identité de ■ dernière acquisition : une génisse adulte prête à vêler ! Coup de tête, toquade proprement surréaliste ! Négociant à Villeurbanne, l'homme est plutôt ■ ■ ■ avoir les pieds sur terre. S'il s'est ■ d'un ■ cornes, c'est pour le bon motif : ■ ■ ■ d'autres sur le vif industriel ■ les murs de boutique. « La vache, dit-il, ce n'est pas comme les obligations, c'est un capital ».

En ces temps incertains, le retour à la terre, par vache laitière, interpolée, n'est-il pas la plus sage des capitalisations ? Dans un pays comme la France, où l'agriculture représente un véritable vert, la vache, c'est le véhicule de protection de l'épargne par excellence », lance M. Pierre Marguerit, directeur de Gestel-Locwelt, ingénieur agronome de formation.

L'idée est simple. Il s'agit d'acheter des actions et de les confier à une société d'exploitation qui fera tourner votre capital. « On n'a rien inventé, dit Pierre Marguerite. Cette association entre le capital et le travail dans le domaine agricole a déjà existé au Moyen Âge : on appelait cela le « contrat de gérance ». Le seigneur fournissait le troupeau, l'éleveur son travail. Les profits réalisés étaient partagés entre les deux ».

Une bonne affaire pour tout le monde

Le système actuel fait intervenir trois partenaires : l'investisseur, le fermier et Gestel. L'investisseur achète, au prix du marché, une ou plusieurs génisses, qui peuvent aller de 8 000 F environ pour une race croisée à plus de 14 000 F pour une race Holstein. Les animaux sont confiés au fermier, qui se charge de l'élevage, de la nourriture et du renouvellement du troupeau. Chaque vache qui meurt est automatiquement remplacée par une bête de qualité.

identique; sans que le propriétaire subisse un quelconque préjudice. Gestel gère l'ensemble du cheptel pour le compte de ses clients et apporte par ailleurs, à travers ses six bureaux régionaux, une assistance technique aux éleveurs, notamment au niveau de la nutrition des bovins.

Une bonne affaire pour tout le monde, chacun y trouvant son compte et même une plus-value. Le fermier d'abord, qui garde le lait, les ~~vi~~ carcasses plus le fumier. La descendance femelle ~~de~~ elle, partagée avec ~~les~~ propriétaires après un prélèvement ~~sur~~ conserver un troupeau jeune. En échange, il doit verser chaque année un loyer représentant la valeur de dix génisses prêtes à ~~être~~ pour cent ~~des~~

« Actuellement, la location c'est la meilleure solution pour l'éleveur », explique M. Perrot, fermier près de Pacy-sur-Eure, en Normandie. Un grand des élevages de la région vit avec quatre vaches dans une pension s, donnant 000 à 7 000 litres de lait par jour et une exploitation de hectares de blé et de pâturages. L'association avec Gestel au début des années 90 aura redonné à l'entreprise qui périclitait un sérieux coup de fouet. « À l'époque, nous étions considérés comme des éleveurs professionnels », formule-on, avait un moyen de ne plus recourir à l'emprunt hors du prix. C'était ça ou fermer la boutique ! »

A l'heure de la traite, alors qu'une **troupe** de trayeuses électriques pulsent des pis vers les citernes des quantités industrielles de lait, notre fermier parle technique. « On a maintenant les meilleurs rendements. On fait 6,5 tonnes par hectare à l'année, alors que la moyenne française est à 4... ». Ne forcez pas un peu sur la mamelle des pensionnaires ! » Ne croyez pas cela, **mes** vaches, j'en suis comble ! Avec des bêtes

de réforme on pourrait faire du 10-12 tonnes, une mamelle ça s'use vite, c'est délicat, peut avoir des de lait...

Des vaches bien gardées qui feront le bonheur de l'épargnant. Ce placement-là n'est-il pas **rentable** ? dit M. Perrot, « **amortissable** ? **à risque** ? **à index** ? » ? Il en tout cas le choix entre deux systèmes : l'augmentation régulière du troupeau ou la vente des nouvelles génisses qu'il elles auront l'âge adulte, c'est-à-dire trois ans. « S'il opte pour l'investissement », dit-il, « en termes, explique Pierre Marguerit, l'investisseur peut escompter un **retour** **positif** des **5 à 10 %** l'an, le prix de **ses** **vaches** **adultes** **suit** **à 80 %** le **taux** **d'inflation** ».

Mettre ses économies au vert

Mieux vaut cependant investir pour le long terme, la capitalisation offrant en effet au client la possibilité de doubler sa mise en quelques années. « Avec dix gélins au départ, on pourra, sept ou plus tard, en avoir trente. En dix ans, par exemple, avec un investissement initial de 600 F on obtiendra 6 000 F, cela sous l'effet combiné de l'investissement quantitatif du cheptel, et de l'amélioration qualitative des animaux et de l'augmentation des prix agricoles ».

[illegible]

« Avec 58 vaches nous pourrions avoir un troupeau équivalent à 5,2 vaches, soit 60 000 francs l'an. Nos clients achètent au fur et à mesure, ils savent qu'à tel prix ils auront tant... »

Le succès de la formule ne s'expliquerait pas seulement par l'aspect rentabilité. Il y a aussi la vache parce que le vieux fond paysan, qui demande qu'on s'exprime, aime à pousser. « Détenir un troupeau, c'est, comme on fait remarquer à Marguerite, retrouver un rythme qu'on a perdu. On se pèle très bien ça chez les citadins qui cherchent à retrouver un peu de campagne. » Dans certains cas, cela s'est vu, la possession n'exclut pas le sentiment. Il y a aussi un côté affectif. Les propriétaires, au début, voulaient voir leurs vaches arriver à organiser des déplacements en groupe dans les fermes. Ils ont aussi fait de la fraternisation sur fond d'herbage et de photos de famille. L'appui...

Paul-Henri, ingénieur au
travail, un des premiers à
lancé dans l'affaire, avait
filmé ses six premières Holstein
■ compagnie ■ son petit-fils.
- Tout ça ça lui reviendra un
jour -, ■ ce grand-père gâteau
qui ■■■■■■ arrières. Parfois
même, la générosité n'a pas de
bornes. Ainsi cet investisseur
enthousiaste qui a ■■■■■■ der-
nier à sa femme, une ■■■■■■
laitière pour Noël. Une surprise de
poids. ■

MICHEL HEURTEAUX

(1) Gestel-Locontel, 106, boulevard
du 11-Novembre, 44100 Villeurbanne,
tél. : (16-7) 44.10.11.

CHIFFRE D'AFFAIRES PUBLICITAIRE DES QUINZE PREMIERS SUPPORTS EN 1981 (En. millions de francs)	
TF 1	1191292
Europe 1	1182477
Antenne 2	1025976
R.T.I. (radio)	947111
R.M.C. (radio)	537197
Télé 7 jours	251796
Paris-Match	243562
Le Monde	218752
Le Figaro	210794
T.V. Luxembourg	209872
Jours de France	196883
L'Express	195803
Le Figaro Magazine	162468
Le Point	153286
Elle	154918

(Source : SECODIP.)

ETRANGER

Les Français au Québec

Pour les rares Français qui s'expatrient, le Québec est un choix qui semble aller de soi. L'intégration est souvent plus difficile qu'il n'y paraît au premier abord.

S'EXPATRIER, c'est s'intégrer à un ailleurs proche ou lointain, c'est un double défi. Au Québec, on ne s'intègre pas, on s'adapte. Vous arrivez d'un autre pays, d'une autre culture, d'une autre langue, et vous devez vous adapter à une nouvelle culture, à une nouvelle langue, à une nouvelle société. C'est un défi.

Qu'ils le perçoivent comme un défi ou une fatalité, combien de Français ont eu ce sentiment ? Selon les statistiques du consulat, il y a 30 000 Français au Québec, pour une métropole de près de 3 millions d'habitants. — Québec plus de 10 000 — pour 600 000 habitants dispersés à travers le Canada — 24 millions d'habitants.

Pourtant, la communauté française au Québec est quelque peu fantomatique : on l'entend, mais on ne la voit pas. Dites trois mots à la caisse ou à la personne que l'on vient de présenter et votre vis-à-vis n'a plus de doute sur vos origines européennes. Car, en général, les Français ne perdent pas leur accent. Ils sont contents, tout au plus, d'attraper les expressions qu'ils prononcent à la française. « J'ai gardé ma langue, mon français, j'en suis fier », dit un jeune homme de 25 ans, originaire de Paris, qui vient de s'installer à Québec.

Au Québec comme ailleurs, l'étranger, le Français ne se regroupe pas. Parmi les étrangers ici, on trouve des Français, mais ils ne se regroupent pas. Ils sont dispersés dans toutes les régions du Québec. Ils ne se regroupent pas, ils ne se regroupent pas. Ils ne se regroupent pas.

Il est donc inutile, à Québec, de chercher un lieu privilégié. Les Français habitent partout, ils ne se regroupent pas. Ils ne se regroupent pas. Ils ne se regroupent pas.

L'après-guerre marque la première importante d'immigration française depuis 1760. Le Père Paul-Emile Grosse, quatre-vingts ans, a immigré au Québec en 1955, réfugié politique. Il a travaillé dans le bâtiment, puis dans le commerce. Il a une famille, mais il ne se sent pas chez lui.

tion qui l'anime et la fait vivre. Il n'hésite pas à donner son avis, à s'exprimer. Il est un homme de bien, un homme de cœur. Il est un homme de bien, un homme de cœur.

Un pays de cocagne

Camille Ch., soixante-quatre ans, est originaire de Québec. Il a travaillé dans le bâtiment, puis dans le commerce. Il a une famille, mais il ne se sent pas chez lui.

Si 1944-1945 a vu arriver quelques collaborateurs et partisans de Vichy, c'est aussi l'année où les Français ont commencé à s'installer au Québec. Ils ne se regroupent pas, ils ne se regroupent pas.

Le directeur des communications d'une université montrealaise, un Français de soixante ans, a immigré au Québec en 1955. Il a travaillé dans le bâtiment, puis dans le commerce. Il a une famille, mais il ne se sent pas chez lui.

A part ces enfants, il y a aussi des Français qui sont venus au Québec pour travailler. Ils ne se regroupent pas, ils ne se regroupent pas. Ils ne se regroupent pas.

Le Québec n'est pas pour tout le monde. C'est un pays où l'on doit s'adapter, où l'on doit s'intégrer. C'est un pays où l'on doit s'adapter, où l'on doit s'intégrer.

test l'inverse de côtoyer ceux qui ont gravi les échelons, parfois rapidement : tel P.-D.G., d'une société récemment nationalisée par le gouvernement québécois, arrivé à Québec en 1967, ou tel attaché politique auprès d'un ministre d'origine française.

Toujours, mais dans une autre sphère, un Alsacien d'origine, Frédéric Back, créateur d'un dessin animé relatant l'histoire du Canada français, a reçu un de ces diplômes à l'Hollywood.

Enfin, il y a les universitaires présents dans toutes les branches — mais plus particulièrement en géographie — en raison du manque de diplômés québécois au début de la démocratisation de l'enseignement.

En fait, les Québécois ont acquis les connaissances et les compétences qui leur ont permis de la modernisation des années 60 — la révolution tranquille — et, dans les universités, il y a plus de Français que de Québécois. On y rencontre bien souvent de nombreux jeunes Français dans la tranche de vingt à trente ans, qui ont pris le chemin de l'exil dans les années 70 pour trouver au Québec un nouvel air de liberté. « On respire mieux ici », dit un jeune homme de 25 ans, originaire de Paris.

Maudit Français

Ces Français de toutes conditions s'intègrent-ils à leur « Nouvelle-France » ? La réponse est, évidemment, que non. Ils ne s'intègrent pas, ils ne s'intègrent pas.

Ainsi J.-P. Rogel a franchi l'Atlantique par bateau il y a neuf ans, après avoir participé aux débats du quotidien *Libération*, et il s'est adapté à la vie au Québec. Il ne se regroupent pas, ils ne se regroupent pas.

« Beaucoup de Québécois ont la phobie des Français, auxquels on reproche de se prendre pour d'autres », dit-il. « Ils ne se regroupent pas, ils ne se regroupent pas. Ils ne se regroupent pas. »

Cette réaction antifrançaise ne dépasse plus le cadre aujourd'hui l'inévitable humouristique lors des débats où un Français est invité. Sauf dans les classes populaires, l'étiquette « maudit Français » est lancée avec agression.

A l'inverse, la classe intellectuelle, la politique, une attirance certaine pour l'ancien régime, mais qui n'a pas plus perdu la gouaille verbale et l'accent du titi parisien.

Mais pour le « monde ordinaire », le Français se manifeste d'abord par cet accent pointu qui symbolise à ses yeux un trait typique de ses utilisateurs : la critique systématique envers tout et tout le monde, un esprit de rouspéter, qui ne sont pas la mise au Québec et sont interprétés par les Québécois comme des agressions.

Sous cet angle, la langue commune pose plus de problèmes qu'elle n'en résout. Car, si le Québécois s'émerveille facilement de l'accent français, il ne se complaît pas dans la critique de l'auto-dénigrement.

Frénétique et violente

Marie-Thérèse B., trente-huit ans, employée de bureau au consulat du Québec, est une Française qui a immigré au Québec en 1970. Elle ne se regroupent pas, ils ne se regroupent pas.

Mme B. s'est installée avant de quitter l'Algérie, ce qui a facilité son intégration. La plupart des couples français sont mal intégrés, contrairement à leurs enfants qui, eux, se perçoivent comme Québécois, même s'ils ont l'accent de leurs parents.

« Je n'ai pas pu m'adapter à la France, dit-elle, je suis restée au Québec pour y faire mes études ; c'est difficile, la France. La vie y est frénétique et violente. »

L'Amérique, donc ses attraits, même s'ils sont parsemés de pièges invisibles au touriste. « Je puis aller avec vérité que l'on trouve chez tous les Canadiens : une hospitalité prévenante et généreuse », écrit-il, il y a deux siècles, un soldat français ayant vécu dix dernières années à la Nouvelle-France (3). Il y a aussi le revers de la médaille.

REFLETS DU MONDE

Une échelle trop facile à grimper...

Le journal des jeunes communistes soviétiques, le KOMSOMOLSKAYA PRAVDA, dénonce le comportement « infantile » de certains jeunes qui, malgré la révolution d'octobre 1917, ont « encore un comportement d'aristocrates, semblent incapables de parvenir à quoi que ce soit par leur propre effort et attendent l'appareillement de la société qu'elle leur fournisse une vie luxueuse ».

En exemple, le quotidien cite le cas d'un jeune Pavel, brillant mais paresseux, et qui voulait parvenir au haut de l'échelle sans avoir travaillé pour autant. Il parvint à se faire inscrire dans un institut d'études supérieures, fréquenté surtout par les fils et — ce qui est important — les filles de l'élite. Il y rencontre Manis, fille d'un homme qui avait réussi à force de travail, à devenir le directeur d'une importante entreprise. Pavel parvint à épouser Manis et ils emménagèrent dans un bel appartement de Moscou pourvu de tous les agréments modernes et d'autres agréments ordinaires, mais inaccessibles aux citoyens ordinaires. Puis, inévitablement, le mariage fit naufrage et, au prix de quelques torques reçues au moment du partage des biens de la communauté, Pavel se retrouva seul, mais avec un appartement en plein centre de Moscou et bien mieux pourvu que du temps de ses études.

Le cas ne doit pas être isolé, puisque le journal s'indigne du fait que dans l'institut quantifié par Pavel, les chaussons de dent disposaient de listes détaillées sur les fiancées fortunées.

TROUD

Un trop bon marché

Les autorités soviétiques ont pris des mesures pour lutter contre le trafic des voitures d'occasion, rapporte TROUD, l'organe des syndicats. Elles visent à mettre un terme « aux diverses affaires et escroqueries » associées depuis longtemps aux ventes de voitures d'occasion, dont le marché est contrôlé à Moscou et dans les principales villes de l'U.R.S.S. par des Géorgiens et des ressortissants d'Asie centrale.

La pénurie chronique de voitures dans le pays a pour conséquence de longues listes d'attente pour les nouveaux modèles et une forte demande pour les véhicules d'occasion.

Ces-ci sont, puisque n'y a pas de délai d'attente, revendus à des prix supérieurs à celui du véhicule neuf. Même si l'état de la voiture d'occasion n'est pas des meilleurs, tant qu'elle roule... A moins que l'acheteur n'ait besoin de la dépecer pour réparer son propre véhicule.

Les nouveaux règlements, entrés en vigueur le 1^{er} septembre, interdisent aux propriétaires de voitures de vendre leur véhicule en dehors de leur ville ou de leur région. Les prix de revente seront contrôlés. Reste à appliquer ces décisions, ce qui est une toute autre histoire.

Le Québec n'est pas pour tout le monde. C'est un pays où l'on doit s'adapter, où l'on doit s'intégrer. C'est un pays où l'on doit s'adapter, où l'on doit s'intégrer.

Le Québec n'est pas pour tout le monde. C'est un pays où l'on doit s'adapter, où l'on doit s'intégrer. C'est un pays où l'on doit s'adapter, où l'on doit s'intégrer.

551 من الاموال

DEMAIN

Les images de synthèse

Hier, les ordinateurs commençaient à contrôler les caméras ; aujourd'hui, ils les remplacent déjà. Le mariage du tube électronique et de l'informatique annonce l'ère des images de synthèse.

Le 15 décembre prochain, les spectateurs français pourront voir leurs écrans *Tron*, la dernière production de Walt Disney. Un film qui fera date à plusieurs titres et, d'abord, à cause de son titre. *Tron* nous entraîne dans un univers peu familier : l'intérieur d'un immense ordinateur, contrôlé par le Français Moebius, où le capitaine Flynn va affronter au péril de sa vie toute une série de jeux électroniques. On est loin de Mickey et du *Fantasia* !

C'est que, pour les enfants des années 80, le miroir qui ouvre le pays des merveilles a maintenant la forme d'un petit écran de quelques centimètres carrés dans lequel s'affrontent les galaxies. Le marché des jeux électroniques affiche une croissance un chiffre d'affaires de 10 milliards de dollars. Le plus célèbre d'entre eux, les *Enchasseurs des étoiles*, rapporte plus par an que la *Guerre des étoiles*, la plus grosse succès de l'histoire du cinéma. Des chiffres qui ont certainement fait réfléchir les responsables de Walt Disney !

Mais électronique et informatique n'ont pas seulement fourni le scénario de *Tron*, elles ont assuré également les deux tiers de sa fabrication. A partir du moment où le capitaine Flynn pénètre à l'intérieur de l'ordinateur, les claviers de programmation ont remplacé les caméras. Les trois premiers tiers du tournage, les scènes jouées en collants, dans des studios vides, en manipulant des accessoires mécaniques. Puis, pendant un an, quatre sociétés d'informatique (Magi, Triple I, Digital Effects, M&A) ont produit tout le reste : les costumes, les décors, les objets, les formes, les couleurs, les ombres, les mouvements.

La révolution de l'image numérique

Et, ce, image par image, au rythme de vingt-quatre images par seconde, chacune de ces images pouvant demander la mise en mémoire de plus de 75 millions d'informations. Ces images chiffrées, construites point par point, à l'autre bout des Etats-Unis, sont transmises par lignes téléphoniques aux studios de Walt Disney. Là, le réalisateur Steven Lisberger et son équipe de graphistes les visionnent en direct, modifiant d'un détail, d'une couleur.

Puis l'ordinateur transfère ces images sur un système de télévision à haute définition (1 200 lignes, le double du standard actuel), ce qui va donner toute la qualité à l'image cinématographique finale projetée en 35 mm sur nos écrans. Enfin, pendant de longues semaines, ce seront les dernières mises au point, le mélange entre les prises de vues réelles et les images usées de l'informatique.

Pour 22 millions de dollars, à peine plus que le *Trou noir*, la dernière production réalisée avec des moyens classiques, Walt Disney vient de faire entrer le cinéma dans une nouvelle ère, celle des images de synthèse.

Ce n'est pas la première fois que l'ordinateur intervient dans une production cinématographique. Plusieurs séquences de *Superman* ou de *la Guerre des étoiles* lui doivent la réalisation de surprenants effets spéciaux. Mais dans ces films l'ordinateur

synchronisait les mouvements respectifs des caméras, des maquettes pour obtenir plus de précision dans des prises de vues complexes. En poussant jusqu'au bout la logique du trucage, les responsables des effets spéciaux de *Tron* franchi un pas décisif : confier à l'ordinateur le soin de fabriquer lui-même les images, ce qui autorise des angles de prises de vues et des mouvements irréaliables avec une caméra.

C'est dans cette production d'images à partir d'un modèle informatique que réside la véritable révolution de *Tron*. L'image photographique est la trace d'une image optique sur un substrat photo-chimique, les pixels d'argent. Comme telle, elle est définitive et est liée par la fixité de son support. L'image électronique, au contraire, est une traduction sous forme de signal électrique de l'image optique. Ce signal électrique étant susceptible de modifications, l'image acquiert une plus grande liberté par rapport à son support : elle peut être corrigée, mélangée, perturbée. Autant d'opérations qui sont à la base des trucages vidéo classiques. Mais l'image électronique reste analogue : elle propose un simple équivalent électrique de l'image captée par l'optique de la caméra.

Tout change lorsqu'on remplace cet équivalent électrique par un équivalent numérique, lorsque l'on sait analyser le signal électrique, et donc l'image, sous forme de chiffres, une suite de 0 et de 1 dont la répétition et les combinaisons peuvent restituer les structures les plus complexes.

Une fois que les chiffres de millions d'informations qui composent une image sont stockés par l'ordinateur sous forme numérique, on atteint la totale liberté de la représentation, sa réécriture. Car cette opération effectuée par l'ordinateur sur cette suite de chiffres entraîne une modification de l'image. Plus généralement, si toute image peut se traduire par une suite de chiffres, une nouvelle suite de chiffres donne naissance à une nouvelle image (1).

L'image numérique introduit une rupture radicale dans la représentation puisqu'on peut modifier dans ses moindres détails une image enregistrée ou en produire une nouvelle prise. La première de ces possibilités a trouvé très rapidement des applications dans le traitement des images vidéo : coloration, grossissement, effet de zoom, déformation, etc. Mais la synthèse ex nihilo d'une image réaliste fut, elle, une affaire plus longue et plus délicate.

L'opération nécessite en effet l'intégration d'un nombre considérable de paramètres. Au départ, il faut fournir à l'ordinateur une maquette numérique de l'objet, c'est-à-dire la position de ses arêtes et de ses traits dans l'espace. Ensuite, l'ordinateur doit acquérir la notion de perspective et savoir déterminer quelles faces de l'objet seront visibles en fonction d'une position donnée d'un observateur. Pour restituer ce point de vue de la « caméra », il faut éliminer les traits et les faces cachés. Puis il faut remplir ces surfaces visibles, et c'est tout le problème des couleurs, des demi-teintes, des ombres, des reflets, tout cela variant avec l'intensité et la position de l'éclairage éventuel. Enfin, on intègre la texture même des objets et son influence sur leur apparence. Il a fallu des années aux informaticiens pour trouver des solutions mathématiques, des modèles qui



Les marchés de la simulation

Quelques dix-sept logiciels permettent actuellement de traiter tous les problèmes posés par l'animation en trois dimensions sur ordinateur. Une vingtaine de sociétés américaines se sont spécialisées dans la réalisation de ces films à synthèse pour l'industrie ou la publicité. Mais avant de trouver des débouchés prometteurs dans le spectacle, l'image informatique a pris son essor dans les secteurs militaire et scientifique qui ont financé les premières recherches.

Dès les années 40, l'armée américaine met au point un système rudimentaire destiné à traduire en images les problèmes de stratégie des Etats-Unis. A partir de 1963, la NASA utilise couramment ces dispositifs de synthèse d'images pour étudier tous les problèmes posés par les sondes spatiales. Aujourd'hui, c'est en confrontant les images de leurs caméras avec les maquettes numériques qu'ils ont en mémoire que les missiles parviennent à repérer et à suivre leurs objectifs pour les frapper à coup sûr.

Un autre champ d'application s'ouvre en 1977 avec la radiographie médicale. On utilise une superposition sur le même plan de toutes les images des objets à l'intérieur d'un corps humain. Elle est donc dans la plupart des cas très difficile à lire. La scannographie permet de multiplier les points de vue sur le même corps, à stocker toutes les informations sur ordinateur et à restituer des images de synthèse présentant n'importe quelle coupe de l'objet. Une technique plus récente permet aujourd'hui d'obtenir par rayonnement de protons des images tridimensionnelles.

La démarche est la même en télédétection, où l'on combine tous les instruments d'analyse (ondes visibles, infrarouges, radars) pour obtenir des informations très fines, à l'échelle de l'œil nu, sur l'état d'un territoire. Les images synthétisées par l'ordinateur à partir de ces données permettent de visualiser immédiatement des cartes d'occupation des sols, d'évaluer des maladies de végétaux, des phénomènes d'érosion ou des risques d'avalanche.

C'est dans les années 70 que les images de synthèse ont fait leur apparition sur les simulateurs de vol pour l'apprentissage des pilotes. Jusque-là, l'ordinateur se contentait de répondre aux manipulations commandées par des mouvements de

la cabine, des informations sur les instruments de bord ou la géométrie de l'atterrissage (réacteurs, train d'atterrissage). Une image vidéo, enregistrée sur un film mobile, explorait une maquette en liaison avec les mouvements de la cabine. L'image synthétique a considérablement amélioré ce système en offrant au pilote une vision élargie de l'environnement par-dessus la possibilité, grâce aux simulateurs de l'ordinateur, d'atterrir sur tous les aéroports du monde.

La prothèse informatique

Instrument d'investigation d'apprentissage, l'image de synthèse est, dans toutes les applications, un prolongement indispensable de l'appareillage scientifique et technique. Plus qu'une représentation du réel, elle est une synthèse de données, le résultat d'une interaction dont elle propose une interprétation pertinente. Une épreuve de sélection, une scannographie, plus facilement et rapidement interprétables qu'un long listing d'ordinateur.

Ce nouveau statut de l'image n'a pas échappé aux promoteurs du projet Dataland, au Massachusetts Institute of Technology (M.I.T.). Il s'agit de restituer, grâce à l'image synthétisée, une spatialisation des données informatiques elles-mêmes. Nous sommes habitués de l'usage et de l'usage de ce que nous cherchons dans un espace donné : bureau, dossiers, bibliothèques. Or le travail sur l'ordinateur oppose à ces habitudes de travail un appauvrissement spatial, notre espace spatial, contrainte qui peut devenir très perturbante.

La « chambre de données » du M.I.T. s'efforce donc de simuler tout un espace spatial à partir des informations contenues dans les mémoires de l'ordinateur. L'utilisateur s'y déplace à l'aide d'un petit manche à balai qui peut, aussi, feuilleter comme un livre, se rapprocher de l'une d'elles, etc. La figure correspondante apparaît sur un écran de télévision et donne l'illusion d'un espace de travail classique, articulé hiérarchiquement.

Par un exemplaire retour des choses, l'image de synthèse rend donc à l'informatique ce qu'elle lui doit. Mais la gigantesque prothèse de Dataland démontre, en outre, que l'image reste l'interface indispensable entre l'homme et la machine, ce qui n'est pas sans intérêt à l'aube de la bureaucratie et du télétravail.

En attendant, on a vu un peu inquiétant, les images numériques quittent les laboratoires pour entrer dans l'industrie du spectacle, où elles dessinent de nouvelles perspectives esthétiques.

Les premières machines mises à la disposition des créateurs audiovisuels servaient surtout à traiter l'image en direct pour lui adjoindre des effets spéciaux : compression, extension, effets de miroirs, rotation autour d'un axe, effets stroboscopiques. La publication des génériques de la télévision a habitué progressivement à ces nouveaux images qui prennent parfois l'allure d'une rhétorique un peu facile.

Palettes électroniques

Une deuxième génération d'appareils permet aujourd'hui d'ajouter à ces trucages un effet de perspective qui simule l'animation en trois dimensions sans avoir la perfection. C'est le cas du système I.P.S. mis au point par Image West et la Société française de production audiovisuelle (S.F.P.).

A la différence du traitement numérique de l'image, la synthèse d'images ne s'effectue pas en temps réel et nécessite une préparation complexe qui s'apparente à l'animation classique image par image. Néanmoins, les constructeurs se sont efforcés de simplifier les conditions d'usage de ces systèmes. Point à la fois besoin en effet d'être informaticien : l'artiste, le graphiste, peut travailler directement sur de véritables palettes électroniques.

Il dessine à la main les formes, choisit les couleurs et fournit progressivement à l'ordinateur les informations nécessaires à la composition du dessin. Il est aidé en cela par des automatismes gérés par l'ordinateur et peut puiser dans ses mémoires des formes géométriques ou des textures d'objets. L'animation s'effectue à l'aide d'algorithmes

pré-sélectionnés qui permettent d'obtenir des mouvements très complets à partir d'un petit nombre d'images. L'animateur, en permanence, reste maître de la durée et de la vitesse de son animation.

Les géants de l'animation comme Walt Disney ou le Japonais Toei Doga (producteur du *Goldorak*) ont été les premiers à s'intéresser à l'animation par ordinateur, qui peut apporter à terme une baisse très sensible des coûts de fabrication. Mais d'autres producteurs s'intéressent aussi aux images de synthèse pour les combiner avec des prises de vues réelles.

La société américaine Image West propose aux créateurs du monde entier un catalogue de données électroniques « prêts à porter » sur lesquels on peut incruster n'importe quel chanteur. George Lucas, producteur de *la Guerre des étoiles*, a investi plus de 10 millions de dollars dans les studios d'Industrial Light and Magic, véritable paradis informatique où les images d'ordinateur ont remplacé caméras, décorateurs et éclairagistes. En France, l'Institut national de l'audiovisuel a son système Psyché Anim Film et la Société française de production audiovisuelle a sa palette Aurora.

Mais entre les budgets de recherche français et les investissements directs des Américains et des Japonais dans la production, l'écart est une fois de plus disproportionné. Sous la pression de la concurrence internationale, une nouvelle ère de la création audiovisuelle est en train de se préparer. L'heure n'est plus aux recherches mais aux productions.

Déjà, on annonce des Etats-Unis qu'un célèbre fabricant de jeux électroniques s'apprête à commercialiser des palettes électroniques grand public à des micro-ordinateurs pour 4 000 F ou 5 000 F !

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(1) Voir *Monde Dimanche* du 11 janvier 1981 : « Les ordinateurs à images ». Sur les images de synthèse, on peut lire la remarquable documentation réunie par *Problèmes audiovisuels* n° 4 et 6. (La Documentation Française, 124, rue Henri-Barbousse, 93308 Aubervilliers Cedex), ainsi que le compte rendu du Forum international de télévision de Monte-Carlo (*Le Film français* n° 1998).

La ville de Saint-Malo mise sur les banques de données

Les banques de données, nouveau moyen d'information, pénètrent dans le monde communal par la petite porte. Leur pratique peut faire voler en éclats l'isolement dû au manque d'information.

Le terminal ressemble à un terminal d'ordinateur. A côté, le téléphone repose sur un coussin muni de deux oreillettes en caoutchouc. A l'écran, s'affiche la traditionnelle introduction : « Question ? ». L'utilisateur répond au clavier : « Carrefour », deux algorithmes. Un bref temps d'attente apparaît à l'écran une référence bibliographique, répondant à la question posée. La référence est notée soigneusement (il est possible de procurer l'article en demandant à partir du clavier). La procédure de fin de travail est réalisée.

Cette opération de consultation des banques de données est devenue un service de la mairie de Saint-Malo. En effet, depuis un an, une réflexion d'ensemble a permis de mettre en place un système très décentralisé de consultation. Services intéressés : cabinet du maire, coordination des actions économiques, services techniques et bureaux d'études, agence d'urbanisme, service juridique, bureau du personnel, service des affaires financières...

Au départ, l'objectif était d'obtenir des informations de qualité en un minimum de temps. Le choix s'était porté sur deux catégories de banques de données : l'une à caractère économique, l'autre permettant de rechercher les dépôts A.F.P. par secteurs ou métiers. Résultat : l'acquisition d'une enrichissante expérience et la mise à l'essai, dans deux services, des banques de données pour les services techniques et le service juridique.

Au bout de six mois, on peut conclure à la réussite de la « greffe ». Plus généralement, l'intérieur, par la voie de la D.G.C.L. (Direction générale des collectivités locales), confie à la ville de Saint-Malo une mission d'information pour explorer les banques de données susceptibles d'intéresser les milieux communaux.

Les banques de données ne manquent pas : la parcourir, risque de « gâchis », surtout dans le choix des banques de données, mais la récupération (inconsciente ?) par les informaticiens, qualifiés de la formation, réticence première à l'élus, intégration du coût de la qualité du service (gain de temps notamment), autant de facteurs qu'il a fallu affronter les uns après les autres. En fait, une attention particulière est apportée au système de répartition mis en place. Ainsi, les banques d'analyse sont remplies soigneusement par les différents utilisateurs à chaque interrogation. Un crédit d'heures est alloué à chaque service. L'interrogation est réalisée par le service le plus compétent dans le domaine sollicité : il s'agit donc d'une spécialité de service municipal, à charge pour lui de consulter réciproquement son homologue du service voisin pour une question qui dépasse son propre domaine de compétence. Seul le service de documentation a un rôle de principe à jouer : les banques de données ; c'est d'ailleurs le service pilote, qui conserve la compétence en matière de documentation.

Les contacts sont fréquents avec les centres serveurs et les producteurs de banques de données : c'est une nécessité impé-

rieuse, bien que le dialogue soit parfois « musclé », puisqu'il est généralement impossible de connaître le contenu d'une banque de données sans l'avoir interrogé soi-même.

La déhiérarchisation de la banque de données est la condition essentielle de la réussite. Rapprocher l'information de l'utilisateur final est court-circuiter totalement le processus habituel de distribution de l'information. Ce n'est pas la première fois : c'est en cherchant à documenter les responsables de l'administration municipale que l'on peut dépasser les limites traditionnelles de la banque de données.

1 F par habitant et par an

Encore faut-il que les résultats justifient les efforts consentis. Le coût financier d'une opération généralisée à une ville de 10 000 habitants est inférieur à 1 F par habitant et par an. Le temps passé en formation, en 1982, de vingt-cinq jours. Le matériel permet de servir les utilisateurs répartis en quatre bâtiments différents. Il est vrai que le passage par les réseaux vidéotex (et l'utilisation de minitel) facilitera l'extension des consultations, mais entraînera aussi des inconvénients pour l'édition sur un support papier, notamment en ce qui concerne les banques de données qui proposent l'information sous forme de textes intégraux.

Une fois arrivés à la maîtrise de ces nouveaux moyens d'information, les services municipaux se doivent d'apporter un « plus » à leurs activités : meilleure appréciation des risques et des

bureaux d'études, réaction plus rapide face à la conjoncture économique par la connaissance pointue de tel ou tel secteur d'activité, ajustements juridiques en fonction de la jurisprudence, intégration des possibilités nouvelles en matière d'environnement.

Reste que le citoyen se sent peu concerné par l'utilisation des banques de données. Le maire de la mairie de Saint-Malo s'est d'abord porté sur l'amélioration des services de travail de ses services. Les expériences réalisées ailleurs montrent bien le danger de confusion qui peut exister entre l'information administrative, renseignements généraux et documentation professionnelle. Il ne semble pas raisonnable de supprimer les agents d'information dans les mairies, alors qu'il convient d'améliorer la qualité d'écoute et d'accueil.

Enfin une réflexion sur le « bureau du futur » s'impose. Comment faire cohabiter informatique répartie, bureaux techniques et micro-informatique, les travailleurs communaux aient le sentiment d'être écartés par le poids de la technologie ? Sans doute en adaptant la démarche à la vitesse de chacun, en « décentralisant » les responsabilités à tous les niveaux, en favorisant la collaboration intercommunale, en promouvant ainsi l'idée que la commune du dix-neuvième siècle a vécu : pleine de services publics, elle se doit de s'adapter continuellement, avec une technologie technologique, à son temps.

MICHEL FAUCHÉ, chargé des applications informatiques de la ville de Saint-Malo.

A SUIVRE...

Un nouveau moyen de maigrir

Mme Terry d'Onofrio est passée de 157,500 kilos à 64,350 kilos grâce à une opération faite par le docteur Douglas Salmon au Scarborough Centenary Hospital, dans le banlieue de Toronto. L'opération a permis de diminuer l'appétit de Mme d'Onofrio qui avait l'habitude de grignoter constamment des friandises entre les repas.

Le docteur Salmon a utilisé des agrafes de métal pour diviser l'estomac de Mme d'Onofrio en deux parties. La partie supérieure forme maintenant une très petite poche, de la grosseur d'un œuf, reliée à la partie inférieure par une petite ouverture. Le nouveau « super-estomac » se remplit plus rapidement et se vide lentement, donnant à Mme d'Onofrio l'impression d'avoir toujours l'estomac plein. (Hébo Canada, des programmes d'information à l'étranger, Ottawa K1A 0G2.)

Une balance rapide

Il est possible de peser un bébé avec précision en moins de deux secondes, de sorte qu'il n'a pas le temps de crier. Le Babyweigh, qui est spécifiquement conçu pour être utilisé dans les hôpitaux, les cliniques et les maternités, fait appel à un microprocesseur qui lui permet d'obtenir une précision. Jamais atteinte auparavant.

Le poids est mesuré en grammes de 1 g jusqu'à 10 kg et il est affiché en chiffres de 16 mm de hauteur. Parmi les perfectionnements de l'appareil figurent une tare à bouton-poussoir et un zéro réglable pour tenir compte des vêtements et de la couverture du bébé, un bouton pour immobiliser l'affichage du poids afin de permettre de l'enregistrer après que le bébé a été enveloppé et un affichage lent qui amortit les variations causées par les mouvements du bébé sur la balance. Poids de l'appareil : 8 kg. (Activités industrielles de Grande-Bretagne, 35, rue du Faubourg-Saint-Monré, 75383 Paris Cedex 08, tél. : 266-81-42, poste 232 ou 283.)

En ce qui concerne les créations d'emplois, les données sont parcellaires, les P.M.E. sont certainement plus nombreuses que les entreprises prises, mais cela dépend de leur âge. Les nouvelles technologies créent plus d'emplois que les autres. Livre clair, dense, utile.

★ Innovation and the small medium sized firm, Roy Rothwell and Walter Zagfeld, France Pinter (publishers) London, 5 Dryden street London WC2E 9NN.

La révolution technologique

Un entretien démythificateur d'André Gorz dans *Alternatives économiques* du 11 juillet a été consacré à l'automatisation et l'information. « Il ne faut pas croire que l'automatisation qu'elle anéantisse le travail et fasse disparaître des millions d'emplois, il ne faut jamais se rendre en fait de l'existence d'une révolution technologique ne représente bientôt plus qu'une dimension secondaire de nos vies à condition que tout le monde travaille. » « Les gains de productivité qu'apporte l'actuelle mutation technologique ne peuvent résoudre l'actuelle crise économique. »

★ Alternatives économiques, 57, rue de la Harpe, 75005 Paris, tél. (01) 46-37-11.

Les fibres optiques

Si les applications aux télécommunications sont évidentes, beaucoup d'autres emplois des fibres optiques sont possibles dans l'industrie, pour transporter des données, des messages, et notamment pour le câblage d'ensembles industriels. Au point qu'après la conquête du bureau, c'est celle de l'usine qui est à l'ordre du jour. « Fibres optiques » est d'ailleurs le titre d'un registre des néologismes. Dans la revue *Sciences et techniques* (n° 87), un dossier de quinze pages : « Des fibres optiques pour les usines de demain » présente les utilisations actuelles des fibres optiques et les applications futures, chiffres, graphiques à l'appui. Rédigé par Marc Fournier, l'ouvrage est clair et accessible à un large public.

★ Sciences et techniques, 19, rue de la Harpe, 75005 Paris, tél. : 46-37-11.

Le prix de l'alcool

Biomasse actualité, lettre mensuelle uniquement consacrée à la biomasse, publie de juin à novembre une rubrique : « Les mercuriales ». Il s'agit des lignes de prix des différents produits équivalents à ceux qui sont répertoriés à partir de la biomasse. Les abonnés reçoivent tous ceux qui ont besoin de connaître les cours de vente afin de mieux évaluer les coûts économiques. Le premier numéro est celui de l'alcool. Les prix de la Communauté européenne (avec un rappel des niveaux de production, des importations et des exportations commerciales). Le numéro de juillet sera consacré à la méthanisation. Ces prix ne sont pas publiés ailleurs en France. Progressivement seront déclinés l'ensemble des produits qui ont trait à la biomasse.

★ Biomasse actualité, 254, rue de Valenciennes, 75005 Paris, tél. : 632-27-19.

RENCONTRES DU FUTUR

Destination 2000

« Forecasting a Valid Tomorrow : Distant A.D. 2000 » : tel est le thème du colloque qu'organise le 29 et le 30 septembre 1982 le Massachusetts Institute of Technology (MIT) Education and Research Foundation. Quatre experts se réuniront autour de la table : l'individu dans la société, l'éducation, la communication interpersonnelle et le langage, le gouvernement et la politique.

★ Robert Schwartz, MIT Registrar, P.O. Box 326, Newtonville, MA 01860, U.S.A.

Aux quatre coins de France

Produits régionaux

FOIES GRAS ET CONFITS DU GERS
« GERMAINE CASTERAN »
Vente par correspondance
CERSICA, 32700 LECTOURE
Tél. : (62) 68-78-22

Dégustez le véritable
GRUYÈRE DE COMTÉ
Tarif : demande c. timbrée.
Léon Troillet, 17, r. St-Désiré,
25000 Besançon

HUILLE D'OLIVE VIERGE EXTRA
Produit naturel de renommée mondiale.
Catalogue et tarif gratuits.
Demander à STE HELIOLEINE, B.P. 10
SALON-DE-PROVENCE, 13100 Cedex.

Vins et alcools

GRAND VIN DE BORDEAUX
SAINT-CHRISTOPHE 1979
Appellation d'origine contrôlée
Saint-Émilion Grand Cru
à spécial vendange
valable jusqu'à fin septembre
36 bouteilles : 850 F.T.T.C.
Franco domicile France/Métropole
7-1-A comprise
GUITER, viticulteur
33100 SAINT-ÉMILION

CHATEAU SAINT-ESTÈVE

FUCHAUX
Grand Vin de Cote du Rhône
50 ans
OFFRE SPÉCIALE DÉGUSTATION
12 bouteilles assorties
Château St-Estève, rouge (1979-80-81)
A.C. Côte du Rhône, mise d'origine
222 F. Livré à domicile
G. Fouchaux, viticulteur
Saint-Estève
Uchaux, 84100 Orange
Tél. : (90) 34-24-04

CHATEAU LA TOUR DE BY
Cru Chateau Bourgeois du Sud-Ouest
Nappes, 33100 Lasparre Médac
Tél. : (71) 41-50-03
Documentation et tarifs.

GRAND VIN DE BORDEAUX, MÉDAILLES
conc. agric. Rouge Blanc Rosé, Bout. ou car-
bet. Tarif sur dem. à Serge SIMON, viticulteur.
33100 VILLEGOUDE

GRAND VIN DE BORDEAUX
Appellation d'origine contrôlée
GUILLOU-KEREDAN, propriétaire
Les Trois-Croix, 33128
Demande de tarif.
Se recommander du journal.

Porto OFFLEY
Distribué par St-Raphaël

PENDULES ET CARTELS
un choix unique à PARIS
150 modèles, tous les styles et le CREDIT MP
MP
« ESPACES PENDULES »
96, rue de Rivoli

LIBRAIRIE INFORMATIQUE LA NACELLE
Electronique
Automatisme
Microprocesseur
Tous ouvrages
français et étrangers
2, rue Campagne-Première
75014 Paris. Tél. 322-56-46

Le "privé" : une bouée de sauvetage ?
On le met dans le privé ?
En librairie (diff. : Le Seuil)
55 F
Au-delà des querelles idéologiques, une grande enquête sur les écoles libres aujourd'hui : loin des mythes, face à face avec « consommateurs », partisans et adversaires...
autrement
4 rue d'Enghien 75010 Paris



J.-P. PAIREAULT/MAGNUM

CLEFS

Max Frisch : la subversion par l'écriture

Pour Max Frisch, seule la littérature peut contredire le discours de la classe dominante et décrire le monde tel qu'il est.

A soixante et onze ans, Max Frisch semble un homme heureux. Les éditions Suhrkamp, qui publient *Œuvres complètes*, viennent de leur ajouter un nouveau roman, *Blaubart* (Barbe-bleue), accueilli avec faveur en Allemagne. Gallimard fait paraître la traduction d'un récit que beaucoup considèrent comme son chef-d'œuvre, *L'homme apparaît au quai*, publié en allemand en 1979 et, un an après, en français dans le magazine *The New Yorker*, ce qui lui a valu une énorme audience. Paris, qui connaît bien le dramaturge brechtien des années 60, moins le romancier de *Je ne suis pas Stiller* (1954), *Homo Faber* (1957), *le Désert des miroirs* (1964) et le « diariste » du *Journal I* (1946-1949) et *II* (1966-1971). L'a découvert au cours des semaines que lui ont consacrées l'hiver dernier le Centre Pompidou et le Goethe Institut, sous l'égide de Pro Helvetia. Il est, avec Friedrich Dürrenmatt, qui était interviewé dans *le Monde* dimanche de la semaine dernière (12 septembre), l'un des deux écrivains suisses de stature internationale, l'un des auteurs les plus importants de cette seconde moitié du siècle.

Max Frisch, souriant, chiné et pipe au bec, nous a reçu dans le loft new-yorkais où il vit à pré-

sent avec la jeune femme dont il avait raconté la rencontre, éphémère, croyait-il, dans l'admirable *autobiographie* intitulée *Montauk* (voir *le Monde* du 5 avril 1978). Il a accepté cette interview, malgré ses préventions contre le genre lui-même, pour le public français, qui se souvient de son hiver la dernière *pièce*, *Triptyque*, montée par Roger Blin à la Comédie-Française.

Qu'est-ce que vous avez contre les interviews ?

Pour un écrivain, c'est la forme d'expression la plus nulle. Ou bien on lui fait redire ce qu'il a écrit dans ses livres ou ses articles, et il le dit forcément moins bien. Ou bien on l'entraîne à parler de ce qu'il ne connaît pas, et c'est ridicule. En général, les interviewers connaissent mal ou pas du tout l'œuvre de l'écrivain qu'ils interrogent.

Hum... Y a-t-il une question à laquelle il vous plairait de répondre ?

Celle-ci peut-être : pour quoi, après un long temps, je suis revenu au théâtre. Autour des années 60, j'ai écrit des pièces, comme *Monsieur Bonhomme* et *les Incendiaires* ou *Andorra*, qui sont des paraboles. Je me suis arrêté parce que je n'étais plus convaincu par la parabole. Non

seulement les miennes, mais aussi celles de Brecht. Ce qui fait la beauté de la parabole, c'est qu'elle surmonte le naturalisme, l'illusion du réel, qu'elle doit être représentée en tant que telle. Mais la parabole tend au didactisme : elle démontre. J'ai constaté alors que cela ne m'intéressait pas vraiment, que je n'écrivais pas une pièce pour déléguer un message, qu'il y avait là une autre impulsion.

Je me suis arrêté pendant dix ans. Puis j'ai écrit *Biographie* : un jeu, où il y avait l'essai de créer une dramaturgie du hasard, de la mutation. On ne montrait plus sur la scène ce qui s'était passé, mais ce qui aurait pu se passer, les différentes possibilités d'une situation. Cela non plus ne m'a pas satisfait. J'ai renoncé, sans dépit. Et je trouvais bien qu'une rupture avec le théâtre littéraire soit opérée par le Living Theater, l'Open Theater, ces tendances-là, que je ne pouvais cependant pas suivre, parce que mon talent ne va pas dans cette direction.

NOUS VIVONS avec les morts

Vous en êtes venu à séparer le théâtre de la littérature ?

Oui, mais dix ans plus tard, je m'y suis remis avec *Triptyque*. J'ai écrit à un truc vis-à-vis de

moi-même, je me disais : tu n'écris pas une pièce, mais des dialogues. Parce que j'avais peur, si j'écrivais du théâtre, de retomber dans mes propres ornières. Et pourtant, c'était un travail fondamentalement théâtral : la contradiction, la tension entre la présence physique sur scène et le langage.

Tout est parti pour moi de l'image d'une femme dans un fauteuil à bascule, quelqu'un s'approche et dit, passé : « Oui, Catherine, tu étais assise ainsi ». La présence érotique du corps et le langage, la conscience que ce fut ainsi, mort ou vivant. Voilà d'où je suis revenu au théâtre, c'est-à-dire exactement du point où le théâtre avait au fond commencé par me fasciner. Et je m'étais laissé fourvoyer par la volonté de livrer un message, ce qui n'est pas répréhensible en soi, mais il y a d'autres moyens de la transmettre. Le théâtre n'est pas indispensable. Ce fut donc un long détour, et intéressant. Je ne sais pas encore s'il y a un moyen d'aller plus loin. Ça n'a été qu'une première expérience : Lausanne, Varsovie, Zurich. Mais cela m'a de nouveau énormément intéressé. La magie érotique de la scène combinée avec le langage.

La parabole tend par nature au général, alors qu'une pièce comme *Triptyque* semble se fonder sur l'expérience individuelle, sur le privé.

me paraît un malentendu. Qu'entend-on par privé ? Les paraboles traitent aussi de rapports entre les gens. Dans *Andorra*, il s'agit du rapport entre l'individu et la communauté, de la communauté avec lui. Comment influent réciproquement l'un sur l'autre. Dans *Triptyque*, il s'agit aussi de quelque chose de tout à fait général, le savoir que nous vivons avec les morts. Avec ceux que nous avons connus, amis, parents... et avec certains grands esprits. La pièce définit le mort comme celui qui ne peut plus changer d'avis. Ainsi quelqu'un voit-il Lénine dans son mausolée à Moscou et dit : « Un garçon si intelligent, qui n'a plus fait une expérience depuis cinquante ans ». Voilà, nous vivons avec les morts, et les morts ne changent plus. Nous voulons leur être fidèles, nous devons nous en séparer. C'est un conflit très général, qui n'a rien à voir particulièrement avec moi.

Et puis il y a une autre composante : la pièce ne se prononce pas sur ce qu'on appelle « la vie après la mort ». Existe-t-elle ? Je n'en sais rien. Et c'est à quelque chose, je ne peux l'atteindre par l'imagination, mais c'est la mort. Les scènes principales se déroulent dans l'Hadès, qui est une métaphore de la mort clinique, de tout ce qui est répétition, immobilité. Je représente cela par un grand nombre d'exemples frag-

mentaires, comme ce père quarante ans qui veut de nouveau apprendre son fils de soixante-dix ans comment on pêche. La mort, ici, est la relation elle-même.

Voilà un problème au moins général que pose dans *Andorra* ou qu'un problème politique. Notre vie est morte, le mortel dans le temps qui nous est imparti. Naturellement, il revient à une louange du temps : il faut faire maintenant ce qui peut être fait, maintenant à qui ne peut l'être, car après il n'y a plus que la malédiction de la répétition. L'éternité, comme, simple et banale répétition.

Après l'expérience de *Triptyque*, vous êtes revenu au récit. Pourquoi ?

J'avais commencé *L'homme apparaît au quai* avant la pièce. Peut-être n'avais-je pas ce désir pour le théâtre. Je ne vois pas la manière de ce théâtre, pas même au cinéma. Rien ne s'y passe, rien n'évolue, il n'y est pas du tout parlé, aucun dialogue. Le personnage est seul, tant qu'*homo sapiens*, en du phénomène de la nature, il veut y trouver son chemin et il s'égare.

MICHEL CONTAT.

(Lire la suite page X.)

هكذا من اجل

CONTRE-FREUD

Alfred Adler psychologue des pauvres

Disciple, puis adversaire de Freud, proche des socialistes, Alfred Adler fonda une psychologie populaire, révolutionnaire à son époque

ALFRÉD ADLER était un des élèves les plus remarquables de Freud. Il n'avait qu'un défaut : il ne savait pas analyser. Les faits de sa vie mentale inconsciente lui étaient difficilement accessibles. Cette réflexion se trouve dans l'essai de Freud de Fritz Wittels (1), qui participa, lui aussi, aux soirées du mercredi qui décrivent admirablement Adler, « à la tête ronde, un éternel cigare de Virginie à la bouche, s'exprimant dans le dialecte aisé du bourgeois de Vienne et revenant sans cesse à son idée de l'infériorité des organes ».

Bien qu'il ne soit pas facile de définir ce qu'il consistait précisément cette « capacité d'analyse » à laquelle Wittels fait allusion, la plupart des freudiens lui emboîterent le pas et soutinrent que Adler était un fin psychologue, il était, en revanche, peu doué pour la « pénétration » profonde. A cet égard, on opposait à son intelligence intuitive et pratique de la nature humaine à celle de Freud, qui passait pour être un « piètre connaisseur des hommes ».

Jusqu'à sa rupture, en 1911, Freud estimait Adler, il lui adressa même la femme de son frère Alexandre, une analyse. Et, en 1910, pour justifier son choix comme président de la Société psychanalytique de Vienne, Freud fit remarquer : « Après tout, c'est lui la seule personnalité ».

Converti au protestantisme

Adler, né en 1870 à Vienne, grandit comme Freud dans les faubourgs et, comme lui, entreprit des études de médecine. Les points les plus permanents de sa théorie peuvent être mis en relation avec les expériences qu'il vécut dans sa petite enfance : rachitique, il souffrit effectivement d'une « infériorité organique ».

En outre, il fut le second enfant de sa famille, correspondant parfaitement à la description qu'il donna, c'est-à-dire « toujours sous tension, s'efforçant de rivaliser avec son frère aîné, et suivi lui-même de près par un frère plus jeune, tout aussi compétitif ».

Curieusement, le frère aîné d'Adler se prénomme Sigmund, et une rivalité semblable les avait opposés. D'après Phillis Bottom (2), Alfred supportait mal de vivre à l'ombre d'un père, de toutes les qualités, qui évoluait dans des sphères bien supérieures aux siennes, auxquelles, « dépit de sa bonne volonté, il était persuadé ne jamais pouvoir accéder. On comprend mieux que lors de sa rupture avec Sigmund Freud, il se soit exclamé : « Pourquoi donc devrais-je toujours travailler dans votre ombre ? ».

Autre point que ses biographes ont amplement souligné : la constellation familiale, dans laquelle il a grandi ne ressemblait rien à celle de Freud. On ne peut dire qu'il ne comprenait pas sa mère, se sentait rejeté par elle, de là viendrait, selon Ellenberger (3), qu'il ne put jamais véritablement accepter l'idée du complexe d'Œdipe.

Enfin, il ne semble pas qu'Adler ait jamais souffert de l'antisémitisme. Il ne se sentait pas juif, pas même autrichien, mais profondément viennois. En 1904, il se convertit au protestantisme. Manes Sperber (4) que Freud interpréta vraisemblablement cette conversion comme un signe d'ambition et d'opportunisme. D'autant plus qu'Adler ne dissimulait ni son athéisme, ni ses convictions socialistes. Selon Sperber, le baptême de ce non-croyant fut essentiellement une fuite devant le judaïsme. « Par son passage à l'Eglise protestante », écrit-il, « il voulait trouver un refuge à l'échappatoire à la communauté d'exception, à la communauté de Juifs juifs, et aux conséquences de la nationalité juive. Il la ressentait donc plus fortement que l'on ne pourrait le supposer en considérant sa biographie (4) ».

Pendant ses études de médecine, Adler s'enthousiasma pour les idées socialistes et participa à de nombreuses réunions politiques. C'est probablement à cette occasion qu'il se lia avec une femme, Emma Epstein. Très engagée politiquement, elle était en contact avec des révolutionnaires russes, notamment Trotski. Soucieux de son indépendance et plutôt versatile, Adler acceptait mal la discipline d'un parti. Proche des sociaux-démocrates, il se moquait des marxistes dogmatiques, y compris de Ralusa, qu'il épousa en 1897. Ils eurent quatre enfants, deux devinrent psychiatres, d'obédience adlérienne bien sûr.

Contrairement à Freud, Adler n'exerça jamais dans les quartiers bourgeois. Partisan d'une médecine sociale, il ouvrit un cabinet dans un quartier populaire, proche du célèbre parc d'attractions viennois, le Prater. Sa première publication intitulée : « Manuel d'hygiène pour le métier des tailleurs » (1898), était parsemée de considérations politiques qui lui donnaient un caractère provocant et pamphlétaire.

Malgré les recherches des historiens, on ignore comment Adler prit contact en 1902 avec Freud. Selon la légende, après avoir lu un article de Freud sur les théories freudiennes dans la Neue Freie Presse, il aurait pris la décision de son confrère. Ce dernier, après l'avoir remercié, l'aurait invité à ses réunions du mercredi auxquelles se joignirent un premier temps Kahane, Reiter et Stekel. Neuf ans plus tard survint la rupture et les deux hommes n'eurent plus aucun contact personnel.

Après avoir quitté la Société psychanalytique de Vienne, en même temps d'ailleurs que neuf autres psychanalystes (ils avaient en commun d'être inscrits au parti socialiste), Adler fonda la Société psychologique individuelle dont les réunions se tenaient au premier étage du Café Arkaden. Tous ceux qui ont connu Adler l'ont décrit comme un intellectuel viennois typique, qui avait le sentiment d'avoir perdu une journée : celle-ci ne l'avait pas mené au cœur de la vie des cafés de Vienne, afin de participer à d'interminables joutes oratoires. Il était un orateur-né, mais ne soignait pas son style.

Contrairement à Freud, dont les retenuës et cérémonieuses, ainsi que l'esprit systématique, impressionnaient ses interlocuteurs, Adler était très sociable, négligé d'aspect, d'humeur très variable, grand amateur de musique. Sa vision du monde était diamétralement opposée à celle de Freud. Ainsi que

l'a fait remarquer Ellenberger : « Freud, dans la tradition pessimiste d'un Schopenhauer, voyait dans le névrosé la victime d'une grandiose et tragique illusion de l'humanité. Adler, dans la lignée d'un optimisme à la Leibnitz, considérait le névrosé comme un pitoyable individu incapable de des responsabilités pour lui-même et les obligations de la vie ».

Le bistouri et la pommade

Leurs méthodes thérapeutiques différaient également de tout au long. Lou Andréas-Salomé, qui avait rallié le camp freudien, disait qu'elles étaient « dissemblables comme le bistouri et la pommade. Adler prenait le face-à-face dans la relation avec ses patients. Il indiquait que le siège du thérapeute devait avoir la même hauteur, la même forme et la même dimension que celui du consultant. Les séances étaient moins fréquentes et le traitement moins long que chez les freudiens. Outre cela, les adlériens n'étaient pas opposés à la gratuité du traitement.

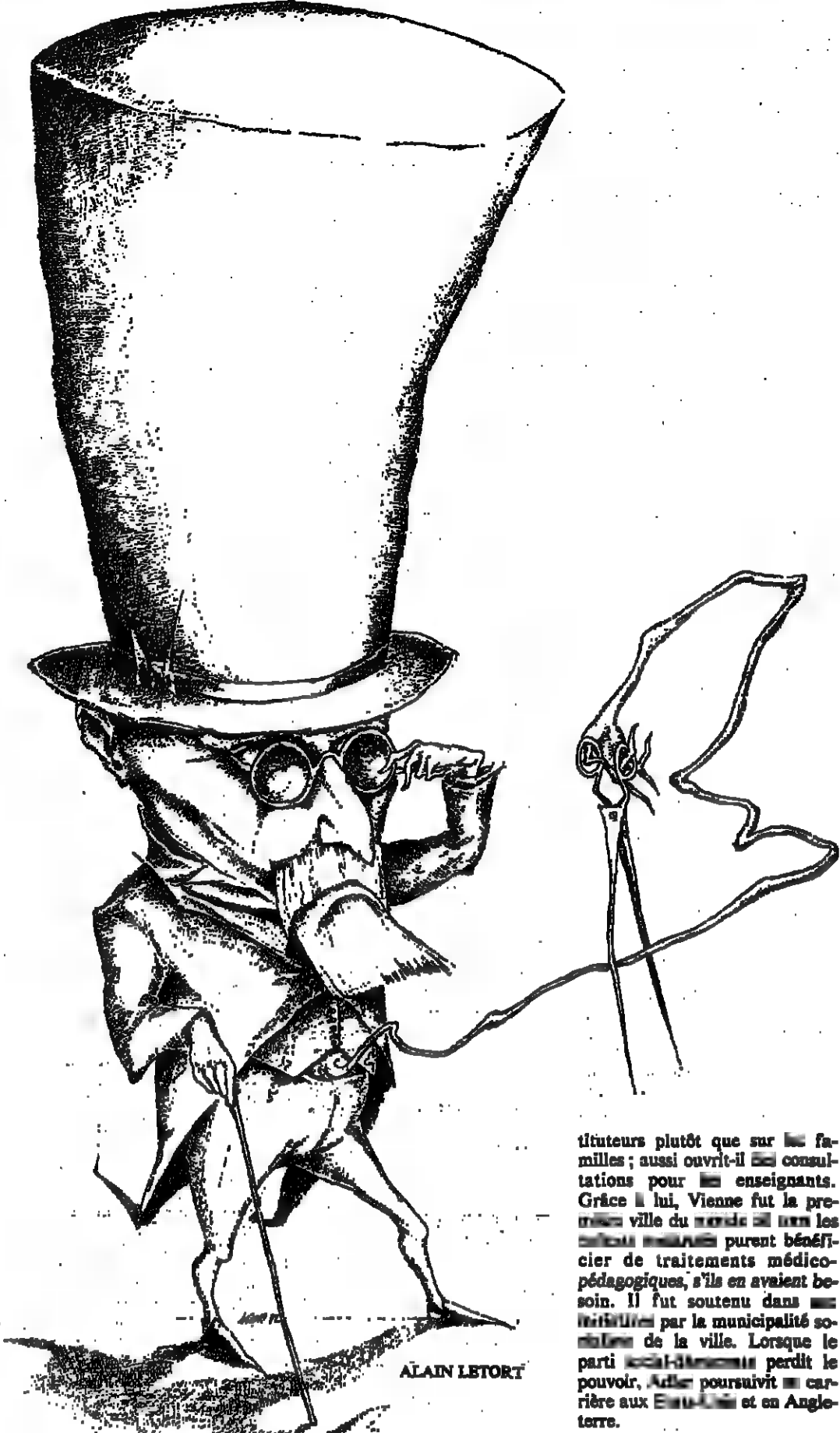
Les patients de Freud étaient généralement issus de la riche bourgeoisie juive, ce n'était pas le cas de ceux d'Adler, qui appartenaient soit à la classe moyenne (40%), soit à la classe pauvre (35%). On peut se demander si certaines différences théoriques de base ne tiennent pas à ce contraste marqué entre leur clientèle (5). Pour celle, démunie, d'Adler, les angoisses étaient beaucoup plus liées à des problèmes sociaux, ce qui l'aurait conduit à mettre l'accent sur la dynamique des relations interpersonnelles. Il ne décrit jamais l'individu à l'état statique ou isolé, mais l'envisage toujours dans la perspective de ses actions et des réactions de son entourage.

Heinz Ambacher a soutenu que le choix initial que Freud et Adler avaient fait de leur clientèle tenait à des différences de caractère, et que Freud résidait la vraie clef de leurs théories. Selon lui, Freud, favori des bourgeois, était conscient de sa position sociale, méprisait ouvertement le peuple et aimait son autorité et son pouvoir sur autrui. Il parlait souvent de la médiocrité des êtres humains, y compris de celle des analystes.

Adler considérait au contraire qu'il existe chez l'être humain une disposition fondamentale au bonheur, qu'il est virtuellement possible de faire disparaître la maladie et les souffrances sociales et un engagement social. Ambacher conclut que les théories de chacun de ces deux psychanalystes reflètent les valeurs dominantes de leur propre psychisme, cependant qu'un individu très sélectif de leurs patients les amenait à confirmer leurs préjugés extrascientifiques.

L'inconscient est un artifice

La première œuvre importante d'Adler s'intitule : « Étude sur l'infériorité des organes » (1907). L'auteur montre comment, par un mécanisme de surcompensation, les individus affligés soit de naissance, soit à la suite d'un accident, d'une infériorité organique, développent des aptitudes supérieures à la moyenne, l'exemple le plus célèbre étant celui de Démosthène qui, bien que bégue, devint l'orateur le plus célèbre de son temps.



ALAIN LETORT

Adler souligne combien l'intelligence elle-même peut recevoir une « plus-value » de fonctions organiques inférieures.

Par la suite, il décrit le névrosé comme un homme qui attend trop de l'avenir, et qui d'ailleurs ne s'attache souvent d'autant plus qu'il n'a aucune prise sur lui. Le névrosé voudrait être un « homme total », ce qui est hors de portée pour le commun des mortels. Aussi se trouve-t-il pris dans l'impasse de celui qui cherche sans pouvoir, qui n'a pas les moyens de ses ambitions, qui est coincé entre la fiction et la réalité.

A partir de là, le névrosé interprète, ou, mieux, il reconstruit son passé : il y cherche la justification présente de son mal à partir d'événements insignifiants ; il se voit comme victime de traumatismes psychiques comme d'excesses. Si, pour Freud, le névrosé souffre de réminiscences, Adler inverse le rapport : le névrosé fabrique ses réminiscences ; il n'en souffre pas vraiment.

En fait, pour Adler, l'inconscient est un artifice utilisé par le patient chaque fois que l'unité de sa personne se trouve menacée à la suite d'un conflit entre ses aspirations et la réalité sociale. A la fin de sa vie, Adler renoua complètement avec les notions d'inconscient, il les ramena à l'infantile et de refoulement ; la sexualité n'était, d'après lui, qu'un moyen pour le sujet d'exprimer sa puissance. On comprend qu'au moment de leur rupture Freud ait écrit une lettre à Adler au pasteur Pfister, et datée du 26 février 1911, qu'Adler avait « imaginé un système global sans amour, je ne vois telle la vie humaine que comme un long processus de vengeance de lui ».

Notons que, dès 1908, Adler manifestait son désaccord à l'égard d'une des idées fondamentales de Freud, à savoir que la libido constituerait la principale source du dynamisme de la vie psychique. Il mettait l'existence d'un instinct d'agressivité qui ne saurait s'expliquer par la simple frustration de la libido et qui jouerait un rôle aussi important que cette dernière, dans la vie normale comme dans la névrose.

Hermaphrodisme psychologique

En 1910, Adler esquissa une théorie de l'hermaphrodisme psychologique. L'expérience, disait-il, lui avait montré la grande fréquence chez les enfants de caractéristiques sexuelles secondaires du sexe opposé. Le mâle éprouve un sentiment subjectif d'infériorité qui le pousse à chercher une compensation sous la forme d'une « protestation virile ». Le jeune garçon identifiera masculinité et agression, féminité et passivité. La « protestation virile » le conduira à vouloir dépasser son père et, secondairement, à posséder sa mère. C'est ainsi qu'Adler explique le thème d'Œdipe.

Un jour qu'il était particulièrement d'humeur, il dit familièrement à l'un de ses amis : « Savez-vous pourquoi on appelle la clef de la névrose ? C'est toujours le but. Ils sont tous malades contre quelqu'un ».

Après la première guerre mondiale, Adler s'occupa particulièrement de l'éducation des enfants. Il pensait que son effort principal devait porter sur les ins-

tituteurs plutôt que sur les familles ; aussi ouvrit-il des consultations pour les enseignants. Grâce à lui, Vienne fut la première ville du monde où les enfants malades purent bénéficier de traitements médico-pédagogiques, s'ils en avaient besoin. Il fut soutenu dans ses initiatives par la municipalité socialiste de la ville. Lorsque le parti social-démocrate perdit le pouvoir, Adler poursuivit sa carrière aux États-Unis et en Angleterre.

Même si ses conceptions s'écartèrent complètement de la psychanalyse orthodoxe, il n'en resta pas moins que ses travaux ont certains côtés, ont devancé les thèses d'Anna Freud et de Wilhelm Reich sur le rôle du moi et des mécanismes de défense. Adler fait également figure de précurseur de l'analyse culturelle américaine, par l'attention qu'il a portée à une caractérogénie sociale liée à la diversité des cultures.

Son projet de la synthèse de Darwin, Nietzsche et du socialisme. Certains se sont demandé comment, à partir d'une telle ambition, il n'a pas voulu la plus plate et la plus bourgeoise des analyses psychanalytiques (6).

Adler est décédé à Aberdeen, en Écosse, le 3 mai 1927, foudroyé par une crise cardiaque. Commentant la mort soudaine de son ancien collaborateur, Freud écrivit, non sans cynisme, à Arnold Zweig : « Pour un enfant juif des faubourgs de Vienne, cette mort est l'aboutissement d'une carrière inespérée ; elle prouve simplement qu'il est allé très loin. Vraiment, le monde l'a généreusement récompensé de son opposition à la psychanalyse ».

ROLAND JACCARD.

- (1) Fritz Wittels : « Freud, l'homme, la doctrine, l'école », Éditions Alcan, 1929.
- (2) Phillis Bottom : « Alfred Adler, Apostle of Freedom », Faber and Faber, Londres, 1939.
- (3) Henri F. Ellenberger : « A la recherche de l'inconscient », Éditions Simep, Paris, 1970.
- (4) Manes Sperber : « Alfred Adler et la psychologie individuelle », Éditions Simep, 1972.
- (5) Frank J. Sulloway : « Freud, biologiste de l'esprit », Fayard, 1981.
- (6) William M. Johnston : « The Austrian Mind », University of California Press, 1971.

La mort aux trousses

JACQUES STERNBERG.

Il est impossible de rentrer ici dans tous les détails d'une partie complète. Il faut cependant savoir que des règles précises prévoient les cas de manipulation de témoins, d'utilisation de déguisements, d'emploi de gardes du corps, ou établissent des distinctions subtiles selon que la

(3) *Killer*, un livret de jeu à rôle
édité par Steve Jackson Games,
box 18957, Austin TX 78760, États-
Unis.

**Monsieur,
c'est comment ton nom ?**

(1) Albert Dauzat, *Dictionnaire étymologique de famille et prénoms*. France, éd. revue et par M.-T. Morlet, Larousse, 1977. 471 pages.

Le présent

JEAN GUICHARD-MEILI.

Ecrivez à : **A. BOUVIER** Barbe Blanche 33570 LUSSAC Tél (56) 84 00 54

(1) Albert Dauzat, *Dictionnaire étymologique* ■■■ *Noms de famille et prénoms* ■■■ France, éd. revue et ■■■ par M. T. Morlet, Larousse, ■■■

Albert Dauzat, ■■■ *Noms de famille* ■■■ France, traité d'antroponymie française, librairie Guénégaud, 1977, 471 pages.

صكنا من الراجل

ASSOCIATIONS

Rencontres et échanges ou la « chaude compagnie des gens de bien »

Depuis dix ans, un P.-D.G. organise des dîners autour d'une personnalité. Son association est maintenant connue dans le monde entier...

L'OIN des fauteuils d'Apostrophes, des colonnes des magazines « dans le vent » ou des bancs de l'Ecole des hautes études, des dîners informels réunissent depuis dix ans les personnalités les plus diverses de l'intelligentsia, du spectacle, de la politique et de la finance. Les salons parisiens n'ont pas tout à fait disparu puisqu'on s'agit pour être de celui-là et que, victime (consentante) de son succès, Jean Mandelbaum, l'initiateur, doit continuer son magistère.

Tout a commencé... par une enfance studieuse. Issu d'un milieu modeste, Jean Mandelbaum se révèle brillant sur le terrain scolaire. Diplômé d'H.E.C., il ouvre à vingt-deux ans le premier cabinet français de conseil en commerce international. Aujourd'hui P.-D.G. d'une entreprise de cette branche, il est conseiller du commerce extérieur de la France et professeur de marketing internationale à Paris-IV. Le manager est comblé, mais il manquait quelque chose à l'homme qui a gardé de son enfance, passée au milieu de livres, une passion pour la culture humaniste. Curieux insatiable, attentif en permanence « aux êtres et aux choses », il rêvait de joutes intellectuelles au milieu d'un auditoire choisi.

Un hasard de vacances lui fait rencontrer Edgar Morin : c'est l'occasion ou jamais, pour lui qui a peu de relations, d'inviter le sociologue à dîner, à titre personnel, en compagnie de quelques amis. C'était le 8 février 1972. Quatre dîners suivront sur ce modèle, et c'est à partir du cinquième (avec Michel Jobert) que Jean Mandelbaum expérimente la formule qui va consacrer son succès. Le principe en est simple : une association culturelle loi 1901 baptisée Rencontres et échanges organise des « dîners-conversations » au cours desquels les membres (qui pour toute cotisation s'acquittent de leur quote-part au repas) s'entre-voient avec l'invité du soir sur son œuvre, ses idées ou son action. Le président et l'animateur de Rencontres et échanges, c'est

Mandelbaum. Il se charge d'inviter une personnalité pour une date précise, mais il ne contacte pas les membres de l'association : c'est à eux de lui téléphoner pour connaître le programme, de s'inscrire selon leur motivation ou de recruter d'éventuels nouveaux membres.

Ces dîners réunissent de vingt-cinq à trente personnes et durent en moyenne trois heures. Ils ont presque toujours lieu dans le salon d'un grand restaurant ou d'un club, moins pour la gastronomie que pour le silence du service et de la salle. Pour commencer, Jean Mandelbaum « interview » seul l'invité avant que les participants entrent dans la conversation. « Après quelques ajustements, la formule tourne à plein depuis le quinzième dîner environ, explique-t-il. Aujourd'hui, nous en sommes au cent vingt-neuvième. Au début, le rythme était de moins d'une dizaine par an, puis, avec le succès, on a atteint trois à quatre dîners par semaine. C'est beaucoup trop pour moi à cause de la tension nerveuse que cela implique à chaque fois. Désormais, nous nous tiendrons à la fréquence de trois par mois, ce qui fait qu'avec les candidatures spontanées le programme est complet un an à l'avance. Mais la liste des précédents invités, mon « fonds de commerce », me permet de choisir librement qui je souhaite à ma table. »

Contre l'uniformisation massive des médias

Les membres de l'association sont aujourd'hui près d'un millier, pour la plupart cadres supérieurs ou appartenant à des professions libérales. Il est fréquent que d'anciens invités désirent participer à tel ou tel dîner, mais, pour garder l'unicité du centre d'intérêt — c'est-à-dire la personnalité de l'invité, — Mandelbaum n'en souhaite pas plus d'un à la fois. Au « dîner de têtes », il préfère la « performance » dans le style anglo-saxon. Les participants sont tenus d'avoir lu au moins un ouvrage de (ou sur) l'invité pour placer d'emblée la

conversation à un certain niveau, et celui qui est sur la sellette s'attend à un jeu de questions serrées. Le « gril Mandelbaum », comme l'appelle Paul Loup Sulitzer, est d'une redoutable efficacité. C'est à cette condition qu'il y a véritablement rencontre et échanges.

Tous y trouvent leur compte. Jean Mandelbaum d'abord, qui satisfait sa curiosité intellectuelle en se faisant plaisir. « Mon propos est purement hédoniste, souligne-t-il ; en dix ans, je me suis forgé une culture tous azimuts et quasiment encyclopédique. Ma vision des choses, des hommes, ma personnalité, ont été altérées au sens étymologique. Tout de même, il ne m'est pas indifférent, alors que je n'avais aucune relation, d'avoir fait se rencontrer des gens comme Michel Jobert et Jacques Ruffié ou Boukowsky et Le Roy Ladurie. »

Les membres de Rencontres et échanges ensuite. Comme l'explique Joëlle Bois, fidèle parmi les fidèles (elle a assisté à quatre-vingt-douze dîners), « une soirée comme celle-là vaut n'importe quelle sortie classique. On peut dîner, voir des amis et s'enrichir culturellement, tout cela pour le prix d'un repas ». A ces bonnes raisons s'ajoute la personnalité des invités, voire leur rareté (1), et on comprend pourquoi il y a des membres de l'association dans onze pays (dont Hongkong, la Colombie et la Nouvelle-Zélande) prêts à modifier leurs déplacements pour assister à une soirée. Dans leurs motivations, le « recyclage » le dispute à la curiosité intellectuelle. « Pratiquement, explique Joëlle Bois, on se sent plus concerné par les problèmes actuels, on a davantage de références et on se sent plus tolérant parce qu'il n'y a aucun rapport d'agressivité dans l'assistance. »

Profit pour les invités enfin. La plupart sont prisonniers de leur image médiatique ou de celle que leur renvoie leur milieu accompagné des pompiers d'usage. Rencontres et échanges leur permet de communiquer directement avec des « consommateurs » et d'avoir avec eux un rapport personnalisé. Ils en profi-

tent pour faire le point sur eux-mêmes. Surpris par l'atmosphère détendue de la salle, ils se désolent à leur tour ; le fait qu'il n'y ait pas d'enregistrement des conversations et l'absence d'enjeu (sauf celui de se montrer digne d'une assistance exigeante) conduisent bientôt au ton de la confiance, et les questions les plus personnelles reçoivent réponse. Rares sont les invités qui se dérobent.

Il garderont plus particulièrement en souvenir la douceur de la soirée et la cordialité des participants (Jonesco, Sagan, Attali, Alain Finkielkraut...) ou la vivacité de la conversation et la pertinence des questions (Edgard Pisani, André Fontaine, Georges Duby...). Beaucoup assument avoir passé l'une des meilleures soirées de leur vie, et tous rendent hommage à Jean Mandelbaum pour son initiative. De Jacques Ruffié (« ce type de rencontres personnalisées est sans doute ce qui manque le plus au monde moderne soumis à l'uniformisation passive des médias ») à Michel Serres (« Rencontres et échanges me paraît être aujourd'hui le canal le mieux adapté à nos besoins qualitatifs [de communication] »), en passant par le général Pierre Gallois qui parle de « rayonnement » à propos de l'association et de son animateur.

Cette satisfaction, Jean Mandelbaum la retourne à ses invités : « Grâce à eux, la plupart des dîners ont été de véritables soirées de rêve. » L'association qu'il a fondée n'a pas d'énigme. Circuit parallèle aux lieux classiques de l'intelligentsia et des classes dominantes Rencontres et échanges est élitiste de fait, bien qu'aucun diplôme, aucun examen de passage, ne soit requis. Seules la culture, la curiosité et la courtoisie (les « 3 C » exigés par Mandelbaum) ouvrent les portes de « cette chaude compagnie des gens de bien », comme l'a appelée Bruno Lussato.

DANIEL GARCIA.

(1) Comme Akio Morita, fondateur et président de Sony, lors de son passage pour une seule journée à Paris, par exemple.

DES PETITES ANNONCES POUR LES ASSOCIATIONS

La rubrique « Associations », publiée dans le Monde Dimanche depuis le 18 avril 1982 (et interrompue pendant l'été) a suscité un vif intérêt. Le courrier reçu en témoigne. Nous avons dû, chaque semaine, sélectionner une dizaine d'informations sur les centaines recueillies qui nous étaient adressées. Parmi nos critères de choix : le caractère novateur, l'intérêt pour le plus grand nombre ou pour la vie associative, le caractère exemplaire de l'information, l'appel au bénévolat.

Les petites annonces — payantes, mais à un tarif très abordable (25 F TTC la ligne) — nous ont paru un moyen de compléter ces informations rédactionnelles. Avec les petites annonces, une association, même modeste, pourra faire largement connaître l'information qu'elle jugera utile.

Les rubriques retenues pour le classement de ces petites annonces sont : appels, convocations, créations, manifestations, sessions et stages. Ces petites annonces devront comporter au maximum 28 signes (caractères, ponctuation, espaces) par ligne. Des abréviations simples sont recommandées.

ANNONCE ASSOCIATIONS

RUBRIQUES : Appels ☐ Convocations ☐ Créations ☐
Manifestations ☐ Sessions et stages ☐

* Cocher la rubrique souhaitée.

VOTRE TEXTE :

1	.....
2	.....
3	.....
4	.....
5	.....
6	.....
7	.....
8	.....
9	.....
10	.....

- Prix de la ligne : 25 F (28 signes, lettres ou espaces).
- Délai d'insertion : deux semaines après réception de la demande d'insertion ACCOMPAGNÉE DU RÈGLEMENT libellé : Régie Presse L.M.A.
- A envoyer à : REGIE PRESSE L.M.A., 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

CONSEILS

L'assemblée générale

Les textes actuellement en préparation et destinés à favoriser la vie associative laissent sur la vie démocratique réelle qui doit être pratiquée au sein des associations. C'est dans cet esprit que l'assemblée générale constitue par la réunion de tous les membres de l'association un organe souverain de décision. Elle doit être convoquée conformément aux dispositions prévues dans les statuts. Elle peut être ordinaire ou extraordinaire. L'assemblée générale ordinaire est réunie habituellement une fois par an, elle a un double objet :

- 1° — approuver, ou désapprouver, la gestion de l'année écoulée, pour les activités réalisées et les résultats de l'exercice financier, et ce en fonction des orientations qu'elle avait définies précédemment ;
- 2° voter le budget pour l'année à venir et un rapport d'orientation qui contiendrait les directives à suivre par les administrateurs qu'elle élira ou renouvelera.

Seule l'assemblée générale peut statuer sur ou modifier ses statuts, sur les règlements intérieurs, sur les règlements de l'association (chartes, règlements, etc.). L'assemblée générale ordinaire ne peut délibérer que sur les questions inscrites à l'ordre du jour et à des conditions de quorum

fixées habituellement dans les statuts.

L'assemblée générale extraordinaire, comme son nom l'indique, a un caractère exceptionnel et les statuts précisent généralement les circonstances pour lesquelles elle est convoquée : modifications à apporter aux statuts, événements imprévus lors de l'assemblée générale ordinaire et nécessitant des décisions qui engagent la totalité des membres, enfin dissolution. Là encore, les conditions de quorum doivent être précisées dans les statuts.

En cas de dissolution prononcée par l'assemblée générale extraordinaire, et lorsque les statuts sont muets sur la dissolution des biens qui doit en résulter, c'est elle qui désigne les commissaires chargés de la liquidation et l'association bénéficiaire des biens.

Toutes les assemblées générales (ordinaires ou extraordinaires) doivent faire l'objet de procès-verbaux transcrits sur un registre spécial qui peut, à tout moment, être consulté par les membres, qu'ils aient ou non participé aux réunions, puisque, aussi bien, les décisions prises sont contraignantes et applicables à tous.

Cette rubrique est rédigée par Service associations, direction loi de 1901, 24, rue de Procy, 75017 Paris, tél. 380-34-09.

BLOC-NOTES

ACTUALITÉS

Regrouper les inventeurs

« L'invention, le génie, ne sont pas seulement le fait de grands laboratoires de recherches... » L'invention, la trouvaille peuvent être le fait d'individus créatifs isolés. Mais ces individus profitent rarement à l'inventeur, dont les idées se trouvent souvent reprises par les grandes sociétés. Pour y faire face, une association s'est créée en 1981, Inventeurs et créateurs associés. Elle est déjà présente dans un certain nombre de pays (Europe, Amérique du Nord, Israël).

* Inventeurs et créateurs associés, 85 bis, bd Secher, 75016 Paris, tél. 320-94-52.

Des chambres à Paris

L'association Paris accueil organise un système d'hébergement « à la carte » à Paris, chez l'habitant ou en logement indépendant de types variés, en l'absence des occupants habituels. Plus de mille neuf cents logements sont ainsi répertoriés. L'association offre en plus diverses prestations : entre-tiens des appartements, baby-sittings, cuisiniers, location de voitures, visites guidées de Paris, secrétaires, salons de conférences, organisation de manifestations, cours de langue et de cuisine, etc.

* Paris accueil, office d'accueil et

d'hébergement, 23, rue de Marignan, 75008 Paris, tél. 296-14-26, 256-37-47.

Solidarité avec

la résistance cambodgienne

Le Mouvement solidarité Cambodge (M.S.C.), organisation non gouvernementale, travaille en vue de l'indépendance nationale du Cambodge et de l'intégrité de son territoire : il sollicite « hors de toute considération politique, philosophique ou religieuse » une aide matérielle pour des plans d'aide et de développement en faveur des résistants cambodgiens (santé, enseignement, etc.). Une conférence européenne a eu lieu en juin 1982. L'association édite un bulletin de liaison mensuel.

* Mouvement solidarité Cambodge, B.P. 22, 94802 Villejuif Cedex.

INITIATIVES

L'année de la langue russe

L'Association France-U.R.S.S. et la Société des professeurs de russe ont voulu faire de 1982 l'année de la langue russe. L'enseignement du russe a été développé après la guerre, mais vingt mille six cent quatre-vingt-six élèves étudiaient cette langue en 1980-1981, soit 0,36 % seulement des élèves scolarisés dans le

secondaire. Les effectifs sont en baisse et dix-huit départements n'ont aucun enseignement du russe. L'enseignement du russe s'est développé aussi en dehors de l'enseignement public (formation continue notamment) : l'association France-U.R.S.S. y contribue : des cours de russe sont organisés dans soixante départements (trois mille auditeurs), des stages ont lieu dans cinq villes d'U.R.S.S., ainsi que des échanges avec des établissements scolaires soviétiques. L'association, qui demande un effort accru des pouvoirs publics pour développer la pratique de cette langue en France, a pris diverses initiatives dans ce sens : colloques, festivals, expositions... * Association France-U.R.S.S., 61, rue Boissière, 75016 Paris, tél. 501-59-00.

Développer les voies d'eau

A l'initiative de Michel Rocard, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire et maire de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), une association a été créée en 1981 « pour le développement et la connaissance de la voie d'eau ». Divers organismes en font partie. L'association veut avoir un rôle de coordination et surtout de sensibilisation de l'opinion publique sur l'avenir des voies d'eau. Elle a conclu un accord de coproduction avec Pathé-Cinéma et Antenne 2 pour la réalisation d'un film documentaire en voie d'achèvement. Elle entend aussi faire entendre sa

voix au moment de l'élaboration du « schéma directeur des voies navigables » (commission Grégoire).

* Association pour le développement des voies d'eau, mairie de Conflans-Sainte-Honorine, 78700, tél. 919-54-54.

PUBLICATIONS

L'officiel de l'association

« Service associations », qui rédige chaque semaine la rubrique « Conseils » de cette page, publie un bulletin trimestriel « Pratique de l'association » — L'Officiel de l'association. Un dossier sur un thème, des informations juridiques et pratiques pour les associations. Quatre numéros par an : 50 F.

* Service associations, 24, rue de Procy, 75017 Paris.

Danses occitanes

Hélène Dauga et le centre culturel occitan de Polignac (Haute-Loire) ont publié un recueil de fiches sur les danses populaires du sud de la France. Vingt-trois danses sont expliquées et correspondent à l'enregistrement de l'accordéon diatonique. Des feuilles complémentaires traitent de la danse et l'église, la danse et le contact, une bibliographie est aussi proposée.

Ce matériel documentaire et pédagogique est disponible pour la

somme de 35 F la plaquette, 48 F, la cassette, 80 F les deux (franco de port).

* Centre culturel occitan, Chameaux, Polignac 43000 Le Puy-en-Velay, tél. : (72) 02-74-47.

Un annuaire du marketing

L'association nationale pour le développement des techniques de marketing vient d'éditer l'annuaire du marketing 1982-1983. Cet ouvrage de 340 pages, publicités comprises, comprend notamment les coordonnées des professionnels du marketing, un guide des sources documentaires, des données économiques françaises, la liste des associations nationales et internationales... Prix : 340 F (franco).

* ADETEM, 30, rue d'Astorg, 75008 Paris, tél. : 266-51-13.

RENDEZ-VOUS

Les enfants et la paix

Comment apprendre la paix aux enfants ? A la suite d'un article, publié en janvier dernier dans notre journal et dans lequel nous reconstituons des expériences d'éducation à la paix dans les écoles maternelles, les demandes d'informations complémentaires ont été si importantes que trois associations pacifistes concernées ont décidé de se regrouper afin d'organiser un colloque sur ce thème.

Les 23 et 24 octobre prochains, le « collectif d'éducation à la paix » (regroupant le mouvement pour le désarmement, la paix et la liberté, Résistance internationale des femmes à la guerre et école instrument de la paix) invite les enseignants, éducateurs, chercheurs, spécialistes, militaires, politiciens mais aussi les enfants et adolescents intéressés, à assister à ce colloque et à travailler ensemble de mettre en place une véritable pédagogie de la paix dans notre système scolaire. Au cours de ce colloque, les différentes expériences déjà réalisées dans ce domaine seront analysées et les responsables présenteront le matériel existant.

Le colloque aura lieu 270, rue Saint-Jacques, 75005 Paris.

* Mouvement pour le désarmement, la paix et la liberté, B.P. 2135, 34026 Montpellier. Résistance internationale des femmes à la guerre, B.P. 52, 94210 La Varenne.

La jeunesse française

Les centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (C.E.M.E.A.) organisent, avec leur partenaire allemand Arbeiterwohlfahrt, un stage de formation continue sur « La jeunesse française dans son univers socio-éducatif ». Ce stage qui aura lieu à Nantes du 21 au 27 novembre est aidé financièrement par l'office franco-allemand pour la jeunesse.

* C.E.M.E.A., coopération internationale, 2 bis, rue de la Bourbe-Blanche, 45000 Orléans, tél. : (38) 53-86-19.

AUDIOVISUEL

LE CENTRE SIMONE-DE-BEAUVOIR

Des images pour les femmes

L'ARRIVÉE des magnétoscopes 3/4 de pouce puis des cassettes grand public a complètement marginalisé les groupes vidéo militants. Beaucoup d'entre eux n'avaient pas les moyens de reconstruire leur matériel. Pis, les vieilles bandes 1/2 pouce des années 70 s'effaçaient peu à peu. Avec elles, c'était toute une part de l'histoire de la vidéo, mais aussi des luttes, et en particulier des luttes des femmes, qui risquait de disparaître. Il fallait faire quelque chose pour sauver toutes ces images, les faire connaître et retrouver une dynamique de production.

L'idée, Carole Roussopoulos l'avait depuis longtemps. Son nom, son travail, sont liés aux expériences de vidéo alternative des dix dernières années et aux premières productions des mouvements féministes. Mais, à l'époque, les pouvoirs publics, qui rêvent d'un dépôt légal audiovisuel centralisé, refusent de financer ce type d'initiative. Après le printemps 1981, Carole Roussopoulos rédige un nouveau projet avec Delphine Seyrig et Joana Wiedner et frappe à la porte

des ministères. Le Fonds d'intervention culturelle, les ministères des droits de la femme, de la culture et de la solidarité, lui accordent les 900 000 F nécessaires pour monter le Centre audiovisuel Simone-de-Beauvoir.

Ouvert depuis le mois de juin, le centre a pour vocation première de recenser et de rassembler toutes les images produites sur les femmes : films d'Agnès Varda, de Nelly Kaplan, de Liliane Kermadec, mais aussi émissions de télévision, bandes vidéo, expositions de photos. Tout cela est répertorié sur un fichier qui, outre les entrées classiques (titres, auteurs), offre un classement thématique à partir de quatre cents mots-clés. Le centre garde aussi en dépôt un grand nombre de productions, les transfère sur cassettes et en propose le visionnement gratuit avant de renvoyer l'utilisateur éventuel vers le distributeur correspondant.

« Depuis deux mois, nous enregistrons le dépôt d'un document par jour, français ou étranger, explique Carole Roussopoulos. Le principe est celui de l'achat de droits pour l'archivage et la consultation. Aucun document ne sort du centre, sauf

autorisation préalable. Comme nous n'avons pas beaucoup d'argent, nous payons ces droits en offrant des prestations : repiquage, montage, aide à la production, organisation de projections, etc. Ce système de troc peut sembler rudimentaire, mais on s'aperçoit très vite qu'il entretient une dynamique. On vient au centre avec un film sous le bras et on repart avec des projets de réalisations. »

Car le Centre Simone-de-Beauvoir se veut également outil de production, d'abord pour trouver quelques recettes, mais surtout parce que la conservation des documents audiovisuels ne saurait être une fin en soi. Toutes ces images archivées en appellent d'autres et suscitent de nouvelles démarches, de nouvelles créations, de nouvelles créations série au titre évocateur : « Album des grands-mères que nous aurions aimé avoir. » Portraits de femmes célèbres ou anonymes, en rupture ou en révolte, qui sont moins des productions achevées que des fragments d'une histoire orale, celle de la condition féminine en France au vingtième siècle.

Autre tentative intéressante, Ça bouge dans les écoles est un

petit magazine mensuel vendu sur abonnement aux établissements scolaires, aux associations de parents d'élèves ou d'éducation populaire. Là encore, on est volontairement loin du produit fini. Ces documents cherchent surtout à témoigner d'expériences ponctuelles : animation autour de l'image de la femme et des rôles sociaux dans un C.E.S. rural, problèmes du racisme dans une école du vingtième arrondissement, etc. La formule est d'ailleurs largement ouverte aux propositions d'autres groupes, d'autres institutions. L'essentiel est que les cassettes circulent, qu'elles provoquent des débats, des rencontres.

A ceux qui se demanderaient pourquoi le Centre Simone-de-Beauvoir se préoccupe de problèmes scolaires, Carole Roussopoulos répond par avance : « Il est temps que le mouvement des femmes sorte des seuls problèmes d'identité pour prendre en compte des réalités sociales qui le concernent directement. Il y a l'école, mais aussi le travail, l'habitat. D'ailleurs, cela répond à un besoin sensible : parmi les femmes qui viennent nous voir, il y a beaucoup d'institutrices, de responsables d'associations qui

nous demandent des documents pour une exposition, un débat. Dans ces organismes, il y a toujours un magnétoscope qui traîne et qui n'est pas utilisé faute de programmes. »

En utilisant comme instrument d'archivage, de consultation, de recherche, d'animation, le Centre Simone-de-Beauvoir fait de la vidéo un instrument de liaison, un catalyseur de rencontres. Depuis son ouverture, la petite maison de la rue Riposte dans le quatorzième arrondissement de Paris ne désemplit pas et, au fur et à mesure, les projets se multiplient : on complète le fichier, on prévoit des manifestations thématiques, on va organiser des stages de formation à la vidéo, on s'occupe même de films polonais clandestins qui transitent par la Grande-Bretagne avant d'être traduits et mis sur cassettes au centre. Carole Roussopoulos peut être satisfaite, la dynamique est retrouvée.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

* Centre audiovisuel Simone-de-Beauvoir : ouvert au public les mardi, jeudi, vendredi et samedi de 15 heures à 21 heures, 32, rue Maurice-Ripoche, 75014 Paris (tél. : 542-21-43).

VIDEOCASSETTES SELECTION

Connaissance du dessin

Attention : connaître le dessin n'est pas forcément synonyme de savoir dessiner, et cette cassette, malgré sa jaquette au fond d'ardoise quadrillée, n'est pas un cours pratique. Jean Thomas, professeur d'histoire de l'art à la Sorbonne, nous propose plutôt une initiation du regard à travers l'histoire du dessin et de ses différents genres : croquis, dessin d'étude, dessin arrêté.

Des grottes de Lascaux à Delacroix, d'Ingres à Juan Gris, on parcourt ainsi l'évolution des techniques mais aussi des fonctions de l'art, on apprend à reconnaître la manière de l'expression sous l'apparente simplicité du trait.

L'idée est excellente, tout ce qui est dit et montré est passionnant. Mais pourquoi faut-il, dès qu'il s'agit d'art, sombrer dans l'académisme le plus édifiant ? Pourquoi ce ton docte et compassé et cette mise en scène qui rappelle les réalisations les plus indigestes de la télévision scolaire ? Pourquoi enfin exclure de ce panorama l'affiche et la bande dessinée qui sont les formes de création graphique les plus immédiatement populaires ?

On ne peut qu'encourager les trop rares éditeurs qui se lancent dans la création de programmes spécifiques à l'orientation culturelle, mais, lorsqu'on prend ce type de risque, il vaut mieux l'assumer jusqu'au bout et ne pas confondre culture et cours magistral.

* Connaissance du dessin (28 mn). Une production Agence d'applications audiovisuelles et Trinacra Films. Réalisation : Philippe Calderon. Edité et distribué par Régie Cassette Vidéo.

Les Ambassadeurs

Les « ambassadeurs », ce sont ces travailleurs immigrés à qui l'on veut faire croire qu'ils représentent leur pays là où ils vont travailler et qui, arrivés en France, ne rencontrent que l'humiliation et le racisme. Sorti en 1976, ce film de Nacour Ktari n'a pas eu beaucoup de succès sur les écrans. Son édition sur vidéocassette fait partie de ces paris courageux et nécessaires des éditions Proserpine, qui ont déjà sorti, il y a quelques mois, trois films de Chantal Acherman.

Malgré une direction d'acteurs un peu maladroite, ce film vaut surtout par une plongée quasi documentaire dans le quartier de la Goutte-d'Or, à Paris, et un regard, porté de l'intérieur, sur tous les problèmes de l'immigration, des problèmes qui sont toujours, hélas ! d'une brûlante actualité.

* Les Ambassadeurs, de Nacour Ktari, avec Sid Ali Kouret, Jacques Rispal, Tahar Kebaili et Mel Hondo. Edité et distribué par Proserpine éditions.

FILMS

Péplums

La société Videobox vient d'éditer sur vidéocassettes trois vieux péplums qui raviront, sans nul doute, les amateurs du genre :

Les Derniers Jours d'Hercule, de Gianfranco Pasolini, avec Susan Pegg, Mara Lane et Brad Harris.

La Fille des Tzitzies, de Ramiro del Grosso, avec Yoko Tani, Ettore Manni et Akim Tamiroff.

Cleopâtre, une reine pour César, de W. Tourjansky, avec Pascale Petit, Franco Volpi et Akim Tamiroff.

Films français

Trois hommes à abattre, de Jacques Dary, avec Alain Delon, Dalila di Lazzaro et Michel Audoir. Edité et distribué par G.C.R.

Voulez-vous danser avec moi ?, de Michel Boisrond, avec Brigitte Bardot, Philippe Nicod et Georges Descrières. Edité par Gilda Vidéo et distribué par R.C.V.

Les Grandes Gueules, de Robert Enrico, avec Bourvil, Lino Ventura et Michel Constantin. Edité et distribué par V.I.D.

Films étrangers

La Fille et son cow-boy, de William Seiter, avec John Wayne et Jean Arthur. Edité par Cinéthèque et distribué par G.C.R.

Les Espions dans la ville, de Georges Kaczender, avec Robert Mitchum et Les Majors. Edité par Sunset Vidéo et distribué par G.C.R.

Les Risques de l'aventure, de Stewart Raffill, avec James Coburn, Anthony Quinn et Ernest Borgnine. Edité par Sunset Vidéo et distribué par G.C.R.

PRATIQUES

VIDÉO

Un magnétoscope miniature

Avec ses 2 kilos et ses dimensions réduites (182 x 75 x 203 mm), le V.H.S.-C. de la firme japonaise J.V.C. a fait un pas de géant dans la miniaturisation du magnétoscope portable. Ses secrets : l'utilisation massive de circuits intégrés et une minicassette de la taille d'un jeu de cartes, qui permet tout de même trente minutes de prises de vues.

Même si elle mesure à peine le tiers des cassettes V.H.S. ordinaires, cette nouvelle cassette utilise également de la bande demi-pouce et est compatible avec tous les magnétoscopes V.H.S. grâce à un adaptateur spécial.

Commercialisé sous la référence HR-C 3, le petit dernier de J.V.C. n'a rien à envier à ses aînés. Il est doté d'un dispositif d'assemblage automatique, d'une télécommande toutes fonctions, d'un système de recherche accélérée et d'un afficheur de temps de bande restante.

L'utilisation de la vidéo couleur

L'association Média et vie sociale organise un stage sur le fonctionnement et l'entretien du

Edité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beau-Mary (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du Monde
5, rue de la Harpe
75001 Paris
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37-437.
ISSN : 0393-2037.

matériel vidéo. Ce stage est plus spécialement destiné aux responsables d'institutions socio-culturelles déjà familiarisés avec la vidéo noir et blanc et qui souhaitent être initiés au fonctionnement des nouveaux équipements couleurs.

Le stage se déroulera à Marly-le-Roi (Yvelines) du 15 au 19 novembre prochain. Pour tous renseignements, s'adresser à Média et vie sociale, 39, rue de Châteaudun, 75009 Paris (tél. : 874-88-78).

Guide pratique

Jean-Didier Graton et Eric Vincent, journalistes à Vidéo-7, viennent de publier chez Hachette un Guide pratique de la vidéo. Destiné aux utilisateurs de magnétoscopes grand public, il donne des conseils très complets sur le choix du matériel, son installation, son fonctionnement et son entretien. On y trouve également un important chapitre consacré à la production d'amateur et des adresses de vidéo-clubs.

Pour jouer

La société américaine Mattel Electronics commercialise en France un nouveau jeu vidéo. Intellelevision est une console adaptable sur le téléviseur, qui se nourrit comme le magnétoscope de petites cassettes proposant chacune un jeu différent. Un choix de trente-neuf cassettes est déjà disponible, du football au tennis, en passant par la bataille spatiale et les échecs.

Par rapport à ses prédécesseurs, l'Intellelevision améliore sensiblement le réalisme de l'image en soignant particulièrement le graphisme et la variété des couleurs. De plus, le jeu est évolutif et la console pourra bientôt s'encaster dans un module supplémentaire pour constituer un petit ordinateur domestique. La console est vendue 1 990 F et chaque cassette 255 F.

J.-F. L.

HI-FI

D'une cassette à l'autre

Le nouveau radiocassette de Brandt est doté de deux réceptacles à cassettes et de deux mécanismes de défilement. Il permet ainsi la lecture en continu de deux enregistrements, la fin d'une cassette déclenchant automatiquement la lecture de la seconde. Mais la système offre aussi la possibilité de recopier un enregistrement sur une autre cassette avec le même appareil.

Le RK-822 S comporte par ailleurs tous les avantages des appareils du même type : deux haut-parleurs, quatre gammes d'ondes, un micro mixable et une puissance de 4,5 watts par canal.

Un auto-radio sensible

Avec un pas de 12,5 kHz en modulation de fréquence, le nouvel auto-radio de Blaupunkt sait fort bien faire la différence entre France-Musique et une émission de radio libre un peu trop proche. Ce confort d'écoute sera particulièrement apprécié par les conducteurs parisiens qui souffrent depuis des mois d'une saturation évidente de la modulation de fréquence.

L'Atlanta SQR-22 possède par ailleurs trois gammes d'ondes et un magnétophone à cassettes doté d'un réducteur de bruit Dolby.

J.-F. L.

Un radio-réveil conjugal

La firme japonaise Marushita vient d'apporter une solution élégante au délicat problème du réveil conjugal. En effet, son nouveau radio-réveil est programmable à l'avance sur deux heures différentes, ce qui peut épargner des conflits ou des erreurs dans le réglage trop matinal de l'appareil.

Le National RC-95 propose trois gammes d'ondes dont la modulation de fréquence, une double alimentation piles et secteur et deux systèmes d'alarme, soit sonnerie, soit radio. Un seul regret : la programmation de deux stations différentes n'est pas encore possible, ce qui oblige à se mettre d'accord sur un programme commun.

PHILIPPE PELAPRAT.

RADIO

Informations au téléphone

Tous ceux qui gravitent dans le monde des radios libres connaissent la « gazette » de Mao, ce répertoire téléphonique automatique installé par un fou des radios libres et de la bande F.M. et qui permet à quiconque d'avoir gratuitement des renseignements variés sur les réunions, les dates politiques, les petits et les grands événements de la bande F.M. Fin septembre, de la bande Mao, qui s'appelle en réalité Claude Sung, projet de tenter une nouvelle expérience. En téléphonant au 268-11-70 on aura donc, comme d'habitude, un petit journal contenant toutes sortes d'informations sur les nouveaux médias, radios libres, télévisions libres, télévision par câbles, satellites, télémathématiques, etc. Ce journal sera renouvelé tous les trois jours.

Ceux qui s'abonneront au « grand magazine » (selon un prix modulé en fonction des ressources des radios) pourront, par un autre répertoire automatique, avoir des renseignements complémentaires et beaucoup plus fournis. Les abonnés pourraient également recevoir une gazette complémentaire écrite. Pour tout renseignement, tél. : 655-41-00.

CATHERINE HUMBLLOT.

PHOTO

Haute définition en projection

La projection reste aujourd'hui le meilleur moyen de voir

des photographies, non seulement en évitant que soient perdus les détails les plus fins et les plus subtiles nuances de couleurs de l'image, mais encore en donnant à cette image une dimension confortable qui accroît sa force. Bien entendu, il importe que le projecteur soit de qualité suffisante, qu'il soit lumineux et équipé d'un objectif de bonne définition, ce qui, soit dit en passant, n'est pas si courant dans ce domaine.

Parmi les projecteurs les plus réputés et les plus satisfaisants figurent les appareils du constructeur allemand Leitz, les Pradovit. A l'occasion de la Photokina (le plus grand Salon mondial de la photo qui se tiendra du 8 au 12 octobre à Cologne), Leitz lancera trois nouveaux appareils, les Pradovit R-502, RA-502 et CA-2502. Tous sont des versions améliorées de modèles existants. Les R-502 et RA-502 sont des projecteurs amateurs équipés d'une lampe de 24 volts - 150 watts. Ils donnent de bonnes images sur écran de 1 mètre à 1,30 mètre, ce qui est suffisant en appartement. Leurs prix approcheront 2 000 F. Le Pradovit CA-2502 est un modèle de classe professionnelle équipé d'une lampe de 24 volts - 250 watts permettant des projections sur 2 mètres de base, avec une excellente qualité. Son prix est élevé, pratiquement de plus du double de celui des modèles 502.

L'une des caractéristiques nouvelles de ces trois projecteurs réside dans leur magasin de diapositives : quoique ayant les mêmes dimensions que ceux de trente-six et cinquante vues, ils reçoivent soixante ou quatre-vingts vues. De plus, ces vues ne peuvent plus tomber accidentellement si l'on renverse le magasin. Précisons enfin que les appareils RA-152 et CA-2502 sont, comme les anciens modèles, équipés d'un système de mise au point automatique maintenant les images nettes sur l'écran.

ROGER BELLONE.

صكزا من الراجل

VIDEOCASSETTE
SELECTION

ACTUALITE DU DISQUE

Classique

Vladimir Horowitz de la télévision au disque

Le retour de Vladimir Horowitz en Angleterre au mois de mai, après plus de trente ans d'absence, a fait refleurir les disques anciens ou récents de ce pianiste « fabuleux » que les Français n'ont pu revoir qu'à la télévision. La seconde partie de son récital londonien (le Monde du 26 mai) doit être diffusée le 26 septembre sur Antenne 2 (à 22 h 35) et comportera les œuvres regravées à cette occasion dans un disque R.C.A. : les *Scènes d'enfants* de Schumann, et la *Deuxième Sonate* en si bémol mineur op. 35, de Rachmaninov, auxquelles s'ajoute la *Balade en sol mineur*, de Chopin (diffusée en juin dernier).

Ce disque reflète un peu la situation embrouillée de la discographie de Horowitz, qui fut alternativement sous contrat avec Columbia et R.C.A. Cette dernière marque a dû reprendre la *Balade* et les *Scènes d'enfants* dans des enregistrements de 1947 et 1950, en monophonie, tandis que la gravure de la *Sonate* de Rachmaninov date de 1980. Ensemble disparate pour la prise de son, mais d'une splendeur pianistique égale.

Les prestiges de la stéréophonie, l'efforescence du jeu et la magnétique liberté de Horowitz ne parviennent cependant pas à nous convaincre que la *Sonate* de Rachmaninov est une œuvre géniale. Dans ce labyrinthe de développements fiévreux où les lignes s'entrelacent inextricablement, les belles idées se dévalent et se noient, et l'on éprouve surtout le plaisir pur d'entendre ce piano exceptionnel dans une œuvre peu familière qui n'appelle aucune comparaison.

Mais les *Scènes d'enfants* appartiennent aux plus grands enregistrements « intemporels » de Horowitz. L'incomparable phrasé qui souligne sans appuyer les imperceptibles retards expressifs, la subtilité du toucher tour à tour éclatant, sonore, en écho et en grilles esquissées, la lyrique empreinte de tendresse et d'humour, culminent dans *L'enfant s'endort*, rapide tout d'abord, comme l'horloge du temps qui fuit, jusqu'au *ritardando* du bienheureux sommeil qui introduit tout

naturellement à la dernière rêverie du poète, si riche de sens. La *Première Ballade* de Chopin, d'un brio pianistique éblouissant, pèse un peu cependant au souvenir — peut-être fallacieux — d'un autre enregistrement de la même époque (paru vers 1949 chez un autre éditeur), tout d'une caudale et plus explosif, nous semble-t-il. Mais il s'agit là de sommets voisins (R.C.A., R.C. 350).

L'abondance, et souvent l'incorhérence, des disques de Horowitz, qui s'étendent sur cinquante ans, nous font une nouvelle fois souhaiter l'établissement d'un catalogue chronologique précis, toutes marques confondues, et peut-être d'une « intégrale » comportant pour chaque œuvre le ou les deux enregistrements où le grand pianiste lui-même (à 80 ans aujourd'hui de soixante-dix-huit ans) se reconnaît

trait le mieux dans son évolution historique. Un vœu sans doute chimérique.

JACQUES LONCHAMPT.

Rappelons qu'un catalogue de C.B.S. figure les enregistrements réalisés par Horowitz entre 1953 et 1970 environ : trois disques de sonates de Beethoven et improvisations de Schubert, un coffret de sept disques et deux autres récents de Chopin, le sublime enregistrement de douze sonates de Scarlatti, des disques de Rachmaninov (dont la *Deuxième Sonate*), Schumann (*Kreisleriana* et *Clare-Wick-Variations*) et Scriabine, et les concertos de Carnegie Hall, de 1965 et 1966.

Chez R.C.A., les disques les plus récents : récents publiés de 1977 à 1980, et les deux prodigieux « romans » de son jubilé d'or : la *Sonate* de Liszt, et la *Troisième Concerto* de Rachmaninov, avec Eugen Ormandy.

Les « souscriptions de l'automne » (suite)

Voici d'autres informations concernant les « souscriptions de l'automne » (voir le Monde Dimanche du 12 septembre).

Supraphon, la grande marque tchèque, présente trois des plus belles œuvres lyriques du répertoire national : la *Fiancée vendue* et *Delaboré* (un sujet proche de *Fidèle*) de Smetana, et *De la maison des morts*, bouleversante paraphrase musicale du livre de Dostoevsky.

Chez R.C.A., quelques rééditions de célèbres interprètes : Wanda Landowska, au clavecin et au piano, dans des œuvres de Haydn et de Mozart, et trois disques de Tchaïkovsky dirigés par Toscanini, avec notamment le *Concerto en si bémol* interprété par Horowitz, *Mermaid*, la *Pathétique*, *Roméo et Juliette*, *Casse-noisette*.

La *Tétralogie*, dirigée par Marek Janowski pour Eurodisc, se poursuit avec la *Walkyrie*, dans une distribution somptueuse (Norman, Jerusalem, Adam, Altmeyer et la Staatskapelle de Dresde), tandis que l'*Or du Rhin* est toujours en « offre spéciale ».

L'intégrale des *Quatuors* de Beethoven par le Quatuor Telich s'achève chez Calyx, où l'on pourra également acquiescer cinq sonates de Beethoven par I. Södergren, l'œuvre pour piano de Chebriar par Annie d'Arco, les dernières œuvres de Scriabine par Michael Rudy et un coffret Vivendi.

Aux enregistrements indiqués pour Erato, on ajoutera l'œuvre pour piano de Chabrier par Pierre Barbizet, le *Concerto* et le *Quintette pour clarinette* de Mozart avec Antony Mori, et les deux *Concerti* grossi op. 6 de Corelli, par les Solisti Veneti.

J. L.

Rock Variétés

PETE TOWNSHEND : « Chinese Eyes »

Avant une tournée annoncée des Who de nouveau rassemblés, le leader et compositeur du groupe publie un album solo produit par Chris Thomas et où Pete Townshend a enregistré, outre tous les vocaux, les parties de guitare, de piano et de synthétiseur.

Pete Townshend est sorti de sa retraite, d'un isolement volontaire et douloureux pour un album où il se libère dans une énergie de nouveau déployée, où il s'amuse (*Face Dances Part Two*), où il joue sur la dévotion à propos de la communication, l'un des mots-clés de notre époque.

Evidemment, certains titres réunis ici pourrissent sans doute s'incorporer au répertoire des Who (par exemple, *Standon in Action*) et l'on retrouve en général dans l'album les moments d'intensité, les états de fougue propres au groupe. Pourtant ce disque intelligent, bien construit, aux textes plutôt brillants, ne paraît ni vrai dire ni excitant, ni spontané, ni même ambigü, comme on est en droit d'attendre de la tradition des Who. L'album a d'abord le mérite d'être là, de marquer simplement le retour de Pete Townshend, qui a donné quand même au rock quelques-unes de ses plus belles pages (*My Generation*, *Tommy*, *Quadrophenia*). A noter *The Sea Refuses no River*, une jolie ballade de rock tendre de country, *North Country Girl*, une chanson traditionnelle anglaise arrangée par Townshend (33 : WEA ATCK 50 889).

CHICAGO 16

Groupe prestigieux qui donne au rock, à la fin des années 60, une part de sa magnificence, qui fit surgir à partir du soul, du blues urbain et du jazz une musique particulièrement séduisante, qui fut le premier à utiliser une section de cuivres et institua un travail véritablement collectif, Chicago marque le pas depuis quelques années.

Sous le label de WEA, reviens Chicago avec Robert Lamm, James Pankow, Lee Loughridge, Peter Cetera, Bill Champlin, Danny Seraphine et Walter Parazoid. Ne fait plus partie du groupe le chanteur Danny Dacus, qui avait d'une certaine manière remplacé le chanteur et guitariste Terry Kath, tué en jouant à la roulette russe il y a plus de quatre ans. Comme toujours, c'est un beau travail de studio que celui accompli par Chicago. Chaque titre est en soi un petit chef-d'œuvre d'exécution. Les attaques sont nettes, précises, les arrangements sont parfaitement élaborés, les chœurs de cuivres et les vocaux sont pleins de finesse.

Pourtant Chicago 16 — on sait que le groupe, depuis ses origines, se contente de numérotter ses albums — nous laisse un peu de marbre. Il manque au disque, comme à ses prédécesseurs immédiats, le fameux plus qui déclenche l'adhésion spontanée et totale du cœur et de l'esprit. La sensibilité des membres de

Chicago n'a pas changé. Celle du temps n'est plus la même (33 : WEA 99 235).

KENNY ROGERS

Tête d'affiche de la musique country actuellement très prisée aux Etats-Unis, peu connue en France, Kenny Rogers publie son dernier album enregistré en grande partie à Los Angeles, avec notamment la participation de Billy Preston. C'est un travail très propre, un peu trop poli peut-être, plus proche de la variété américaine courante que de la musique fabriquée à Nashville. Les mélodies, joliment orchestrées, sont faciles à retenir et sont « balancées » par une voix agréable (Dist. Pathé-Marconi 2 C 070 400 115).

JEAN-MICHEL GASCUEL

Le premier album d'un jeune auteur-compositeur qui a le genre de couleur de voix auquel on est sensible aujourd'hui, une jolie sonorité et des textes solides, simples, directs et modernes, des mots qui, sans en avoir l'air, décrivent les sentiments et la vie quotidienne. Malgré l'emploi fréquent d'effets techniques un peu faciles, malgré un manque de diversité regrettable — notamment dans le choix des orchestrations, — le premier disque de Jean-Michel Gascuel annonce une nouvelle aventure dans la chanson (33 : Pathé-Marconi 2 C 070 72 480).

CLAUDE FLÉOUTER.

Le Télex ? c'est le téléphone qui écrit



Le télex permet de communiquer rapidement et économiquement 24 heures sur 24, sans souci de distance ni de décalage horaire avec plus d'un million d'abonnés dans le monde, dont 600.000 en Europe. Un télex qui part arrive à coup sûr ; l'expéditeur et le destinataire en conservent chacun une trace écrite indélébile. Le dialogue question-réponse est aussi facile qu'avec le téléphone, le télex apporte en plus la sécurité de l'écriture. Les télex CMI et CVM concus par SINTRA-ALCATEL et diffusés par SMH-ALCATEL permettent aux usagers de bénéficier de toutes les techniques d'avant-garde : « SILENCE » grâce à la suppression de la bande perforée, l'usage du télex devient confortable.

- L'ECRAN DE VISUALISATION : sur lequel on peut préparer, modifier et corriger les textes des messages.
- LA MEMOIRE : CMI 8000 caractères, CVM : illimitée.
- LA SIMULTANÉITÉ DES TRAVAUX de préparation — réception et préparation — émission.
- LA SIMPLICITÉ D'UTILISATION : en quelques heures, une secrétaire utilise un télex CMI ou CVM avec autant d'aisance que sa machine à écrire.

Les télex CMI et CVM qui sont entretenus par les spécialistes des P.T.T. s'achètent ou se louent à SMH-ALCATEL.

L'INNOVATION AU SERVICE DE LA COMMUNICATION

(A retourner à SMH-ALCATEL, 83 boulevard de Sébastopol, 75082 Paris Cedex 02)
Veuillez m'adresser une documentation complète sur les télex CMI et CVM, ainsi que l'adresse de votre agence la plus proche.

NOM _____
Société _____
Fonction _____

Adresse _____
Tél. _____ N° Télex _____



RÉGINE PERNOUD

Christine de Hisan

Fille de l'astrologue de Charles V,
la « première féministe » avant la lettre.
Une grande figure du Moyen Age.

CALMANN-LÉVY

ELLE avançait, à petits pas, le long de la rivière. Elle descendait les courbes herbeuses du parc et venait s'asseoir, ou s'accroupir, toujours au même endroit, à côté d'un banc, non loin d'un magnolia, qui en cette saison commençait à perdre les pétales de ses fleurs. La pelouse semblait jonchée de larges paupières blanches.

L'endroit était beau, presque toujours désert, mais pas tellement calme, car des camions et des voitures passaient sans cesse sur la chaussée rapide qui traverse le parc, en contre-haut de la rivière.

Elle était toujours vêtue de la même robe de cotonnade légère, d'un rose un peu pâle, que sa légèreté même plaquait sur son corps, comme si on l'avait trempée dans l'eau; elle portait aussi un gilet de laine à manches courtes, un peu bleu, un peu blanc, délavé, et apparemment tricoté à la maison, au point de ruche. Elle n'était chaussée que de mules d'appartement, en satin matelassé, dont l'une — une seule — était ornée d'un pompon de laine rouge-violet; sur l'autre, il ne restait que les fils, de la même laine, qui avaient dû servir à coudre un second pompon disparu.

Elle était jeune, mince, presque maigre, pas vraiment jolie, mais suffisamment étrange pour me sembler, à moi, fort émouvante. Elle avait une chevelure peu abondante, plutôt claire, qui traitée avec soin aurait pu être belle et blonde, et ses avant-bras étaient ornés d'un fin duvet pâle. En un mot, elle correspondait exactement à l'image qu'on se fait, en général, d'une Ophélie un peu prolétaire, hésitant au bord d'un étang avant son immersion définitive; ou encore à celle de ces jeunes mortes qu'on rencontre trop fréquemment, errant à l'aube dans les cimetières fleuris, sous les sorbiers, au lendemain de leurs funérailles... Tout ce que j'aime!

J'étais encore, à l'époque, un petit vieillard tout à fait convenable. C'était avant l'attaque hémiplegique qui devait quelques années plus tard me laisser plus qu'à moitié impotent, plus qu'à moitié débile, dans cet hospice où je consume mes derniers jours dans une oisiveté féroce. De mon oncle l'amiral, je venais d'hériter une garde-robe britannique avec blazer à écusson et pantalons de flanelle que ma modeste retraite de lieutenant de vaisseau ne m'eût certes pas permis d'acquiescer, et qui me donnait encore fièvre allure. J'avais gardé aux boutonnières de mon oncle défunt un certain nombre de rubans et de pastilles glanés par lui dans les combats navals, et je tenais toujours à la main, avec mon journal, l'une de ses cannes à pommeau d'argent ciselé. Sur ce pommeau figurait, va-t'en savoir pourquoi, le schéma d'une chaudière de locomotive.

Les jours précédents, je m'étais contenté de saluer un peu cérémonieusement cette jeune femme inconnue, solitaire, égarée dans le parc, et j'allais m'asseoir en silence un peu derrière elle, sur le banc public. Mais ce jour-là mon élégance usurpée, ma canne éloquent, me donnèrent l'audace et le prétexte de l'aborder, sous le magnolia, au bord de la rivière.

« La chaudière d'une locomotive, voyez-vous, mademoiselle, commençai-je ce jour-là,

en tenant mon chapeau à la main et en lui montrant ma canne, la chaudière d'une locomotive ressemble toujours à la petite fontaine à vapeur qu'inventa le marquis de Worcester en 1663. Elle comprend une boîte à feu, ou foyer, enfermée dans une boîte à eau, entretenue avec elle... »

Tandis que je parlais ainsi, le cœur battant d'émotion, la jeune personne avait ramassé dans l'herbe, auprès d'elle, deux

larges pétales de magnolia qu'elle s'était appliqués sur les yeux, et qu'elle maintenait de deux doigts pour regarder longuement la surface grise de l'eau. Elle tourna vers moi, soudainement, ce regard blanc, ce regard aveugle qui accentuait encore son apparence ophélique — mais d'une Ophélie, cette fois, d'après la nyctée, — d'autant que dans le mouvement elle avait fait se remuer sa chevelure, comme remuant, au fil du courant, les longues laines aquatiques, d'un jaune un peu sale, qu'on appelle, je crois, des laminaires.

Sous son regard, il me sembla voir se dessiner un vague sourire, que je pris pour une invite à poursuivre notre conversation.

« Le principe, voyez-vous, en est simple : il consiste à enfermer du feu dans l'eau, afin de produire de la vapeur, qui, par des tubulures, s'accumule dans une sorte de dôme. Ne voit-on pas parfois, dans certaines contrées, un volcan immergé dans un lac ? »

Visiblement, la demoiselle — ou la dame ? — ne m'écoutait pas. Peut-être avais-je été trop long dans mon exposé ? Pas assez persuasif ? Mais soudain elle poussa un étrange petit cri et, laissant glisser sur son visage ses curieuses ceillères végétales, elle parut s'intéresser vivement à ma canne à pommeau. Non, comme j'aurais pu l'espérer, pour en examiner les ciselures, mais pour se relever, s'en emparer, et avancer, la tenant à la main, tout au bord de la rivière.

Stupéfait, je la vis se mettre à genoux, se pencher en avant, et plonger à plusieurs reprises la canne de mon oncle, verticalement, dans l'eau, fouillant parmi les algues, comme pour y chercher un objet perdu. De la place où j'étais, à quelques pas derrière elle, je ne voyais plus que la forme bleue de sa robe, plaquée sur son corps incliné, et la tache brune de la plante de ses pieds, maculés de terre, que, dans la position légèrement toulouée qu'elle avait adoptée, me laissaient découvrir ses deux mules entrebaillées sur le talon.

« Vous avez perdu quelque chose ? » me risquai-je, au bout d'un moment, à lui demander.

D'abord, elle ne répondit rien, puis elle se leva, et remonta vers moi. Elle me rendit ma canne, en m'adressant le sourire un peu niais d'une délinquante mineure prise en faute.



Sous le magnolia

par MAURICE PONS

« L'eau est très profonde, dit-elle enfin. Et il y a des algues, beaucoup d'algues. Merci bien, monsieur. »

Sa voix était rocailleuse, on aurait dit avinée, beaucoup moins plaisante en tout cas que le laisser supposer le léger duvet blond qui courait sur ses avant-bras, et qui devait s'épanouir aux aisselles et au pubis, comme un bouquet de menthe sauvage.

Elle s'éloigna, à petits pas pressés, le long de la rivière, en remontant le courant. Sa mince et fragile silhouette disparut à travers les branches fleuries du magnolia et d'autres arbres d'agrément, sur le fond haisant de la rivière, dont les eaux calmes et inquiétantes remuaient sous le vent du soir.

Je ne la revins pas le lendemain, mais le jour suivant, en arrivant au parc à mon heure habituelle, vêtu de mon blazer à écusson, tenant à la main ma

canne et mon journal; je fus surpris par la grande animation qui régnait aux abords du magnolia, à l'endroit même où ma jeune promeneuse avait fouillé les eaux avec la canne de mon oncle l'amiral.

Je me métais aux inhabituelles badauds, qui échangeaient des informations déconcertantes : « Ça fait presque huit semaines qu'ils ont disparu... » — Et en plus, il paraît que c'est une voiture volée... — C'est parce qu'ils ont trouvé un corps aux échues. Ça leur a donné l'idée de chercher dans le fleuve... »

Les scaphandriers en caoutchouc gris avaient retiré leurs masques vitrés et attendaient assis au bord de l'eau.

Le toit de la voiture apparut d'abord, que soulevaient péniblement les câbles tendus à l'extrême, dans le crissement du treuil électrique, puis la carrosserie tout entière, légèrement inclinée vers l'avant, avec ses quatre roues. Elle était remplie d'eau vaseuse et recouverte d'algues.

A mesure qu'elle s'élevait, des cascades d'eau en jaillissaient de toutes parts, qui ro-

tombaient sur la surface de la rivière avec un bruit mouillé. Quand elle fut à bonne hauteur, les pompiers sur leur camion firent pivoter la tête et le bras de la grue, et déposèrent la voiture, précautionneusement, sur l'herbe de la rive, telle une grosse bourriche noire dégouttant d'eau.

On aurait dit qu'elle s'affaissait. Autour de moi, j'entendis encore une réflexion chuchotée, car chacun gardait, comme au cinéma, un silence pieux.

« Tu vois, c'est une 68, une voiture volée... »

— Il paraît qu'ils seraient partis en pleine nuit... »

Un des pompiers en cuir s'approcha du véhicule, et, tirant avec force, réussit à ouvrir l'une des portières — la portière arrière droite. Une masse d'eau boueuse en jaillit en claquant et se répandit sur la pelouse, entraînant dans son flot quelques pétales du magnolia.

On vit alors retomber à l'arrière de la voiture une masse flottante d'étoffes et de chairs détrempées, que la pression de l'eau avait jusqu'alors tenu plaquée contre le toit : c'étaient les corps emmêlés de deux fillettes de trois à quatre ans, en vêtements de nuit, encore accrochées à des draps et des oreillers. L'une portait un pyjama de molleton rose, l'autre une chemisette de calicot imprimée de fleurs, et entortillée en chiffon.

Leurs ventres nus étaient démesurément gonflés, énormes, striés de bleu; leurs visages glauques, tordus par un rictus d'asphyxie; leurs yeux fixes, grands ouverts, brouillés par les cheveux en désordre, les algues et la vase du fleuve. Confondante image, mêlant la beauté à l'horreur absolue, dont Shakespeare n'eût pas craint de confier la description à quelque royal messager.

A l'avant de la voiture, tassé sous le volant, plié en deux, mais maintenu en place, au niveau de la taille, par sa ceinture de sécurité, je reconnus peu à peu, à mesure que l'eau vaseuse se vidait, ma jeune errante des jours précédents, avec son gilet de laine au point de ruche, et sa robe rose si mince, retournée jusqu'au ventre, dont la mort avait fait un linceul trempé.

Sa déjà longue immersion avait flétri et violacé sa chair. Je ne pus voir son visage sale et fatigué, son air hagard de jeune prolétaire traquée.

Sous l'œil à la fois navré et réprobateur des gendarmes qui contenaient la foule, les infirmiers aidés des pompiers eurent tôt fait de sortir les corps du véhicule, de les recouvrir de couvertures, de les remonter sur un brancard jusqu'à la chaussée où attendait l'ambulance. Direction : la morgue municipale. Puis on s'affaira pour procéder à l'enlèvement de la voiture, accrochée, nez en l'air, à la grue mobile.

Parmi les objets épars qui traînaient dans l'herbe, et qu'un très jeune pompier au visage norvégien enfouissait dans un sac marin, je ne manquai pas de remarquer deux mules d'appartement, en satin matelassé. Elles étaient ornées, l'une et l'autre, d'un pompon de laine rouge-violet.

Romancier et auteur d'opérations pour le théâtre et le cinéma, MAURICE PONS a publié notamment *Rosa* (Denoël, 1967), *Mademoiselle B* (Denoël, 1978), *La Maison des brasseurs* (Denoël, 1978), *Pourquoi pas Mérope* (Balland, 1982).